

ANALYSE DES TYPES ET DES CAUSES DE CONFLITS DANS LA REGION DE HODH EL CHARGUI, MAURITANIE



Images ©TI/Irma Specht



ÉTUDE RÉALISÉE POUR LE PNUD ET FINANCÉE PAR UNPBF
DANS LE CADRE DU PROJET PILOTE CONJOINT :

*Projet Renforcement des capacités pour la prévention
des conflits dans la moughataa de Basseknou*

*Irma Specht
Luc Lafreniere
Alioune M.E Menane
Bakar Diah*

AOUT 2020

TABLE DES MATIERES

Figures et tableaux	3
Acronymes et abréviations	6
Résumé exécutif	7
1. Introduction	10
2. Contexte sécuritaire.....	14
2.1 Perceptions sur la sécurité	14
2.2 Groupes armés et recrutement	22
2.3 Violences communautaires	29
2.4 Violences (Sexuelles) Basées sur le Genre.....	31
3. Typologie et causes des conflits.....	35
3.1 Vue d'ensemble sur la typologie des conflits.....	35
3.2 Communautés d'accueil vs Réfugiés	38
3.3 Conflits fonciers	43
3.4 Economie illégale transfrontalière.....	47
3.5 Agriculteurs vs éleveurs et transhumance	49
3.6 Conflits inter-communautaires	50
3.7 Risque du recrutement dans les organisations extrémistes violentes	56
4. Relations entre les conflits, diviseurs et acteurs.....	64
4.1 Relation entre les conflits.....	64
4.2 Diviseurs	64
4.3 Acteurs de conflits	67
5. Connecteurs et acteurs de paix et de stabilisation	75
5.1 Connecteurs	75
5.2 Mécanismes existants pour résoudre ou réduire les conflits	76
5.3 Acteurs de Paix.....	80
5.4 Initiatives en cours.....	90
5.5 Coordination	96
6. Conclusions	98
7. Recommandations	102
7.1 L'approche préventive.....	102
7.2 Recommandations	102
Bibliographie.....	107
Annexe A. Méthodologie de la recherche.....	108
Annexe B. Masterlist	115

FIGURES ET TABLEAUX

Tableau 1 : Communes visitées durant la phase de recherche de terrain.....	12
Tableau 2 : Cibles atteintes pour chaque type de répondants interrogés.....	13
Tableau 3 : Profil des participants à la recherche	13
Figure 4 : Perceptions sur la sécurité.....	15
Figure 5 : Pourquoi les gens se sentent en sécurité.....	16
Figure 6 : Pourquoi les gens ne se sentent pas en sécurité.....	17
Figure 7 : Etat de la sécurité au cours de la dernière année	17
Figure 8 : Pourquoi la sécurité s'est améliorée au cours de la dernière année	18
Figure 9 : Pourquoi la sécurité s'est détériorée au cours de la dernière année.....	19
Figure 10 : Pourquoi il n'y a eu aucun changement dans la sécurité au cours de la dernière année	19
Figure 11 : Groupes de la communauté les plus exposés au risque d'insécurité.....	20
Figure 12 : Principaux risques pour la sécurité des filles et des jeunes femmes.....	21
Figure 13 : Principaux risques pour la sécurité des garçons et des jeunes hommes	22
Figure 14 : Présence des groupes armés dans la zone	23
Figure 15: Où sont basés les groupes armés	23
Figure 16 : Recrutement des jeunes dans les groupes armés	25
Figure 17 : Groupes les plus susceptibles de rejoindre les groupes armés	26
Figure 18 : Jeunes rejoignant les groupes armés (en Mauritanie ou dans d'autres pays).....	27
Figure 19 : Pourquoi les jeunes rejoignent les groupes armés.....	28
Figure 20 : Risque que les jeunes rejoignent les groupes armés dans le futur	28
Figure 21: Raisons pour lesquelles il y a un risque que les jeunes rejoignent les groupes armés dans le futur	29
Figure 22: Sources de violences communautaires	30
Figure 23: Existence de violences basées sur le genre	32
Figure 24: Formes de violences basées sur le genre.....	33
Figure 25: État du nombre de violences sexuelles	33
Figure 26: Acteurs des violences sexuelles.....	34
Figure 27: Types de conflits dans la région.....	36
Figure 28: Conflits qui ont toujours existé dans la région	37
Figure 29: Nouveaux conflits dans la région.....	38
Figure 30: Relations entre les réfugiés et la communauté locale	39
Figure 31: Pourquoi les relations entre les réfugiés et la communauté locale sont mauvaises.....	40
Figure 32: Pourquoi les relations entre les réfugiés et la communauté locale sont bonnes.....	41
Figure 33: Principaux acteurs des conflits entre les réfugiés et les communautés d'accueil.....	42
Figure 34: Principaux acteurs des conflits fonciers	46
Figure 35: Présence de réseaux criminels opérant dans la zone	47
Figure 36: Principaux acteurs impliqués dans l'économie illégale transfrontalière.....	48
Figure 37: Principaux acteurs des conflits entre agriculteurs et éleveurs	49
Figure 38: Niveau de confiance entre les communautés	51
Figure 39: Problèmes qui existent entre les communautés	52
Figure 40: Relations entre les communautés au cours des deux dernières années	52
Figure 41: Raisons pour lesquelles les relations entre les communautés se sont améliorées au cours des deux dernières années.....	53
Figure 42: Raisons pour lesquelles les relations entre les communautés n'ont pas changé au cours des deux dernières années.....	54
Figure 43: Principaux acteurs des conflits communautaires	55
Figure 44: Jeunes de la région qui sont plus pieux que d'autres.....	57
Figure 45: Pourquoi il y a des jeunes de la région qui sont plus pieux que d'autres	57
Figure 46: Pourquoi il y a des jeunes de la région qui ne sont pas plus pieux que d'autres.....	58

Figure 47: Mauvaise chose que certains jeunes soient plus pieux.....	58
Figure 48: Principaux acteurs impliqués dans la radicalisation	59
Figure 49: Mobilisation des jeunes pour rejoindre des organisations extrémistes.....	60
Figure 50: Perception des organisations extrémistes dans la communauté.....	61
Figure 51: Influence des jeunes vers la radicalisation.....	61
Figure 52: Facteurs qui influencent les jeunes vers la radicalisation	62
Figure 53: Comment les jeunes sont influencés vers la radicalisation.....	63
Figure 54: Sous-groupes de jeunes les plus réceptifs à la radicalisation	63
Figure 55: Diviseurs des gens au sein et entre les communautés.....	66
Figure 56: Accès des communautés aux services ou aux opportunités.....	67
Figure 57: Acteurs qui causent les conflits au sein et entre les communautés.....	68
Figure 58: Positions et intérêts des acteurs de conflits	68
Figure 59: Comment les acteurs de conflits sont connectés.....	69
Figure 60: Voix des jeunes dans les prises de décision	70
Figure 61: Raisons pour lesquelles les jeunes ont une voix dans les prises de décisions	70
Figure 62: Raisons pour lesquelles les jeunes n'ont pas de voix dans les prises de décisions.....	70
Figure 63: Services qui manquent aux jeunes	71
Figure 64: Rôles des jeunes dans les conflits	72
Figure 65: Rôles des femmes dans les conflits et la violence	73
Figure 66: Rôle des femmes dans la radicalisation	73
Figure 67: Influence des filles et des femmes vers la radicalisation	74
Figure 68: Ce qui rassemble les gens	76
Figure 69: Comment les conflits sont résolus	77
Figure 70: Mécanismes de résolution des conflits.....	77
Figure 71: Raisons pour lesquelles les jeunes n'ont pas de voix dans les prises de décisions.....	78
Figure 72: Efficacité des mécanismes de résolution des conflits	78
Figure 73: Raisons pour lesquelles les mécanismes de résolution des conflits sont efficaces.....	79
Figure 74: Représentativité de la communauté dans les mécanismes de résolution des conflits	80
Figure 75: Principaux acteurs et influenceurs des communautés	81
Figure 76: Acteurs les plus efficaces pour résoudre et réduire les conflits	81
Figure 77: Ce que les autorités locales font pour consolider la paix dans la zone	82
Figure 78: Efficacité des actions des autorités locales pour consolider la paix	83
Figure 79: Exemples de succès liés à la prévention des conflits.....	83
Figure 80: Comment est-ce que les autorités luttent contre les activités criminelles.....	84
Figure 81: Les méthodes des autorités locales pour lutter contre les activités criminelles	84
Figure 82: Où vont les gens lorsqu'ils ont des problèmes	85
Figure 83: Qui écoute le plus les jeunes	85
Figure 84: Femmes influentes dans la région.....	86
Figure 85: Rôle des femmes dans la prévention/gestion des conflits.....	87
Figure 86: Rôle des femmes dans les mécanismes de résolution des conflits	87
Figure 87: Rôle joué par les femmes dans les mécanismes de résolution des conflits.....	88
Figure 88: Rôle des jeunes dans les mécanismes de résolution des conflits.....	89
Figure 89: Rôle des jeunes dans les mécanismes de résolution des conflits.....	89
Figure 90: Efficacité de la coordination entre les acteurs de paix	96
Figure 91: Raisons pour lesquelles la coordination entre les acteurs de la paix est efficace	97
Figure 92: Ce qui rend les gens heureux.....	101
Figure 93: Changements nécessaires pour transformer et prévenir les conflits.....	104
Figure 94: Ce qu'il faut changer pour accroître le rôle des femmes dans la résolution des conflits.....	105
Figure 95: Comment éviter la radicalisation.....	105

Figure 96: Comment améliorer la sécurité 106

ACRONYMES ET ABREVIATIONS

AGR	Activités génératrices de revenus
AQMI	Al Qaïda au Maghreb Islamique
DGAT	Direction Générale de l'Administration Territoriale
EIGS	Etat Islamique au Grand Sahara
EU	Union Européenne
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
MRU	Ouguiya Mauritanien
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économique
OIT	Organisation internationale du Travail
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisations de la Société Civile
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUDEL	Programme des Nations Unies pour le Développement Local
SNU	Système des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VBG	Violences Basées sur le Genre

RESUME EXECUTIF

L'objectif général de l'analyse des types et des causes de conflits dans la région de Hodh El Chargui est de disposer d'un document directeur permettant une formulation informée d'un programme de réponse considérant les causes des conflits dans la région en intégrant la dimension transfrontalière. Cette analyse des conflits et des vulnérabilités territoriales permettra de faciliter la conduite de consultations au niveau local afin de définir les axes prioritaires d'une offre programmatique concertée avec l'ensemble des acteurs et des parties prenantes au niveau national et local.

Méthodologie

L'étude a été initiée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et financée par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF) dans le cadre du projet *Renforcement des capacités pour la prévention des conflits dans la moughataa de Basseknou*. Elle a été dirigée par deux consultants internationaux, deux consultants nationaux, avec l'appui d'une assistante recrutée localement pour l'enquête. L'étude a adopté une méthodologie mixte incluant des entretiens avec des informateurs clés (KII), des focus groups de discussion, une enquête à échantillonnage aléatoire, complétés par une enquête en ligne auprès des jeunes. Au total, l'équipe a interrogé 425 répondants (H : 179 F : 246) comprenant les autorités locales, les acteurs de la société civile, les acteurs du secteur de la sécurité, les jeunes, les réfugiés et leurs communautés d'accueil. La plupart des outils étaient composés de questions ouvertes, afin de minimiser le nombre de réponses génériques. Des catégories ont ensuite été identifiées à partir des réponses collectées afin d'analyser les résultats. Cinq outils ont été développés et adaptés aux différents interlocuteurs.

Conclusions Principales

Par rapport au **contexte sécuritaire** : la majorité des répondants de l'étude se sentent en sécurité (88%). Le gouvernement mauritanien a augmenté d'une manière significative ces dernières années le déploiement des forces de sécurité dans la zone. Cette politique a permis d'améliorer le sentiment de sécurité de la population dans la zone. En effet, la majorité de la population a exprimé que la sécurité s'est améliorée ces deux dernières années grâce à la présence croissante des forces de sécurité et de l'absence des attaques terroristes.

Cependant la population de certaines localités voit la présence des réfugiés maliens comme la source première d'insécurité, mais une analyse plus poussée permet de déterminer qu'il s'agit d'insécurité économique. Le banditisme, les conflits intra-familiaux, les violences sexuelles et domestiques constituent les risques les plus mentionnés pour la sécurité des filles et des jeunes femmes. Les conflits intercommunautaires et les abus de drogue sont selon les répondants, les plus importants risques pour la sécurité des garçons et des hommes. Les principales formes de violences basées sur le genre sont : Les violences sexuelles, les mariages forcés et précoces, et les violences psychologiques et morales.

L'étude a montré également que cette région est soumise à plusieurs facteurs d'insécurité potentiels. Ces facteurs sont multiples comprennent les activités criminelles (trafic de drogues, d'armes de petit calibre et commerces illégaux), et à l'exposition de la zone aux mouvements terroristes externes (AQMI et autres groupes armés), notamment dans le Nord du Mali avec lequel la région partage des longues frontières. Bien que la présence des groupes armés ne soit pas une cause importante d'insécurité au moment de l'étude, la proximité des frontières augmente le risque que les jeunes mauritaniens, particulièrement ceux en chômage, puissent être enrôlé dans les groupes afin de bénéficier des salaires

et privilèges attrayants et offerts par les terroristes. Ces derniers contrôlent une grande partie de la région du Mali qui partage les frontières avec le Hodh El Chergui.

La typologie et les causes de conflits : L'étude a identifié des conflits qui sont spécifiques à cette région :

- i) Les conflits fonciers (89% des répondants à Djigueni) qui sont dus à un manque d'application d'une législation foncière en confrontation avec la propriété foncière traditionnelle et tribale ;
- ii) Les conflits politiques (mentionnés en majorité à Timbedra et Djigueni) liés au processus de prise de décision non inclusif et la concurrence pour le pouvoir politique à la chefferie traditionnelle, les affiliations et les divergences d'opinion politique qui entraînent des frictions entre les communautés ;
- iii) Les conflits entre les agriculteurs et éleveurs ;
- iv) Les conflits de la cohabitation entre des réfugiés Maliens et les autochtones (81% des répondants à Bassiknou) à cause principalement de la concurrence sur les ressources naturelles ;

enfin la présence de groupes armés au Mali et du commerce transfrontalier illégal qui constituent un facteur attractif pour les jeunes des communautés de la région.

Les relations entre les conflits, diviseurs et acteurs : L'étude distingue et présente le rôle de plusieurs acteurs directs et indirects dans les conflits dont : les jeunes, les groupes armés/terroristes du Mali, les leaders traditionnels, les organisations criminelles, les leaders religieux, les autorités locales, les organisations internationales, les réfugiés et les femmes. Les politiciens *siyassiyine*, les autorités locales et les chefs traditionnels sont identifiées par les répondants comme les principaux acteurs qui causent et/ou alimentent les divisions communautaires. En effet, la corrélation entre les politiciens et les chefs traditionnelles est perçue par la jeunesse comme un blocage pour les changements nécessaires et indispensables pour l'évolution politique du pays. Les mutations politiques existantes, et étant donné l'engagement des jeunes mauritaniens pour le changement, pourraient contribuer à la remise en cause la balance du pouvoir dominé par les chefferies tribales qui ont perdu leur statut de leader suite à la mise en place de politiques nationales visant la modernisation de l'état. Cette situation, causée par l'exclusion des jeunes des sphères de décision, le manque d'implication dans les concertations locales et nationales, pourrait engendrer des tensions et des conflits de générations intra-tribu et parfois même identitaires.

De plus, les jeunes pasteurs sont moins intéressés par le pastoralisme en raison du changement climatique, mais aussi de la concurrence acharnée avec les réfugiés sur l'eau et la nourriture des animaux. Ils veulent une autre vie et sont frustrés par leur manque de voix dans la gouvernance et la nécessité de recourir à des réseaux de relations et au népotisme pour avoir accès aux emplois. Ils risquent donc à l'avenir de devenir plus réceptifs aux narratifs des groupes extrémistes qui encouragent généralement les sentiments anti-étatiques et qui instrumentalisent les frustrations vécues par les jeunes. Même sans radicalisation religieuse, la frustration des jeunes, combinée au manque de revenus et de participation significative à la vie communautaire, pourraient les conduire aux mains des groupes extrémistes qui leur fournissent de l'argent et du pouvoir¹.

Aussi, la propriété foncière des terres par les tribus et les chefs traditionnels provoque des frictions et des mécontentements entre les communautés, surtout celles qui ont cultivé les terres depuis des décennies sans être propriétaire. C'est ainsi que naissent les revendications identitaires et les discours politiques extrémistes qui constituent des facteurs de déstabilisation de la paix sociale entre les différentes communautés.

¹ Selon entretien avec le maire de la commune de Meghve, 2020

Enfin, Les politiciens prônent toujours des idéaux en faveur de leur intérêts restreints qui ne favorisent pas le développement équitable des services sociaux de base, indispensable pour promouvoir l'inclusion sociale. Ainsi, on assiste à une véritable frustration de la jeunesse sur tous les fronts.

Les connecteurs et acteurs de paix et de stabilisation : l'étude a confirmé que la religion, tout comme la culture, est le plus fort liant en Mauritanie, suivi des relations familiales et tribales ainsi que l'éducation. Les autorités locales et traditionnelles sont les acteurs privilégiés par les communautés pour la résolution des litiges. Ils existent des mécanismes de résolution des conflits traditionnels ou informels et des structures de comités de gestion des conflits dans les villages le long de la frontière avec le Mali, mais selon les répondants, leur efficacité serait limitée.

Recommandations

Bien que la zone étudiée ne soit pas en prise avec des conflits ouverts et violents, certaines tendances lourdes doivent être investies et mitigées afin de renforcer la cohésion sociale de la zone. En termes de consolidation de la paix, si la réponse programmatique ne relève pas du paradigme du *relèvement post-conflit*, il importe de mettre en place **un programme de prévention** ciblé qui permette de mitiger certains vecteurs endogènes et exogènes de conflits présents dans la zone et qui pourraient, mis en synergie, en menacer la stabilité et la sécurité. Afin de réduire et prévenir les conflits dans la wilaya du Hodh El Chargui, les recommandations suivantes pourraient constituer des réponses programmatiques utiles :

1. Contribuer à la politique du développement socioéconomique de la wilaya, en particulier à la construction d'infrastructures liées à l'eau (forage), dans les zones en dehors des camps où les réfugiés vivent avec leurs animaux (i.e. communes de Bassiknou, Megve, Fassalla Neré)
2. Démarrer des coopératives maraichères de femmes et de filles pour produire des aliments pour animaux (fourrage), tout en clôturant les terres, afin de réduire les tensions autour du fourrage et des besoins de transhumance
3. Investir dans la création d'opportunités d'emplois diversifiées. La prévention du recrutement des jeunes dans les groupes armés au Mali ne nécessite pas des AGR mais un réel investissement dans le développement de compétences et la création d'entreprise pour les jeunes. Par exemple, en investissant dans le commerce, la création de marchés et d'entreprises, ciblant également les filles, mais aussi dans des mécanismes de microfinance et le mentorat des jeunes entrepreneurs
4. Investir dans des centres de jeunesse multifonctionnels avec internet, formation professionnelle, arts, petits commerces, etc. Il est recommandé que les filles et les garçons soient mis en ensemble dans le centre et les activités existantes
5. Investir dans la gouvernance participative au niveau de la commune où les jeunes auraient une voix, notamment pour contrer le népotisme. Le co-financement de projets au niveau municipal, conformément aux plans de développement locaux, garantira l'appropriation, à travers laquelle la voix des jeunes et l'inclusion sociale devraient explicitement être encouragée
6. Soutenir le gouvernement dans l'examen du droit et de la politique foncière ainsi que dans la sensibilisation de la population
7. Etendre l'assistance aux autres localités, puisque la plupart des agences des Nations Unies sont concentrées dans certaines zones seulement
8. Envisager un mécanisme de petites subventions pour les organisations de la jeunesse et développer leurs capacités en gestion de projet, gestion de centre (incluant le développement d'activités commerciales pour assurer leur durabilité), lobbying et plaidoyer

1. INTRODUCTION

Le contexte

Située à l'extrémité Est du pays, la wilaya de Hodh El Chargui est l'une des plus peuplées de la Mauritanie. Selon le dernier recensement général de la population de l'habitat, sa population s'élève à 42,1740 habitants. Le Hodh El Chargui est une région dont l'économie est basée sur l'élevage, l'agriculture, le commerce et les échanges transfrontaliers. La *wilaya* dispose de très grandes potentialités d'élevage, ce qui fait d'elle la première région pastorale du pays, bien que les effets de la sécheresse pourraient changer cette donnée dans les années à venir.

Frontalière avec le Mali, son profil sociodémographique est caractérisé par le brassage avec les populations maliennes et des liens très forts du fait de l'existence des mêmes tribus et groupes dans les deux pays. Sociologiquement, c'est une des régions où le système d'organisation et de stratification sociale persiste et teinte la vie quotidienne. Ethniquement, elle se caractérise par une homogénéité élevée car essentiellement habitée par des tribus maures, en plus d'un ensemble noir-africain composé de plusieurs ethnies, principalement Soninkés et Peuls.

La wilaya connaît une longue tradition et culture de valorisation de l'enseignement du Coran et de la Charia et un tissu très étoffé d'écoles coraniques et de *Mahadras*. C'est aussi une zone de concentration des villages *adwabe* où se posent les problèmes de grande vulnérabilité et des séquelles socioéconomiques latentes liées au système traditionnel. La population jeune connaît des mouvements importants vers la capitale Nema, Nouakchott et Nouadhibou, le Mali et les pays Africains.²

A cela s'ajoute la faiblesse de l'économie et des institutions de l'État. L'économie y est peu diversifiée et n'est pas en mesure de générer des recettes fiscales suffisantes pour soutenir les fonctions de base de l'État³. Il est par ailleurs difficile de percevoir la taxe auprès des nomades très dispersés et des populations impliquées dans les activités agricoles. Cette situation concourt à limiter la capacité de l'État à fournir des infrastructures et services de bases et contribue à miner sa légitimité auprès de la population et des élites traditionnelles influentes. Le système judiciaire apparaît politisé et parfois entravé par des mécanismes coutumiers et un système informel dominé par des groupes influents. Toutes les régions administratives disposent de tribunaux, mais la plupart d'entre elles ne disposent pas de ressources humaines et financières suffisantes à leur bon fonctionnement. En outre, la plupart des actions gouvernementales sont concentrées dans la capitale et dans les principales villes. Il est par ailleurs établi que la fragilité des institutions et les difficultés de gouvernance présentent un risque pour la stabilité, la transparence et la sécurité.⁴ Aussi, dans sa dernière publication, Transparency International classe la Mauritanie comme le 139ème pays le moins corrompu sur les 180 pays considérés.⁵

La Mauritanie est affectée par l'instabilité au Sahel, notamment le risque d'expansion du terrorisme et de la violence armée, et plus particulièrement, le conflit au Mali. Les impacts de cette insécurité sont ressentis dans la région de *Hodh El Chargui*, située à l'extrême sud-est de la Mauritanie, le long de la frontière malienne. La *moughataa* de Bassiknou, a reçu le plus grand nombre de réfugiés maliens dans le Sahel. Le camp de réfugiés de Mberra, à 20 km de la ville de Bassiknou, accueille aujourd'hui 60456

² MID/DGAT, PNUD, *Enquête sur les perceptions du terrorisme et les conflits dans la zone de Hodh El Chargui*, 2019 pp 11-12

³ Anouar Boukhars, *The drivers of insecurity in Mauritania*, 2012

⁴ OCDE, Nations Unies Mauritanie, *Analyse des systèmes de résilience pour appuyer l'élaboration et le développement du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement en Mauritanie*, 2017 p11

⁵ <https://www.transparency.org/en/countries/mauritania#>

réfugiés (33015 femmes et 27441 hommes)⁶, un nombre supérieur à la population locale de la *moughataa*. Ce phénomène a entraîné une forte concentration non seulement de personnes, mais aussi de leur bétail dans certaines localités de Hodh El Chargui, accentuant ainsi la pression sur les maigres ressources naturelles telles que l'eau et les pâturages. La *moughatta* de Bassikounou a vocation pastorale et est caractérisée par la présence des réfugiés Maliens, tandis que Timbedra, Amourj et Djuiguenie se distinguent par leur caractère agro-pastoral.

La situation politique et sécuritaire au Mali et les défis liés à la protection des civils rendent improbable un retour des réfugiés maliens dans un avenir proche. Les mouvements transfrontaliers sont normaux, tant pour le commerce que pour la transhumance, où les éleveurs mauritaniens traversent le Mali pendant la saison sèche et les éleveurs maliens traversent la Mauritanie chaque année. Il y a une présence active des groupes armés de l'autre côté de la frontière au Mali. Dans ces zones maliennes l'État malien n'existent pas et se sont les groupes armés qui contrôlent cet espace. Ainsi, ces mouvements transfrontaliers et l'expansion de l'extrémisme violent dans la sous-région présentent un risque de débordement en Mauritanie.

Ces dynamiques accentuent la vulnérabilité des populations de Hodh El Chargui. De plus, la concurrence accrue sur les ressources naturelles tel que l'eau et le pâturage, est un défi pour l'hospitalité traditionnelle du peuple mauritanien. En outre, les prix ont considérablement augmenté et la concurrence dans le secteur du commerce entraîne des tensions et des frustrations. Les agences internationales sont principalement concentrées autour du camp de réfugiés et leurs interventions sont parfois perçues comme inéquitables et favorisant les conflits en raison du soutien perçu comme disproportionné apporté aux réfugiés. Les jeunes de la région se disent frustrés, ont peu de moyens de se faire entendre, manquent d'opportunités économiques et sont à la recherche de moyens de diversifier leurs revenus qui reposent principalement sur l'élevage. Les risques de leur recrutement dans les groupes armés de la région, qui offrent de l'argent et du pouvoir, semblent réels. De plus, les conflits fonciers provoqués par la propriété foncière traditionnelle et tribale des terres sont une source de tension. Sur le plan politique, la transition vers un changement des classes politiques dominées actuellement par les chefs de tribus locaux pourrait générer des graves frictions entre les communautés. Enfin, les possibilités limitées de faire jouer de manière significative aux femmes et aux jeunes dans les mécanismes de décisions et de développement de la société dans cette *wilaya* ne favorisent pas l'inclusion et la cohésion sociale. Les revendications de ces deux groupes pour leur implication dans la vie communautaire et leur volonté de se faire entendre requièrent des accommodements et des transformations.

Dans cette perspective, et pour permettre la formulation d'une offre programmatique exhaustive, capitalisant sur les principaux facteurs d'instabilité et de conflits dans la région, notamment en tenant compte de la dimension transfrontalière avec le Mali, il a été décidé de réaliser une analyse des types de conflits et de leurs causes dans la région de Hodh El Chargui.

⁶ UNHCR, Mauritanie, Statistiques mensuelles, Camp de Mbera, Juin 2020

Objectifs

Financée par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF) dans le cadre du projet *Renforcement des capacités pour la prévention des conflits dans la moughataa de Basseknou*. L'objectif général de l'analyse des types et des causes de conflits dans la région de Hodh El Chargui est de disposer d'un document directeur permettant une

Le **Fonds pour la consolidation de la paix des Nations Unies** (PBF) est l'instrument financier utilisé en premier recours par l'Organisation pour maintenir la paix dans les pays ou situations où un conflit violent risque d'éclater ou sévit déjà. Le Fonds peut investir auprès d'entités des Nations Unies, de gouvernements, d'organisations régionales, de banques multilatérales, de fonds d'affectation spéciale multi donateurs nationaux et d'organisations de la société civile. Le Fonds, dont l'action porte sur l'ensemble des piliers autour desquels s'organisent les activités de l'ONU, appuie les interventions intégrées des organismes des Nations Unies, avec pour objectif de combler les lacunes dans des domaines critiques, de saisir rapidement et

formulation à long terme d'une réponse exhaustive sous forme d'un programme prenant en compte les causes des conflits dans la région en intégrant la dimension transfrontalière. Cette analyse des conflits et des vulnérabilités territoriales permettra de faciliter la conduite de consultations au niveau local afin de définir les axes prioritaires d'une offre programmatique concertée avec l'ensemble des acteurs et des parties prenantes au niveau local.

Portée de la recherche

L'analyse des conflits a été réalisée entre Janvier et Mars 2020. Après une phase préparatoire au cours de laquelle une revue de littérature a été effectuée, la recherche sur terrain a été conduite pendant 32 jours dans la *wilaya* du Hodh El Chargui. Les districts visités ont été choisis en consultation avec le PNUD Mauritanie et prennent en considération les principaux facteurs d'instabilité et de conflits dans la région, notamment la dimension transfrontalière avec le Mali. Le tableau ci-dessous présente les districts qui ont été visités pendant la phase de recherche de terrain.

Mughataa	Communes
Bassiknou	Bassiknou, El Megve, Fassale
Amourj	Amourj, Adel bagrou, Bougadoum
Djigueni	Djigueni, Mabrouk, Feirenni
Timbedra	Timbedra, koumbi Saleh, Bousteila

Tableau 1 : Communes visitées durant la phase de recherche de terrain

Au total, l'équipe a interrogé 425 répondants (M: 179 F: 246) comprenant les autorités locales, les acteurs de la société civile, les acteurs de sécurité, les jeunes, les réfugiés et leur communauté d'accueil.

Une approche mixte a été appliquée, incluant des entretiens avec des informateurs clés (KII), des groupes de discussion (*focus group*), complétés par une enquête auprès des jeunes à partir de téléphones. La plupart des outils étaient composés de questions ouvertes, afin de minimiser des réponses génériques. Des catégories ont ensuite été identifiées à partir des réponses collectées. Cinq outils ont été développés et adaptés aux différents interlocuteurs.

Le tableau ci-dessous présente les cibles atteintes pour chaque type de répondants interrogés :

Outils	Cibles atteintes
Autorités locales	(M: 16 F: 0)
Acteurs de sécurité	(M: 11 F: 0)
Acteurs de la société civile	(M :53 F :36)
Jeunes (filles et garçons)	(M :80 F: 169)

Réfugiés et communautés d'accueil	(M:19 F: 41)
Total	

Tableau 2 : Cibles atteintes pour chaque type de répondants interrogés

Le tableau 3 ci-dessous présente le profil des participants à la recherche.

Profils des répondants

Profils des répondants			
Moughataa	Amourj	82	
	Bassiknou	140	
	Djigueni	85	
	Timbedra	119	
Entretiens et groupes de discussion	Autorités locales	16	
	Acteurs de la société civile	89	
	Acteurs de sécurité	11	
	Jeunes	249	
	Réfugiés et populations hôtes	60	
Communautés des répondants	Autochtone	81%	
	Allochtone	7%	
	Migrant	3%	
	Réfugiés	9%	
Sexe	Masculin	42%	
	Féminin	58%	
Age	Moins de 24 ans	56%	
	Plus de 24 ans	44%	
Education	Aucun	Moins de 24 ans	73%
		Plus de 24 ans	27%
	Mahadra	Moins de 24 ans	38%
		Plus de 24 ans	62%
	Primaire	Moins de 24 ans	83%
		Plus de 24 ans	17%
	Secondaire	Moins de 24 ans	83%
		Plus de 24 ans	17%
	Supérieur	Moins de 24 ans	38%
		Plus de 24 ans	62%
Occupation	Sans emploi	59%	
	Personnels d'ONG	9%	
	Commerçants	9%	
	Eleveurs	5%	
	Agriculteurs	4%	
	Fonctionnaires	4%	
	Leaders coutumiers	4%	
	Elèves/étudiants	3%	
	Agents de construction/transport/mécanique	2%	
	Leaders religieux	1%	
Nombre de répondants		425	

Tableau 3 : Profil des participants à la recherche

2. CONTEXTE SECURITAIRE

Ce chapitre explore le contexte sécuritaire de la région de Hodh El Chargui en présentant les perceptions des répondants sur la sécurité, les groupes armés et le recrutement, les violences communautaires, et les violences basées sur le genre.

2.1 PERCEPTIONS SUR LA SECURITE

Selon la littérature, les menaces à la sécurité en Mauritanie et dans la région du Sahel sont caractérisées par des couches d'intérêts imbriqués et transversaux aux niveaux local, national et régional⁷. La dynamique et les facteurs de conflit sont donc complexes et interdépendants. Les dynamiques culturelles et la géographie étendue de la Mauritanie qui augmentent la porosité des frontières, en font une cible facile et un refuge sûr pour les trafiquants et les groupes armés, y compris les mouvements terroristes islamistes transnationaux, comme EIGS (Etat Islamique au Grand Sahara). Il existe également un certain nombre de types de tensions socio-économiques différentes. La criminalité transnationale existe dans une zone caractérisée par la faiblesse des institutions présentes. Cette présence limitée, le contexte géopolitique sous-régional et dans une certaine mesure la géostratégie internationale ont contribué au développement des réseaux criminels et d'un groupe terroriste islamiste.⁸

De plus, l'intersection et les synergies possibles entre ces divers types d'accélérateurs de conflits, et plus particulièrement dans la zone de l'étude, entre : i) les inégalités sociales et la méfiance intercommunautaire; ii) les changements climatiques et les pressions croissantes sur les ressources agropastorales très limitées; iii) et la radicalisation et l'extrémisme violent présents dans la région ont le potentiel de faire escalader les tensions au-delà des capacités locales et nationales à trouver rapidement des solutions pacifiques et durables. La situation sécuritaire de la région de Hodh El Chargui, de façon globale, est dans l'ensemble jugée satisfaisante⁹.

D'apparence tranquille, la région constitue à priori une zone d'infra-sécurité¹⁰. Les groupes violents et armés n'ont pas habitude d'y faire preuve d'agressivité. Ils y mettent en œuvre une stratégie basée sur des opérations discrètes et maîtrisées, très peu dérangeantes pour les autorités, et plus à même de garantir un trafic humain et matériel assez dense. Cependant, la littérature établit de nombreux facteurs d'insécurité potentiels. Les facteurs d'insécurité de la région sont principalement dus aux activités criminelles et à son exposition aux mouvements terroristes externes, notamment dans le Nord du Mali avec lequel la région partage des longues frontières. Le Nord du Mali est en effet, le théâtre de mouvements armés qui incluent des terroristes et extrémistes, des rebelles, des milices, des narcotrafiquants et des trafiquants d'armes¹¹. Étant donné la proximité géographique et sociale de la région de Hodh El Chargui avec le nord Mali, ces facteurs d'instabilité ont un impact certain sur la cohésion sociale et la sécurité de la zone.

En effet, bien que le pays semblât initialement résistant aux influences terroristes de *Al Qaida au Maghreb Islamique* (AQMI), la Mauritanie a connu plusieurs incidents depuis 2005 dont une attaque meurtrière perpétrée par AQMI de la caserne de Lemgheity dans le Nord-est qui a fait quinze victimes parmi les soldats mauritaniens et en a blessé 39 autres¹². De plus, il a été établi que depuis 2005, des

⁷ Jourde, C. Sifting Through the Layers of Insecurity in the Sahel: The Case of Mauritania. Africa Security Brief No. 15. Africa Centre for Strategic Studies, 2011

⁸ Sumuedh Rao, Conflict analysis of Mauritania, GSDRC, 2014

⁹ MID/DGAT, PNUD, *Enquête sur les perceptions du terrorisme et les conflits dans la zone de Hodh El Chargui*, 2019 p 22

¹⁰ Centre pour le dialogue humanitaire, PNUD, *Etudes des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel*, 2016

¹¹ MID/DGAT, PNUD, *Enquête sur les perceptions du terrorisme et les conflits dans la zone de Hodh El Chargui*, Octobre 2019 p 22

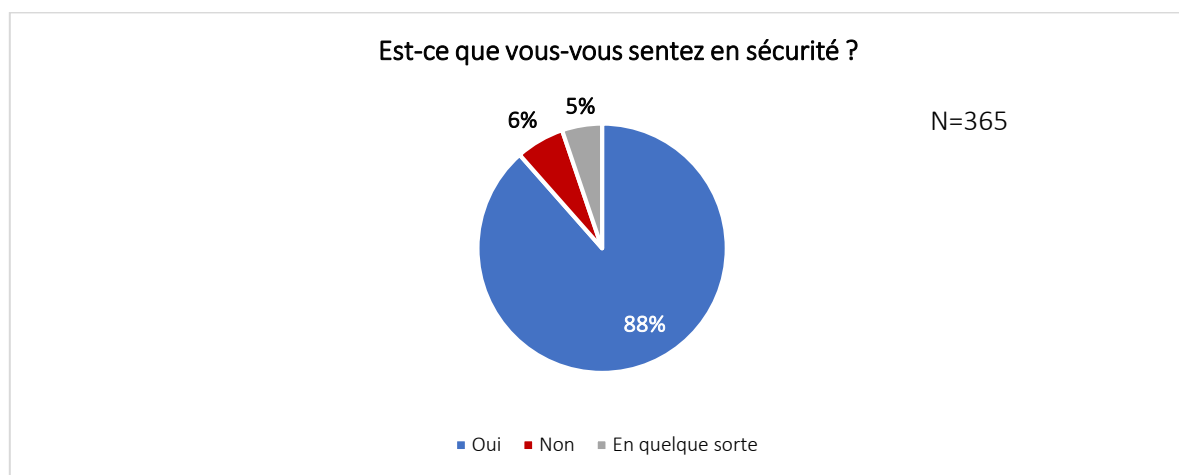
¹² Anouar Boukhars, The drivers of insecurity in Mauritania, 2012 p11

dizaines de Mauritaniens sont devenus des acteurs importants d'AQMI ou ont suivi une formation militaire et idéologique dans les camps militants du Nord du Mali¹³.

Partageant souvent les mêmes intérêts¹⁴, les organisations criminelles et les groupes armés de la zone opèrent dans un contexte de porosité et d'insécurité des frontières. A cela, s'ajoute le flux continu de réfugiés maliens (60 456 personnes¹⁵ résident dans le camp de Mberra au 30 juin 2020), dont les défis présentent un potentiel facteur d'insécurité. Par ailleurs, la littérature fait état du rôle des femmes dans l'insécurité dans les zones frontalières¹⁶, notamment dans le Hodh El Chargui. Dans les zones frontalières mauritaniennes, des mouvements radicaux extrémistes font souvent appel aux femmes pour un certain nombre d'opérations et d'activités dont le commerce de produits de contrebande et plus rarement, leur recrutement dans les mouvements extrémistes.

Selon la figure 4 ci-dessous la majorité des répondants se sentent en sécurité. Il ressort des discussions avec les habitants de cette région, que le gouvernement mauritanien a augmenté d'une manière significative ces dernières années le déploiement des forces de sécurité dans la zone. Cette politique a permis de créer la confiance de la population dans le domaine sécuritaire dans toutes les localités visitées de la *wilaya* au niveau des communes de Timbedra, Amourj, et Djigueni. Cependant à Bassikounou, la population déclare sentir de l'insécurité.

D'ailleurs l'un des maires d'une commune frontalière a confirmé que les problèmes liés à la sécurité sont maîtrisés par les forces de sécurité depuis quelques années.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 4 : Perceptions sur la sécurité

Dans la figure 5 ci-dessous, on constate que les filles/femmes plus que de garçons/hommes se sentent en sécurité, et ce, à cause de leur proximité avec la résidence familiale et l'amélioration générale de la sécurité dans la zone. Cependant les garçons/hommes plus que de filles/femmes considèrent que la présence des forces de sécurité améliore la sécurité dans leur communauté.

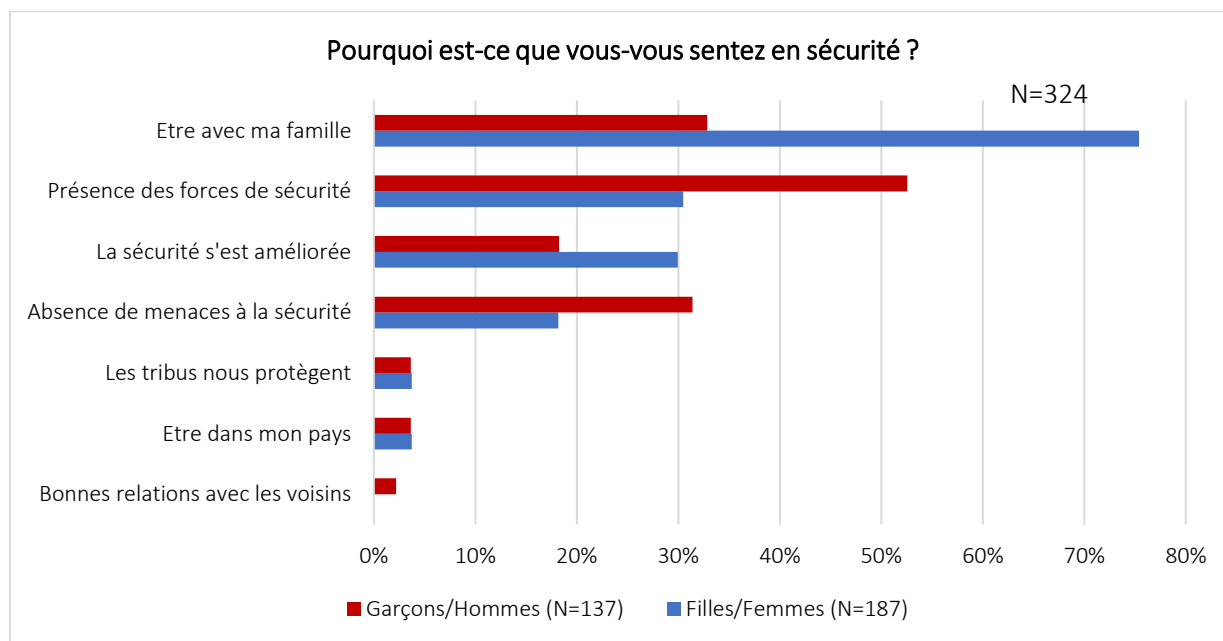
¹³ Anouar Boukhars, The drivers of insecurity in Mauritania, 2012 p11

¹⁴ International Crisis Group, Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali, 2018

¹⁵ UNHCR, Operational portal refugees situation, <https://data2.unhcr.org/en/country/mrt?secret=unhcrrestricted>, consulted on 12/4/2019

¹⁶ Centre pour le dialogue humanitaire, PNUD, Etudes des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel, 2016 p 26

Ce sentiment de confiance a été largement confirmé par les communautés villageoises durant les réunions le long de la frontière, mais parfois avec certaines réserves à cause de la situation au Mali. L'un des notables de la commune de El Megve a expliqué que les raisons pour lesquelles ils se sentent en sécurité sont principalement : i) la forte présence des forces de sécurité ; ii) l'absence de menaces ou d'actes terroristes ; iii) et surtout la coordination avec la population dans l'effort de sécurité.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 5 : Pourquoi les gens se sentent en sécurité

Dans la figure 6 ci-dessous, on remarque qu'un grand pourcentage de femmes/filles voit la présence des réfugiés comme une source d'insécurité ; une perception liée à les conflits de la zone (voir section 3.2 'Communautés d'accueil vs réfugiés'). Plus de garçons/hommes que de filles/femmes pensent que l'absence de forces de sécurité et la présence des activités criminelles sont en les véritables causes. La

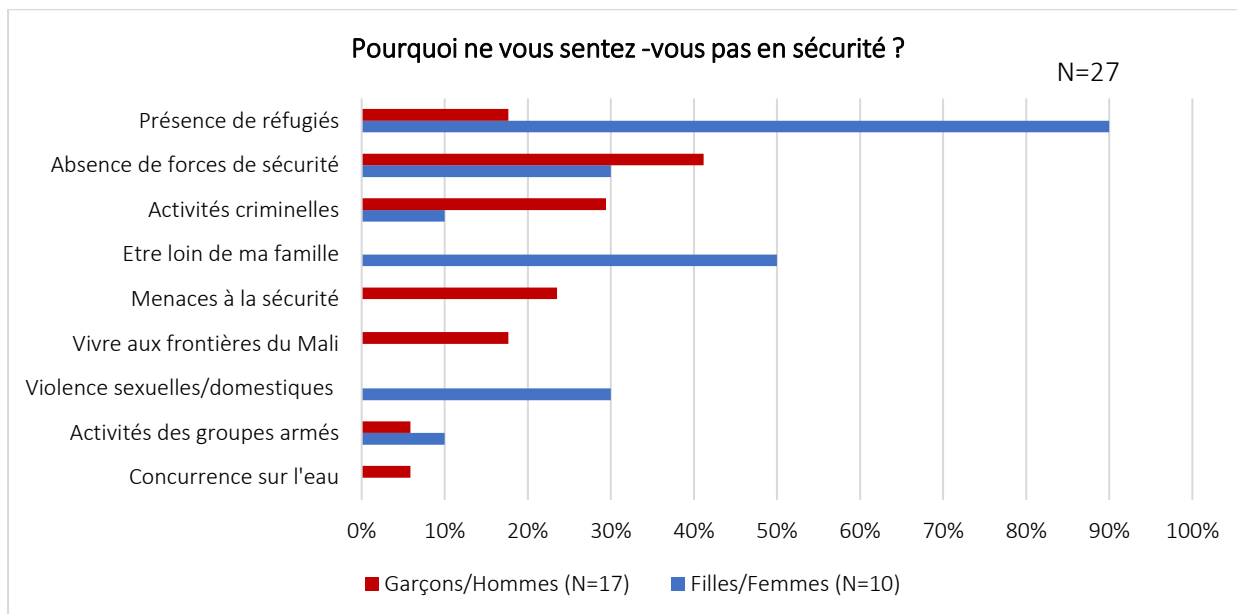
A cause de la présence des réfugiés venant du Mali, nos filles ne peuvent plus se promener toutes seules et sortir la nuit.

Mère de famille, commune de Garve

présence des réfugiés a constitué un sujet capital dans les discussions avec les autochtones. Durant une réunion dans un village proche du camp des réfugiés, le chef du village a précisé que les réfugiés constituent une véritable menace pour leur sécurité car ils sont la prétendue source des vols d'animaux, de la

délinquance, du banditisme, viols et du trafic illicite. Pourtant les autorités sécuritaires n'ont pas mentionné d'incidents graves entre les deux communautés sauf dans un village de la commune de Meghve. Cette position peut être motivée par le fait que la population autochtone se voit très défavorisée par rapport à l'assistance fournie aux réfugiés par la communauté internationale.

En effet, durant les *focus group* dans la commune de Fassala et Meghve, les participants ont mis en exergue leur mécontentement par rapport à l'assistance des organisations internationales qui se concentrent sur les réfugiés et ne tiennent pas compte des problèmes des autochtones. Ils ont précisé également que ces réfugiés constituent une source d'insécurité et ont un impact négatif sur l'environnement à cause de l'utilisation intensive du pâturage et des autres ressources naturelles.

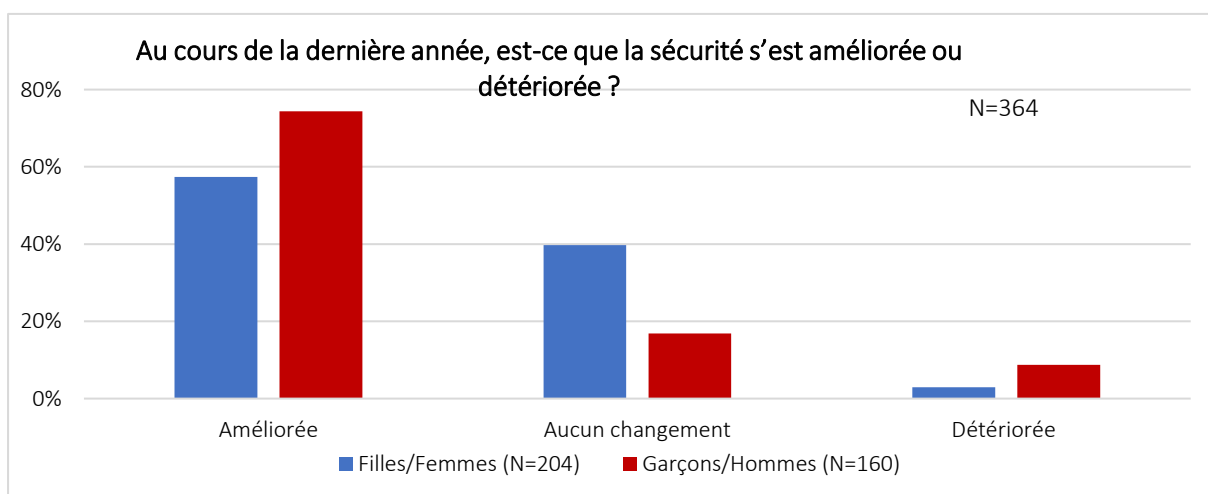


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 6 : Pourquoi les gens ne se sentent pas en sécurité

On remarque dans la figure 7 ci-dessous que 74% des hommes/garçons et 57% des filles/femmes s'accordent sur le fait que la sécurité s'est améliorée. Par ailleurs, 40% des filles/femmes et 17% des garçons/hommes disent qu'il n'y a pas eu de changement dans la sécurité. Seulement 9% des hommes et 3% des femmes estiment que la sécurité se détériore.

Selon un responsable de sécurité de la Gendarmerie au niveau de Bassikounou, il n'y a pas eu de cas d'incident de sécurité recensé dans la *moughataa*. Les personnes se déplacent sans aucune contrainte sécuritaire. D'ailleurs les souks communautaires (marchés villageois) n'ont jamais été entravés par une détérioration de la sécurité. Ainsi, il semble que la sécurité ait connu une amélioration à cause de la stratégie mauritanienne de lutte contre le terrorisme.

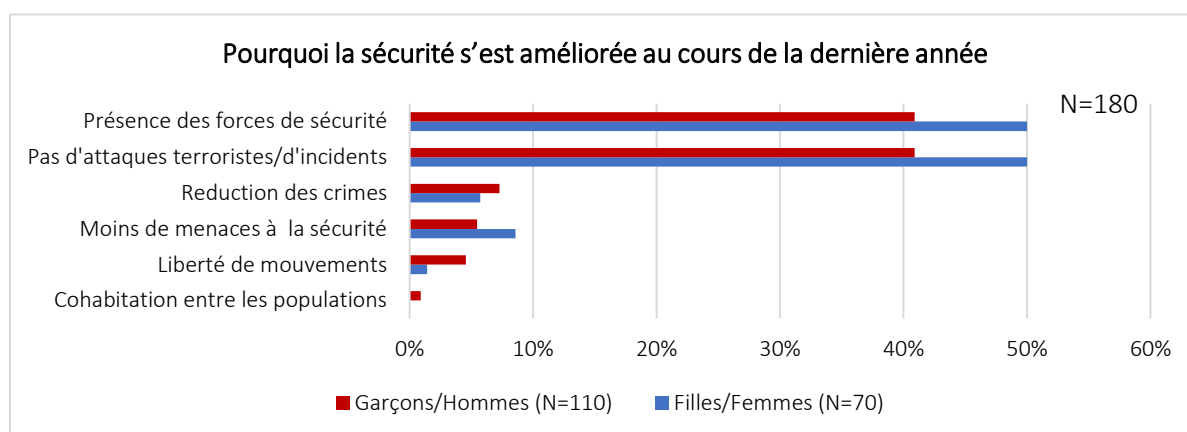


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 7 : Etat de la sécurité au cours de la dernière année

Comme indiqué dans la figure 8 ci-dessous, il y a plus de filles/femmes que de garçons/hommes qui lient l'amélioration de la sécurité à la présence des forces de sécurité et l'absence d'attaques. Au contraire, plus de garçons/hommes considèrent que la principale cause est la réduction des crimes.

Selon le *wali* Moucaïd (Gouverneur Adjoint) du Hodh El Chargui au cours d'un entretien, le gouvernement mauritanien a mis en place un dispositif de sécurité cohérent composé des forces militaires, de la gendarmerie, de la garde et de policiers. Ces forces opèrent dans toute la *wilaya* avec un effort particulier sur toute la frontière avec le Mali. Il existe une coordination de ce dispositif de sécurité qui a la responsabilité de définir les orientations et les objectifs de la mise en œuvre de la stratégie sécuritaire. A cela s'ajoute la sensibilisation de la population sur l'importance de la sécurité et surtout sur le rôle crucial que doit jouer le citoyen dans ce domaine.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djiugueni, Timbedra entre février et mars 2020.

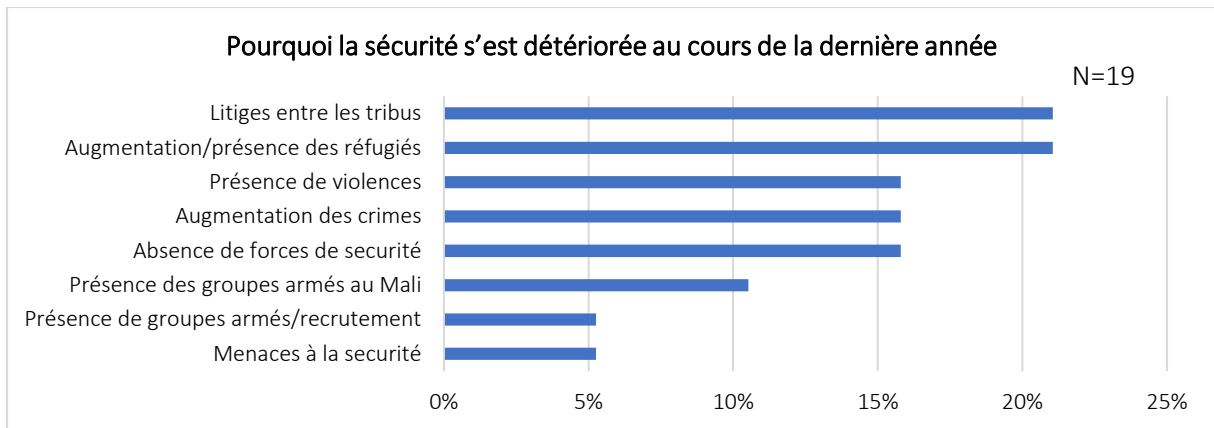
Figure 8 : Pourquoi la sécurité s'est améliorée au cours de la dernière année

On observe dans la figure 9 que peu de des répondants voient les litiges entre les tribus et la présence

Il existe plusieurs conflits dont la source profonde est l'appartenance tribale. Ces conflits peuvent se développer et se transformer en confrontations, menaçant ainsi la sécurité des populations...

Chef du village, Moughataa de Bassikounou

des réfugiés comme les véritables facteurs de détérioration de la sécurité. La présence des violences et l'augmentation des crimes sont d'autres facteurs de détérioration. Selon les *focus groups* dans les *moughataa* de Bassiknou, Amourj, Djiugueni et Timbedra, la sécurité s'est beaucoup améliorée à cause d'un dispositif sécuritaire important mis en place par le gouvernement suite aux problèmes au Nord Mali.

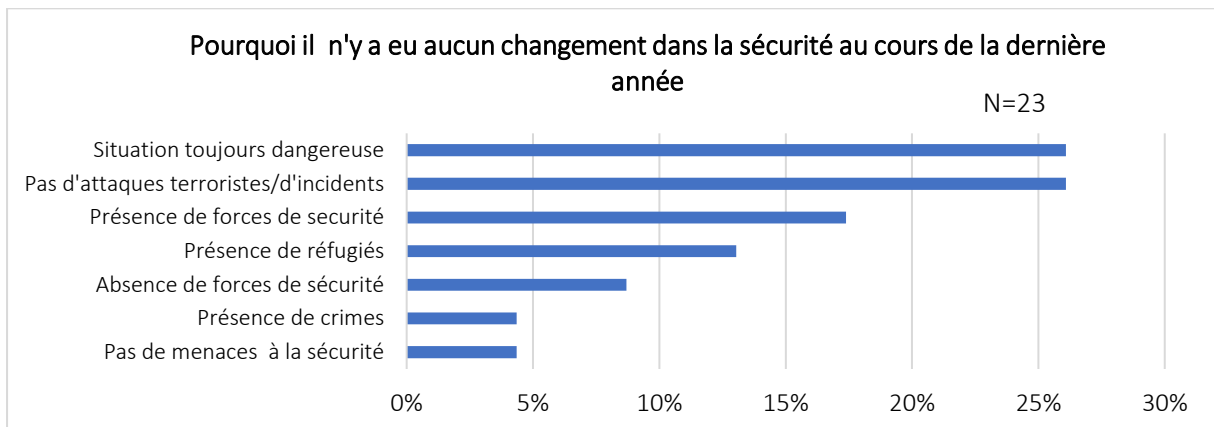


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djiguéni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 9 : Pourquoi la sécurité s'est détériorée au cours de la dernière année

La figure 10 ci-dessous montre que certains des répondants estiment que la situation est toujours dangereuse, bien qu'il n'y ait pas eu d'attaques ou d'incidents terroristes engendrant une perte de confiance dans la sécurité au cours de la dernière année. Par ailleurs des répondants (17%) considèrent que la présence des forces de sécurité a contribué à la stabilité sécuritaire.

Selon un notable de la commune de Fassala Néré, il y'a pas eu d'attaques terroristes ou incidents qui permettent de catégoriser le niveau de sécurité cette année. ... *Nous sommes en paix grâce à la présence des forces de sécurité, bien que la menace soit à quelques kilomètres de la frontière au Mali...* Par ailleurs, la population considère que la guerre au Mali est la principale source d'insécurité dans la région et considère également que, tant que les groupes armés y opèrent, il est impossible de parler d'un changement significatif du niveau de sécurité des individus dans la zone.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djiguéni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 10 : Pourquoi il n'y a eu aucun changement dans la sécurité au cours de la dernière année

Il semble clair que le contexte sécuritaire dans cette *wilaya* est positif car la population s'y sent en sécurité de façon générale et très peu d'événements d'insécurité majeurs ont été enregistrés dans cette zone. Cela est certainement lié en partie au déploiement des forces de sécurité sur le territoire mauritanien et à la concentration des efforts des groupes armés sur le Mali pour attaquer les forces gouvernementales et internationales. De plus,, il semble que la population mauritanienne travaille en étroite collaboration avec les autorités locales afin de préserver la sécurité. Toutefois, il faut noter que

la sécurité dans cette wilaya pourrait être largement affectée par la situation malienne. Ainsi, il y a lieu de suivre avec attention le développement de la situation transfrontalière pour ajuster les mesures à prendre, de façon à préserver la paix et la stabilité dans cette zone.

La figure 8 ci-après présente les groupes de la communauté les plus exposés au risque d'insécurité et les différents types de risques auxquels ils font face. Selon les répondants, les risques qui menacent le plus de groupes de répondants sont : être victimes/participer à des activités criminelles/violences, l'insécurité aux frontières et l'exposition aux réseaux sociaux. On peut particulièrement noter les jeunes figurent parmi les plus exposés à l'insécurité puisque le groupe est exposé à tous les types de risques d'insécurité réunis.

Nos jeunes sans emplois, sans espoir d'opportunités et très pauvres peuvent facilement se livrer à des activités à haut risque sécuritaire.

Encadreur de la jeunesse, Bassiknou

Aujourd'hui la grande préoccupation des autorités locales et communautaires se situe autour de la problématique de l'emploi des jeunes qui vivent dans des conditions qui favorisent la tentation vers des activités à risques telles que la criminalité, le terrorisme, le trafic illicite etc.

Selon un haut responsable de la commune de Djuigueni, ils existent des centaines de jeunes chômeurs, très pauvres sans emplois à la recherche d'opportunités pour s'insérer dans la vie active. Par contre, le faible niveau de réalisation des politiques économiques visant à créer des emplois accessibles aux jeunes risque de créer des frustrations au sein d'une jeunesse largement désœuvrée. Ainsi, il y a lieu de craindre l'orientation des jeunes vers d'autres activités à risques et qui sont facilement accessibles, notamment le recrutement des groupes terroristes, l'implication dans l'extrémisme et la participation aux activités criminelles, etc...

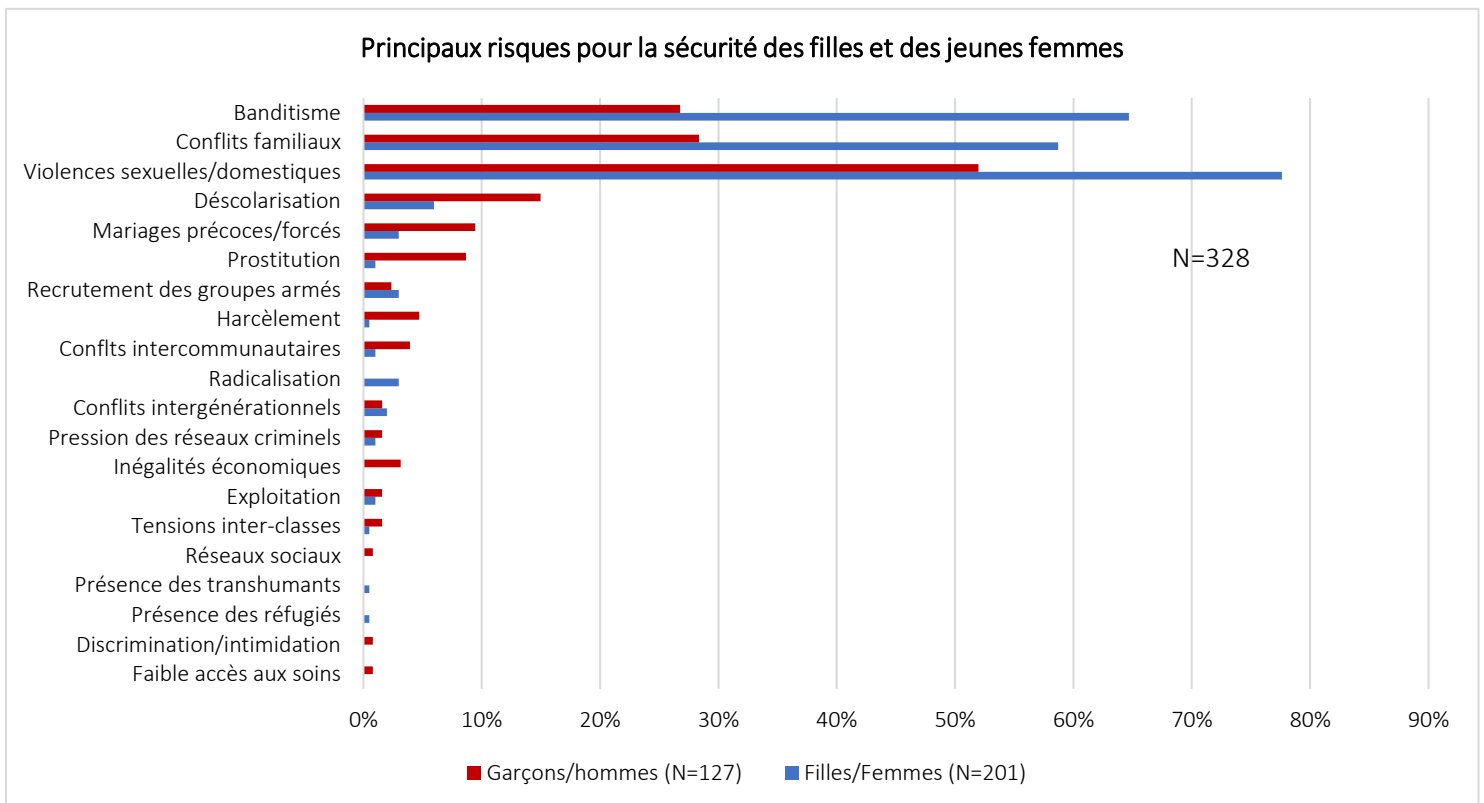
Selon les focus groupes dans les différentes communes et particulièrement celles de Fassalla, Megva, Adelbagrou, et Bousteila, il y a une probabilité que les jeunes chômeurs issus des familles très pauvres soient attirés par les promesses (argents et privilèges) offertes par les groupes terroristes.

Groupes dans la communauté les plus exposés au risque d'insécurité										
	Victimes des activités criminelles /violences	Incompréhension du danger	Participation aux activités criminelles/illégales	Chômage /pauvrete	Groupes très mobiles	Recrutement des groupes armés	Insecurité aux frontieres	Exposition aux réseaux sociaux	Impliqués dans l'extrémisme politique	Participation à des activités à risque d'insecurité
Jeunes	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Enfants/mineurs	X	X			X		X	X		
Femmes	X						X	X	X	
Analphabètes/ignorants	X	X				X	X	X		
Personnes âgées	X						X			
Personnes pauvres			X	X		X	X		X	X
Chômeurs	X		X	X			X	X		
Commerçants	X				X		X			X
Eleveurs	X		X				X			X
Personnes malades	X									
Hommes	X		X	X	X	X	X	X	X	X

La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 11 : Groupes de la communauté les plus exposés au risque d'insécurité

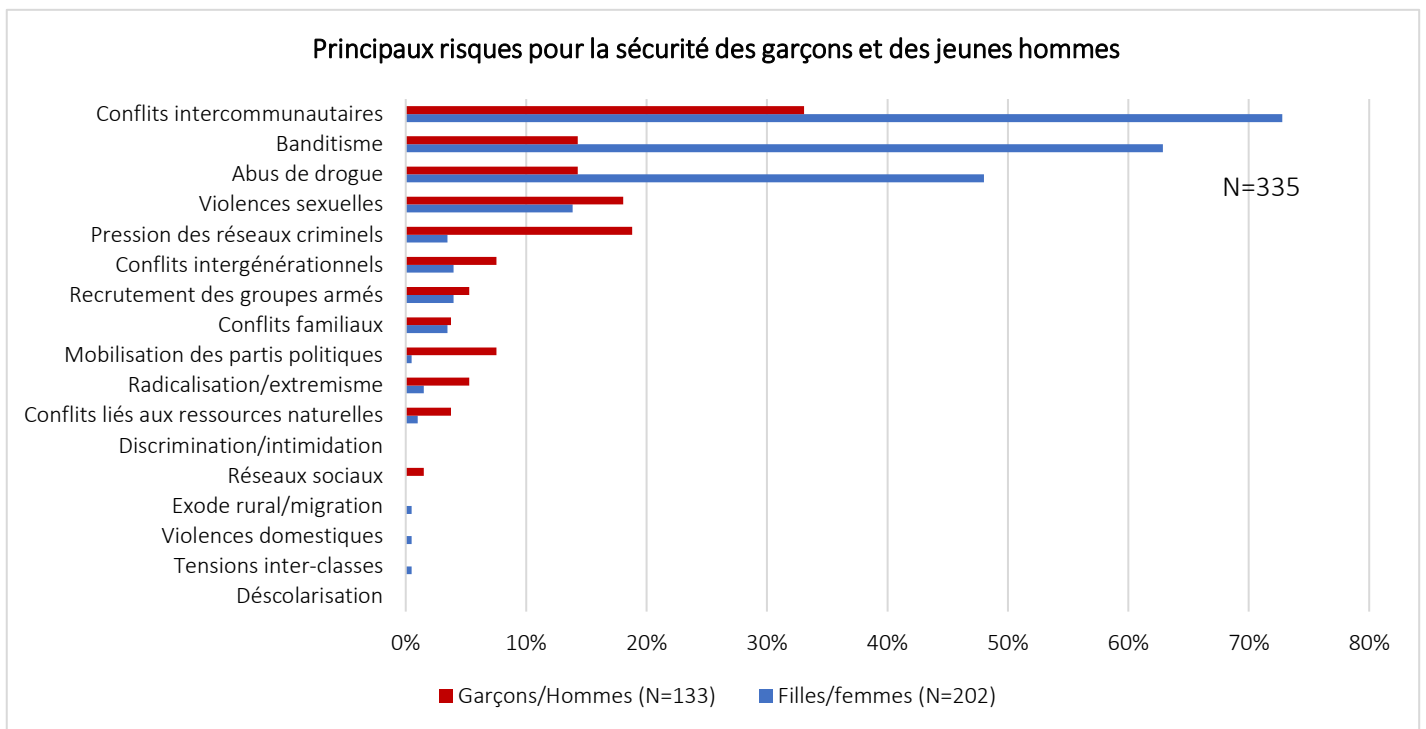
Selon la figure 12, la majorité des filles/femmes pense que le banditisme, les conflits familiaux et les violences sexuels et domestiques constituent les véritables risques pour la sécurité des filles et des jeunes femmes. Deux responsables de la sécurité dans la Moughatta de Bassikounou ont précisé que les violences sexuelles et domestiques sont rarement déclarées à la police. Depuis qu'ils sont en fonction, des cas très rares ont été recensés et mis en justice. En fait dans la société mauritanienne, on préfère régler ce genre de problèmes entre les familles que de les présenter devant la justice. Un viol est non seulement un préjudice grave pour la victime, mais ces effets peuvent se faire ressentir aussi la famille et même la tribu de la victime. C'est ce qui explique que le nombre de cas déclaré est très bas, malgré la reconnaissance de son existence dans les communautés.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 12 : Principaux risques pour la sécurité des filles et des jeunes femmes

La figure 13 ci-après indique que les conflits intercommunautaires, banditisme et abus de drogue constituent les plus importants risques pour la sécurité des garçons et des hommes. Il ressort de ce tableau que plus de filles/femmes que de garçons/hommes jugent que ces phénomènes sont les principaux risques existants.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djiguéni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 13 : Principaux risques pour la sécurité des garçons et des jeunes hommes

2.2 GROUPES ARMES ET RECRUTEMENT

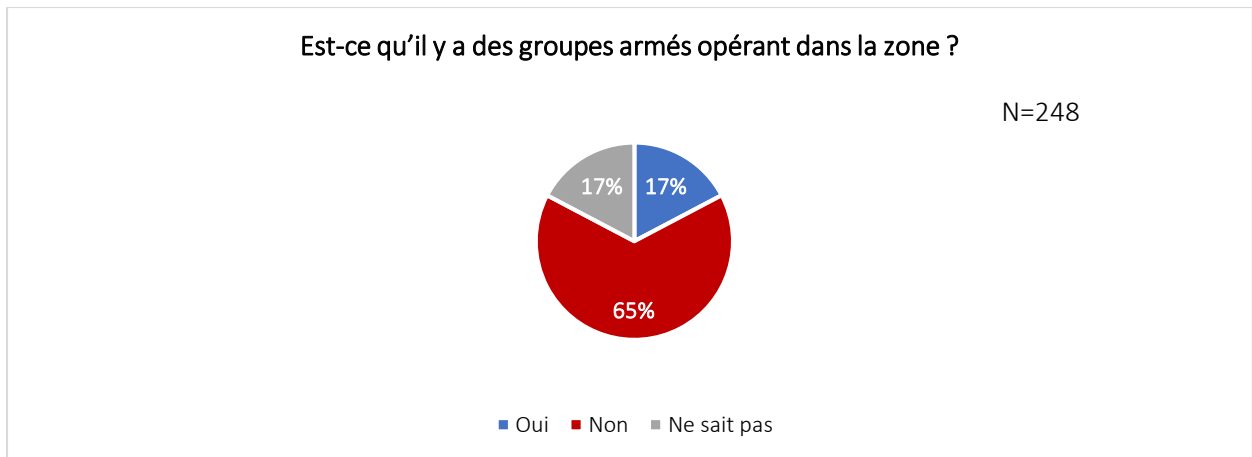
Selon la littérature, le positionnement géographique, la porosité des frontières et la présence de groupes terroristes favorisent les activités criminelles dans la région. Les groupes terroristes, à la recherche de financement pour planifier leurs attaques¹⁷ alimentent le trafic de stupéfiants et de personnes et maintiennent l'instabilité dans la région. D'autre part, la région est également témoin de la contrebande de marchandises de toutes sortes, ce qui facilite grandement l'émergence des réseaux de trafic de drogue et de petits passeurs¹⁸.

Dans la figure 14, on peut constater que les 65% des répondants confirment l'existence des groupes armés opérant dans la zone, alors que les 17% ne partagent pas cette opinion et que 17% n'ont pas d'information sur ce sujet.

Un Commandant de brigade de la gendarmerie reconnaît l'existence de plusieurs groupes armés opérants dans la zone et particulièrement dans les zones frontalières au Mali. Il a précisé que le nord du Mali est occupé par plusieurs groupes armés qui se livrent aux trafics illicites et ils organisent des attaques terroristes contre l'armée malienne et les forces des Nations Unies.

¹⁷ Sidibé, K. Security Management in Northern Mali: Criminal Networks and Conflict Resolution. IDS Research Report 77, Institute of Development Studies, 2012

¹⁸ Lacher, W. Organized Crime and Conflict in the Sahel-Sahara Region. Washington, D.C.: Carnegie Endowment for International Peace, 2012.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 14 : Présence des groupes armés dans la zone

Selon les participants à la recherche, les principaux groupes armés opérant dans la zone sont respectivement : *Al-Qaïda au Maghreb islamique* (AQMI), les groupes terroristes et des groupes Islamistes extrémistes non identifiés. Selon les focus group et les personnes interviewées, la présence d'AQMI et des autres groupes armés est une réalité dans cette zone. Selon un notable à Fassala, il aurait été plusieurs fois contacté par des proches parents pour l'informer des activités d'AQMI au-delà de la frontière au Mali. Selon ces informations, cette organisation terroriste patrouille dans les zones sous leur contrôle au Mali et elle applique son autorité sur les populations locales.

Selon la figure 15 ci-après, la grande majorité des répondants (98%) confirment que les groupes armés sont basés au Mali, tandis certains répondants (2%) voient une présence des groupes armées sur le territoire Mauritanien. En effet, les participants dans les *focus group* dans la *moughataa* de Bassiknou ont déclaré que le Nord du Mali qui est frontalier à la région du Hodh el Chargui est occupé par plusieurs groupes armés qui s'y livrent à toutes sortes d'activités criminelles y compris l'extrémisme violent. Le Chef de la police a mentionné que ces groupes coordonnent leurs activités dans la région et ils sont basés dans l'extrême Nord du Mali.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 15: Où sont basés les groupes armés

Selon la littérature consultée, une partie importante de la jeunesse dans la zone vit une situation difficile et qu'il importe d'investir pour assurer la cohésion sociale¹⁹. Bien que des données spécifiques sur les jeunes dans la zone soient encore à collecter, les caractéristiques retrouvées au niveau national et qui semblent pertinentes pour la zone comprennent :

- L'importance du nombre de jeunes non occupés et non intégrés dans le système éducatif parmi la tranche d'âge de 15 à 35 ans (près de 33 % des effectifs) ;
- Un taux de chômage relativement élevé : les chômeurs de la tranche d'âge 20-34 ans représentent près de 36 % des chômeurs du genre masculin et près de 48% de ceux du genre féminin. Parmi ceux employés, la quasi-totalité des jeunes occupent des emplois précaires (33,3%), vulnérables (54,1%) ou sont en situation de sous-emploi (10,6%).

Aux problèmes de chômage, de précarité et de vulnérabilité d'emploi s'ajoutent les contraintes auxquelles les jeunes sont exposés et qui sont liées principalement aux problèmes de :

- Manque de clarté des missions et de coordination des actions des acteurs publics au niveau du secteur de la jeunesse ;
- Manque drastique de moyens de fonctionnement des institutions centrales et décentralisées (maisons des jeunes, délégations régionales, instituts de formations, clubs et infrastructures collectives) ;
- Manque de ressources humaines aussi bien au plan qualitatif que quantitatif, pour répondre à la demande et assurer une professionnalisation et une qualité de l'action dans les domaines de la culture, des loisirs, des sports et de l'accompagnement associatif ;
- Retards importants en matière d'infrastructures collectives de loisirs et de sports ;
- Baisse des financements extérieurs suite au ralentissement économique mondial ;
- Défis d'instabilité sociale dans une phase initiale de démocratisation du pays.

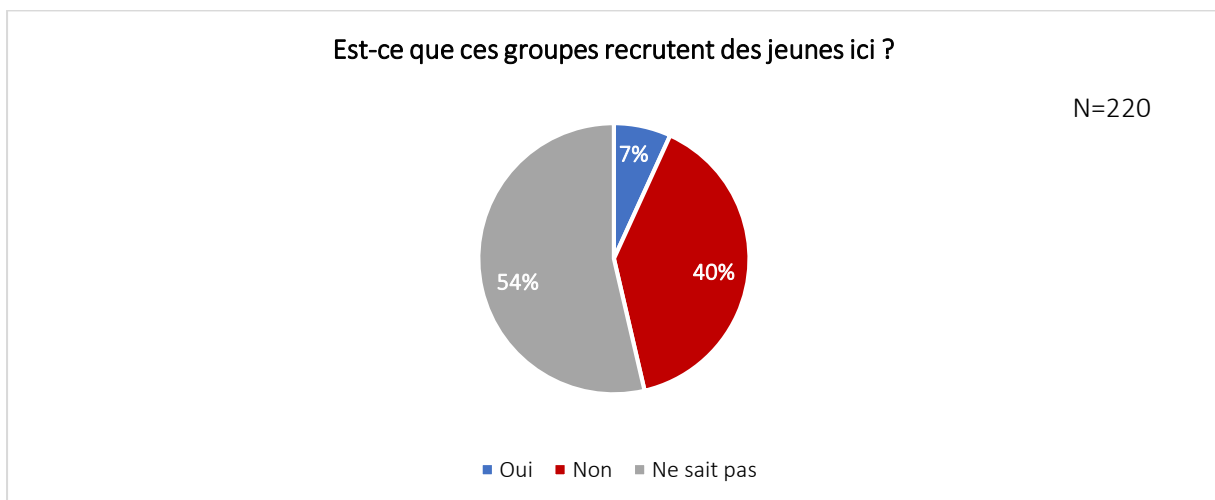
La population mauritanienne a pour principales caractéristiques d'être jeune et de s'être très vite urbanisée du fait de phénomènes de sécheresses cumulatives impactant les conditions de vies, les mobilités socio-économiques ainsi que les équilibres territoriaux. Environ le tiers de la population totale vit dans la capitale Nouakchott exerçant du coup de fortes pressions sur les équipements publics et l'offre de services essentiels. Aussi, le dividende démographique que représentent les jeunes défie les politiques publiques qui tardent souvent à montrer leurs résultats. Cette situation favorable à la précarité peut générer des conflits sociaux internes. En 2012, plus de 22% des jeunes hommes et 51% de jeunes femmes âgés de 15 à 24 ans ne fréquentent aucune structure éducative ou de formation. Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans est de 15,2 %, de 15 à 35 ans est de 14,3 %, tandis que le pourcentage des jeunes qui ne sont ni employés, ni dans le système éducatif est de 38 %. Selon la littérature, ces jeunes sont exposés à de multiples risques et peuvent être visés par des actes de violence, d'abus et d'exploitation, voire attirés par l'extrémisme. La jeunesse mauritanienne est confrontée à d'importants risques, souvent exacerbés par les problématiques de développement dans une Mauritanie en pleine mutation sociologique où le passage de relai générationnel est en cours. La revue de la littérature souligne également la méfiance entre jeunes qui se nourrit des défis de la cohésion nationale.²⁰

¹⁹ PNUD. *Étude sur les déterminants socioéconomiques du terrorisme en Mauritanie*. 201X, pp 9

²⁰ SNU, *Analyse des fragilités et des risques en Mauritanie pour l'éligibilité de la Mauritanie* au PBF, 2019, p.13

Confrontés aux inégalités croissantes du fonctionnement de l'État et de la société, une partie de la jeunesse remet radicalement en question la légitimité des institutions étatiques et se tourne vers un autre idéal et l'espoir d'un *autre avenir*, incarnés par les bandes délinquantes et les mouvements religieux sectaires. Ce contexte est marqué par la résurgence ou l'instrumentalisation des référents identitaires, communautaires et religieux porteurs d'un risque supplémentaire de fractionnement et de tensions sociales. La figure 16, montre que la majorité des personnes interrogées ne savent pas si les groupes terroristes recrutent les jeunes, bien que certains confirment l'inexistence du recrutement local, au moment même où d'autres s'accordent pour dire que les groupes terroristes recrutent les jeunes localement.

Selon les focus groupes à Bassiknou, il n'y a pas de recrutement. En réalité, il est fort probable que le recrutement n'est pas significatif et très faible car aucun système de recrutement n'a été identifié. Pourtant un responsable de la mairie de Djigueni a précisé que quatre jeunes de sa commune ont été recrutés par les groupes armés pour combattre dans ses rangs contre les forces maliennes et les autres organisations internationales au nord du Mali. Selon lui, ces jeunes auraient subi une formation de radicalisation dans un camps d'entraînement des groupes armés avant de rejoindre les opérations de combat. Les organisations terroristes utilisent les réseaux restreints et en toute discrétion pour attirer les jeunes chômeurs dans leur organisation. Ce cas est unique dans la zone, les répondants n'ont pas mentionné d'autres cas de recrutements durant toute l'étude.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 16 : Recrutement des jeunes dans les groupes armés

En 2013 le risque de recrutement des jeunes par AQMI, exacerbé par la situation sécuritaire fragile dans le Nord du Mali, a été déjà identifié. Le mouvement terroriste présent au Mali aurait la capacité de mener une campagne de guérilla contre les troupes maliennes et étrangères (y compris mauritaniennes) présentes au Mali, mais également dans les pays voisins, dont la Mauritanie²¹. Dans le même temps, plusieurs études²² révèlent que dans un contexte où le discours religieux n'est pas totalement contrôlé, les raisons pour lesquelles les jeunes pourraient rejoindre les mouvements

²¹ EIU. Outlook for 2014-15: Political stability. Mauritania Economic and Political Outlook. Country Report Mauritania. Economist Intelligence Unit (EIU), 2013

²² MID/DGAT, PNUD, Enquête sur les perceptions du terrorisme et les conflits dans la zone de Hodh El Chargui, 2019

terroristes sont : la pauvreté, l'ignorance, le chômage, la marginalisation, la mauvaise interprétation religieuse, l'activisme des prédicateurs salafistes dans les *mahadras* et les mosquées et la recherche de la fortune. Selon une étude sur la question, dans la région de Hodh El Chargui, les facteurs les plus récurrents de la radicalisation sont la montée des discours salafistes et djihadistes, bien que cette donnée n'ait pas été confirmée par la présente étude), la pauvreté, le chômage, le sentiment de marginalisation et d'exclusion des jeunes et les médias. Le facteur de radicalisation est d'une grande importance dans la mesure où depuis les premières attaques de 2005, on note une implication plus importante des jeunes mauritaniennes au sein de AQMI.²³

La figure 17 ci-après montre que selon les personnes interviewées, les groupes les plus susceptibles de rejoindre les groupes armés sont :

- Les pauvres et chômeurs qui ont besoins d'argent et attentif aux discours de radicalisation
- Les analphabètes ignorants qui sont incapables de discerner les discours de radicalisation et ils n'ont fait l'objet des campagnes de sensibilisation
- Les mineurs qui constituent un groupe très vulnérable, sans une expérience avérée dans les défis de la radicalisation.

Groupes susceptibles de rejoindre les groupes armés										
	Besoin d'argent /emploi	Recherche d'aventure /fortune	Plus vulnérables	Manque de sensibilisation/éducation	Peu d'alternatives existantes	Attentifs aux discours politiques/religieux	Comprennent le discours de radicalisation	Coutume	Influencables par la famille/tribu	Montrent ouvertement leur radicalisation
Pauvres/chômeurs	X	X	X		X	X				
Analphabètes/ignorants		X		X						
Mineurs			X	X						
Jeunes les plus pieux				X		X				X
Jeunes dont les parents sont proches des groupes									X	
Groupes ethniques/tribus spécifiques								X	X	
Intellectuels							X			
Politisés						X				
Réfugiés			X				X			

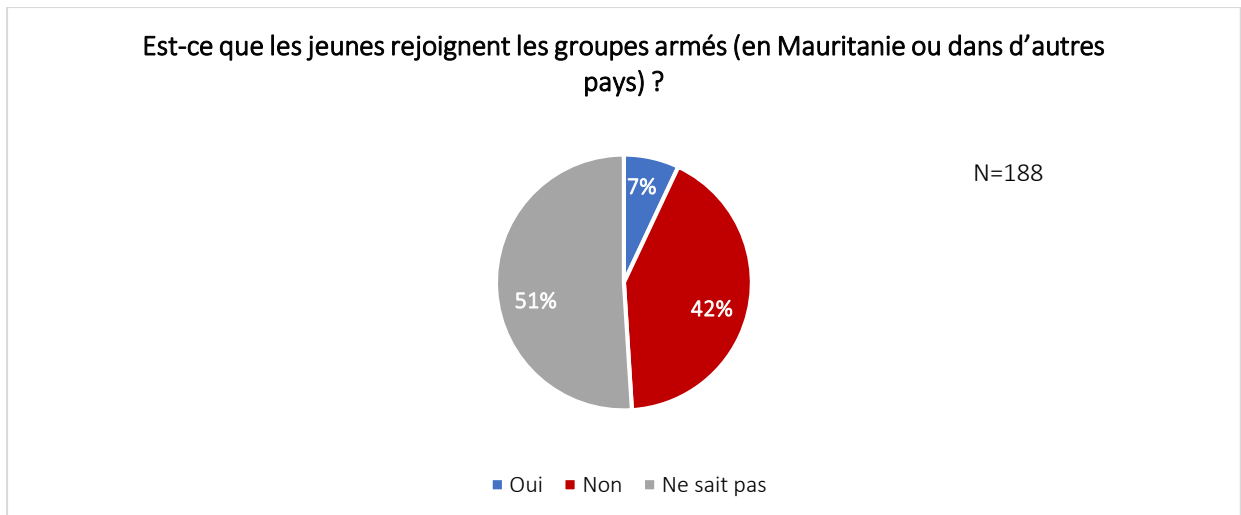
La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 17 : Groupes les plus susceptibles de rejoindre les groupes armés

Comme présenté sur la figure 18 ci-dessous, la majorité des jeunes (51%) qui ont répondu à la mini-enquête ne savent pas si les jeunes rejoignent des groupes armés. Cependant certains (42%) confirment que les jeunes n'intègrent pas les groupes armés, tandis que d'autres (7%) affirment l'enrôlement des jeunes dans ces groupes.

Selon la police le recrutement des groupes armés se fait dans la discrétion totale et par l'intermédiaire des passeurs très professionnels. Il est très rare de savoir si une personne a été recrutée qu'après son décès dans un combat ou sa capture par les forces maliennes ou les forces internationales. On peut en déduire qu'il existe un recrutement local à une petite échelle, mais qu'à l'intérieur du Mali ce recrutement probable de mauritaniens et d'autres nationalités est certainement plus important car la zone est contrôlée par les groupes djihadistes.

²³ Anouar Boukhars, The drivers of insecurity in Mauritania, 2012, p11



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

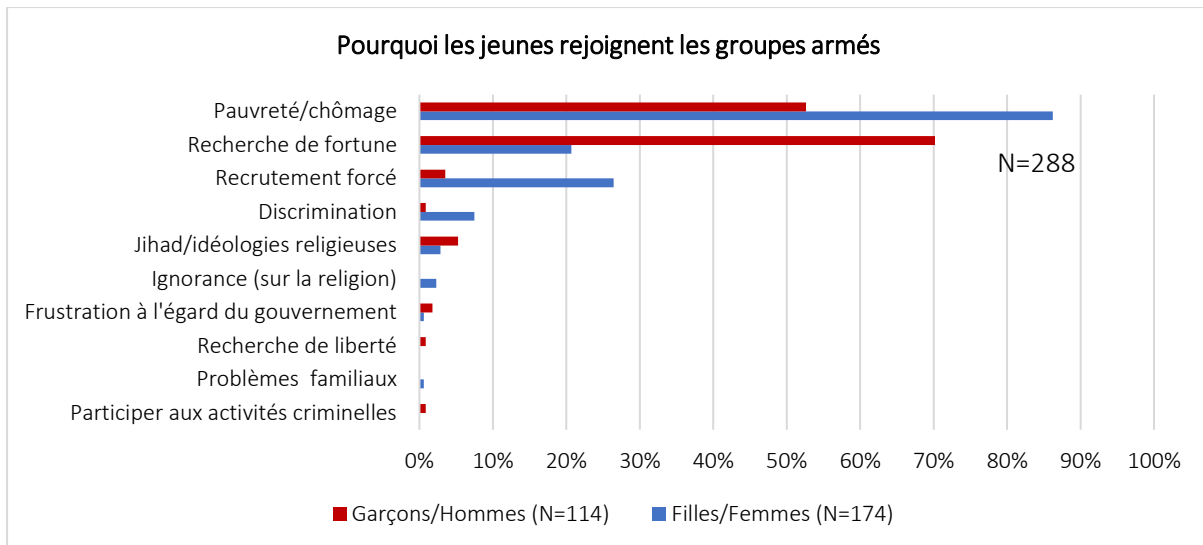
Figure 18 : Jeunes rejoignant les groupes armés (en Mauritanie ou dans d'autres pays)

Comme présenté sur la figure 19 ci-dessous, les répondants estiment que les principales motivations qui incitent les jeunes à rejoindre les groupes armés sont généralement d'ordre économique, pauvreté et chômage, la recherche de la fortune ou revenus et le recrutement forcé. Plus de filles/ femmes que de garçons/hommes voient que la pauvreté, le chômage et surtout le recrutement forcé sont les véritables causes qui conduisent les jeunes à intégrer ces groupes. Par ailleurs plus de garçons/hommes que de filles/femmes jugent que la recherche de la fortune est la principale source de recrutement.

Plusieurs jeunes mauritaniens se sont enrôlés dans les groupes armés pour bénéficier des avantages matériels et financiers ainsi que les privilèges donnés par ces organisations terroristes les groupes terroristes proposent des salaires mensuels d'environ 5000 dollars en plus de la gratuité du mariage et d'une fonction d'honneur de commandement des hommes. C'est ainsi que les jeunes chômeurs sont incités pour rejoindre ces groupes, au lieu de rester dans la pauvreté sans un espoir de changement de situation économique
Notable, Djigueni

Il ressort de ces constats que la pauvreté constitue un facteur déterminant qui poussent les jeunes, après de longues périodes de chômage, à s'orienter vers des opportunités générant rapidement des revenus afin de subvenir à leur besoin et soutenir également leur famille, ainsi l'enrôlement dans les groupes terroristes et criminels devient une alternative attractive. D'ailleurs plusieurs maires, autorités locales et sécuritaires ont largement exprimé ces faits. Donc, il est nécessaire de

s'orienter vers des approches stratégiques qui consistent à privilégier la création d'emploi pour les jeunes et leur insertion dans la vie active afin d'élargir leur palette d'options citoyennes.

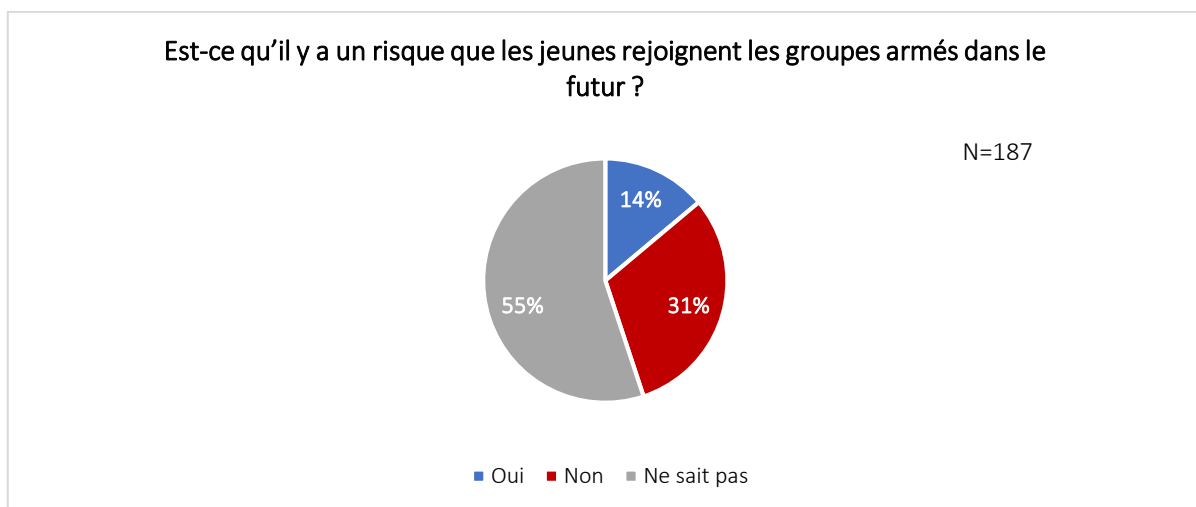


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 19 : Pourquoi les jeunes rejoignent les groupes armés

Les jeunes sont divisés sur le risque de rejoindre ces groupes dans le futur, comme présenté par la figure 20 ci-dessous. La majorité (55%) affirme ne pouvoir répondre par un manque d'information d'appréciation, alors que les 31% pensent que ce risque est inexistant. Pourtant 14% voit la présence de ce risque.

Le maire d'une commune de Timbedra a confirmé que le risque que les jeunes rejoignent les groupes armés est très élevé. Ceci s'explique par le chômage galopant et surtout l'inexistence d'une politique nationale pour la création des emplois ou des activités pour les occuper. Il a ajouté que la majorité des jeunes dans sa commune n'ont pas pu suivre les études secondaires et ils se livrent actuellement aux activités sportives qui n'ont aucun rendement financier. Ainsi, cette jeunesse pourrait être tentée de rejoindre les groupes armés qui offrent des grands revenus attractifs et des privilèges. Il existe donc des conditions et un environnement favorable et propice qui favorisent le risque des jeunes de rejoindre les groupes armés.



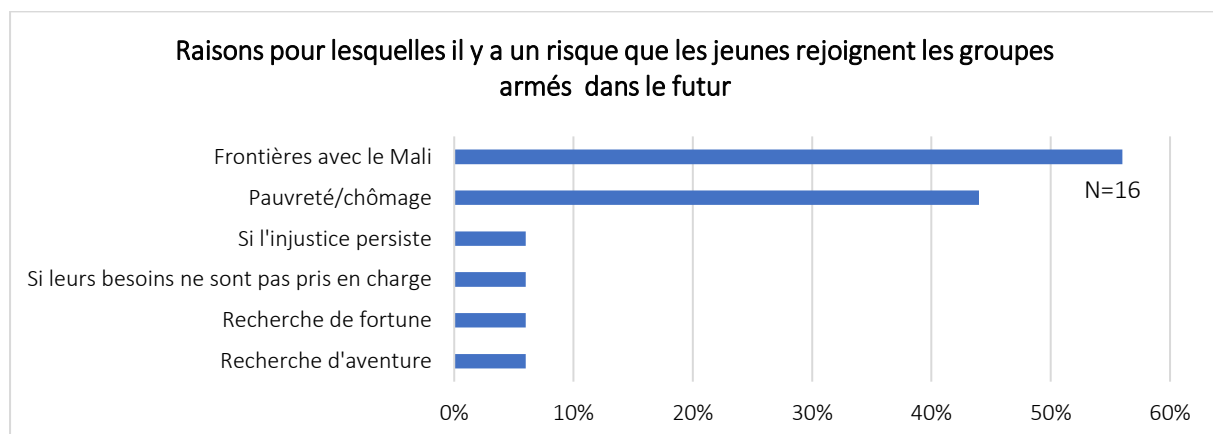
La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 20 : Risque que les jeunes rejoignent les groupes armés dans le futur

Comme le présente la figure 21 ci-dessous, les principaux risques identifiés par les jeunes qui ont participé à la mini-enquête sont : la proximité des frontières avec le Mali, les motivations économiques (la pauvreté et le chômage) et enfin perception d'une persistance de l'injustice. Par contre, selon les répondants, la proximité de la frontière avec le Mali constitue la principale cause de risque.

En effet, la région du Hodh Elchargui partage la plus grande frontière avec le Mali (environ 1200 Km). Cette région est habitée par des populations nomades, très pauvres car aucunes initiatives pour le développement n'ont été réalisées ces dernières années pour y dynamiser l'économie et surtout créer des emplois aux jeunes chômeurs issus des familles défavorisées. C'est ainsi que la population voit de l'injustice dans le manque de développement des infrastructures sociales de bases et des opportunités de travail pour les jeunes afin qu'ils puissent subvenir à leurs besoins. Ainsi, l'ensemble de ces facteurs imbriqués influencent les jeunes à s'orienter vers d'autres alternatives pour la recherche des solutions et par conséquent l'une des options est malheureusement de rejoindre les groupes armés. Ces derniers constituent à leurs yeux une source de fortune.

D'ailleurs les participants au *focus group* dans les différentes *moughataa* ont bien mentionné que la jeunesse souffre d'un chômage depuis la fin de leur formation et qu'aujourd'hui, il est urgent de chercher des stratégies pour occuper ces jeunes avant qu'ils ne soient attirés par le recrutement des groupes terroristes.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djiguéni, Timbedra entre février et mars 2020.

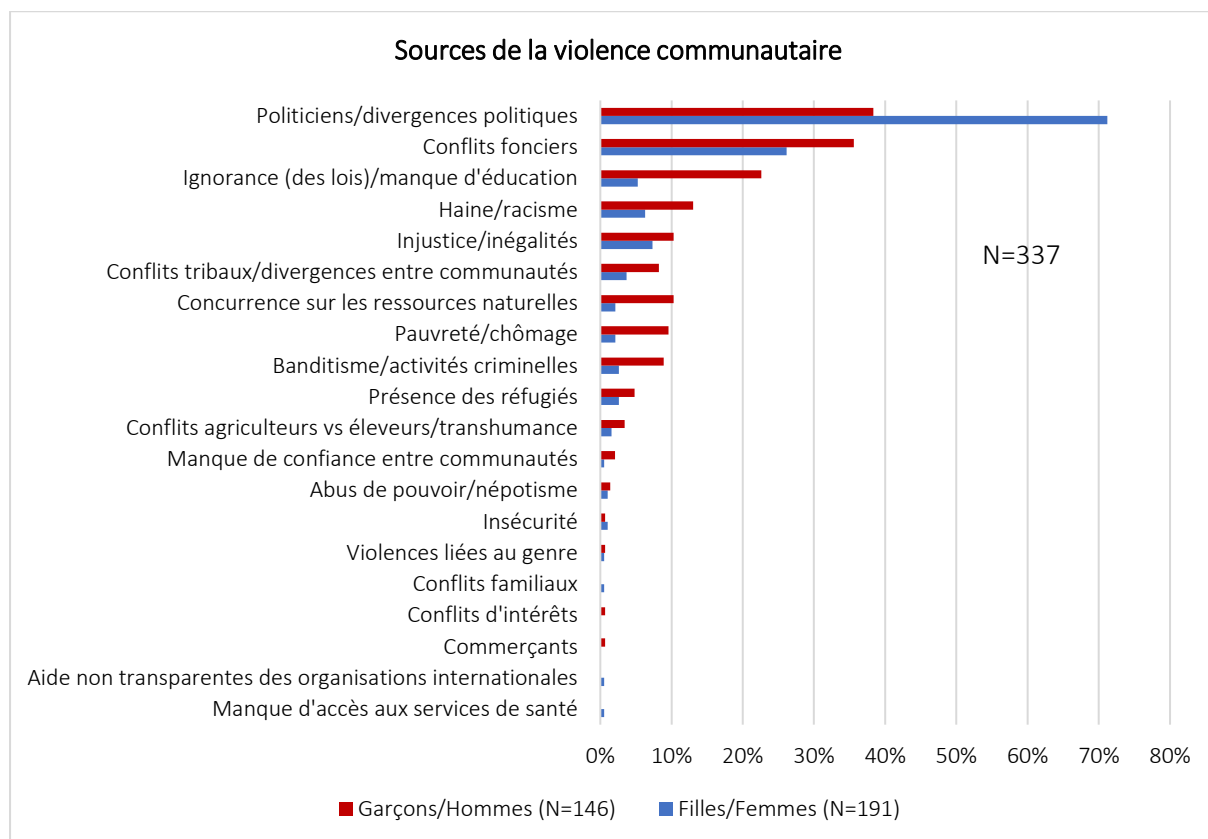
Figure 21: Raisons pour lesquelles il y a un risque que les jeunes rejoignent les groupes armés dans le futur

2.3 VIOLENCES COMMUNAUTAIRES

On peut observer dans la figure 22 ci-après, que selon les répondants les sources de violence et de conflits communautaires sont principalement : les politiciens et les divergences politiques, les conflits fonciers et l'ignorance des lois avec le manque d'éducation. On remarque qu'il y a plus de filles/femmes que de garçons/femmes qui considèrent que les divergence politiques sont les véritables mobiles de la violence communautaire.

Selon le maire d'une commune de Timbedra... *l'ensemble des problèmes liés aux violences communautaires sont la conséquence des divergences politiques. Les politiciens mènent des campagnes de sensibilisation sur la base de leur intérêt et ils cherchent à tout prix à maintenir une suprématie sur les populations afin d'avoir les privilèges du gouvernement...* C'est dans ce cadre que nous observons les confrontations intra-tribales, ethniques et parfois identitaires qui constituent des véritables sources de violences et de conflits communautaires. Aussi, le Chef de la fédération des agriculteurs a ajouté

que leur zone a connu plusieurs conflits fonciers à cause du manque d'application de la législation foncières et de sa contradiction avec la réalité sur le terrain. Au moment où l'état se déclare propriétaire des terres, ce sont les tribus qui gèrent le foncier suivant le règlement traditionnel et coutumier. Selon les discussions de groupe, les confrontations politiques sont la source principale des violences communautaires car elles prônent le plus souvent des slogans qui provoquent les problèmes entre communautés et même parfois identitaires.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 22: Sources de violences communautaires

Les violences communautaires s'articulent autour de certains vecteurs de conflits. La société mauritanienne est composée principalement de quatre groupes. Ainsi, les Arabes (Maures); Peulhs, Soninkés et Ouolofs constituent les principales composantes de la société mauritanienne. La constitution de 1991 reconnaît ces quatre groupes comme les principales composantes nationales. Cette même constitution consacre la langue Arabe comme langue officielle. Ceci semble nourrir une certaine frustration et un sentiment de marginalisation au sein des communautés non-Arabe de la Mauritanie. Ainsi, différentes revendications et divers débats continuent de porter sur l'enseignement officiel des langues Pulaar, Soninké et Ouolof. La société mauritanienne qu'elle que soit la composante, est faite d'un système complexe de stratification sociale qui perdure et consacre certaines perceptions d'inégalités. Par ailleurs, l'unité nationale tient sa résilience de la conjugaison de plusieurs facteurs dont les liens familiaux, les entités politiques historiques constituées, le respect mutuel et les alliances entre les différentes communautés. Un potentiel pour le vivre-ensemble qui attend d'être préserver et renforcer au regard des dynamiques sociopolitiques actuels.²⁴

²⁴ SNU, Analyse des fragilités et des risques en Mauritanie pour l'éligibilité de la Mauritanie au PBF, 2019, p. 9

Ces tensions résultent d'un sentiment d'exclusion et de méfiance inter et intra-communautaire basé sur la complexité de la structure sociale et des rapports historiques entre certains groupes ethniques.²⁵

De plus, la Mauritanie sera sans doute une des régions du monde les plus affectées par le changement climatique, avec des impacts importants sur les disponibilités en eau et en ressources fourragères. Les risques, la fréquence et la sévérité des sécheresses vont augmenter, avec un impact sur l'évolution des circuits de transhumance et des sources de conflits. De grands changements, climatiques mais aussi socio-économiques, agroécologiques et institutionnels, risquent cependant d'affecter négativement les systèmes pastoraux. Selon la littérature, ceci vient s'ajouter aux défis liés à l'accès à la terre et la gestion du foncier²⁶. Les aléas liés au changement climatique avec son corolaire de pression sur les ressources naturelles, la forte variabilité climatique et la poussée de la désertification qui impacte significativement et progressivement les moyens d'existence des populations vivant de l'économie agro-pastorale ont un impact direct sur la cohésion sociale. Dans ce secteur, les conflits sont récurrents, mais leur intensification augmente sensiblement la pressions sur les mécanismes traditionnels de gestion de conflits qui sont parfois débordés.²⁷

De plus, il existe des conflits partisans au sens politique institutionnel. Les jeunes appartiennent aux différents partis politiques qui les mettent de l'avant et la compétition entre les partis devient une compétition et un conflit entre les jeunes qui y sont parfois instrumentalisés. Les problèmes et animosités politiques entre partis politiques se répercutent sur les jeunes qui en sont les porte-drapeaux. A cela s'ajoute les conflits d'intérêt politique de plus en plus fréquents entre les jeunes d'une même structure politique. Ces nouveaux conflits sont compréhensibles et découlent des dynamiques et logiques liées à la fonctionnalité de plus en plus perçue de la politique par les jeunes qui voient dans la pratique politique un moyen de promotion économique et sociale et d'accès au pouvoir.

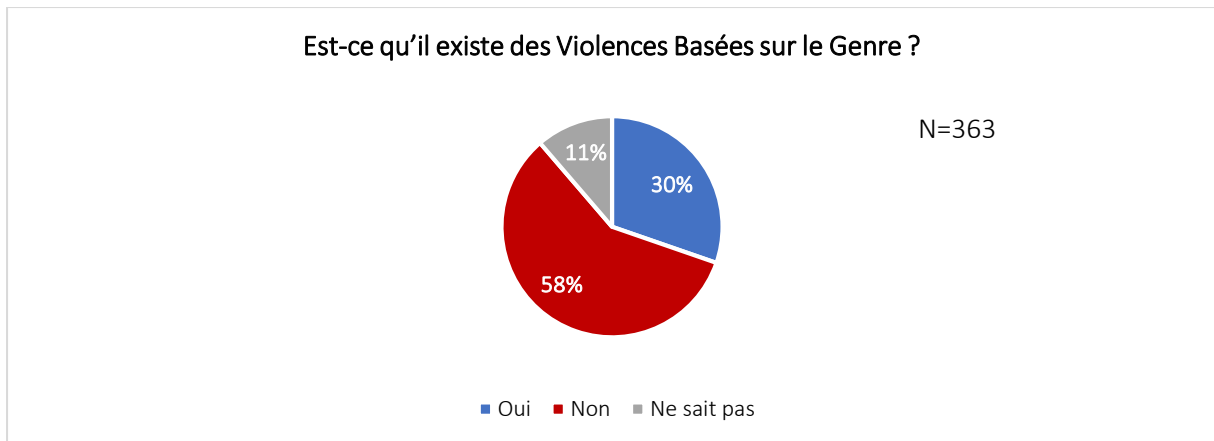
2.4 VIOLENCES (SEXUELLES) BASEES SUR LE GENRE

Selon dans la figure 23, les 30% les répondants - considèrent qu'il existe des violences basées sur le genre, tandis que les 58 % infirment leur existence. Selon le commissaire de police de Fassala, il existe des violences basées sur le genre, mais elles sont très limitées. Il est très difficile de quantifier ce phénomène dans une société traditionnelle dont la résolution de ces types de conflits se fait généralement au niveau des familles.

²⁵ SNU, Analyse des fragilités et des risques en Mauritanie pour l'éligibilité de la Mauritanie au PBF, 2019, p. 6

²⁶ SNU, Analyse des fragilités et des risques en Mauritanie pour l'éligibilité de la Mauritanie au PBF, 2019, p. 11

²⁷ SNU, Analyse des fragilités et des risques en Mauritanie pour l'éligibilité de la Mauritanie au PBF, 2019, p. 7

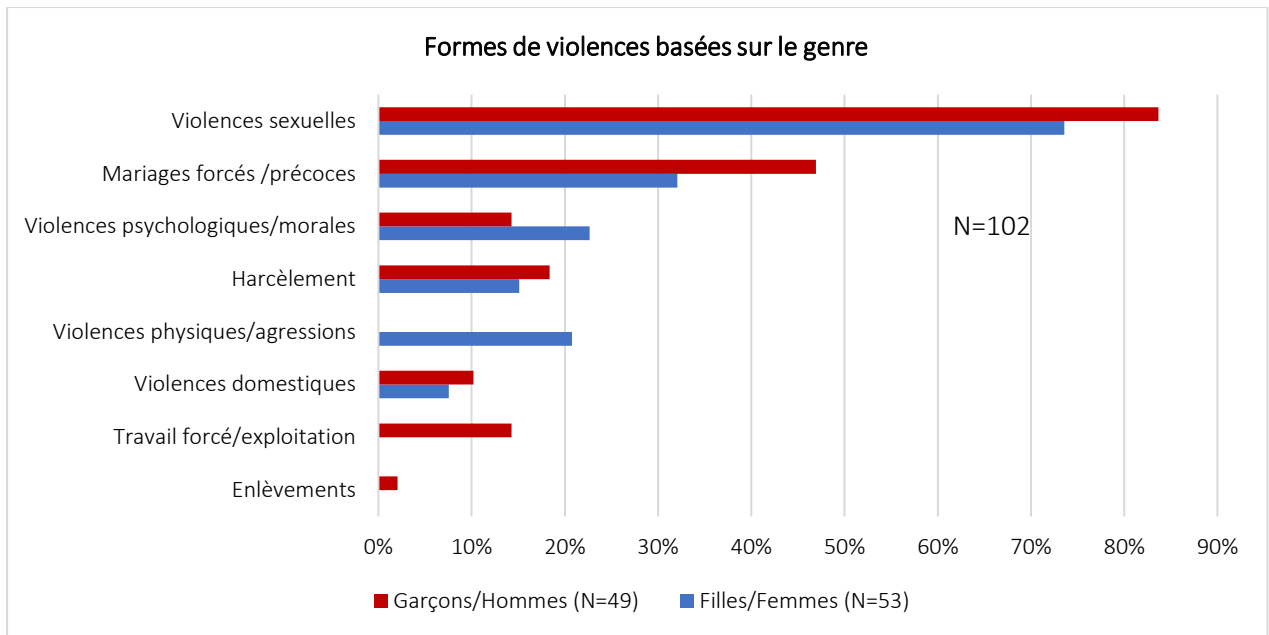


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 23: Existence de violences basées sur le genre

La figure 24 ci-après présente les principales formes de violences basées sur le genre dont principalement : les violences sexuelles, les mariages forcés et précoces et enfin les violences psychologiques et morales. Ils existent plus de garçons/hommes que de filles/femmes qui estiment que les violences sexuelles et les mariages forcés sont les plus répandus dans la communauté. Cependant plus de filles/femmes que de garçons/hommes voient que les violences psychologiques constituent les formes de violences basées sur le genre les plus connues.

Selon la présidente d'une coopérative des femmes les violences sexuelles sont les plus fréquentes dans la société, mais malheureusement ils ne sont pas souvent déclarés à cause des coutumes et traditions de la population. En général, les problèmes des viols sexuels sont résolus entre familles et ils ne sont jamais soumis aux autorités judiciaires. Cette pratique camoufle le danger que représente ce phénomène au sein des communautés, surtout, que selon certains informateurs, le phénomène est en augmentation (bien que cette information ne soit pas confirmée par l'enquête). Une autre femme de la coopérative a souligné que les mariages forcés et précoces sont très répandus dans la société. En fait, les familles marient leurs filles à leurs parents suivant les coutumes à des âges très bas, parfois de 12 ans et bien sûr sans leur avis ou consentement.

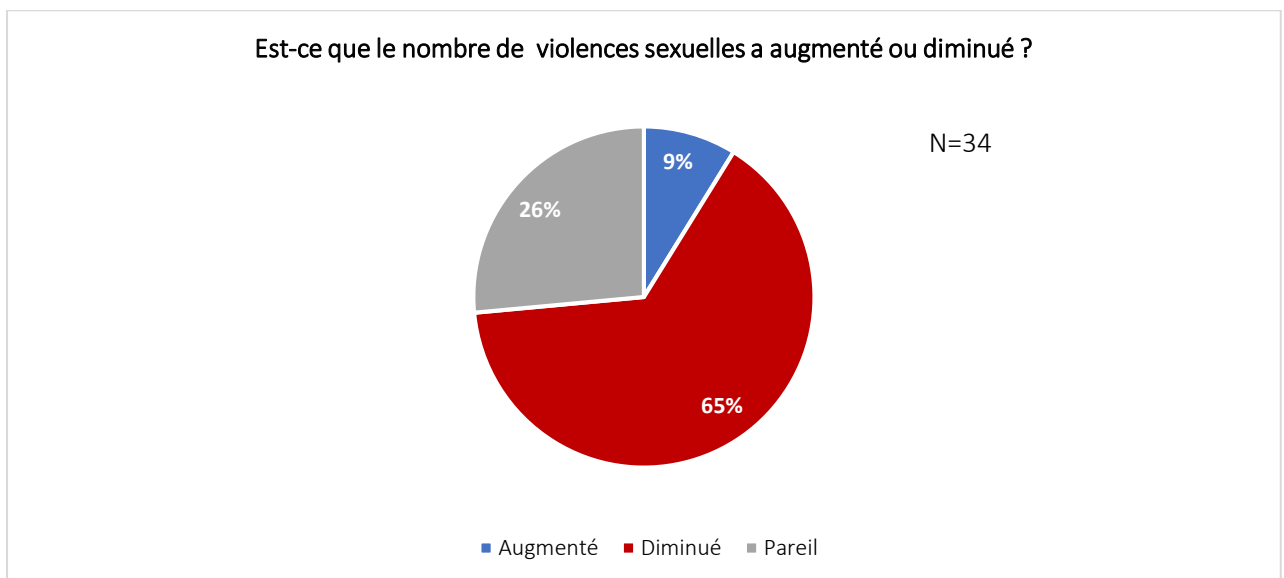


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 24: Formes de violences basées sur le genre

La figure 25 ci-après montre que la majorité (65%) des autorités locales et des acteurs de sécurité voit que le nombre de violences sexuelles a diminué, alors que les 26% disent que le statut est identique et les 9% prétendent qu'il y a une augmentation de cas.

Selon la police, aucune plainte de viol n'a été enregistrée depuis deux ans. Par contre, ils sont persuadés que ce phénomène existe bien, mais il est rarement déclaré au niveau des autorités judiciaires. Ainsi il est très difficile de pouvoir connaître le niveau de son évolution. Il est à noter que plusieurs campagnes de sensibilisations ont été faites sur le danger et l'impact de de la violence basée sur le genre.



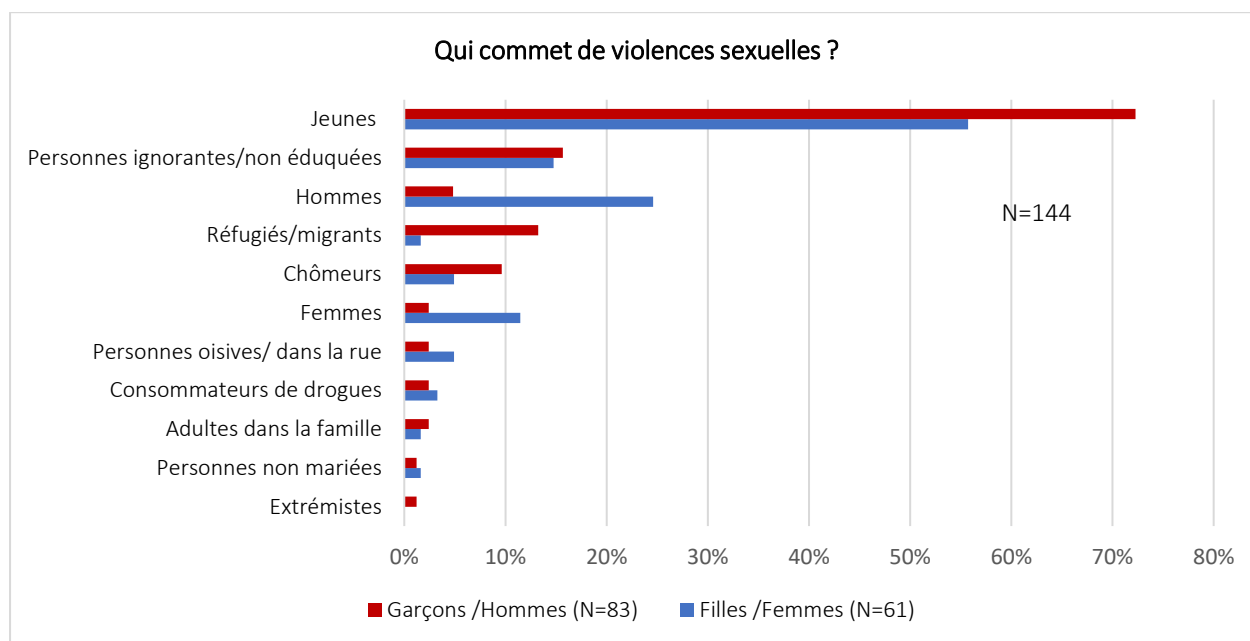
La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 25: État du nombre de violences sexuelles

Selon les acteurs de sécurité et les autorités locales, le nombre de violence a diminué à cause à des campagnes de sensibilisation et la prise de conscience sur ce fléau. D'ailleurs aucun cas n'a été reporté. Cependant, selon 50% des répondants, la présence des réfugiés contribue à l'augmentation du nombre des violences sexuelles. Pour certains, le nombre de ces cas est stationnaire car aucun cas n'a été enregistré.

Comme présenté sur la figure 26 ci-dessous, la majorité des répondants pensent que les violences sexuelles sont commises par les jeunes. Plus de garçons/hommes que de filles/femmes estiment que la violence est commise par des jeunes et des personnes ignorantes et mal éduquées. Tandis qu'il y a plus de filles/femmes que de garçons/hommes qui voient que la violence est commise par les hommes.

La présidente d'une ONG a déclaré que la majorité des violences sexuelles est commise par les jeunes. Ces derniers sont au chômage et parfois n'ont pas pu suivre les études secondaires, par conséquent ils se livrent à des activités en contradiction avec les normes sociales tel que le viol. Beaucoup de cas de viols ont été observés, mais des règlements à l'amiable entre les familles ont été trouvés pour atténuer les conflits qui en découlent. Pourtant selon *les focus group*, les violences sexuelles sont très rares et par conséquent ne constituent pas un sujet prioritaire.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 26: Acteurs des violences sexuelles

Les autorités locales, les acteurs de la société civile et les acteurs de sécurité identifient les filles et les femmes comme les principales victimes de violences sexuelles.

3. TYPOLOGIE ET CAUSES DES CONFLITS

Ce chapitre présente la typologie et des causes des conflits dans la région de Hodh El Chargui. Il analyse d'abord les principaux conflits de la région et par la suite présente une analyse détaillée de chacun des principaux conflits.

3.1 VUE D'ENSEMBLE SUR LA TYPOLOGIE DES CONFLITS

Les consultations auprès des populations de la zone de l'étude ont permis d'extraire les spécificités de la zone. Bien que tous les types de conflits présentés plus hauts se manifestent dans la zone de l'étude, la spécificité géographique, sociale et historique de cette zone, est plus propice à l'éclosion de certains types de conflits.

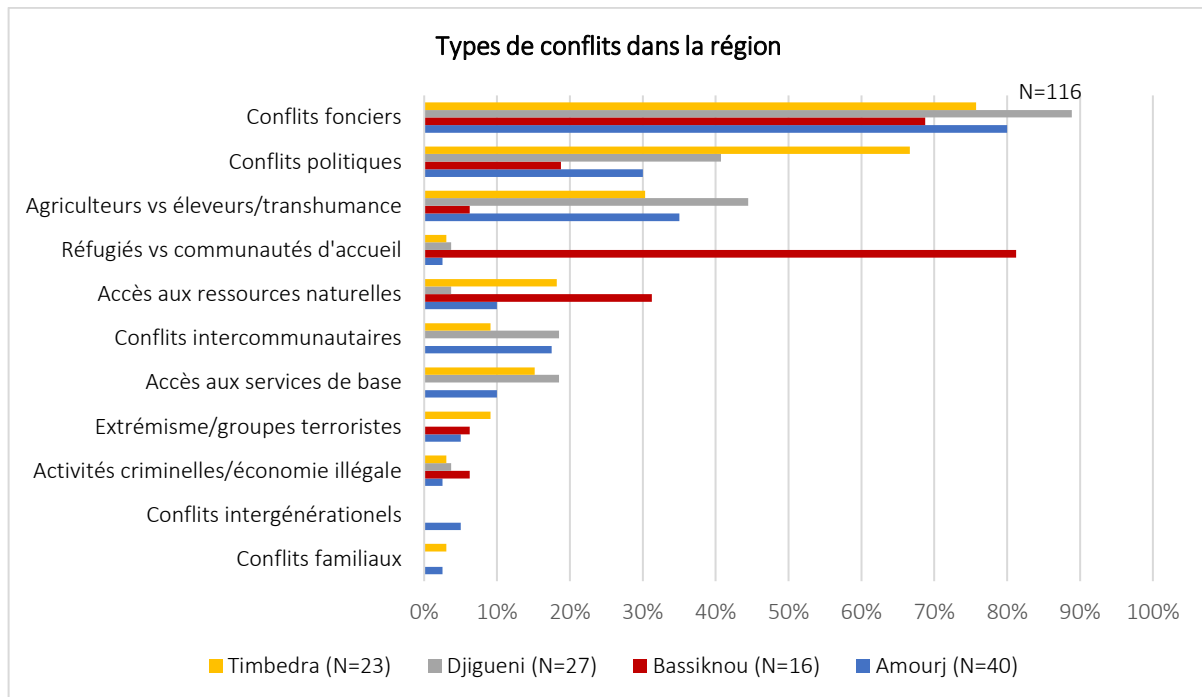
Comme présenté sur la figure 27 ci-dessous, les principaux types de conflits identifiés par les répondants dans toutes les *moughataa* sont les conflits fonciers, conflits politiques et les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Comme conséquence de la présence de réfugiés dans la zone, la majorité des répondants de Bassiknou identifient en particulier les conflits entre communautés d'accueil et réfugiés et les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles alors qu'à Djigueni les conflits fonciers et les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont perçus comme prédominants. En analysant les réponses par sexe, la majorité des femmes et des hommes confirment les résultats sur les principaux conflits présents dans la zone. Par ailleurs, plus de femmes qualifient les conflits fonciers et politiques comme récurrents dans la zone. Ce qui suppose que ces conflits ont un impact plus important chez les femmes. En effet, la justice foncière traditionnelle et coutumière donne plus de chances aux hommes qu'aux femmes la propriété foncière. Ainsi que lorsqu'il y a un conflit d'accès à la terre entre un homme et une femme, cette dernière renonce à ses droits fonciers avant même que le conflit ne soit porté devant des instances de règlement traditionnel des conflits.

Il arrive parfois que les droits fonciers des femmes soient ouvertement bafoués (retrait des terres occupées par les femmes sans compensation, refus d'affecter une parcelle de terre à une femme remplissant les conditions requises par la loi, etc... Les femmes de Hodh El Chargui, en général, ignorent leurs droits fonciers et entreprennent peu d'action pour leur effectivité. A cela s'ajoute, le faible accès des femmes à l'information publique du fait de leur confinement traditionnel, l'assimilation des terres à une affaire d'hommes, la difficulté de réclamer les droits fonciers, et enfin le taux d'analphabétisme très élevé chez les femmes.

Selon les résultats des Focus group, les conflits politiques sont les plus répandus dans cette zone et ils représentent la source de la majorité des conflits communautaires. Ils constituent un véritable obstacle pour toute action visant à développer ou à promouvoir la stabilité. On peut noter que la population est unanime pour signifier que ces trois types de conflits constituent des priorités pour lesquelles il importe d'apporter des solutions durables pour assurer la cohésion sociale.

Aussi, les conflits identitaires sont fortement cristallisés autour des discours politiques de certains partis et mouvances politiques et leurs leaders en lutte pour le pouvoir et autour des revendications identitaires qui façonnent et structurent les positions des individus et des groupes dans l'arène politique. Les conflits politiques inter tribaux et ethniques sont encore prédominants du fait du système d'organisation sociale et du positionnement de la tribu comme principal acteur de la vie politique. Les jeunes appartiennent à des tribus et ce sont eux notamment qui sont en première ligne quand il s'agit de défendre les intérêts politiques de leur tribu ou clan.

Enfin, les conflits politiques entre les jeunes et le leadership traditionnel autour des choix politiques. La démocratisation des rapports sociaux et l'affaiblissement du système d'organisation et de stratification sociale traditionnel ont conduit à l'émergence des rapports conflictuels au sein des structures sociales.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 27: Types de conflits dans la région

De manière plus générale, durant les discussions des *focus groups* plusieurs types de conflits ont été identifiés. Les participants ont précisé l'existence des conflits fonciers, politiques et de transhumance. A cela s'ajoute d'autres nouveaux conflits liés à la présence des réfugiés dans cette région. Ces conflits sont : la cohabitation entre des réfugiés Maliens et les autochtones, la concurrence entre autochtones et réfugiés sur les ressources naturelles. Il a été également soulevé un certain nombre d'autres causes de conflits dont notamment : le manque d'infrastructures sociales de bases dans les communes et l'orientation de l'aide humanitaire d'urgence principalement vers les réfugiés.

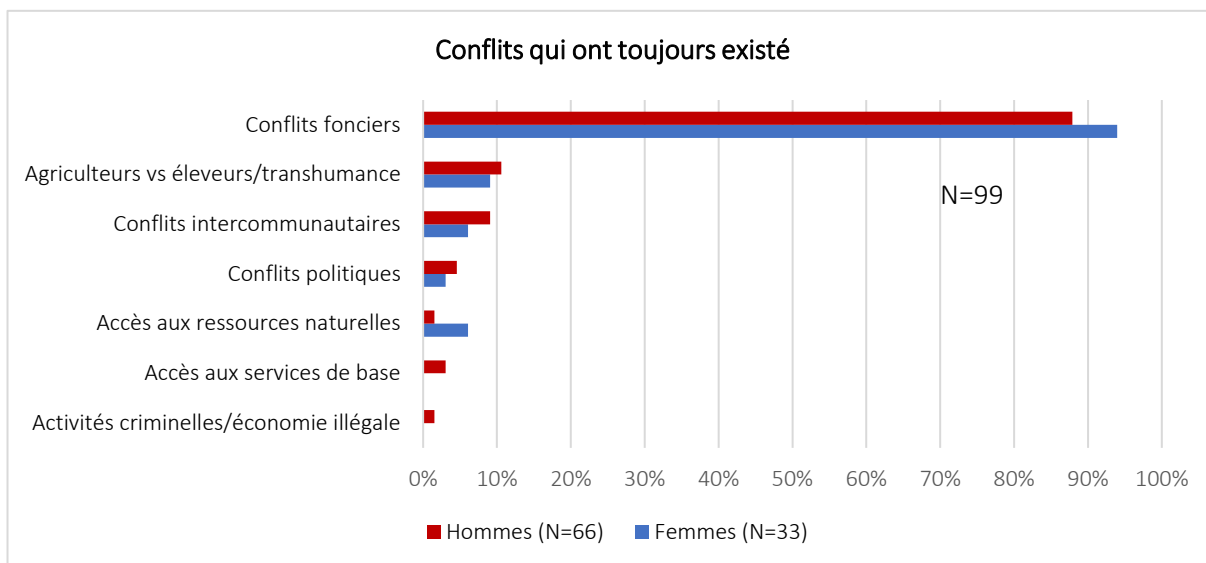
La figure 28 reflète que la grande majorité des femmes et des hommes estime que les conflits fonciers

Depuis mon jeune âge, j'ai toujours observé les litiges fonciers entre les familles, les tribus, et les communautés. Nous devons chercher une solution définitive !

Femme, Commune Fassala Neré

sont les plus anciens, suivis des conflits entre agriculteurs et éleveurs et les conflits communautaires. On peut remarquer que la majorité des hommes et des femmes confirment l'importance et la récurrence des conflits fonciers dans les communautés. D'ailleurs, les autorités administratives ont toujours mentionné que les litiges fonciers constituent les principales sources

de confrontation entre les communautés, les tribus et leurs habitants.

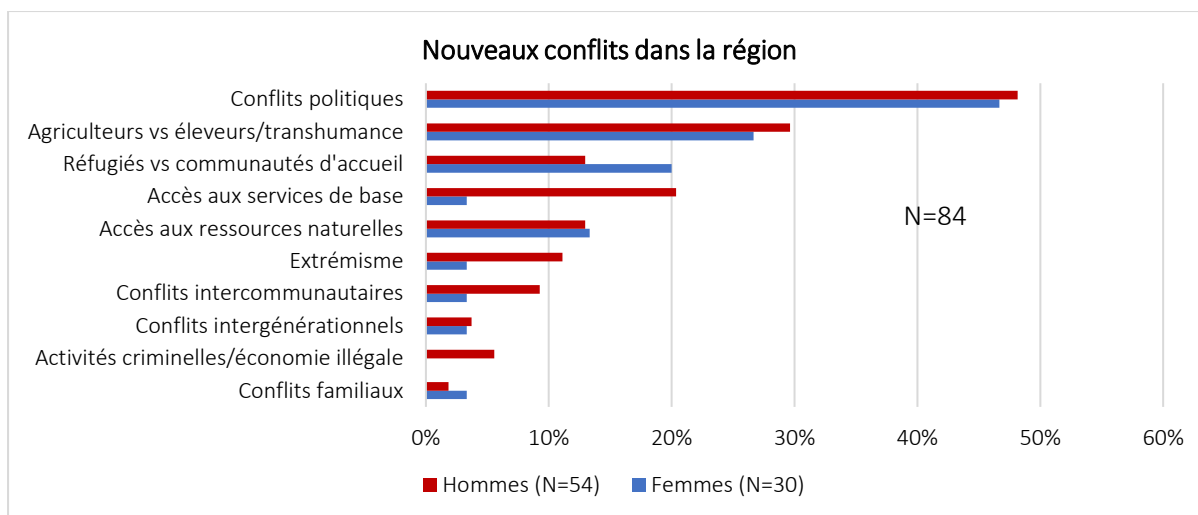


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 28: Conflits qui ont toujours existé dans la région

Dans la figure 29 ci-dessous, il ressort que la majorité des femmes et des hommes considère que les conflits politiques sont nouveaux dans la région. A cela s'ajoute les conflits éleveurs vs agriculteurs et bien sur le conflit des réfugiés avec la communauté d'accueil. La majorité des femmes et des hommes pensent que les conflits politiques sont les plus importants dans les communautés à cause du développement du processus politique en Mauritanie. D'ailleurs, le maire d'une commune, a déclaré que les conflits politiques ont émergé avec les changements politiques en la Mauritanie durant ces dernières années. Avant cette période, il n'existait pas de conflits dans ce domaine.

Au cours d'un entretien, le chef d'une association d'éleveurs précise que l'un des nouveaux problèmes est celui de la relation entre éleveurs et agriculteurs et surtout durant la transhumance au Mali. La sécheresse observée ces dernières années a conduit à une transhumance plus tôt que d'habitude, ce qui a engendré des litiges avec les agriculteurs maliens. Enfin, l'arrivée des réfugiés dans cette zone est un événement récent à cause de la crise Malienne et qui a eu un impact sur la cohésion sociale dans une partie de la zone.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 29: Nouveaux conflits dans la région

3.2 COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL VS REFUGIÉS

Les réfugiés maliens sont regroupés essentiellement dans la *moughatta* de Bassikounou qui abrite l'unique camp des réfugiés de Mbare et les bureaux des organisations internationales.

Selon la littérature, l'existence du camp de réfugiés dans la région pourrait constituer une source immédiate²⁸ de conflits. Outre la pression accrue qu'il crée sur les ressources naturelles très limitées de la zone, le camp de M'Berra bénéficie de la gratuité de services de base, alors que dans d'autres villages des populations hôtes n'y ont pas accès à cause de la faible couverture du service public. Cette situation est un exemple qui illustre bien comment les camps peuvent rapidement devenir une source de conflits entre les populations hôtes et les réfugiés.

La perception des interviewés est que les tensions augmentent entre les communautés d'accueil et les réfugiés venus du Mali. Comme la communauté internationale est concentrée autour du grand camp de Mberra, les tensions surgissent surtout entre les réfugiés hors des camps, y compris ceux qui habitent officiellement dans les camps, mais qui en réalité vivent hors des camps avec leurs troupeaux souvent plus grands que ceux des communautés d'accueil. Les sources de conflit sont principalement liées à l'accès aux ressources naturelles limitées (qui se sont aggravées en raison de la sécheresse et du changement climatique), à savoir l'eau et les pâturages (fourrage).

Selon certains notables autochtones, les organisations alimentent les conflits en ciblant les réfugiés de manière disproportionnée, remettant en cause l'hospitalité initiale des communautés et le partage des ressources. Bien que les organisations consultées soient conscientes de ce problème et tentent de le corriger en servant également les communautés d'accueil, peu d'investissements significatifs ont été observés, à l'exception peut-être des investissements de l'UNICEF dans les ressources en eau de certaines localités.

²⁸ Jillian Kestler-D'Amours, An uneasy coexistence in the Mauritanian desert, Al Jazeera, 2017, <https://www.aljazeera.com/indepth/features/2017/09/uneasy-coexistence-mauritanian-desert-170911115143899.html>, consulté le 12/4/2019

En outre, l'afflux de réfugiés, estimés à plus de 56 000 personnes, a fait augmenter les prix des denrées de première nécessité. En outre, il semble qu'il ait une concurrence accrue dans le commerce, traditionnellement pratiqué par la population locale, mais maintenant aussi largement par les réfugiés maliens.

Bien que peu de conflits ouverts aient été observés dans les régions les plus éloignées des camps et donc à proximité de l'appui fourni par les organisations internationales, les tensions augmentent et incluent des acquisitions d'animaux volés et des violences occasionnelles - mais demeurent, pour l'instant, à une échelle réduite et limitée. Dans l'une des communes de Bassikounou, les femmes expliquent que les filles sont retenues à la maison en raison du comportement redouté des réfugiés.

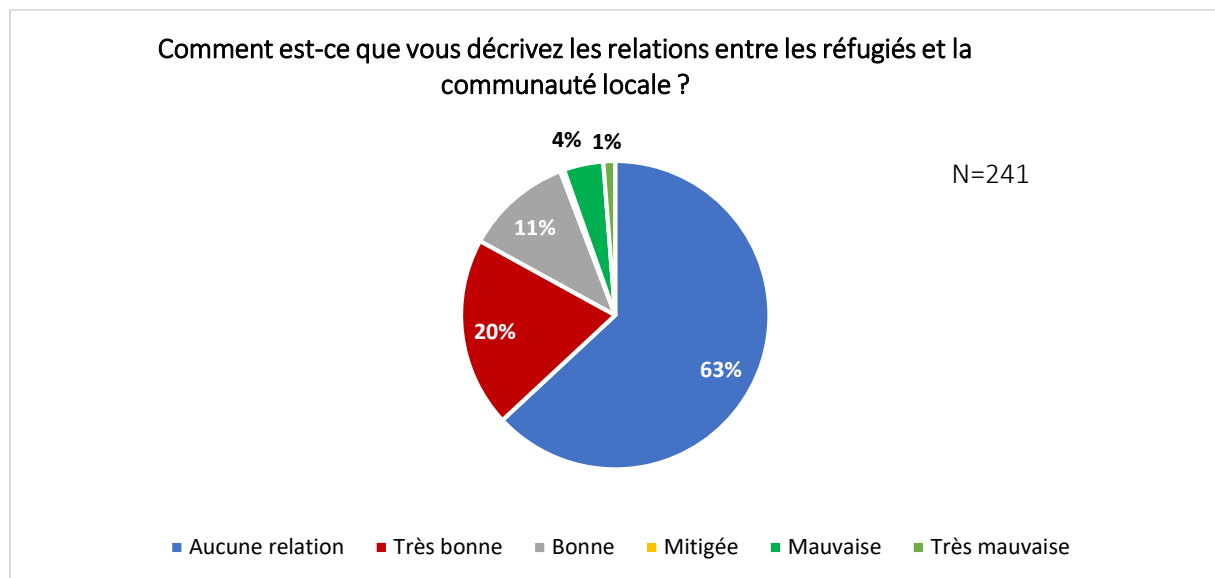
Dans la figure 30, selon les 63 % des répondants, les relations entre les réfugiés et les autochtones sont très limitées, 20% considère que les relations sont très bonnes, tandis que 4 % pensent qu'elles sont mauvaises. Selon l'admiration locale les relations entre les réfugiés et les autochtones sont se passent bien. En fait, les relations entre ces deux communautés existent seulement dans des secteurs très précis

Les réfugiés sont généralement cantonnés dans le camp du HCR de MBARE. Ils n'ont pas de contact quotidien avec la majorité de la population. Leurs relations avec les autochtones sont limitées et nous ne voyons pas des difficultés dans cette cohabitation pour le moment.

Acteur du gouvernement local, Bassiknou

tel que le partage des ressources naturelles et particulièrement le pâturage. Portant durant les discussions dans les *focus groups*, il a été mis en relief que les réfugiés constituent une pression

supplémentaire sur les ressources naturelles et qu'ils sont en train de dégrader la nature et par conséquent leur présence doit être revue. Cela est un signal fort des tensions grandissantes entre les autochtones et les réfugiés. Ils existent donc des différences significatives de perception entre les autorités et les populations autochtones sur la nature et la qualité des relations entre les réfugiés et les communautés locales.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djiguéni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 30: Relations entre les réfugiés et la communauté locale

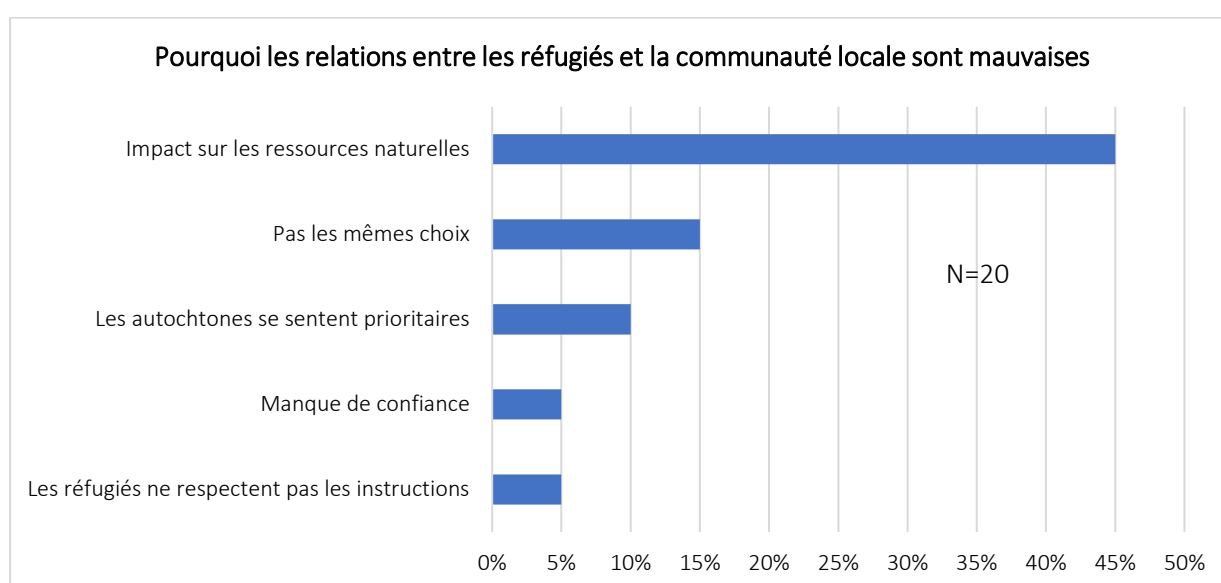
Conformément à la figure 31, la grande majorité des répondants voit que l'impact des réfugiés sur les ressources naturelles constitue la cause principale des tensions entre les autochtones et les réfugiés.

Pour le moment les relations sont acceptables, mais elles vont se détériorer dans l'avenir, car il y a une concurrence dans l'accès aux ressources naturelles qui certainement sera la source principale des confrontations entre les deux communautés.

Acteur du gouvernement local, Bassikounou

Cependant certains l'expliquent par les divergences de choix, tandis d'autres pensent que c'est du fait que les autochtones ne se sentent pas prioritaires dans l'accès aux ressources naturelles et l'assistance internationale dans leur zone de résidence.

En fait, les réfugiés ont apporté un important nombre de têtes de bétail qui exercent une forte pression sur des ressources naturelles limitées. Les autochtones craignent que ce bétail consomme une grande partie des ressources naturelles et par conséquent qu'il induise ainsi de véritables problèmes d'accès aux pâturages et à l'eau.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 31: Pourquoi les relations entre les réfugiés et la communauté locale sont mauvaises

Conformément à la figure 32 ci-après, les répondants pensent que les causes principales qui ont

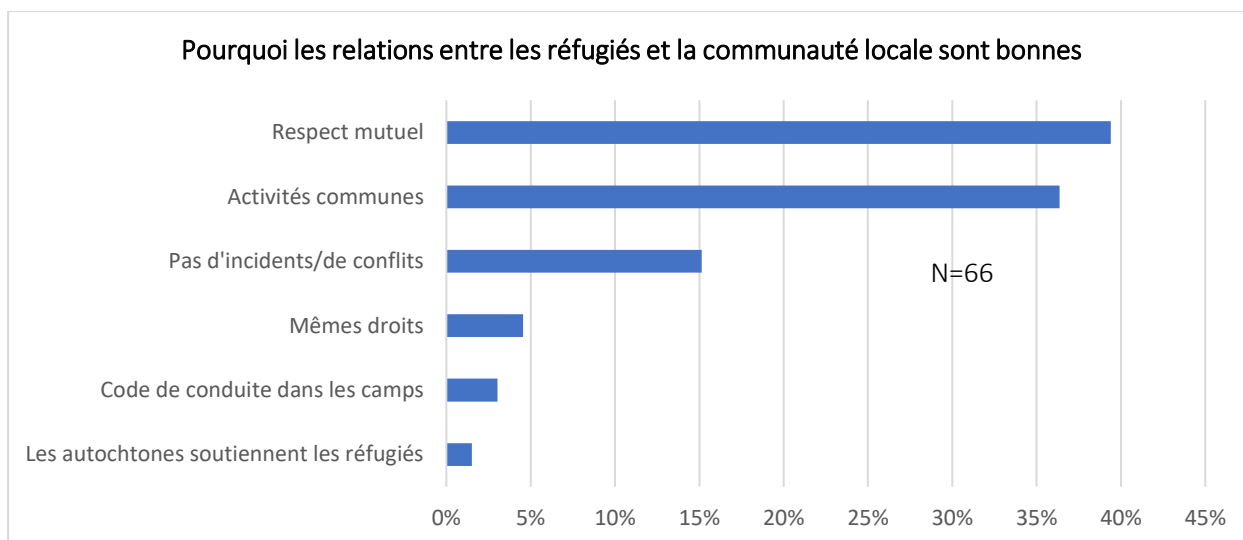
Les Mauritaniens sont hospitaliers par nature et supportent les réfugiés à cause du conflit dans leur pays le Mali

Acteur du gouvernement local, Bassiknou

contribué à maintenir de bonnes relations entre les réfugiés et les communautés locales sont : respect mutuel (39%), activités communes (36%) et l'inexistence d'incidents ou de conflits.

Selon, un notable à Bassiknou, les réfugiés ont été accueillis à bras ouverts par les populations locales selon les règles de l'hospitalité mauritanienne. Les réfugiés jouissent d'un capital de sympathie de la part des populations locales qui comprennent les difficultés et les dangers qui les ont poussés à quitter leur pays.

Par ailleurs, l'existence des relations familiales entre les tribus mauritaniennes et maliennes dans cette zone a permis sans doute l'établissement des bonnes relations entre les deux communautés.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djiguéni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 32: Pourquoi les relations entre les réfugiés et la communauté locale sont bonnes

Causes de ce conflit

La cohabitation entre des réfugiés Maliens et les autochtones est devenue de plus en plus un défi majeur dans cette région. En effet, les populations autochtones se voient défavorisées du fait que toute l'assistance humanitaire internationale principalement réservée aux réfugiés.

Aujourd'hui les réfugiés sont devenus un facteur accélérateur de la pauvreté de la population autochtone de Bassiknou car leur bétail réduit les potentialités de notre pâturage et nous oblige à faire la transhumance au Mali. Cette situation est inacceptable et ne peut en aucun cas continuer.

Déclaration d'un notable, Village autochtone proche Camp réfugiés MBARE

L'accès aux ressources naturelles et le traitement de privilège donné à ceux-ci par Nations Unies constituent une frustration des résidents qui se sentent de plus en plus très défavorisés.

Acteur du gouvernement local, Bassiknou

A cela s'ajoute une concurrence sur les ressources naturelles car ces deux communautés utilisent un espace commun pour l'élevage, l'accès à l'eau et autres activités vitales. La pression du bétail des réfugiés sur le pâturage et les points d'eau soulève des profondes inquiétudes et mécontentements des autochtones, surtout sur la dégradation de l'environnement et par conséquent cela peut conduire à l'impossibilité du partage de cet espace dans un avenir

très proche.

Principaux acteurs de ce conflit, leurs intérêts et leurs relations

Le graphe ci-après montre les relations entre les acteurs principaux des conflits.

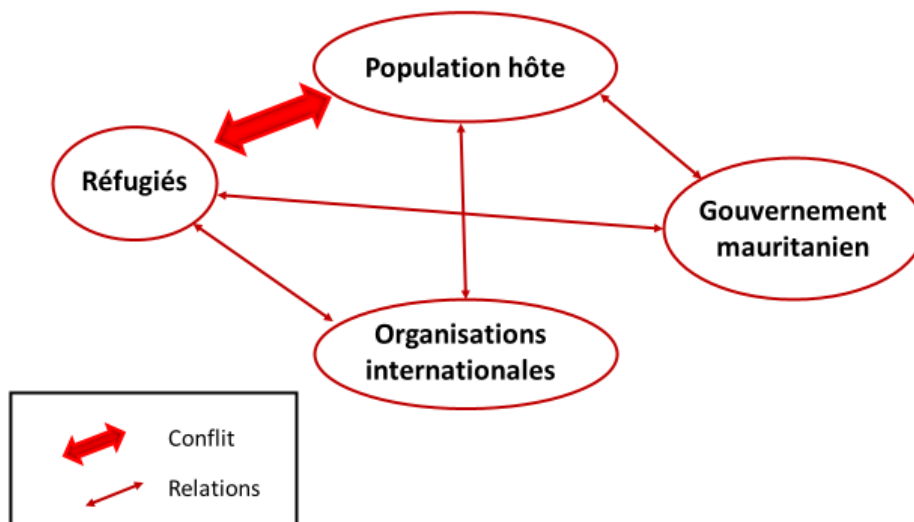


Figure 33: Principaux acteurs des conflits entre les réfugiés et les communautés d'accueil

Au cours des discussions dans les *focus groups*, les acteurs principaux identifiés de ces conflits sont : les réfugiés, les populations hôtes, les organisations humanitaires internationales et également le gouvernement Mauritanien.

Les réfugiés maliens sont installés dans le camp de Mbaré à proximité de Bassiknou, ils y souhaitent recevoir une assistance humanitaire dans un environnement de sécurité en attendant leur retour dans leur pays. Quant à la population hôte, elle voit une inégalité manifeste dans l'approche des organisations internationales pour le soutien exclusif des réfugiés qui pourtant partagent avec eux un même espace vital. C'est ainsi que les autochtones veulent bénéficier pleinement des projets ou aux activités, au même titre que les réfugiés. Par ailleurs, les organisations internationales et le gouvernement mauritanien ont intérêt prévenir les conflits et à favoriser la cohésion sociale entre ces groupes au risque d'engendrer d'énormes difficultés dans les procédures d'approvisionnement et de soutien aux réfugiés, ainsi que la mise en œuvre des programmes déjà conclus avec plusieurs partenaires internationaux et donateurs. Les réfugiés et la population hôte sont connectés par leur mode de vie et en particulier les activités de pâturage dans un espace géographique commun. En effet, ces deux communautés ont une vocation nomade et elles partagent les mêmes contraintes, bien que leurs coutumes et leurs cultures parfois diffèrent.

Le gouvernement mauritanien et les organisations internationales sont liés par un partenariat dans le cadre des conventions internationales sur les réfugiés et les droits de l'homme pour la gestion des camps de réfugiés en attendant une solution au Mali. Les relations entre les acteurs sont régies par une coordination au niveau du gouvernement mauritanien. Les réfugiés ont un comité de coordination et de gestion du camp de Mbaré. Ce comité travaille avec le HCR et le Hakem au niveau de la *moughataa* de Bassikounou pour toutes activités relatives à la mise en œuvre de projets. Ces mécanismes pourraient bénéficier d'un renforcement de leurs capacités en prévention et en gestion des conflits.

Potentiels déclencheurs de ce conflit

L'afflux d'un nombre important de nouveaux réfugiés du Mali et le manque de soutien à la population autochtone pourraient constituer une source de violence dans la zone. Actuellement, c'est seulement dans la commune de Meghve, où il y a eu des tensions et même des confrontations violentes entre les deux communautés à cause du pâturage. En effet, la pression déjà exercée sur les ressources naturelles (pâturage, eau) constitue un facteur aggravant d'une mauvaise cohabitation entre ces communautés. A cela s'ajoute l'opinion vivement exprimée de la population autochtone sur l'approche inéquitable qui est présentement perçue comme la norme dans le traitement des deux communautés par les organisations humanitaires internationales.

3.3 CONFLITS FONCIERS

Description de ce conflit

La terre est traditionnellement divisée entre les tribus. La nouvelle politique du gouvernement, qui vise à promouvoir le nationalisme plutôt que le tribalisme, a conduit le gouvernement à déclarer que toutes les terres lui appartiennent désormais - mais les populations ne pensent pas ainsi. Les nouvelles récupérations de terres sans la permission des chefs tribaux provoquent des tensions et des conflits. Ces tensions sont souvent très violentes. D'ailleurs lors de notre séjour à Nema, il y a eu un conflit foncier entre deux tribus à cause de l'implantation d'un puits sur un site revendiqué à la fois par l'une et l'autre. Cette confrontation sanglante a fait plusieurs blessés hospitalisés à l'hôpital de Nema, dont deux cas graves. Ce genre de conflit est généralement traité par les autorités locales en consultation avec les parties prenantes dont les chefs traditionnels. Le foncier en Mauritanie pose beaucoup de problèmes qui sont sources de conflits. De tous les pays composant la région du Sahel, la Mauritanie est vraisemblablement celui qui a le plus souffert et continue d'être tributaire des conséquences de la sécheresse sans précédent qui a longtemps sévi dans cette vaste zone aride depuis le début du dernier cinquantenaire. Ce phénomène, dont l'une des manifestations les plus évidentes et désastreuses a été l'absence de précipitations a non seulement décimé une bonne partie du cheptel existant, mais a surtout rendu aléatoire toute pratique d'agriculture pluviale ; il s'en est suivi une dégradation alarmante de la situation nutritionnelle et alimentaire dans plusieurs zones de ce vaste pays. Dans le but de juguler ce fléau et contribuer à une meilleure couverture des besoins alimentaires, l'État mauritanien a mis l'accent sur une politique volontariste de l'agriculture irriguée initiée depuis 1970. Hélas, malgré les efforts conjugués du gouvernement et des bailleurs de fonds, la politique mise en place et toutes les réformes qui l'ont soutenue n'ont connu qu'un succès limité, l'aménagement des surfaces arables n'ayant pu être réalisé à l'échelle du territoire national. En effet, sur les régions que compte la Mauritanie, seules quatre (4) d'entre elles, le Gorgol, le Guidimakha, le Brakna et le Trarza, toutes situées au sud, le long du fleuve Sénégal, présentent un fort potentiel de développement agricole. En dehors de ces quatre régions, les seuls aménagements hydro-agricoles existants ne se retrouvent qu'au niveau de rares oasis ou petites lagunes saisonnières éparpillées à travers l'étendue du territoire. En dehors des aménagements hydro-agricoles, l'agriculture reste possible autour des oasis et des localités mieux loties en termes de précipitations, mais elle est compromise par la détérioration climatique.

Ce panorama peu favorable oblige l'État mauritanien, dans un pays d'abord caractérisé par sa vastitude, à mettre en place un dispositif juridique et institutionnel suffisamment inventif et approprié pour favoriser une gestion optimale des ressources foncières transcendant la pénurie d'eau. Dans la conception traditionnelle en Mauritanie, comme dans la plupart des pays d'Afrique, la terre représente

un patrimoine sacré, collectif, inaliénable. Les modes de contrôle du foncier étaient la découverte et la conquête. Les droits qui s'exercent sur la terre étaient donc collectifs et familiaux et non individuels. Ils étaient dictés par la double logique d'identification de l'individu au groupe et d'identification du groupe à la terre. Raymond Verdier disait à ce propos que « la terre se parentalise et la parenté se territorialise ».

La propriété individuelle telle qu'elle se conçoit aujourd'hui n'existait pas dans le droit foncier coutumier. Ainsi, la terre était un bien collectif, inaliénable et transmissible. Cela est important à retenir car c'est dans les résistances coutumières qu'il faut rechercher les principales causes de l'ineffectivité du droit foncier moderne. La Mauritanie n'a pas, à l'instar des pays voisins, édicté une nouvelle législation foncière au moment de l'indépendance. Adoptée avant l'indépendance, la loi du 2 août 1960 confirme la coexistence des sources de droit traditionnelles et des éléments de droit moderne. Si le domaine de l'Etat composé de « terres vacantes et sans maître » tient une place non négligeable, des conditions d'accès des particuliers à la propriété sont édictées via des actes de concession accordés à un « titre provisoire, qui deviendra définitif après réalisation des conditions imposées par un cahier des charges » (art.2). La loi confirme, par ailleurs, des droits coutumiers sur la terre (art. 3) réduisant le champ d'intervention de l'Etat sur certains territoires tribaux ou claniques. Montrant un déficit d'inventivité juridique, les pouvoirs publics se sont accommodés de la coexistence des deux systèmes traditionnel et moderne jusque l'avènement des programmes d'ajustement structurel. Ce n'est que 12 ans après l'indépendance que les pouvoirs publics ont adopté une loi foncière propre en Mauritanie, en l'occurrence l'Ordonnance du 5 juin 1983 portant réorganisation foncière et domaniale. Cette loi visait entre autres : la suppression de la tenure traditionnelle, l'avènement de l'individualisation, le renforcement du rôle de l'Etat, et la promotion de l'investissement privé.

Sur cette base, des problèmes fonciers récurrents se posent à Hodh El Chargui. Ils sont dus d'abord au pluralisme juridique avec, d'un côté la loi, d'un autre, la religion, et même la tradition. La Mauritanie est une République islamique avec une population à 99% musulmane. Malgré l'entrée en vigueur des règles de droit moderne dont certaines sont inspirées de la colonisation, les conceptions islamiques dans le domaine des ressources naturelles sont encore fortes. Le Sahel mauritanien connaît donc une très forte empreinte islamique. La lecture du Coran ne laisse aucun doute sur la thèse de la création de tous les êtres vivants à partir de l'eau : « Nous avons créé de l'eau toute chose vivante ». Ainsi, l'eau n'est pas source de vie uniquement parce qu'elle est indispensable au maintien de la vie sur terre, elle l'est aussi et peut être surtout parce qu'elle a donné la vie sur terre. Bruno Etienne ajoute que l'eau est aussi un symbole de fécondité et le Coran ne manque pas de le rappeler : « Nous faisons descendre du ciel une eau bénie grâce à laquelle nous faisons croître les jardins, le grain que l'on moissonne, les palmiers élancés porteurs de régions bien ordonnées, pour nourrir nos serviteurs ».

L'enclavement et la ruralité dans les localités de Hodh El Chargui favorisent le conservatisme, donc l'application de la tradition et de la religion au détriment de la loi, ce que ne peut accepter l'Etat. Qu'il s'agisse de l'accès aux champs à titre agricole ou de l'accès aux parcelles villageoises à titre d'habitation, les populations ont tendance à appliquer le « droit local » au détriment de la loi.

Dans la logique de la prédominance des pratiques foncières coutumières à Hodh El Chargui, les conflits survenant sur l'accès à la terre ou l'exploitation des parcelles occupées, qu'il s'agisse des parcelles des femmes ou de celles des hommes, sont généralement réglés par l'autorité coutumière ou religieuse, le chef de village (qui est généralement le maître de la terre car descendant du premier occupant) ou le chef de famille. L'autorité administrative n'intervient généralement que lorsque le conflit prend des

proportions inquiétantes pour la sécurité publique ou dégénère en coups et blessures. Il est intéressant de noter que le maître de la terre est tacitement investi d'un important pouvoir politique et social car qui détient la terre détient le pouvoir. A l'image du chef de terre au Burkina Faso et au Mali, il peut intervenir dans le règlement des conflits sociaux, y compris ceux qui ne sont pas liés à la terre (conflits familiaux, etc.).

Il arrive parfois que les droits fonciers des femmes soient ouvertement bafoués (retrait des terres occupées par les femmes sans compensation, refus d'affecter une parcelle de terre à une femme remplissant les conditions requises par la loi, etc.), mais les femmes victimes ne saisissent pas la justice pour que leurs droits soient rétablis. Ainsi, la violation des droits fonciers des femmes s'épanouit en toute impunité.

Causes de ce conflit

Au cours de notre recherche, les répondants ont conclu que les conflits fonciers ont pour origine la législation foncière en Mauritanie qui a été élaborée sans vraiment tenir compte des pratiques et réalités culturelles en place, ni des savoirs locaux en matière de tenure foncière. Ainsi, pendant que l'Etat se déclare maître de la terre, l'écrasante majorité des terres demeure sous le contrôle par des

La propriété tribale du foncier. Ce statut empêche plusieurs citoyens de valoriser des terres qu'ils utilisaient depuis des décennies sans l'accord formel du chef de la tribu. C'est le fond du problème.

Acteur du gouvernement local, Timbedra

familles, des communautés ou des tribus sur la base d'un droit coutumier ou des normes traditionnelles. Dans la conception traditionnelle en

Mauritanie, comme dans la plupart des pays d'Afrique, la terre représente un patrimoine sacré, collectif, inaliénable. Les modes de contrôle du foncier étaient la découverte et la conquête. Les droits qui s'exercent sur la terre étaient donc collectifs, tribaux, familiaux et non individuels. La justice foncière non formelle dominée par les autorités coutumières se base sur les pratiques traditionnelles qui font de la terre un bien « masculin ». Dans la logique patriarcale, l'homme est prioritaire à la femme dans la possession du foncier et par conséquent elle cède son foncier à son père, à son frère ou à son mari s'ils en ont besoin. C'est ainsi qu'en général lorsqu'il y a un conflit d'accès à la terre entre un homme et une femme, cette dernière renonce à ses droits fonciers avant même que le conflit n'atterrisse devant des instances de règlement traditionnel des conflits.

Selon l'enquête, 14% des répondants considèrent qu'il y a une véritable inégalité de chance dans la propriété foncière, tandis que les 11% pensent qu'il s'agit d'un manque d'application de la législation existante que les pouvoirs publics ont adopté en Mauritanie, en l'occurrence l'ordonnance du 5 juin 1983 portant réorganisation foncière et domaniale. Le monopole des terres par les tribus a été également soulevé (6%) car il constitue à leurs yeux une véritable violation de leur droits fondamentaux.

Principaux acteurs de ce conflit, leurs intérêts et leurs relations

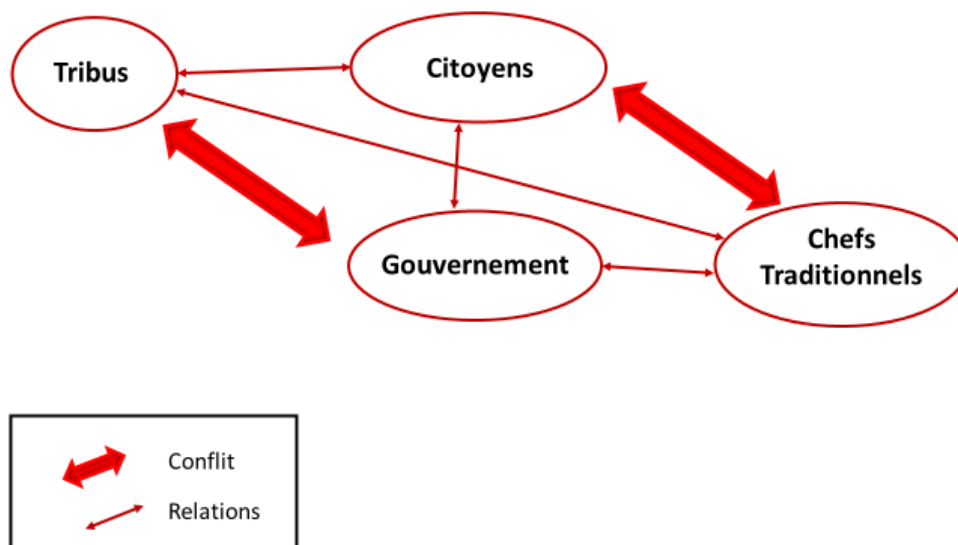


Figure 34: Principaux acteurs des conflits fonciers

Suivant les répondants, les conflits fonciers sont les conflits les plus complexes et les plus anciens. Les principaux acteurs des conflits sont : les tribus, les chefs traditionnels, les citoyens et le gouvernement. Pour les tribus et les chefs traditionnels, il s'agit de préserver et de consolider un acquis et un droit hérité des générations anciennes pour faire prévaloir la propriété foncière. Quant au gouvernement, il s'agit de mettre en place un dispositif juridique et institutionnel suffisamment inventif et approprié pour favoriser une gestion optimale des ressources foncières pour le développement et la stabilité du pays. Les intérêts et motivations de chacun de ces acteurs sont distincts. Les tribus veulent bénéficier et conserver des privilèges et défendre les droits autochtones. Les chefs traditionnels cherchent à maintenir le pouvoir, tandis que les citoyens revendiquent leur droit à la propriété foncière. Ils existent des chefs traditionnels dans chaque tribu qui supervisent et détiennent le patrimoine foncier. Ces personnes peuvent également être des chefs de village ou des chefs de campement. Les intérêts de ces acteurs sont liés et font front commun pour préserver la propriété de ces terres à leur tribu et leurs descendants. Les relations entre les chefs traditionnels d'une même tribu sont d'ordre familial et très solides en général et surtout s'il s'agit de lutter pour la préservation du foncier tribal. D'ailleurs durant notre recherche, il a été constaté que chaque commune rurale est habitée majoritairement par une tribu ou une de ses composantes (clan tribal) qui régleme le foncier dans cet espace géographique. L'attribution du foncier à d'autres citoyens ou tribus ne peut se faire qu'après une consultation interne des chefs des clans de la tribu propriétaire traditionnelle du domaine foncier.

Par contre, dans la commune chef-lieu de la *moughataa*, le gouvernement exerce son pouvoir sur l'ensemble des acteurs fonciers pour optimiser la viabilité des terres pour un développement socioéconomique de la Mauritanie.

Potentiels déclencheurs de ce conflit

Selon les répondants, le manque de révision de la législation nationale existante et de son application provoquerait sans doute des conflits majeurs dans la région qui connaît déjà des frictions entre les

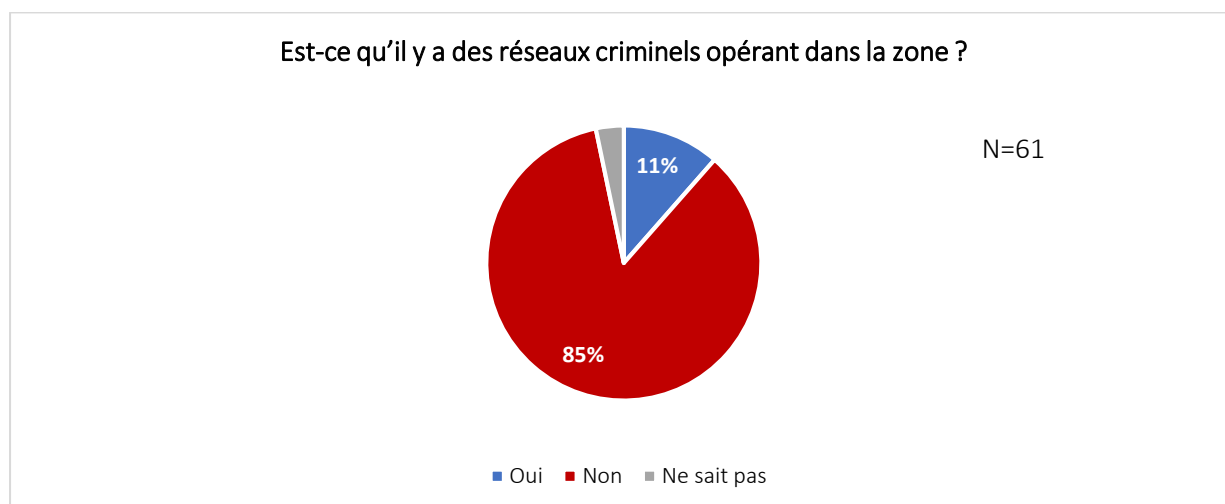
communautés sur les questions foncières. D'ailleurs durant l'enquête, 16% des répondants ont identifié les conflits fonciers comme une cause potentielle d'affrontements communautaires.

3.4 ECONOMIE ILLEGALE TRANSFRONTALIERE

Description

Partageant des frontières très poreuses avec le Mali, la région du Hodh Elgharbi connaît des activités intensives de commerce transfrontalier illégal de tous genres organisés le long de la frontière. Ce trafic est alimenté par des réseaux criminels et des groupes terroristes au Mali qui utilisent probablement les réfugiés maliens et les jeunes mauritaniens introduits dans les groupes armés non étatiques. Comme indiqué dans la figure 35 ci-après, 85% des répondants considèrent qu'il n'existe pas de réseaux criminels dans la zone, 11% pensent que ces réseaux sont présents, tandis que 3% n'ont aucune information à fournir à ce sujet. Pourtant selon le président de la fédération du commerce dans un village frontalier, le commerce transfrontalier illégal approvisionne les activités économiques dans la majorité des villages frontaliers. Les marchandises que nous trouvons à travers ce mécanisme sont à bon prix par rapport aux prix locaux, d'autant plus qu'elles sont livrées dans des délais très courts. Contrairement à cela, les autorités locales disent qu'il s'agit d'une activité à échelle très limitée faite par quelques groupes de trafiquants. Pour les autorités locales toutes les marchandises venantes du Mali non déclarées à la douane rentrent dans le trafic illégal, alors que la plus grande partie du commerce le long de cette frontière se fait d'une manière anarchique par le canal de passeurs clandestins de marchandises qui font généralement partie de réseaux criminels. En général, les groupes terroristes se basent sur des réseaux criminels pour mobiliser l'appui financier indispensable pour la mise en œuvre de leur activité. La mobilisation de ces ressources financières se fait par le trafic de la drogue, les stupéfiants, les marchandises dans cette zone sahélienne.

Selon les répondants à l'enquête, les types de commerce illégal dans la zone sont répartis comme suit : marchandise (75 %), trafic humain (12%) et drogue (13%).



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 35: Présence de réseaux criminels opérant dans la zone

Causes de ce conflit

Le commerce transfrontalier illégal constitue une véritable menace à la sécurité. Ces principales causes sont : la pauvreté, le chômage des jeunes, le manque d'opportunité d'emploi, l'accès à l'éducation et surtout la porosité de la frontière avec le Mali. Cette dernière est malheureusement contrôlée en grande partie par des groupes armés qui s'alimentent par le commerce illégal de tous genres : drogue, stupéfiants, armes légères et petits calibres, etc...

Principaux acteurs de ce conflit, leurs intérêts et leurs relations

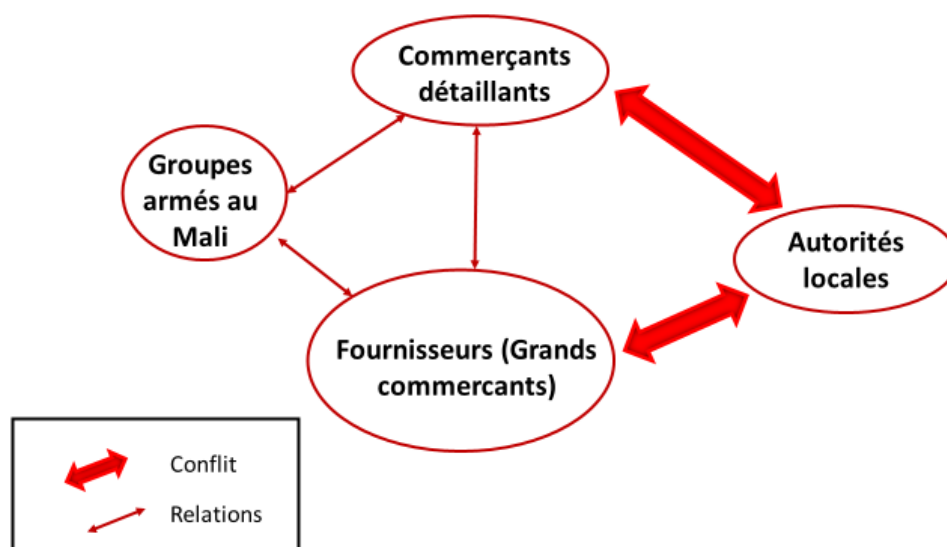


Figure 36: Principaux acteurs impliqués dans l'économie illégale transfrontalière

Les acteurs principaux de ce conflit s'organisent en réseaux transfrontaliers et les acteurs stratégiques qui y participent sont nombreux : il y a les grands commerçants importateurs des deux côtés de la frontière, les petits commerçants détaillants qui s'approvisionnent chez eux, et surtout les groupes armés au Mali qui bénéficient d'un espace incontrôlé par les forces de sécurité maliennes. Pour ces groupes armés, le commerce illicite constitue la source principale de financement de leurs activités terroristes dans le Nord du Mali. Pour les autres acteurs, ce commerce permet d'importants bénéfices dans des délais très courts.

Selon nos répondants, les acteurs du commerce illégal dans cette zone sont connectés à travers des réseaux très restreints qui travaillent dans la discrétion pour déjouer toute action de contrôle et d'inspection des autorités sécuritaires. Il semble qu'ils utilisent les nouvelles technologies telles que les télécommunications par thuraya, internet, pour avoir une meilleure efficacité dans leur mode opératoire.

Selon les acteurs de sécurité interrogés, les principaux acteurs qui participent aux activités criminelles se répartissent comme suit : les chômeurs, les jeunes, les mineurs et les réfugiés. Les relations entre les différents acteurs sont fondées sur l'écoulement des marchandises vers leur destination finale et l'importance de la marge bénéficiaire. Ces réseaux sont très organisés et mettent en œuvre des plans d'action qui permettent une coordination efficace et des relations optimales. Selon certains, ils utiliseraient des technologies très sophistiquées, ils ont accès à d'énormes ressources et ils ont la

capacité de modifier leur mode opératoire en réponse aux actions efficaces menées par les agents chargés de l'application des lois.

Potentiels déclencheurs de ce conflit

L'augmentation du flux du commerce illégal transfrontalier pourrait être une source d'instabilité très grave dans la région. Si toutefois ce trafic n'est pas contenu et maîtrisé, nous pourrions assister au développement d'organisations armées criminelles qui pourraient déstabiliser toute la région. En effet, ce commerce illégal transfrontalier donne déjà un pouvoir financier conséquent aux groupes terroristes qui recrutent les chômeurs et les jeunes parmi les populations défavorisées de la région.

3.5 AGRICULTEURS VS ELEVEURS ET TRANSHUMANCE

Description de ce conflit

Partageant un même espace agropastoral, les agriculteurs et éleveurs sont en disputes et litiges perpétuels à cause des dommages engendrés par le bétail dans les champs des agriculteurs. A cela s'ajoutent les problèmes de transhumance qui se produisent principalement au Mali, où la saison agricole commence plus tôt, lorsque les pasteurs mauritaniens rentrent chez eux en traversant ces premiers champs.

Causes de ce conflit

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont dus principalement à la compétition pour l'espace. Il ne peut pas y avoir de conflits entre agriculteurs et éleveurs qui ne soient pas liés à l'utilisation de l'espace, à moins que ces conflits aient des connotations ethniques ou politiques. Ces conflits dans la plupart des cas trouvent leurs origines dans la gestion des ressources naturelles et de l'espace. Ils peuvent être aussi liés aux perturbations climatiques, à la poussée démographique et à la pression foncière. Les situations observées sont les suivantes :

- Divagation des animaux dans les champs ;
- Divergences sur le montant à verser au propriétaire champêtre lésé ;
- Exploitation agricole d'espaces traditionnellement consacré à l'élevage ;
- Exploitation pastorale d'espaces traditionnellement consacrés aux cultures ;
- Compétitions autour des points d'eau ;

Principaux acteurs de ce conflit, leurs intérêts et leurs relations

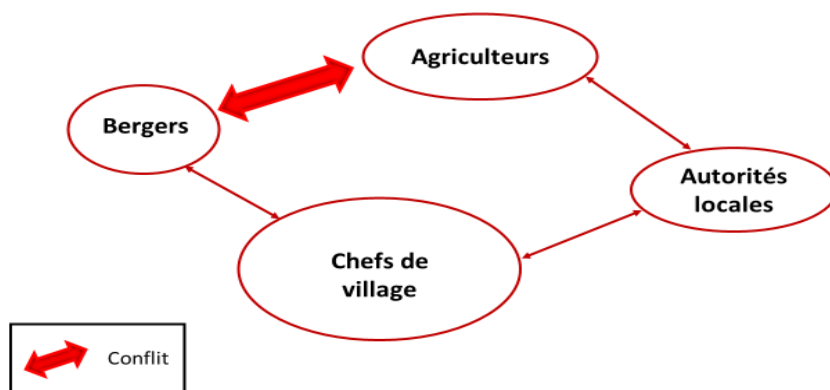


Figure 37: Principaux acteurs des conflits entre agriculteurs et éleveurs

D'une manière générale les acteurs de ces conflits se composent des éleveurs (bergers), des agriculteurs, des chefs de villages et des autorités locales. Pour la transhumance, les causes du conflit sont : le manque d'organisation de la transhumance dans la Région de Hodh El Chargui et l'absence de système de contrôle et de dispositifs d'accueil. Ces insuffisances engendrent le plus souvent des troubles sociaux qui se caractérisent par des conflits entre agriculteurs et éleveurs avec des conséquences parfois dramatiques. Ces conflits généralement sont engendrés par la destruction de cultures par le bétail transhumant, le surpâturage, la compétition accrue sur les terres de pâture et les points d'eau, le mauvais comportement des bergers transhumants et les vols du bétail.

Selon l'enquête, les répondants voient que les facteurs aggravants des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs sont :

- L'ignorance et le manque d'éducation des populations (39%) : les éleveurs et les agriculteurs sont en grande majorité analphabètes et ils ignorent toutes les réglementations et les politiques dans la régulation de ce secteur. Chacun d'entre eux s'aligne simplement aux solutions les plus avantageuses pour son activité. A cela s'ajoute le manque d'éducation proposé par le gouvernement à la population sur les politiques gouvernementales dans ce domaine.
- La haine et le racisme (27%) : le cumul des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs durant plusieurs années a conduit à une haine et un racisme entre ces communautés, surtout durant les périodes de transhumance.
- La pauvreté (7%) dans ces des milieux. En général les acteurs les plus impliqués dans l'élevage et l'agriculture sont les couches les plus pauvres de ces deux communautés. Ce sont leurs conditions de vie précaires qui favorisent les frictions entre les communautés et peuvent contribuer au déclenchement de conflits.

Les relations entre ces acteurs sont périodiques. En effet c'est durant seulement la saison des pluies que nous assistons à l'émergence des conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Potentiels déclencheurs de ce conflit

Le manque d'une politique concertée et une réglementation contraignante sur l'utilisation des espaces pourrait inciter plusieurs confrontations entre les éleveurs et les agriculteurs dans la zone.

3.6 CONFLITS INTER-COMMUNAUTAIRES

Description de ce conflit

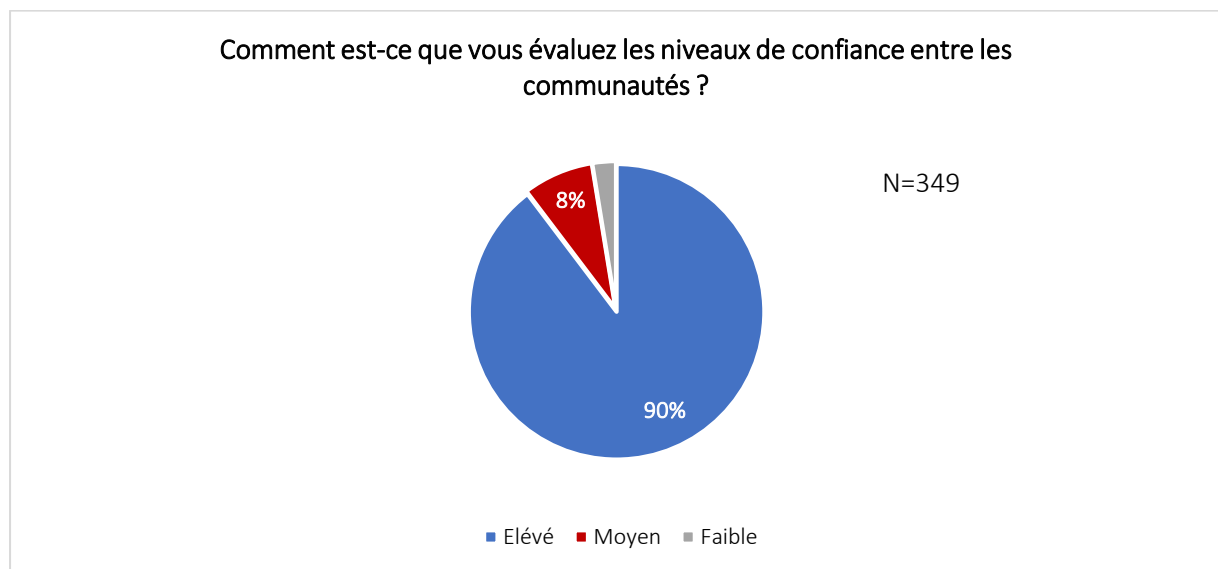
Selon la littérature, la population mauritanienne est composée de plusieurs ethnies, les Arabes (Maures) et les négro-africains (Peulhs, Soninkés et Ouolofs). Ce pays a connu une mutation sociale rapide. Le mode de vie prédominant est fondé sur la tradition, le nomadisme et la tribu comme entité sociale de base. Cependant, il est en voie de passer à une situation de modernité, basée sur la citoyenneté sans pour autant que le sentiment d'appartenance nationale supplante le facteur ethnique et tribal. Les pratiques esclavagistes ayant un moment prévalu, le système de castes, la place de la femme dans la société demeurent ancrés dans certaines traditions et mentalités. Les prises de position appelant à l'émancipation des anciens esclaves dont certains attendent encore une véritable réinsertion socio- économique, continuent de marquer la vie politique mauritanienne. Malgré les critiques dont le système national fait encore l'objet, l'école demeure appelée à servir de creuset pour l'unité nationale. Le caractère hybride des ordres politiques locaux, met souvent en concurrence les

institutions étatiques et les structures traditionnelles. Cette situation reflète la complexité des questions identitaires dans le pays. La fragmentation actuelle au sein de la classe politique demeure aussi un défi pour la gouvernance inclusive et la transition démocratique en cours dans le pays.

Dans notre étude, on entend par communauté (Mejmoua) un ensemble de groupes sociaux (tribus, ethnies, et toutes autres catégorie) dont les membres vivent ensemble et ont des biens ou des intérêts communs dans un espace.

Comme présenté dans la figure 38 ci-après, les 90% des répondants pensent que le niveau de confiance entre les communautés est élevé, tandis que les 8% le jugent moyen et simplement les 3 % le qualifient de faible.

En fait, la majorité des communautés dans les villages appartiennent à une même tribu et par conséquent elles sont très liées par des relations solides dans le cadre tribal. C'est pour cela qu'il y a une confiance mutuelle entre eux, même si parfois les intérêts politiques les influencent.

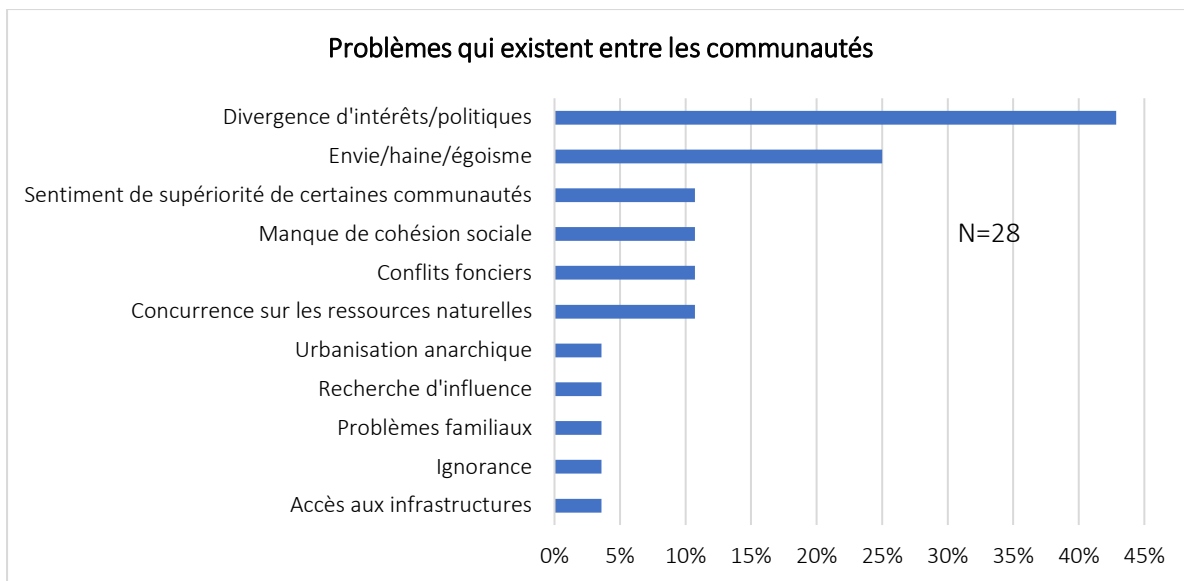


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 38: Niveau de confiance entre les communautés

Comme présenté dans la figure 39 ci-après, les principaux problèmes qui existent entre les communautés selon les répondants sont : la divergence d'intérêt et politiques (43%), la haine et l'égoïsme (25%) et enfin le sentiment de supériorité de certaines communautés (11%).

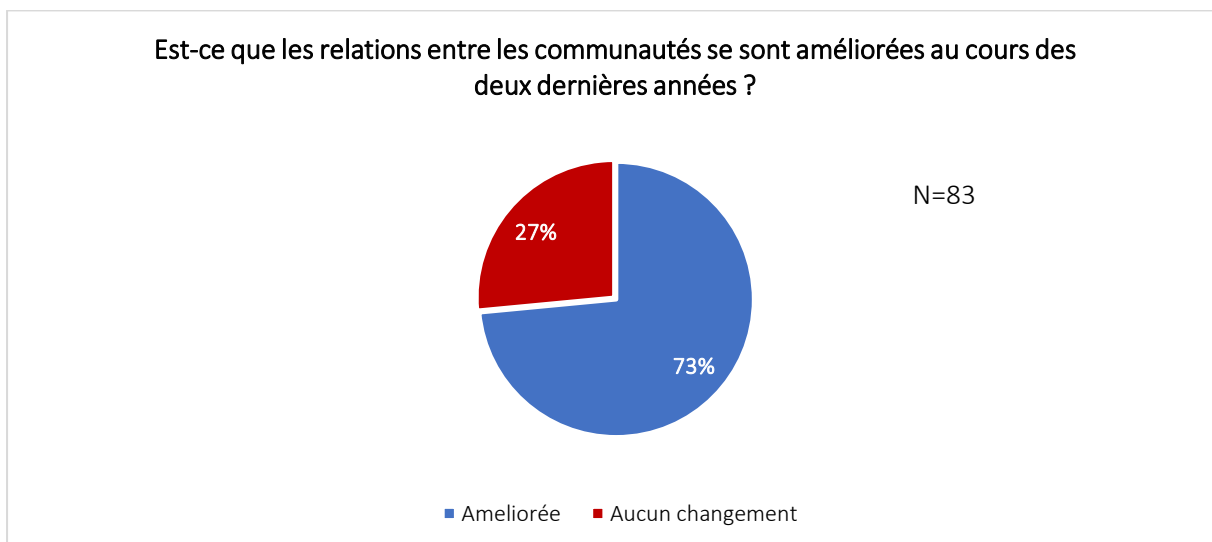
L'analyse de ces faits montre que les intérêts politiques sont la source de plusieurs problèmes entre les communautés. A titre d'exemple les critères de proximité et de construction d'une école dans une communauté se basent en priorité sur les électeurs au lieu d'autres critères plus réalistes. C'est ainsi que plusieurs projets de développement sont également orientés pour une partie des communautés à cause des divergences politiques. Ces dernières peuvent être causées par l'appartenance à différents partis politiques (différence de point de vue politique ou d'opinion), différentes tribus, et parfois elles sont liées aux intérêts personnels. Cet environnement crée et augmente la haine et l'égoïsme.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 39: Problèmes qui existent entre les communautés

Comme présenté dans la figure 40, 73 % des répondants estiment que les relations entre les communautés se sont améliorées, tandis qu'il n'y a pas eu de changement pour 27 %. En effet, ces deux dernières années n'ont pas été marquées par des événements particuliers qui engendrent des frictions entre la population. En général, c'est au cours des campagnes de sensibilisation pour les élections législatives ou municipales que des conflits politiques et parfois identitaires se manifestent et conduisent à de véritables tensions entre les différentes communautés. L'amélioration des relations communautaires peut être aussi liée à l'implication active du gouvernement dans cette région dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Plusieurs campagnes de sensibilisation sur l'importance de la cohabitation sociale, de la stabilité, de la paix sociale ont été réalisées dans cette wilaya par les institutions de l'Etat avec ses partenaires dans ce domaine.

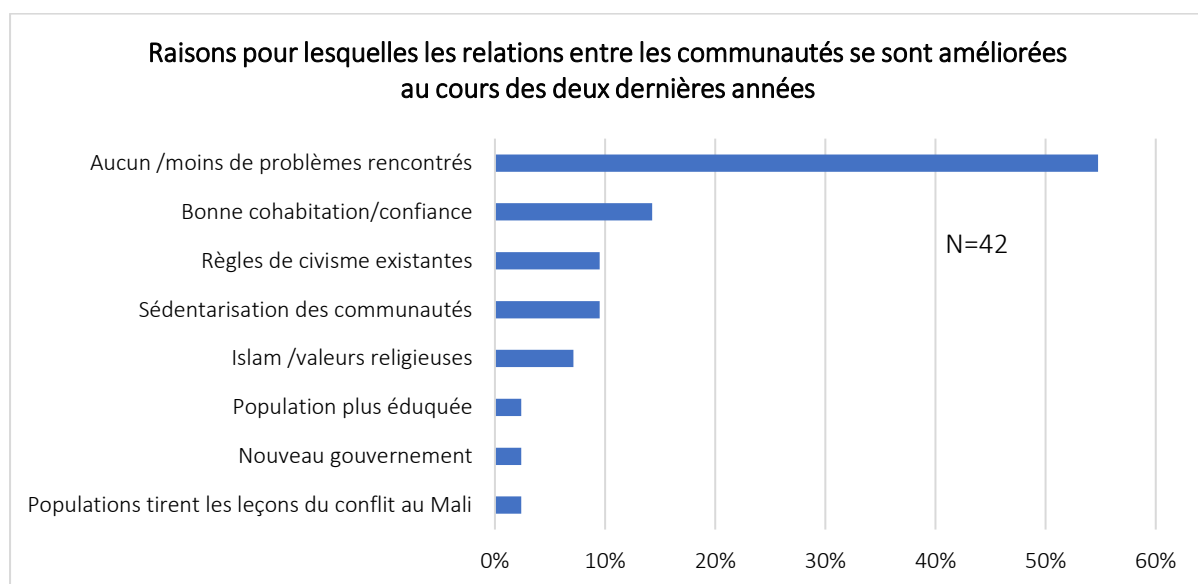


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 40: Relations entre les communautés au cours des deux dernières années

Dans la figure 41, les répondants voient que les principales raisons d'amélioration des relations entre les communautés durant ces dernières années sont : le manque de problèmes rencontrés (55 %), la bonne cohabitation et la confiance (14 %) et la sédentarisation des communautés (10%). Selon les autorités locales un grand effort a été réalisé ces dernières années sur la sensibilisation des populations sur les principes de la cohabitation et surtout la paix sociale. D'ailleurs plusieurs organisations internationales (ONU et autres partenaires) ont mis en œuvre dans cette zone des projets pour la consolidation de la paix et dont l'un des principaux objectifs est la création d'un environnement de paix et de sécurité entre les communautés.

Au cours d'un entretien, un Imam d'une mosquée du village à Mabrouk a précisé que l'islam avec ses valeurs religieuses a toujours contribué à l'amélioration des relations entre les communautés et a développé l'esprit de tolérance, de la paix et de l'amour entre les composantes de la population. Il semble que toutes ces actions ont contribué à la bonne cohabitation entre les communautés, malgré plusieurs revendications soulevées durant nos visites.

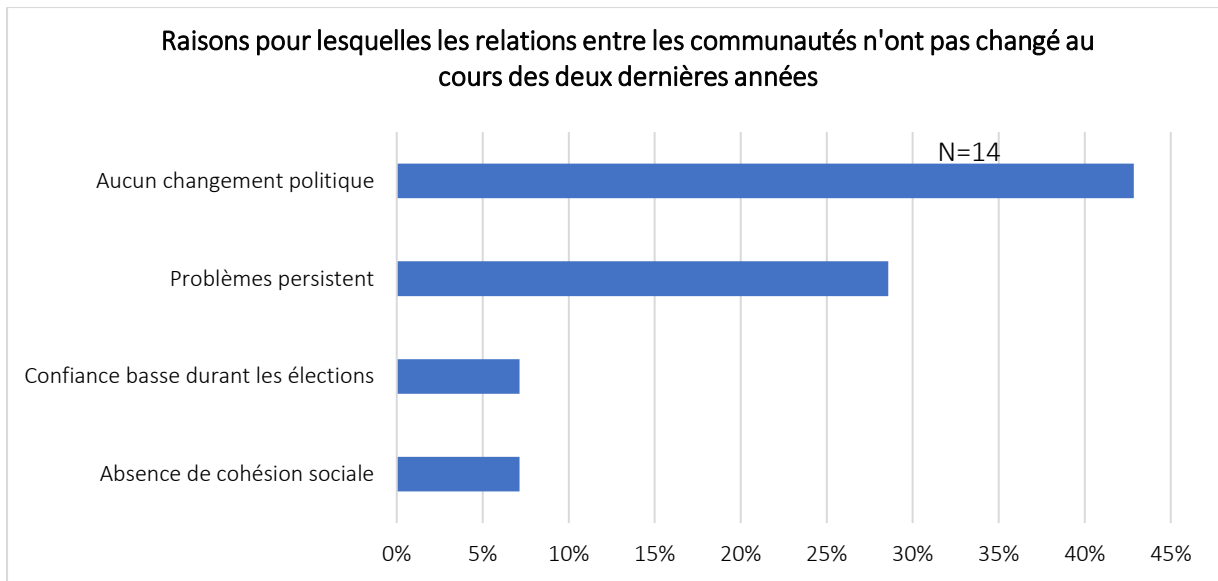


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djiguéni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 41: Raisons pour lesquelles les relations entre les communautés se sont améliorées au cours des deux dernières années

Comme présenté dans la figure 42 des répondants pensent que les causes pour lesquelles il y a eu constance dans les relations communautaires sont : la stabilité politique (43%), persistance des mêmes problèmes (29%) et l'absence de la cohésion sociale (7%).

La Mauritanie connaît une stabilité politique ces dernières années après plusieurs élections contestées par des partis de l'opposition. Malgré les divergences politiques et les discours extrémistes de certains partis, la relation entre les communautés est restée normale, malgré les mécontentements de certains groupes sociaux qui se sentent très défavorisés. Cette situation ne peut être expliquée que par l'existence d'un véritable connecteur qui est l'islam.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 42: Raisons pour lesquelles les relations entre les communautés n'ont pas changé au cours des deux dernières années

Causes de ce conflit

Ces conflits intercommunautaires sont fortement cristallisés autour des discours politiques de certains partis et mouvances politiques et de leurs leaders en lutte pour le pouvoir, et autour des revendications identitaires qui façonnent et structurent les positions des individus et des groupes dans l'arène politique. On doit aussi tenir compte des conflits partisans au sens politique institutionnel. Les jeunes appartiennent aux différents partis politiques qui les mettent en avant et la compétition entre les partis devient une compétition et un conflit entre les jeunes. Les problèmes et animosités politiques entre partis politiques se répercutent sur les jeunes qui en sont les porte-drapeaux. Les conflits d'intérêt politique entre les jeunes dans une même structure politique sont devenus de plus en plus fréquents. Enfin, les leaders tribaux alimentent les conflits afin de préserver leur dominance et bénéficier des privilèges du gouvernement.

Selon les résultats de l'enquête, répondants pensent que les facteurs accélérateurs de conflits sont : la haine et le racisme (27%), le manque de modernisation du système politique (7%) et l'influence tribale (3%).

Principaux acteurs de ce conflit, leurs intérêts et leurs relations

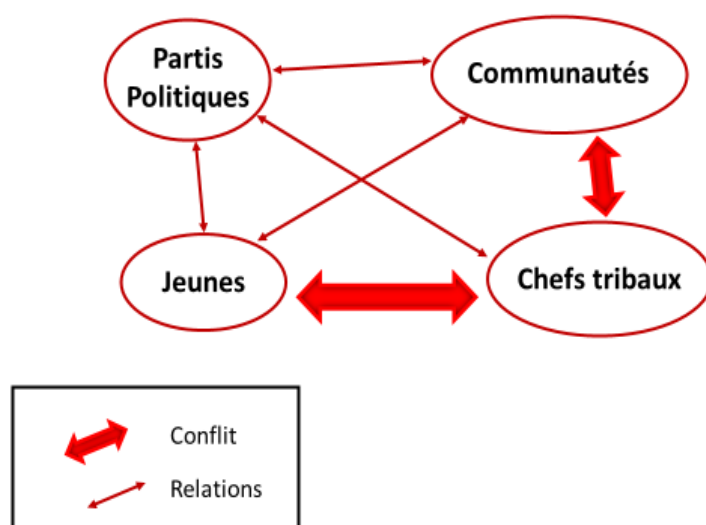


Figure 43: Principaux acteurs des conflits communautaires

Les nouveaux conflits sont compréhensibles et découlent des dynamiques et logiques liées à la fonctionnalité de plus en plus perçue de la politique par les jeunes qui voient dans la pratique politique un moyen de promotion économique et sociale et d'accès au pouvoir. Les acteurs politiques sont connectés par les réseaux internes très dynamiques pour véhiculer les idées et les orientations au cours de chaque campagne politique. Ces connections sont faites par des relais communautaires au niveau de la base (*moughataa*, villages, campements). Les relations entre les acteurs politiques peuvent se classer en deux catégories. Pour la première catégorie, il s'agit d'un allié politique avec lequel la coordination est nécessaire pour atteindre les objectifs communs dans la vie politique. La seconde catégorie est bien sûr l'adversaire ou le concurrent politique avec qui les relations sont souvent tendues.

Potentiels déclencheurs de ce conflit

La montée des conflits identitaires, tribaux et éthiques constitue un facteur potentiel de déstabilisation qui engendrerait sans doute des conflits violents dans l'avenir. En effet, Les conflits identitaires sont fortement cristallisés autour des discours politiques de certains partis et mouvances politiques et de leurs leaders en lutte pour le pouvoir et autour des revendications identitaires qui façonnent et structurent les positions des individus et des groupes dans l'arène politique. Aussi les conflits politiques inter tribaux et ethniques sont encore prédominants du fait du système d'organisation sociale et du positionnement de la tribu comme principal acteur de la vie politique. De plus, les jeunes sont en première ligne quand il s'agit de défendre les intérêts politiques de leur tribu ou clan. Dans un contexte où beaucoup d'entre eux sont pessimistes quant à leurs perspectives d'avenir, leur mobilisation politique ou recrutement dans des groupes violents représente également un facteur déstabilisant.

Description de ce conflit

Le contexte géopolitique sous-régional et géostratégique international de la Mauritanie est caractérisé par une relative fragilité. Cette fragilité est le résultat d'une succession d'évènements qui ont menacé la situation sécuritaire de la région et ont entraîné l'implication d'acteurs mauritaniens, notamment : la réponse algérienne au Front Islamique Armée du Salut (FIS) dans les années 1990, la réaction des Etats Unies aux attentats terroristes du 11 septembre 2001, l'intervention de l'OTAN en Lybie. De fait, de nombreux chefs terroristes au Mali/Sahel sont Mauritaniens dont l'actuel chef d'AQMI est d'ailleurs mauritanien. Le radicalisme latent dans le pays et certains enseignements (centres de formation) ont contribué à la production d'idéologies extrémistes.

Le recrutement est confirmé à petite échelle dans les communautés frontalières, et non dans les villes. L'attrait de l'argent offert par les groupes (5000 USD par mois selon les sources) pousse certains jeunes insatisfaits plus près d'un futur recrutement. Les groupes fournissent du pouvoir (uniforme, arme, femme et argent) aux jeunes de la région, qui peuvent y trouver un sens à leur vie et des perspectives d'avenir.

Selon les autorités sécuritaires interrogées (Gendarmerie, police, et gardes), il n'y a aucun signe de radicalisation. Le gouvernement a mis en place une stratégie relativement forte de prévention de l'extrémisme violent (PVE), notamment en sensibilisant la population par l'intermédiaire des imams et d'autres canaux. La version mauritanienne de l'Islam est considérée comme modérée et le meurtre est considéré comme un grand péché. Il en résulte une forte résistance contre la radicalisation, car le récit ne correspond pas. Les risques de radicalisation apparaîtraient principalement après le recrutement, mais ne semblent pas un facteur de recrutement, au moment de cette analyse.

Selon la figure 44 ci-après, la majorité des répondants (84%) ne pensent pas qu'il existe des jeunes plus pieux que d'autres dans la wilaya, 12 % le pensent, tandis que 4% n'ont pas d'éléments d'appréciation. En Mauritanie, il existe un seul rite (malékite) très tolérant qui est pratiqué par toutes les communautés. C'est pourquoi, les pratiques religieuses sont de facto connues et partagées par les Imams et enseignants coraniques de la même manière sur tout le territoire national. Certains jeunes peuvent connaître plus profondément les règles religieuses que d'autres, mais ne seront pas perçus comme plus pieux.

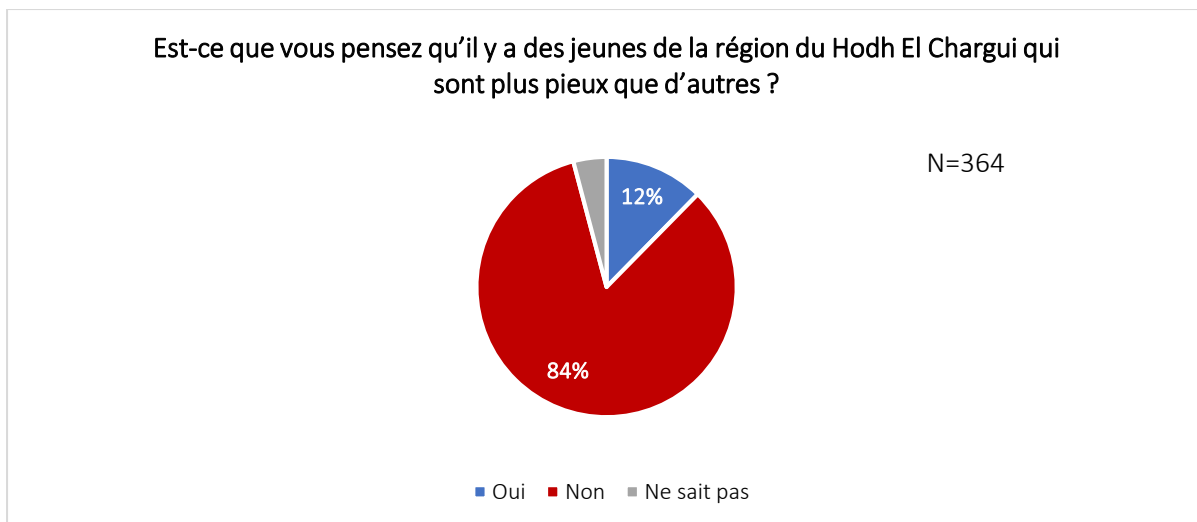


Figure 44: Jeunes de la région qui sont plus pieux que d'autres

La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

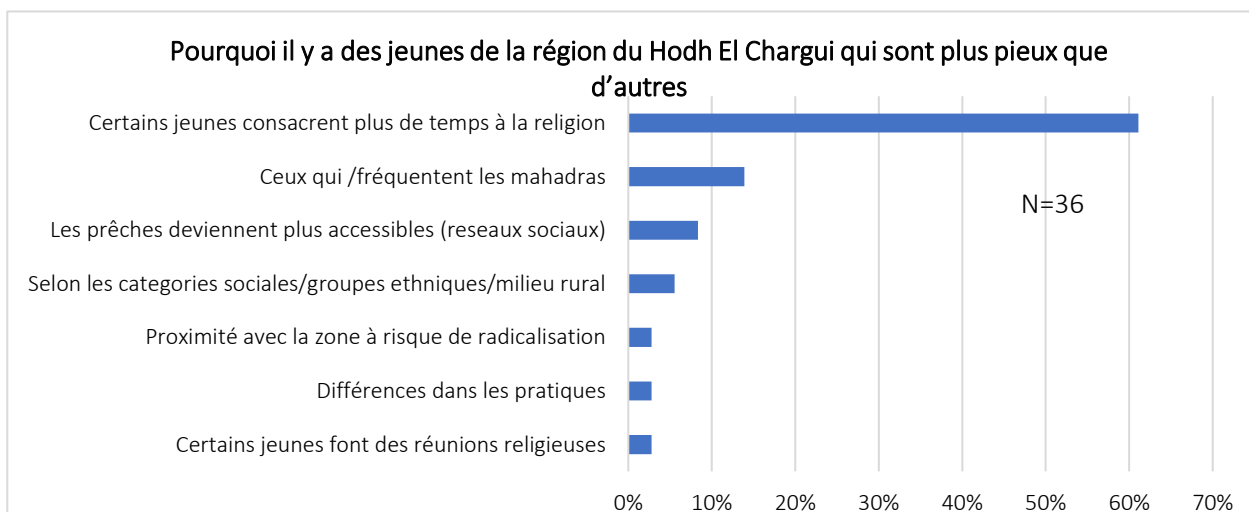
La figure 45 ci-après présente les causes les plus citées expliquant que des certains jeunes soient plus

Il y a des jeunes de la région qui sont plus pieux que d'autres. Ils font des réunions religieuses.

Jeunes filles de moins de 24 ans, Vassala

pieux que d'autres : le fait que certains jeunes consacrent plus de temps à la religion (61%) ; les jeunes qui fréquentent les mahadra (14%) ; et le fait que le prêche

devient plus accessible puisqu'il se fait maintenant à travers les réseaux sociaux (6%).

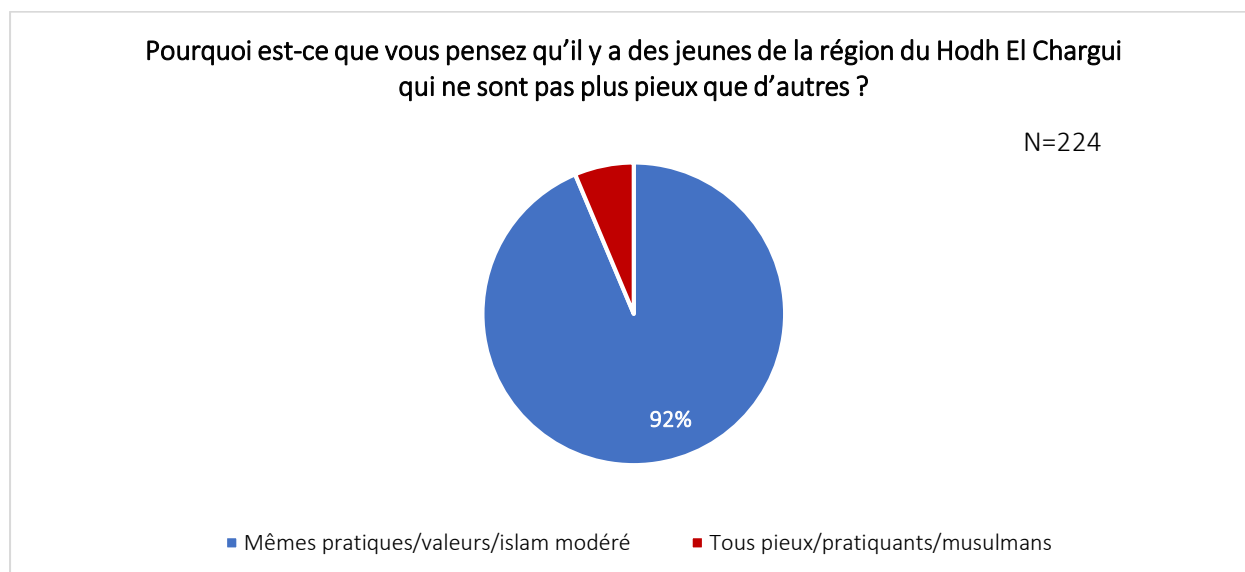


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 45: Pourquoi il y a des jeunes de la région qui sont plus pieux que d'autres

Dans la figure 46 ci-après la majorité des répondants (92%) voient qu'ils n'existent pas de jeunes plus pieux que d'autres car ils pratiquent les mêmes valeurs d'un islam modéré. Aussi 6 % des répondants estiment que tous les jeunes sont pieux et pratiquent le même rite. Selon l'imam d'Amourj, les populations mauritaniennes ont adopté depuis des siècles un islam sunnite très modéré et tolérant qui

a permis la cohabitation des communautés de diverses cultures depuis des siècles. Au fil des temps, cette tendance religieuse s'est consolidée et il est très difficile aujourd'hui d'apporter de modification à ce culte.



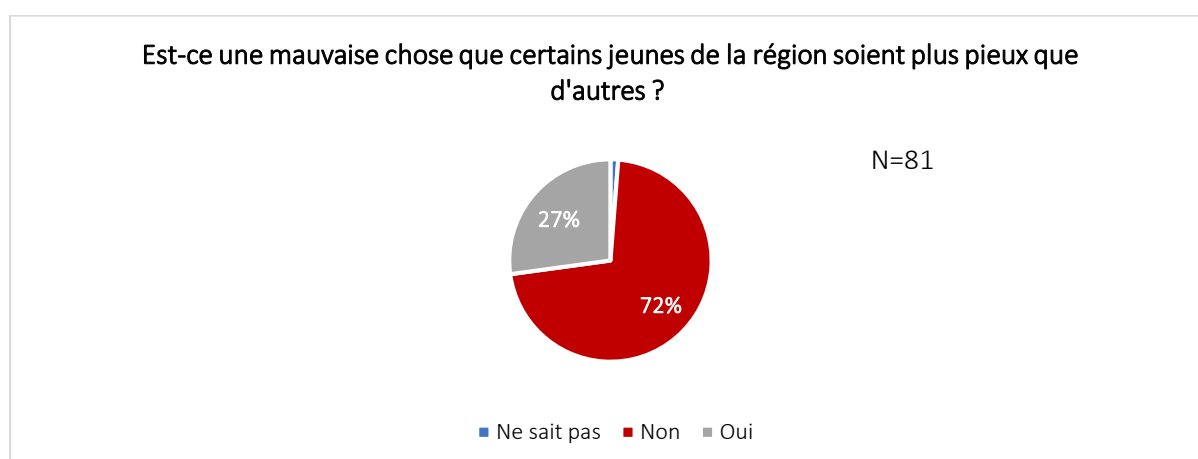
La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djiguéni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 46: Pourquoi il y a des jeunes de la région qui ne sont pas plus pieux que d'autres

La figure 47 ci-après montre que 72% des répondants pensent que ce n'est pas une mauvaise chose que certains jeunes soient plus pieux que d'autres, tandis que les 27% voient le contraire. On peut expliquer ce constat que le fait d'avoir des jeunes très pieux permet de maintenir un enseignement religieux permanent dans les communautés, surtout celles dont le taux d'alphabétisation est très élevé.

Il y a des jeunes de la région qui sont plus pieux que d'autres. On est que trois ici qui avons fait un enseignement religieux. Ce n'est pas une mauvaise chose car ici ceux qui n'ont pas fait cet enseignement sont devenus badauds.

Jeune Homme de moins de 24 ans, Bassiknou



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djiguéni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 47: Mauvaise chose que certains jeunes soient plus pieux

Causes de ce conflit

Durant notre recherche, les répondants ont exprimé clairement que le phénomène de radicalisation n'existe presque pas dans les communautés. Cependant, ils ont mis en relief ces causes probables, notamment l'ignorance des principes de base de la religion, la mauvaise gouvernance, le chômage des jeunes, le manque d'opportunité d'emploi, l'inégalité des chances, l'extrémisme religieux, la pauvreté et surtout les discours attrayants des groupes extrémistes au Mali pour le recrutement des jeunes dans cette zone. La jeunesse est frustrée à cause des conditions économiques difficiles et du manque de voix dans l'arène politique qui est dominée par les anciens politiciens qui préservent leur position pour leurs propres intérêts. C'est dans cet environnement que les jeunes sont attirés pour rejoindre les réseaux du commerce illégal basés au Mali afin de gagner de l'argent et des privilèges, et sans pour autant être radicalisés.

Principaux acteurs de ce conflit, leurs intérêts et leurs relations

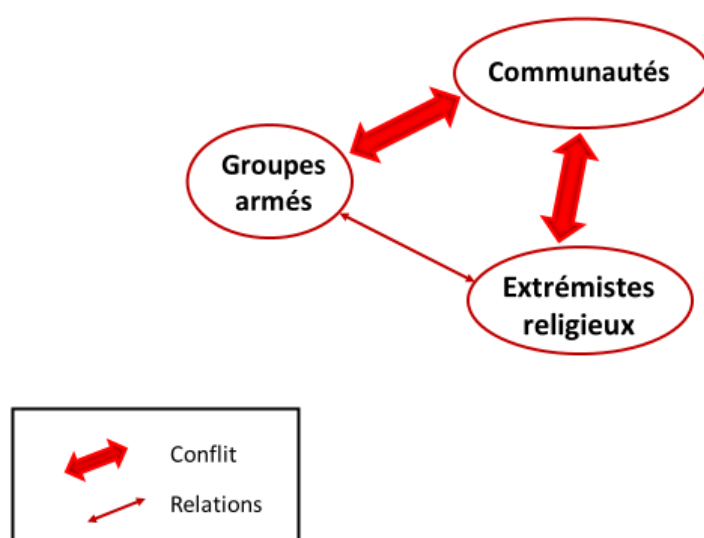
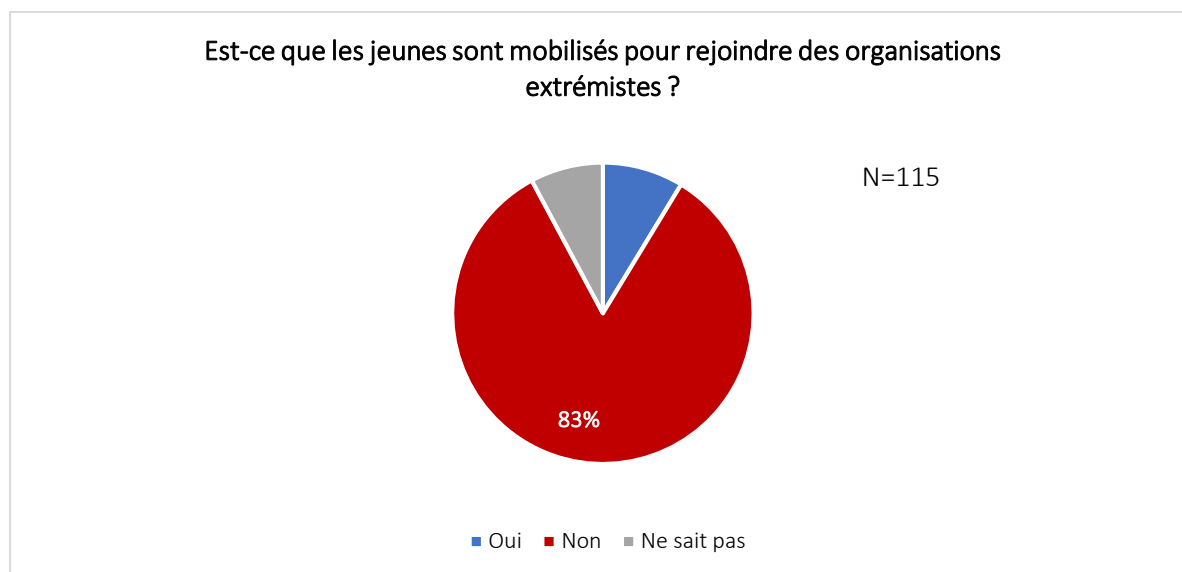


Figure 48: Principaux acteurs impliqués dans la radicalisation

L'étude n'a pas pu identifier d'acteurs potentiels impliqués dans la radicalisation des jeunes dans la wilaya, mais selon les répondants, la radicalisation se fait au Mali par les extrémistes religieux qui endoctrinent les jeunes pour les recruter dans les rangs des combattants des groupes armés. Les acteurs de la radicalisation travaillent dans un réseau bien structuré pour atteindre leurs objectifs. Selon les informations collectées, ils recrutent les nouveaux adeptes pour étendre leur influence dans les communautés. En général, ils travaillent en petits groupes et en toute discrétion. Leur argumentation reposerait sur une interprétation alternative de l'islam qui soutiendrait leur engagement politique et idéologique. Les relations entre ces acteurs sont d'ordre hiérarchique et idéologique. En effet, durant les discussions en focus groupe, il a été précisé que les acteurs de la radicalisation adoptent une organisation hiérarchisée. Chaque groupe suit les ordres et les orientations d'un chef d'équipe et celui-ci à son tour reçoit les instructions de son supérieur pour l'accomplissement des missions. Il est évident que dans la wilaya du Hodh El Chargui, on ne peut pas parler de l'existence d'un système de radicalisation organisé dans les communautés. Ceci s'explique par la pratique d'un islam tolérant et l'implication du gouvernement dans la lutte contre l'extrémisme dans la région. Toutefois, le

développement du contexte de la guerre au Mali pourra influencer la jeunesse mauritanienne, surtout les pauvres et chômeurs, à s'orienter vers les groupes terroristes qui radicalisent et recrutent au sein de leurs organisations criminelles.

Dans la figure 49, la majorité des répondants (83%) pensent que les jeunes ne sont pas mobilisés pour rejoindre les organisations extrémistes tandis que les 9% le pensent. Selon le *hakem* d'une *moughataa*, les jeunes ne préfèrent pas s'engager dans des aventures hasardeuses comme rejoindre les organisations extrémistes qui opèrent au Mali, mais le manque d'éducation, le chômage et le manque d'opportunités d'emploi constituent des facteurs importants qui peuvent les attirer vers des groupes extrémistes.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 49: Mobilisation des jeunes pour rejoindre des organisations extrémistes

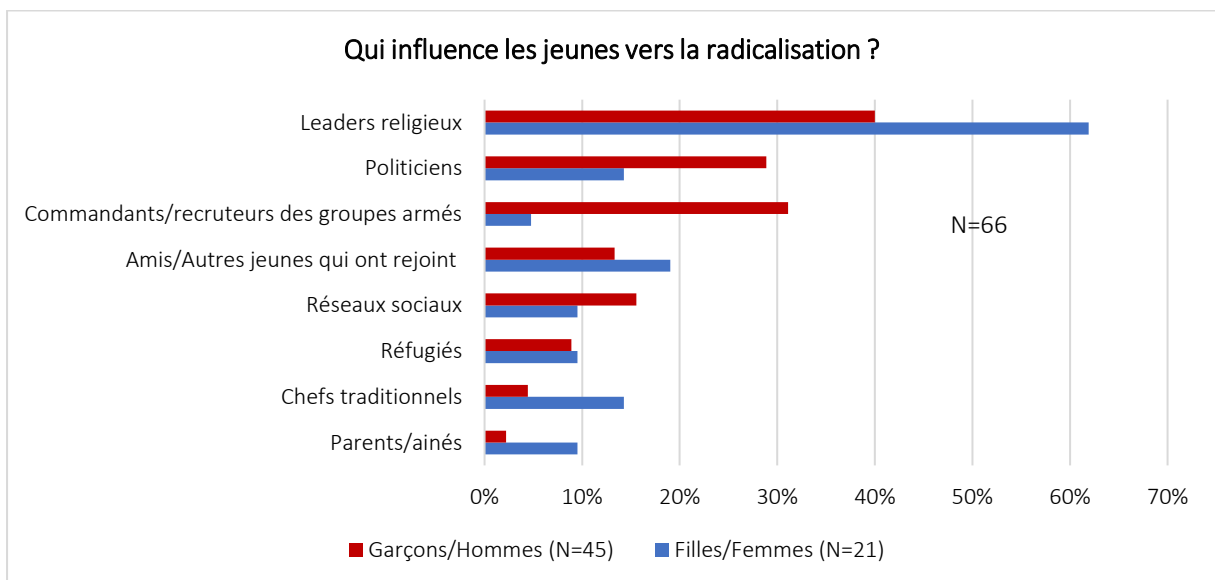
Selon la figure 50 ci-après, la majorité des répondants (73%) considère que les organisations extrémistes sont mal perçues, dangereuses (19%) et comprennent des criminels et des assassins (5%). En effet durant l'enquête, les populations ont exprimé leur profond refus de soutenir les organisations extrémistes ainsi que leurs membres. Selon le Wali du Hodh El Chargui, ... *le gouvernement mauritanien mène plusieurs activités sur le terrain pour interdire toutes activités de ces organisations dans la région (déploiement des troupes de sécurité, sensibilisation sur le danger de l'extrémisme)* ... D'ailleurs durant le *focus groups* à Fassala Neré les participants ont confirmé que ces organisations n'opèrent qu'au Mali et elles n'ont pas pu avoir des sympathisants identifiés dans la wilaya du Hodh El Chargui.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 50: Perception des organisations extrémistes dans la communauté

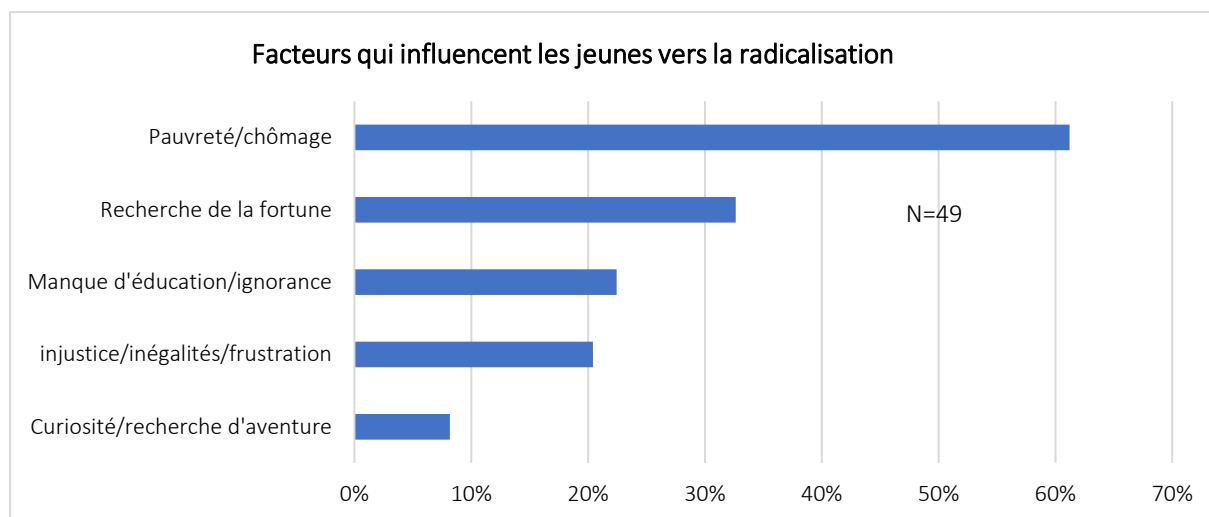
Dans la figure 51 ci-après, on peut remarquer que la majorité des répondants voient que les leaders religieux sont les principaux acteurs qui influencent les jeunes vers la radicalisation. Les politiciens et les recruteurs des groupes armés constituent d'autres acteurs qui influencent la radicalisation des jeunes. 62 % des femmes contre 40% des hommes pensent que les leaders religieux jouent un rôle moteur dans le processus de radicalisation. Un responsable de la sécurité à Bassikounou a confirmé : « qu'en général se sont les extrémistes religieux et les groupes terroristes qui introduisent des formations de radicalisation en secret dans les milieux des jeunes analphabètes ou avec une éducation de base très faible. » En fait, cette radicalisation est un ensemble d'idées conçues pour transformer la vie des jeunes en des personnes extrémistes capables de faire des actes terroristes à tout moment.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 51: Influence des jeunes vers la radicalisation

La figure 52 indique que selon les répondants, les principaux facteurs qui attirent les jeunes vers la radicalisation sont : la pauvreté et le chômage (61%), la recherche de la fortune (33%) et le manque d'éducation et l'ignorance (22 %). En effet durant les différentes discussions avec les autorités locales, la société civile et les notables, la situation des jeunes en chômage a constitué une préoccupation constante. Ces jeunes appartiennent majoritairement à des familles très pauvres et ils sont au chômage depuis la fin de leur formation par manque de débouchés pour les absorber au marché du travail. Selon un responsable de la sécurité à Bassikounou les jeunes chômeurs deviennent très réceptifs à la radicalisation et surtout si elle débouche sur des opportunités emplois avec des salaires très élevés ».



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassikounou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 52: Facteurs qui influencent les jeunes vers la radicalisation

Dans la figure 53 ci-après, la majorité des répondants considèrent que les jeunes sont attirés vers la radicalisation à travers leurs amis (46%), via la famille (38%) et à cause des réseaux sociaux (21%). En

Quatre ressortissants de notre commune étaient radicalisés par les groupes terroristes au Mali lors de leur passage dans ce pays frère pour faire du Commerce.

Acteur de sécurité, Djigueni

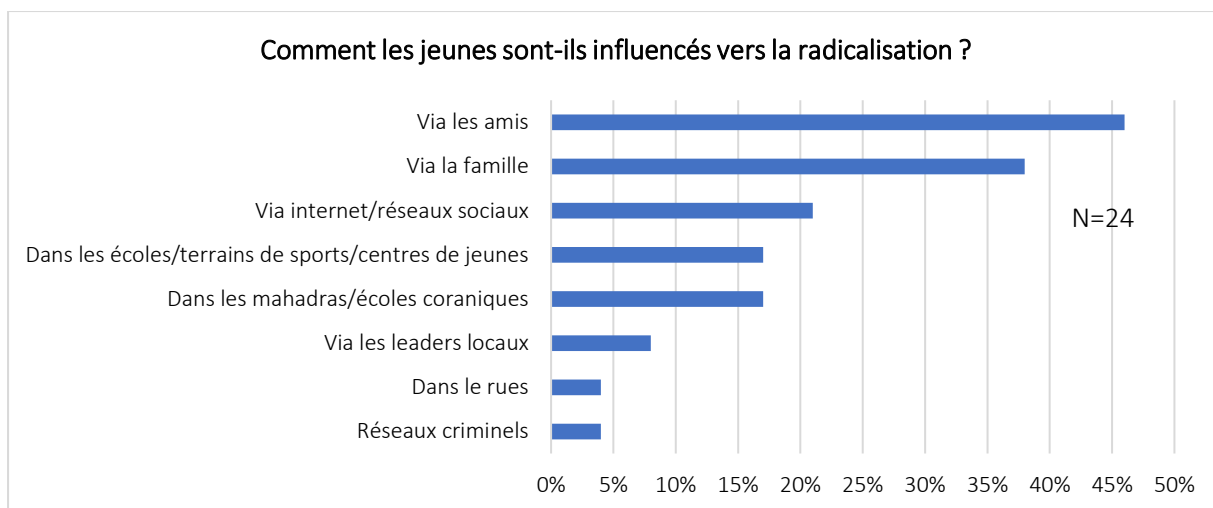
effet les populations mauritaniennes qui se déplacent au Mali pour des rencontres familiales sont ciblées par les messages des groupes extrémistes pour leur radicalisation²⁹. Pas loin des frontières, les groupes extrémistes organisent des rencontres pour diffuser la radicalisation en

invitant les jeunes du sahel à les rejoindre pour le Jihad contre l'armée malienne et les autres forces internationales.³⁰ Aussi, les jeunes réfugiés qui viennent du Mali sont liés à leur famille ou leur tribu qui combattent le gouvernement malien. A cet effet, ils sont facilement attirés vers la radicalisation par ces groupes extrémistes. C'est au cours des réunions de partis ou cérémonies religieuses qu'on radicalise les jeunes avec des idées religieuses ou des programmes politiques extrémistes attrayants³¹.

²⁹ Selon un entretien avec le Maire d'Adel Bagrou, 2020

³⁰ Selon un entretien avec le Maire de la commune de Megva, 2020

³¹ Selon un entretien avec le commandant de brigade de la Gendarmerie à Bassikounou, 2020



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 53: Comment les jeunes sont influencés vers la radicalisation

Dans la figure 54, selon les interviewés, les sous-groupes de jeunes les plus réceptifs à la radicalisation sont : les pauvres et chômeurs, les jeunes les plus pieux, les analphabètes et les ignorants.

Sous-groupes de jeunes sont plus réceptifs à la radicalisation							
	Besoin d'argent/emploi	Comprennent le discours de radicalisation	Défendent la coutume	Manquent de sensibilisation /éducation	Montrent ouvertement leur radicalisation	Ont des idées extrémistes	Plus vulnérables/influencables
Analphabètes/ignorants				X			X
Groupes ethniques/tribus spécifiques			X				
Intellectuels		X					
Jeunes les plus pieux				X	X	X	
Pauvres/chômeurs	X			X		X	X

La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 54: Sous-groupes de jeunes les plus réceptifs à la radicalisation

4. RELATIONS ENTRE LES CONFLITS, DIVISEURS ET ACTEURS

Ce chapitre discute les relations entre les conflits, les diviseurs et les acteurs de conflits.

4.1 RELATION ENTRE LES CONFLITS

Les jeunes pasteurs sont moins intéressés par le pastoralisme en raison du changement climatique, mais aussi de la concurrence acharnée avec les réfugiés pour l'eau et la nourriture des animaux. Ils veulent une autre vie et sont frustrés par leur manque de voix dans la gouvernance et la nécessité de recourir à des réseaux de relations et au népotisme pour avoir accès aux emplois. Ils risquent donc à l'avenir de devenir plus réceptifs aux narratifs des groupes extrémistes qui encouragent généralement les sentiments antiétatiques et qui instrumentalisent les frustrations vécues par les jeunes. Même sans radicalisation religieuse, la frustration des jeunes, combinée au manque de revenus et de participation significative à la vie communautaire, pourraient les conduire aux mains des groupes extrémistes qui leur fournissent de l'argent et du pouvoir³².

Aussi, la propriété foncière des terres par les tribus et les chefs traditionnels provoque des frictions et des mécontentements entre les communautés, surtout celles qui ont cultivé les terres depuis des décennies sans en être propriétaires. C'est ainsi que naissent les revendications identitaires et les discours politiques extrémistes qui constituent des facteurs de déstabilisation de la paix sociale entre les différentes communautés.

Enfin, Les politiciens prônent toujours des idéaux en faveur de leur intérêts restreints qui ne favorisent pas le développement équitable des services sociaux de base, indispensable pour promouvoir l'inclusion sociale. Ainsi, on assiste à une véritable frustration de la jeunesse sur tous les fronts.

4.2 DIVISEURS

Selon la figure 55 ci-après, la majorité des répondants voit que la politique constitue le principal facteur de la division interne des gens et entre les communautés, suivie de l'ignorance, du manque d'éducation et de sensibilisation -, puis du chômage et de la pauvreté. -

Bien que les hommes et les femmes s'accordent que la politique (*siyassa*)³³ est la source des divisions entre les communautés, nous observons également qu'il y a un nombre plus important de femmes que d'hommes qui pensent que le chômage, la pauvreté et le manque d'éducation constituent les véritables sources de division.

Ces résultats peuvent être interprétés en prenant en compte que dans cette wilaya, les hommes sont les acteurs principaux de la scène politique. Ce sont les chefs de tribus (tous des hommes) qui dirigent et orientent les populations dans le cadre des campagnes politiques. Dans cette société, le rôle de la femme est en général confiné à la sphère familiale familial. C'est pourquoi elles considèrent que le manque de sensibilisation et d'éducation des populations constituent des entraves majeures pour la cohésion sociale.

Dans une interview, un notable a précisé que le plus grand défi pour la bonne cohésion des communautés réside dans les discours des politiciens qui cherchent toujours à diviser. A l'approche des élections, ils assistent à des campagnes de sensibilisation basées sur l'appartenance tribale, parfois intra-tribale et ethnique.

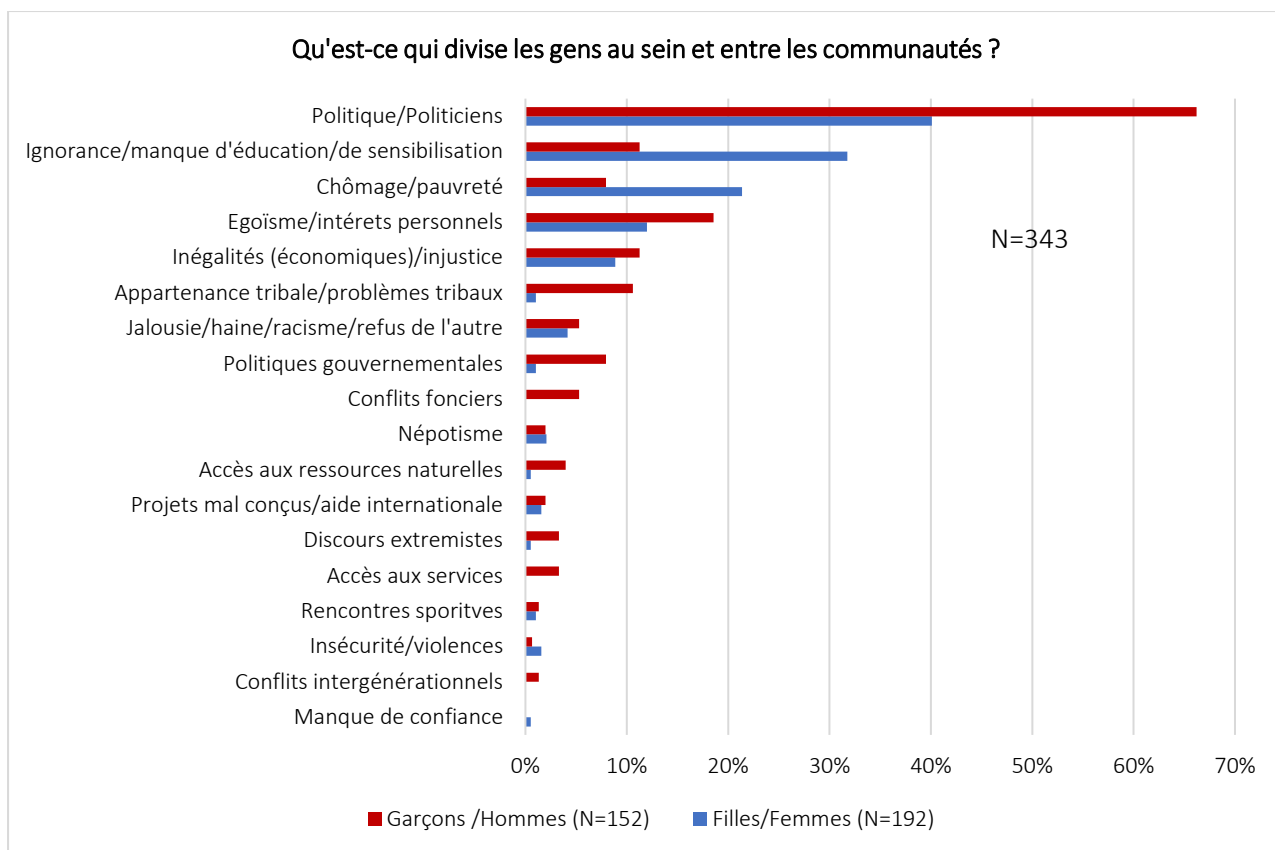
³² Selon entretien avec le maire de la commune de Meghve ,2020

³³ En Mauritanie, La politique ou *siyassa* en arabe est l'ensemble des procédures, campagnes, activités ou autres méthodes utilisées par les politiciens pour atteindre leurs objectifs pour un but tribal, communautaire, d'élections pour un parti et pour des fins personnelles.

En fait, durant ces campagnes, les politiciens sillonnent les villages et les campements pour expliquer les grandes orientations politiques à suivre, en proclamant que tout autre choix constitue une menace pour les intérêts vitaux de la communauté (tribu, clan social, ethnie etc.). Ainsi, on assiste à une véritable division au sein des communautés qui vivaient en stabilité et en paix. Les politiciens présentent rarement des programmes cohérents pour traiter les différents problèmes rencontrés par les communautés.

Par ailleurs, le manque d'éducation et l'ignorance contribuent à la faiblesse des relations entre les communautés et surtout chez les jeunes. Dans cette région, plusieurs jeunes n'ont pas pu accéder à l'éducation à cause de l'inexistence d'infrastructures scolaires sur place et de l'incapacité financière de leurs parents de les soutenir pour étudier dans d'autres écoles. Cette situation engendre un taux élevé de citoyens analphabètes et sans éducation. C'est en général au sein de cette composante du manque d'éducation que se développe la criminalité et surtout la haine contre les communautés qui ont pu accéder à l'éducation et par conséquent ont des meilleures conditions de vie. Ainsi le manque d'éducation des populations très pauvres, majoritaires dans les communautés, favorise le chômage des jeunes car ils ne possèdent pas d'expertise pour accéder aux emplois très limités. Cette situation est un facteur aggravant de la pauvreté, et par conséquent conduit à la fragilité envers l'influence des politiciens, surtout ceux qui ont des revendications identitaires.

La pauvreté dans plusieurs communautés de cette région est un facteur qui affaiblit la cohésion sociale. En effet, plusieurs inégalités telles que le manque d'accès à l'éducation, à l'emploi, à l'accès aux services sociaux de base, en plus d'autres facteurs exogènes, ont contribué à la pauvreté d'une grande partie à la population du Hodh el Chargui et en particulier dans le milieu rural. Ainsi ces populations se sentent défavorisées par rapport aux autres qui se sont vu offrir plus d'opportunités. Pour lutter contre la pauvreté, il faut combattre les inégalités. Si l'on veut agir contre la pauvreté, il faut prendre en compte les inégalités, dans leur ensemble et leur complexité. L'action contre la pauvreté s'inscrit au cœur de celle menée contre les inégalités et pour la préservation de la paix sociale.

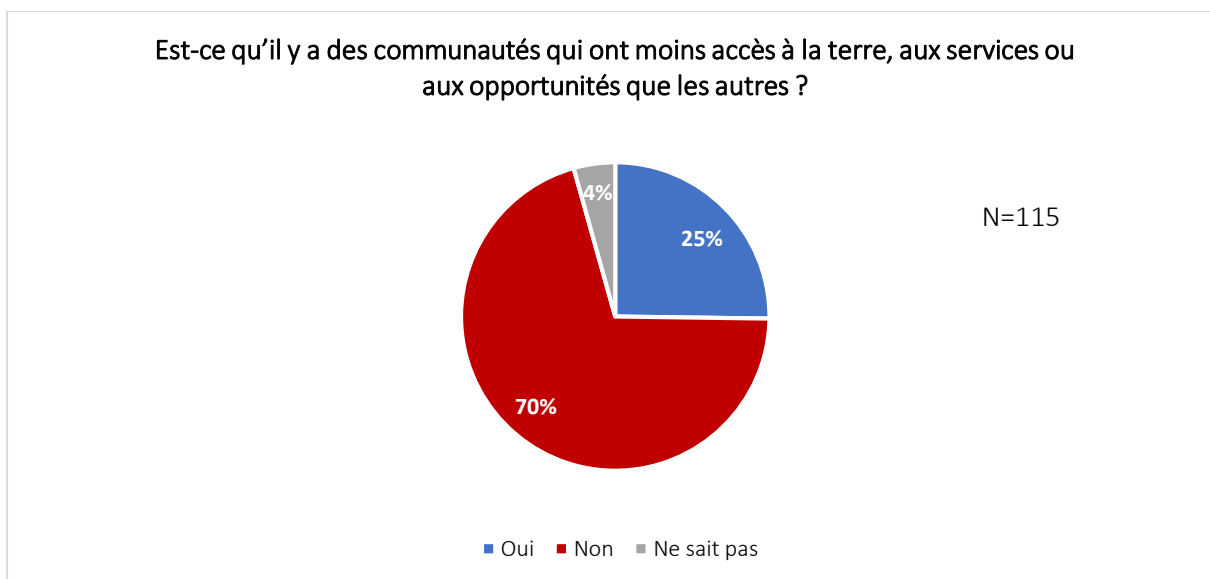


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 55: Diviseurs des gens au sein et entre les communautés

Dans la figure 56, un nombre important de répondants (70%) pensent qu'il n'y pas de communautés qui ont moins que d'autres accès à la terre, aux services ou aux opportunités. Pourtant 25% considèrent que cette iniquité existe, tandis que 4% n'ont pas d'opinion.

Il y a une différence entre les résultats de l'enquête et la réalité sur le terrain. En effet durant nos discussions avec les populations, il a été constaté que l'accès à la terre est régulé par les chefs tribaux qui possèdent l'entière autorité sur le foncier suivant une propriété ancestrale. Ainsi, ils interdisent tout accès aux terres sans leur autorisation et cela malgré la politique du gouvernement dans ce domaine. Dans ces conditions, les agriculteurs, souvent issus des anciens esclaves de différentes ethnies en Mauritanie, se voient privés de leur droit de propriété sur les terres qu'ils exploitent depuis des décennies.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 56: Accès des communautés aux services ou aux opportunités

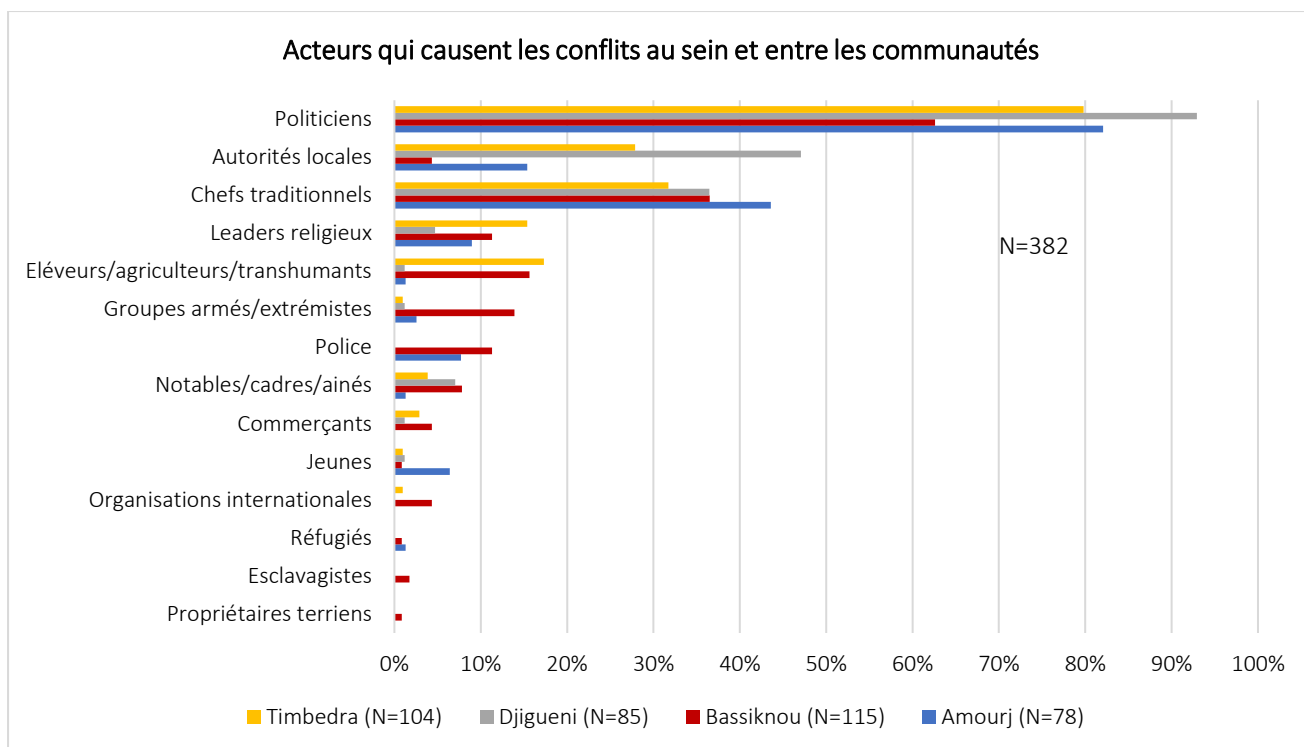
4.3 ACTEURS DE CONFLITS

La littérature distingue plusieurs acteurs clés ayant un impact sur la promotion, la gestion et la prévention des conflits : les jeunes, les groupes terroristes, les leaders traditionnels, les organisations criminelles, les leaders religieux (écoles coraniques et Mahadras), les gouvernements national et locaux, les réfugiés et les femmes.

Dans la figure 57 ci-après, la majorité des répondants voit que les politiciens³⁴ ou *siyassiyine* en arabe sont les acteurs principaux qui causent les conflits communautaires, puis les autorités locales et les chefs traditionnels.

En effet, ce sont ces acteurs les plus impliqués dans la vie quotidienne des populations. Les politiciens utilisent leur influence sur la population afin d'avoir un maximum de partisans dans leur parti politique et cela suivant des campagnes de sensibilisation et des alliances tribales et ethniques qui favorisent des divergences entre les communautés. Les chefs traditionnels très influents au niveau des autorités locales, se concentrent sur les intérêts restreints de leurs tribus en s'opposant aux solutions globales qui ont un impact positif sur toutes les communautés. On assiste ainsi à des frictions et des tensions entre les communautés. Selon un notable dans la commune de Djigueni, les chefs traditionnels s'opposent aux solutions qui ne favorisent pas leurs intérêts et ils manifestent leur refus aux actions qui peuvent faire bénéficier les communautés d'une manière plus efficaces. D'ailleurs cette commune est marquée par des confrontations intertribales très mouvementées.

³⁴ En Mauritanie, on définit par politicien ou Siyassi (en arabe) toute personne qui exerce une action politique liée à un parti ou à une tendance politique au sein des communautés.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 57: Acteurs qui causent les conflits au sein et entre les communautés

Dans cette recherche, selon les répondants, les organisations internationales alimentent les conflits en ciblant les réfugiés de manière disproportionnée, remettant en cause l'hospitalité initiale des communautés et le partage des ressources.

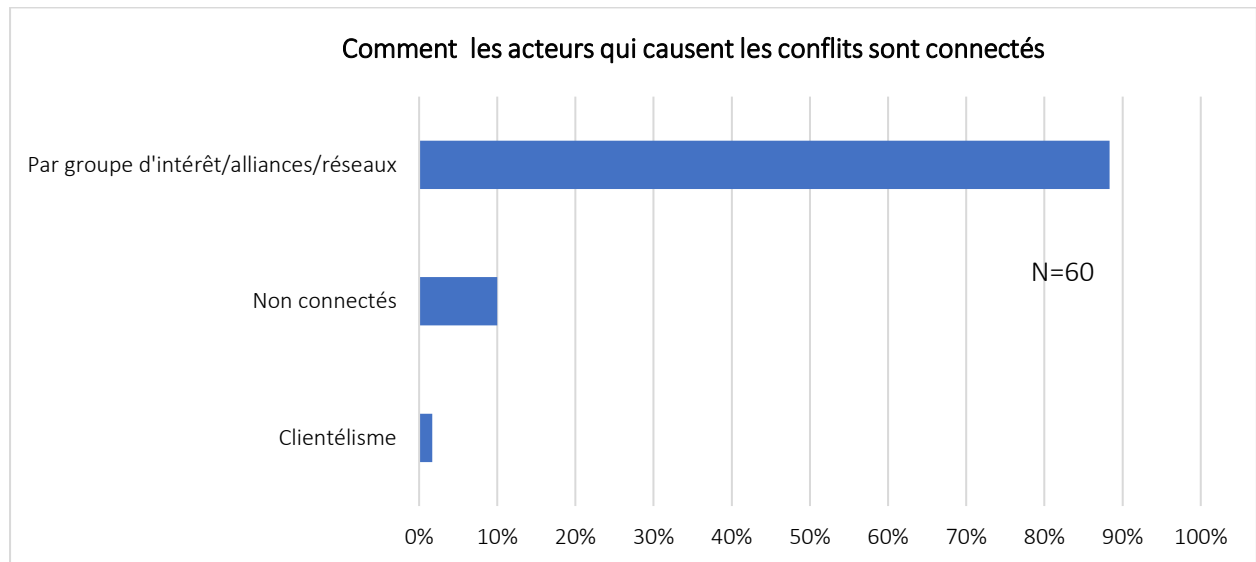
Le tableau ci-dessous présente leurs positions et intérêts dans les conflits :

Acteur	Positions/intérêts	Potentiel de déstabilisation
Jeunes	Revendiquer des idées, activités économiques	Rejoindre les groupes extrémistes
Réfugiés	Accès aux infrastructures de base, sécurité	Concurrence sur l'accès aux ressources et aux infrastructures avec les communautés d'accueil
Politiciens	Soutien électoral,	Création des conflits entre les communautés
Gouvernement local	Contrôle des territoires, et gain personnel	Corruption, faiblesse de l'intervention et de la prestation de services, manque d'application de la législation foncière.
Tribus ou groupes ethniques	Protéger leur identité et leur domination	Déstabiliser la région par les violences et confrontations communautaires
Groupes terroristes	Contrôle, pouvoir, promouvoir l'idéologie islamiste.	Recrutement et participation aux activités criminelles
Organisations criminelles	Gain financier	Prolifération d'armes, de drogues et trafic humain
Leaders religieux (maîtres des Mahadras)	Promotion du discours religieux	Endoctrinement
Femmes	Gain financier, prise en charge de la famille, valorisation des représentations hiérarchiques	Endoctrinement, implication dans les activités criminelles et /ou des mouvements terroristes.

Figure 58: Positions et intérêts des acteurs de conflits

Selon la figure 59 ci-après, pour 88 % des répondants les acteurs qui causent les conflits sont connectés par groupes d'intérêt, par alliance ou réseaux. Certains voient qu'ils ne sont pas connectés (10%), tandis que les 2 % jugent que le clientélisme les connecte.

La société mauritanienne est régie par des relations tribales, ethniques et religieuses qui constituent le socle de la majeure partie des relations dans tous les domaines d'activités communautaires. Ce système permet de réguler et de faciliter les interactions entre les acteurs (les acteurs politiques, chefs de tribus et autres) pour la réalisation de leurs objectifs.

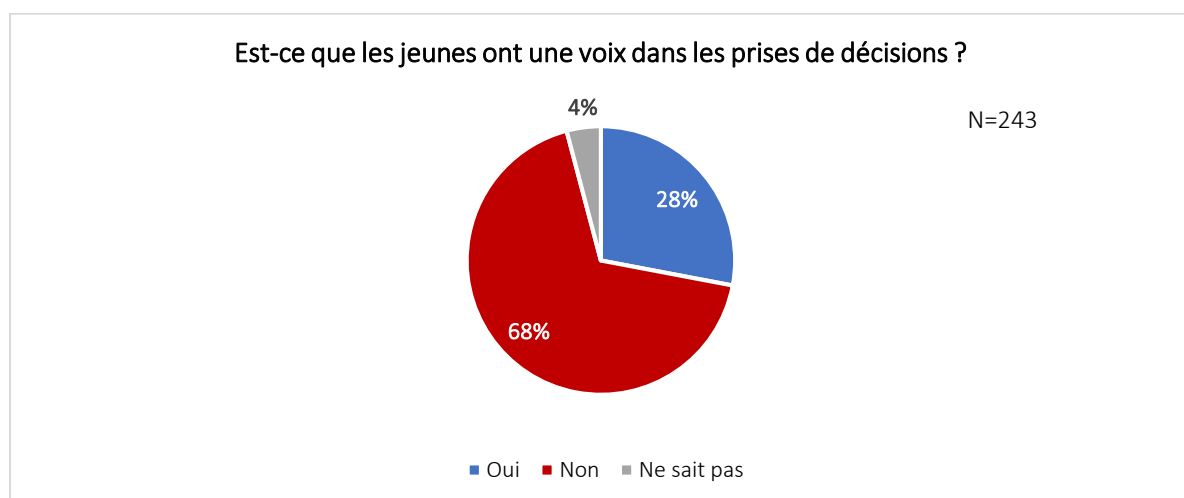


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 59: Comment les acteurs de conflits sont connectés

Rôle des jeunes dans les Conflits

La grande majorité des jeunes hommes et femmes consultés dans la mini-enquête affirment que les jeunes n'ont pas de voix dans les prises de décisions, comme le présente la figure 60 ci-dessous.

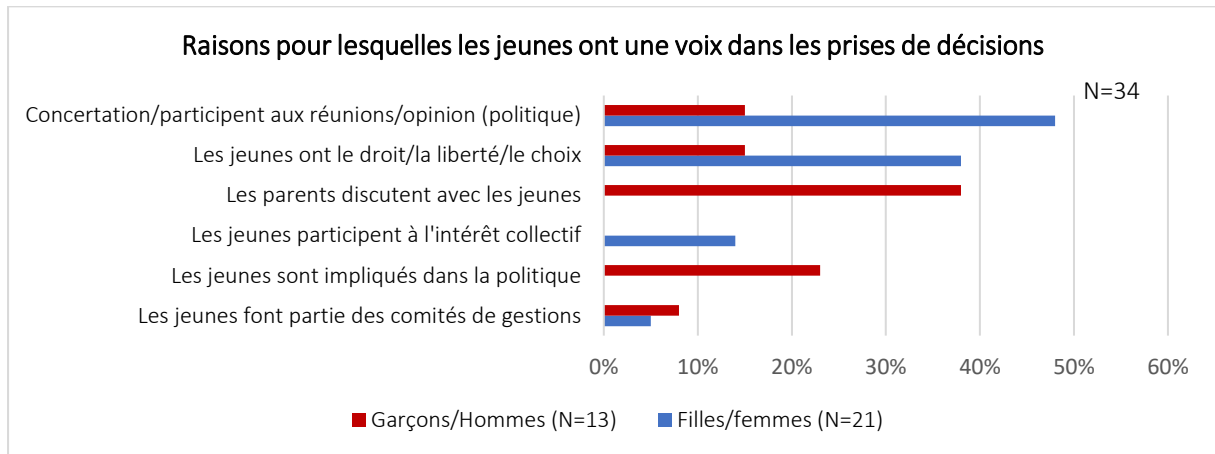


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 60: Voix des jeunes dans les prises de décision

Certaines filles expliquent qu'elles ont une voix puisqu'on leur demande leur opinion sur le choix de leur partenaire pour le mariage.

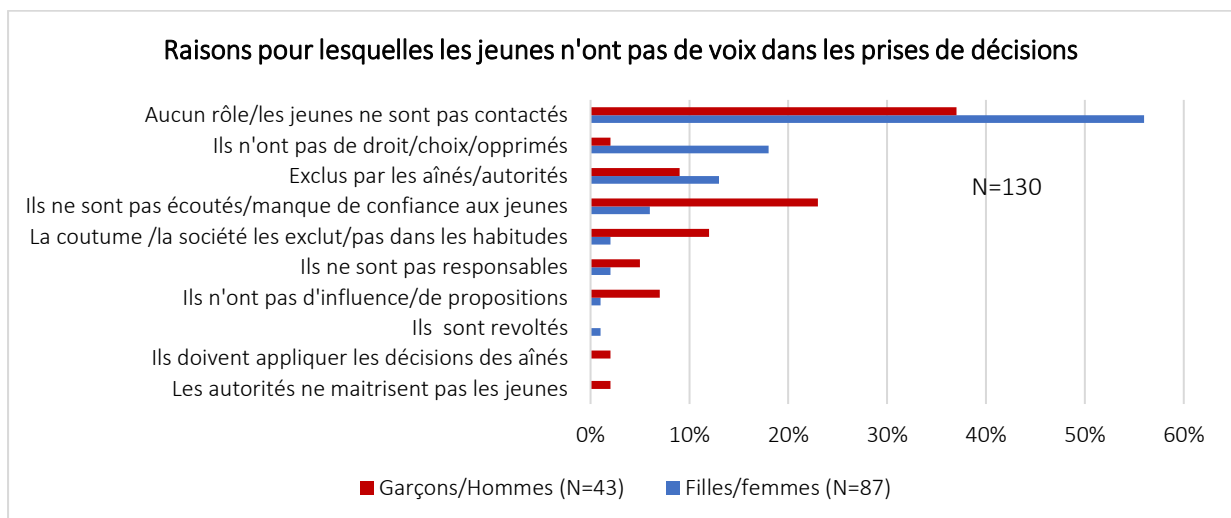
Comme présenté sur la figure 61 ci-dessous, les répondants qui affirment que les jeunes ont une voix dans les prises de décisions mentionnent que ces dernières se concertent avec les autorités, participent aux réunions, et ont le droit, la liberté d'expression. Seuls les répondants masculins affirment que les parents discutent avec les jeunes et que les jeunes sont impliqués dans la politique. Les jeunes femmes/filles, quant à elles indiquent en particulier que les jeunes participent à l'intérêt collectif.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djiguéni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 61: Raisons pour lesquelles les jeunes ont une voix dans les prises de décisions

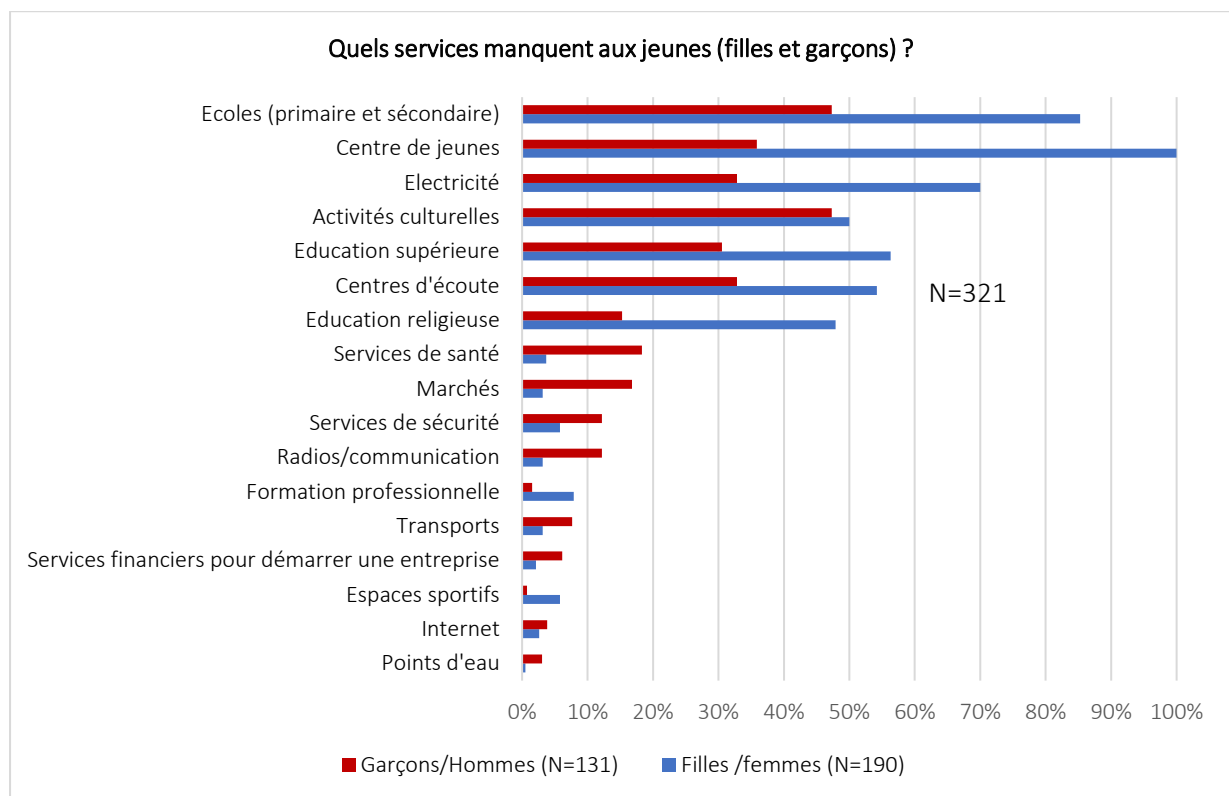
A l'inverse, les répondants qui affirment ne pas avoir de voix dans les prises de décisions évoquent, en majorité, n'avoir aucun rôle dans les processus de décisions ou ne pas être contactés. En particulier, les jeunes femmes/filles affirment que les jeunes n'ont pas le droit d'expression ou qu'ils sont exclus par les aînés ou les autorités. Quant aux jeunes hommes/garçons, ils soulignent qu'ils ne sont pas écoutés, que la coutume et la société les exclut et qu'ils n'ont aucune influence. Ces résultats sont présentés sur la figure 62 ci-dessous.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djiguéni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 62: Raisons pour lesquelles les jeunes n'ont pas de voix dans les prises de décisions

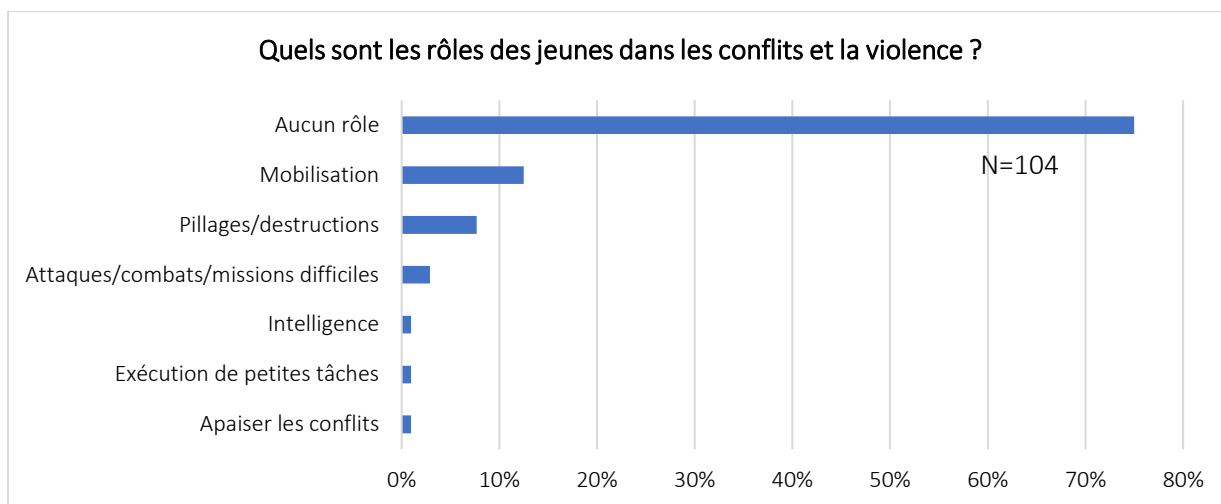
Sur la figure 63, plus de filles/femmes que garçons/hommes parmi les répondants affirment que les principaux services manquants aux jeunes sont les écoles, les centres de jeunes et l'électricité. En effet dans cette région, il y a un grand déficit dans les infrastructures de services sociaux de bases (écoles, poste de santé, centre de jeunes). Les autorités locales n'ont pas réussi à répondre aux besoins des communautés rurales dans le domaine de la construction des écoles et des points de santé. Seul, au niveau des *moughataa* on trouve des centres de jeunes mal équipés. A Bassiknou, il existe un centre de la jeunesse qui ne fonctionne pas par manque d'équipement de sport, audiovisuel, etc. Au niveau des communes rurales, les maires font des efforts pour développer les infrastructures sociales de base, mais ils rencontrent de véritables défis à cause des faibles recettes communales qui ne peuvent en aucun cas financer de telles infrastructures.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djiguéni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 63: Services qui manquent aux jeunes

Selon la figure 64 ci-après, la majorité des répondants disent que les jeunes n'ont aucun rôle dans les conflits et la violence. Certains pensent qu'ils peuvent être utilisés pour mobiliser les populations à commettre la violence, les pillages et la destruction des biens durant les conflits. Il est clair que cette région n'a pas connu de conflits épineux qui mobilisent toutes les composantes des communautés. Ce sont les chefs traditionnels et les notables qui sont les plus impliqués dans les conflits et par conséquent les jeunes sont écartés de ce domaine. Ceci s'explique par les principes coutumiers qui donnent le leadership des conflits aux plus âgés de la communauté. C'est là le fond du problème.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

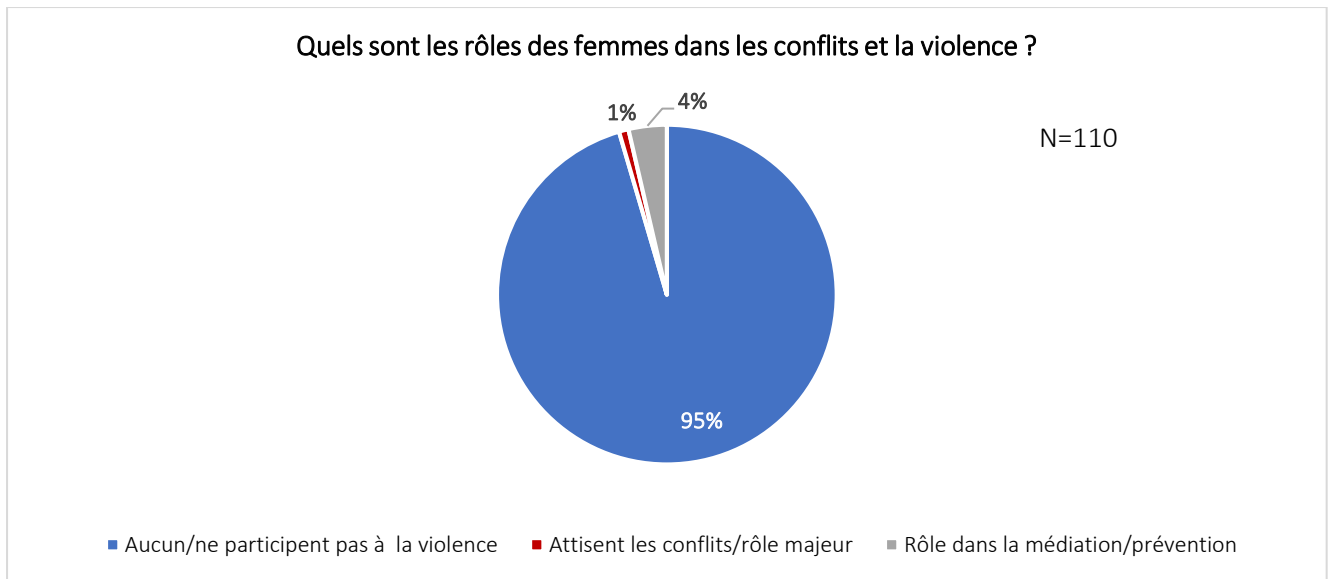
Figure 64: Rôles dans les jeunes dans les conflits

Rôle des femmes dans les conflits

Selon la littérature, un corpus de données grandissant semble indiquer que les femmes jouent également un rôle dans la propagation des conflits et de l'insécurité. Ainsi, dans les zones rurales, les femmes peuvent intervenir par la facilitation avec l'intégration des individus engagés au Mali et séjournant en Mauritanie, le commerce des produits de contrebande, ou beaucoup moins souvent le recrutement dans les groupes armés/terroristes. En zone urbaine, elles semblent engagées dans des activités de prédication et caritatives susceptibles de faciliter le recrutement dans les mouvements radicaux.³⁵

Cependant dans cette recherche, la majorité des répondants confirme que les femmes n'ont aucun rôle dans les conflits et la violence. Cependant, elles peuvent parfois être impliquées dans un rôle de médiation et de prévention. Ces résultats sont indiqués dans la figure 65 ci-après. En effet, les communes visitées sont encore régies en grande partie par les règles coutumières qui ne donnent pas un rôle important aux femmes dans les conflits et moins encore dans les violences. En général, les hommes sont les plus impliqués dans les conflits et ces villages n'ont pas connu de guerres ou de conflits sanglants ces dernières décennies.

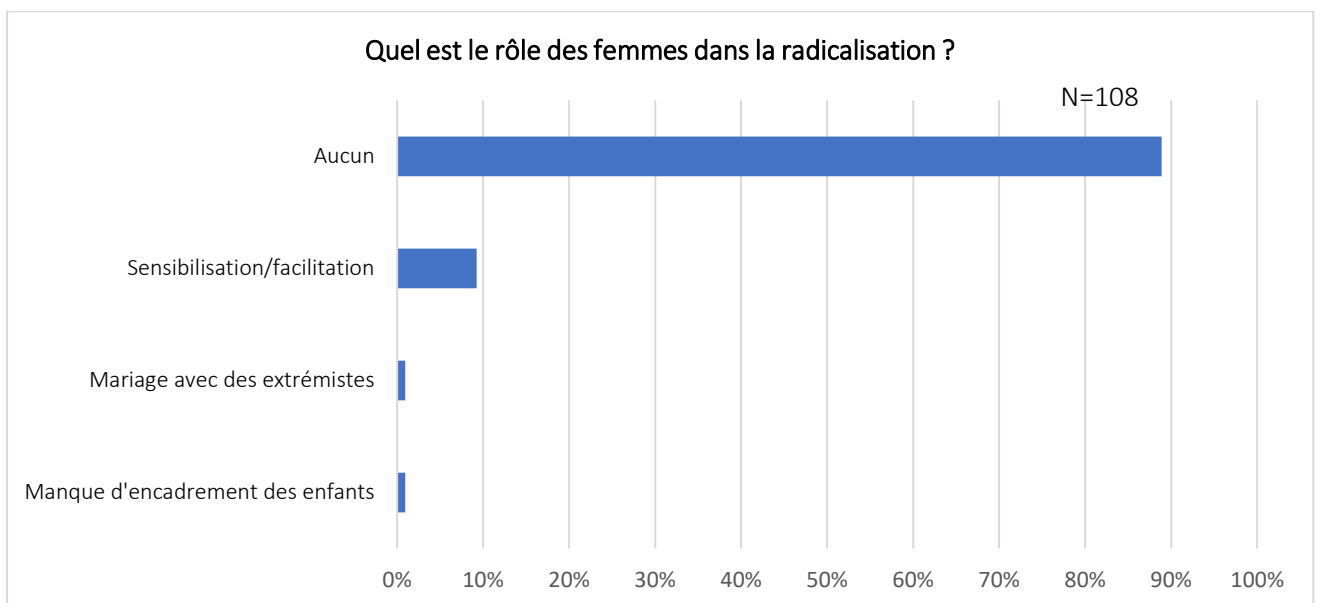
³⁵ Centre pour le dialogue humanitaire, PNUD, Etudes des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel, 2016



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 65: Rôles des femmes dans les conflits et la violence

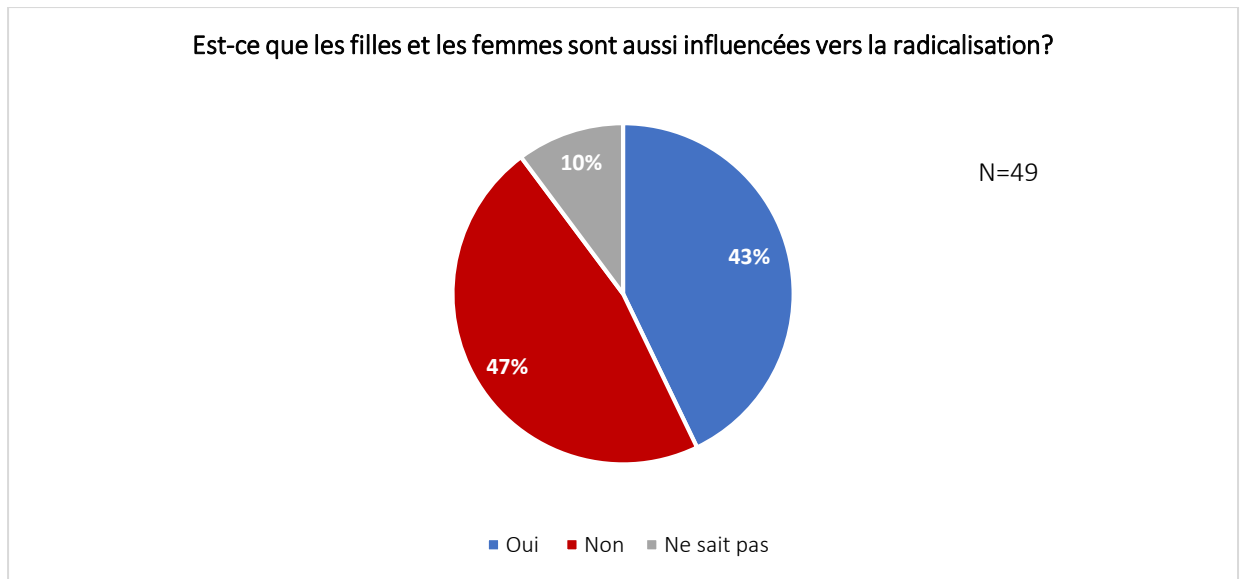
Selon la figure 66 ci-après, les femmes n'ont aucun rôle important dans la radicalisation du fait que l'existence ce phénomène est vraisemblablement très faible. Cependant elles peuvent être utilisées dans des cas restreints pour faciliter ou sensibiliser et contracter des mariages avec des membres des groupes extrémistes.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 66: Rôle des femmes dans la radicalisation

Selon la figure 67, il y a un risque que les filles/femmes soient attirées par les discours de la radicalisation, bien que la majorité des répondants (47%) ne le pense pas.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 67: Influence des filles et des femmes vers la radicalisation

5. CONNECTEURS ET ACTEURS DE PAIX ET DE STABILISATION

Ce chapitre présente les connecteurs, les mécanismes existants pour résoudre et réduire les conflits, les acteurs de paix, les initiatives en cours et discute de la coordination entre les acteurs de paix.

Les rapports du projet de prévention des conflits et du dialogue interculturel³⁶ révèlent que les facteurs de cohésion sociale entre les communautés sont : la religion, la convergence d'opinion politique, les intérêts économiques, l'accès commun aux ressources naturelles, l'appartenance au même groupe ethnique ou groupe professionnel, l'accès aux services sociaux et les valeurs communes.

De plus, plusieurs mécanismes³⁷ existent pour la résolution des conflits dans la région de Hodh El Chargui sont mentionnés dans la littérature. Ces mécanismes permettent de faire jouer les connecteurs afin de trouver des solutions aux conflits. On distingue les mécanismes administratifs, juridiques et traditionnels. Les mécanismes administratifs et juridiques font référence aux procédures formelles d'arbitrage, de règlement à l'amiable et de jugement au tribunal engagés par les institutions judiciaires en place. Quant aux mécanismes traditionnels, ils représentent le premier recours utilisé et consistent à faire intervenir une partie extérieure (leaders communautaires, assemblée ou Jamaa, tierce personne) pour parvenir au règlement du conflit. Ces mécanismes traditionnels sont mis à profit relativement aux problèmes internes de la communauté et pour certaines de conflits entre différentes communautés³⁸.

5.1 CONNECTEURS

Il est clair que la religion, tout comme la culture, est le plus fort liant en Mauritanie. Comme présenté dans la figure 68, les répondants estiment que les principaux facteurs qui rassemblent les gens sont : la religion, les relations familiales, Ecole/éducation et l'appartenance tribale. Il y a plus de filles/femmes que garçons/d'hommes qui considèrent que les relations sociales et l'éducation sont les plus importants pour la cohésion. Cependant plus de garçons/hommes que filles/femmes qui pensent que la religion est la plus déterminante pour rassembler les gens.

D'abord il est important de définir le concept de la relation familiale et de la relation sociale dans la société mauritanienne. La relation familiale concerne seulement les liens parentaux au niveau de la famille, tant que les relations sociales englobent l'ensemble des liens au niveau de la tribu et les alliances avec d'autres tribus ou catégories dans les différentes communautés. Ainsi, la relation sociale peut être définie comme étant une attente culturellement définie qui se déroule sous des contraintes sociales. Elle est une forme de coopération, qui tend nécessairement vers l'inégalité (leurs rétributions dépendent de la place qu'ils occupent dans la relation et de l'emprise qu'ils parviennent à exercer sur l'autre).

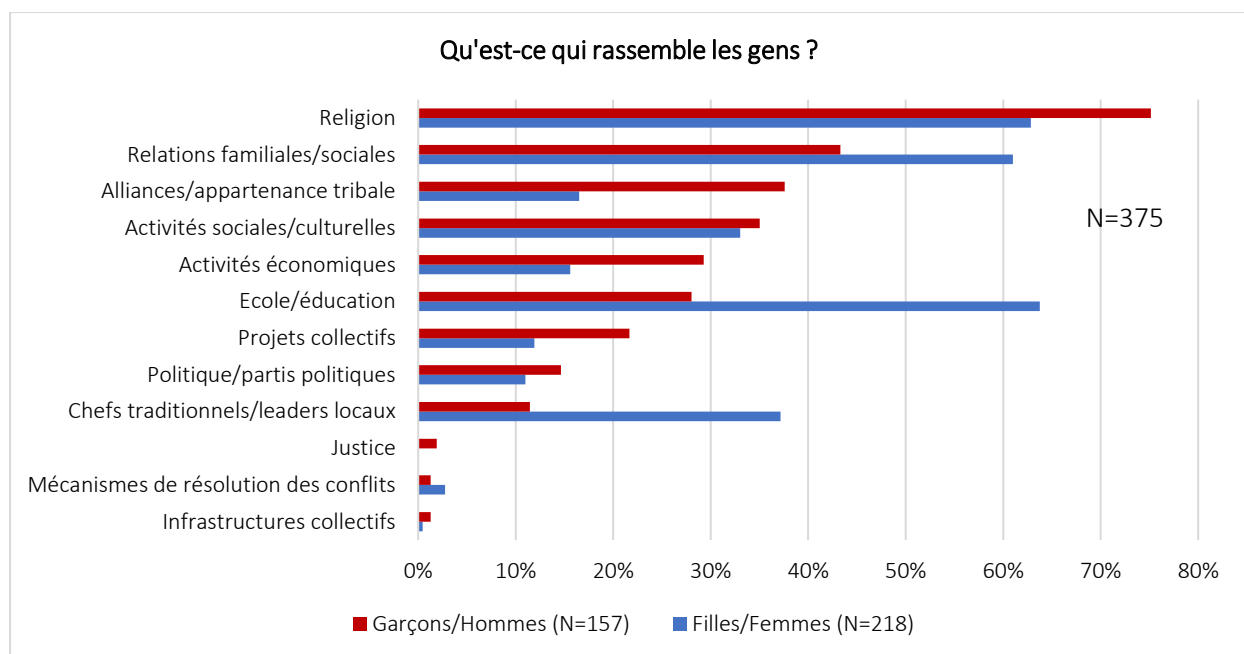
Durant l'enquête, les leaders tribaux, les chefs de villages et les autorités locales ont confirmé que les communautés sont étroitement liées par la religion. Ainsi, elles consultent les chefs religieux ou Moslih (médiateur) pour la résolution des problèmes avant de les soumettre aux autorités compétentes de l'Etat. D'ailleurs l'enseignement de la religion dans les Mahadra connaît un essor important dans cette

³⁶ Ministère de la Jeunesse et des sports, Etude des dynamiques de conflits, des OSC émergentes et de ciblage des jeunes les plus exposés aux idéologies extrémistes dans les régions cibles du Projet de prévention des conflits et du dialogue interculturel, 2016 p 38

³⁷ Ministère de la Jeunesse et des sports, Etude des dynamiques de conflits, des OSC émergentes et de ciblage des jeunes les plus exposés aux idéologies extrémistes dans les régions cibles du Projet de prévention des conflits et du dialogue interculturel, 2016

³⁸ MID/DGAT, PNUD, Enquête sur les perceptions du terrorisme et les conflits dans la zone de Hodh El Chargui, 2019

zone. Il existe une ou plusieurs écoles coraniques dans chaque communauté. Ces écoles coraniques jouent un important rôle dans la paix et la cohésion sociale entre les communautés. En effet, l'accès à ces écoles est gratuit et elles sont implantées dans tous les villages de la wilaya. L'enseignement dispensé est unifié sur la base d'un islam authentique qui préconise la paix et la concorde entre les communautés. Selon l'Imam de la mosquée d'Amourj, l'enseignement dans les Mahadras a contribué non seulement à la paix, mais a permis également de rehausser le niveau de la connaissance de la religion par les communautés afin de lutter contre toutes les formes de radicalisation. Les participants aux Focus group dans toutes communes ont spécifié que l'islam et les relations sociales sont les principaux facteurs qui unissent les Mauritaniens et d'ailleurs les populations se réfèrent aux règles religieuses dans les procédures de règlement de conflits et dans tous les domaines de la vie.



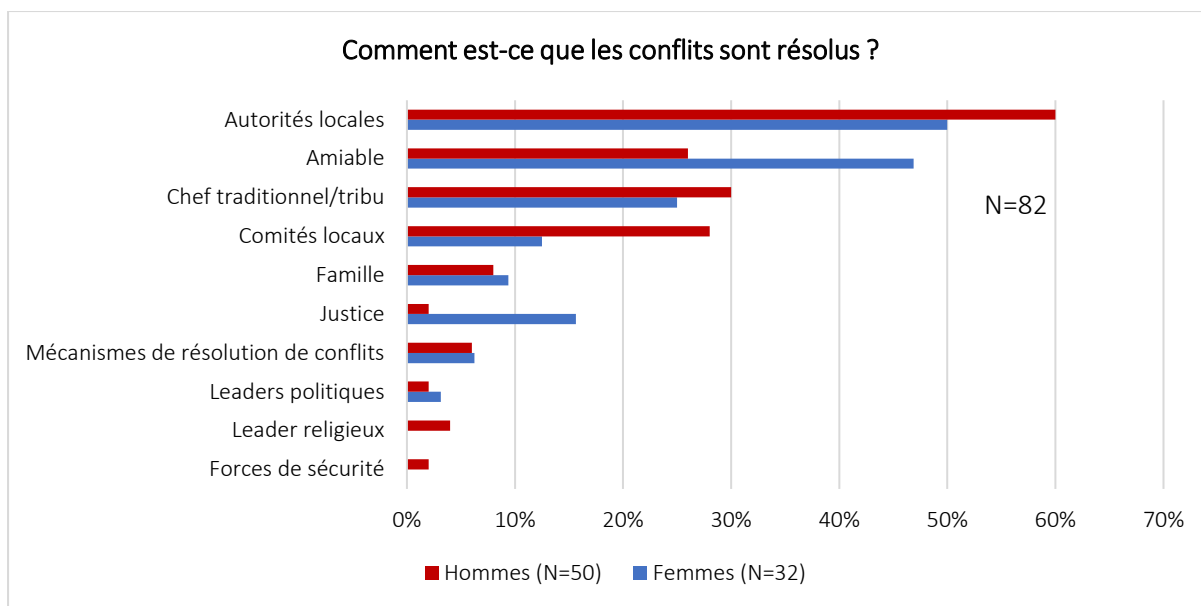
La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 68: Ce qui rassemble les gens

5.2 MECANISMES EXISTANTS POUR RESOUDRE OU REDUIRE LES CONFLITS

Comme présenté dans la figure 69, la majorité des femmes et des hommes considèrent que les conflits sont résolus par les autorités locales, à l'amiable et par les chefs traditionnels. En effet, les autorités locales dirigées par le *hakem* constituent l'organe privilégié par les communautés pour résoudre les conflits. Dans les *moughataa*, l'autorité locale est mandatée par le gouvernement pour créer un environnement propice pour le développement socioéconomique et la résolution des conflits constitue une priorité pour atteindre cet objectif.

Par ailleurs, un notable d'une commune précise que la population préfère la résolution à l'amiable (47% des femmes contre 26 % des hommes). Cette approche de résolution de conflits très répandue est en général supervisée par des notables de la communauté. Toutefois il est important de mentionner que les chefs traditionnels constituent des acteurs importants pour répondre à la résolution des litiges entre les communautés car ils bénéficient d'une autorité traditionnelle reconnue.

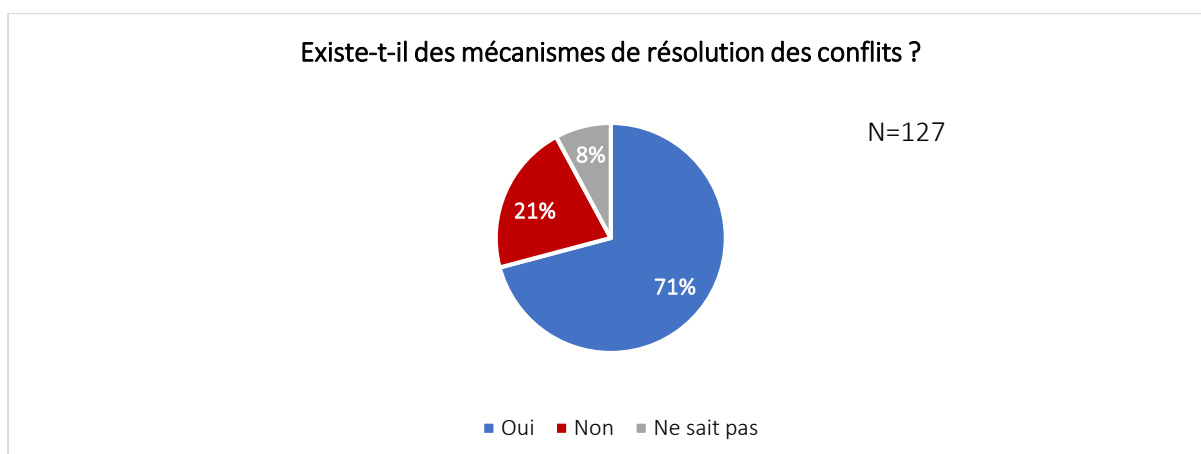


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 69: Comment les conflits sont résolus

Mécanismes de résolution de conflits

Selon la figure 70, 71 % des répondants pensent qu’il existe des mécanismes de résolution de conflits, tandis que 21 % considèrent qu’ils sont inexistantes. Une grande majorité des répondants considèrent qu’en Mauritanie les mécanismes de résolution des conflits ont toujours existé. Cependant, ils ont pris de nouvelles formes à cause des mutations socio-politiques de la société. Traditionnellement, il y avait qu’un seul mécanisme reposant sur le chef de tribu ou du village qui était responsable de la résolution de tous les litiges sur la base des principes de la religion et des coutumes.

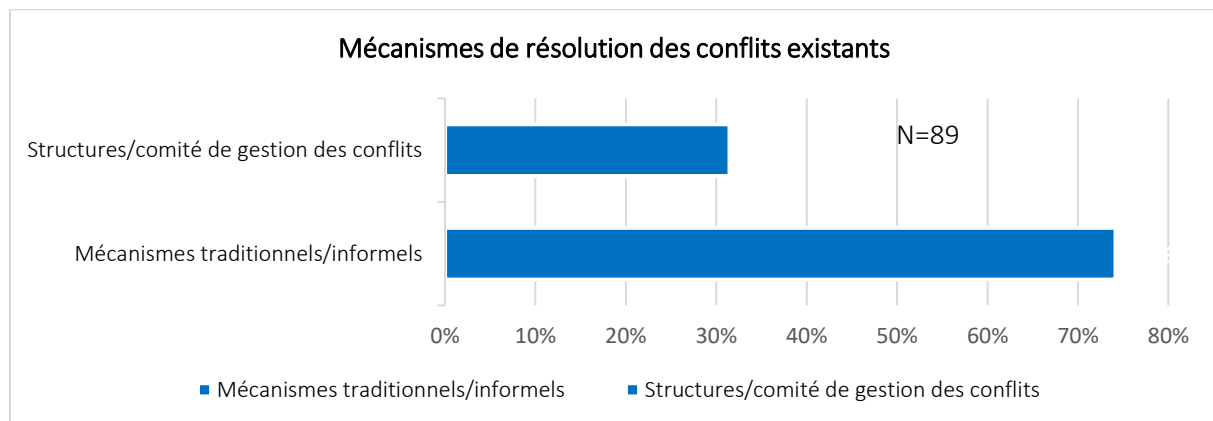


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 70: Mécanismes de résolution des conflits

Selon la figure 71 ci-après, 74 % des répondants précisent qu’il existe des mécanismes de résolution des conflits traditionnels ou informels, alors que pour 30 %, confirment qu’il existe des comités de gestion des conflits dans leur villages.

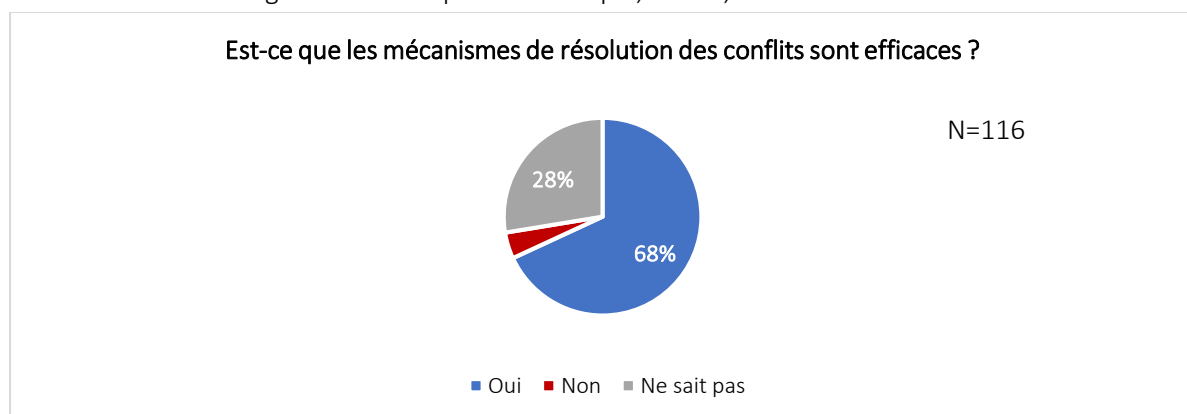
Le maire de de l'une des communes de Timbedra a expliqué que dans la majorité des villages, il existe des comités villageois qui sont chargés de la résolution des conflits au niveau communautaire. Ces comités ont été mis en place dans le cadre du projet PNUDEL, pour renforcer les capacités de décision au niveau local. Mais le constat est que ces comités méritent un renforcement de capacité pour pouvoir jouer leur rôle dans des communautés très hostiles à la modernisation des systèmes de gestion des conflits.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 71: Raisons pour lesquelles les jeunes n'ont pas de voix dans les prises de décisions

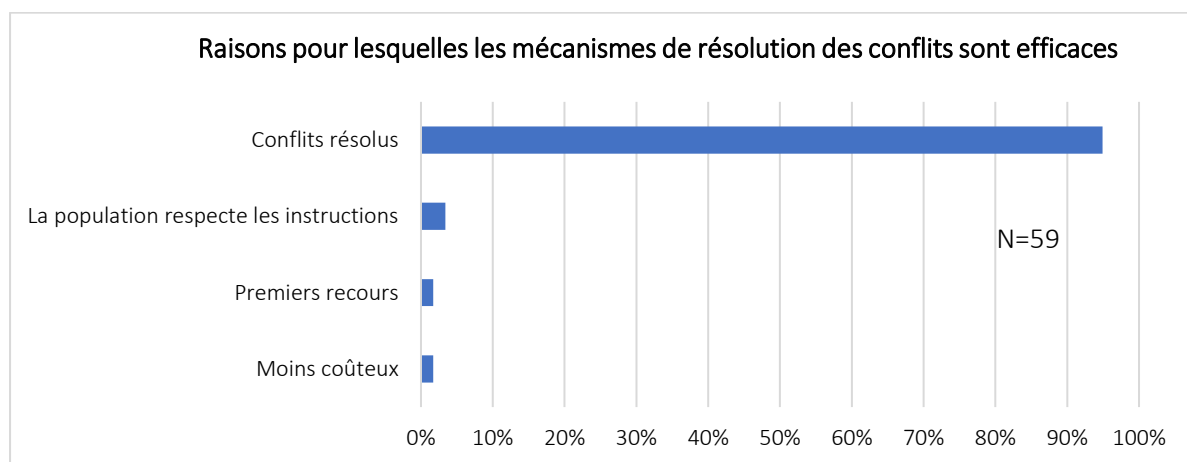
Comme indiqué dans la figure 72, 68 % des répondants estiment que les mécanismes de résolution des conflits sont efficaces, tandis que les 4 % les voient inefficaces et 28 % n'ont pas d'élément d'appréciation. Aujourd'hui, pour certains notables, les systèmes de résolution des conflits ont atteint les limites de leurs compétences et par conséquent ne peuvent pas traiter l'ensemble des litiges dans les communautés. A titre d'exemple la majorité des litiges fonciers sont du domaine des compétences des départements ministériels dans la capitale du pays. Toutefois il est clair que les systèmes de résolution en place constituent un cadre adéquat pour régler et trouver des solutions aux conflits communautaires de faible ampleur. Dans certains endroits, les autorités locales ont mis en place des *Comité de gestion du conflits agriculture-élevage* au niveau de la Mughataa, qui semblent efficaces selon les interviewés. Ces comités sont composés du maire, d'un cadî ou Moslih, un représentant(e) des éleveurs, un représentant des agriculteurs, des notables et un représentant des autorités locales. Ils appliquent la règle *du jour de la nuit* de la Sharia, selon laquelle une indemnisation doit être versée aux agriculteurs uniquement lorsque, la nuit, les animaux ont détruit les récoltes.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 72: Efficacité des mécanismes de résolution des conflits

La figure 73 montre que la majorité des répondants (95 %) estiment que les mécanismes de résolution des conflits sont efficaces sur la base des solutions apportées aux conflits passés. Par contre, selon un chef de village, les populations ne soumettent plus les problèmes à ces comités villageois, elles se dirigent directement vers les autorités locales pour chercher des solutions aux conflits. Les autorités locales sont très respectées par la population qui obéit aux instructions et aux solutions proposées. Il existe une grande différence de points de vue entre les différents répondants sur les mécanismes de résolution des conflits. Cela pourrait être du fait que les populations qui vivent dans le milieu rural préfèrent une réglementation interne et locale des problèmes car leur déplacement vers les autorités locales engendrera des frais financiers qu'ils ne peuvent pas en général supporter. Le deuxième facteur qui privilégie la réglementation des litiges auprès des autorités locales s'explique par le manque de confiance de la population envers les chefs des comités villageois.



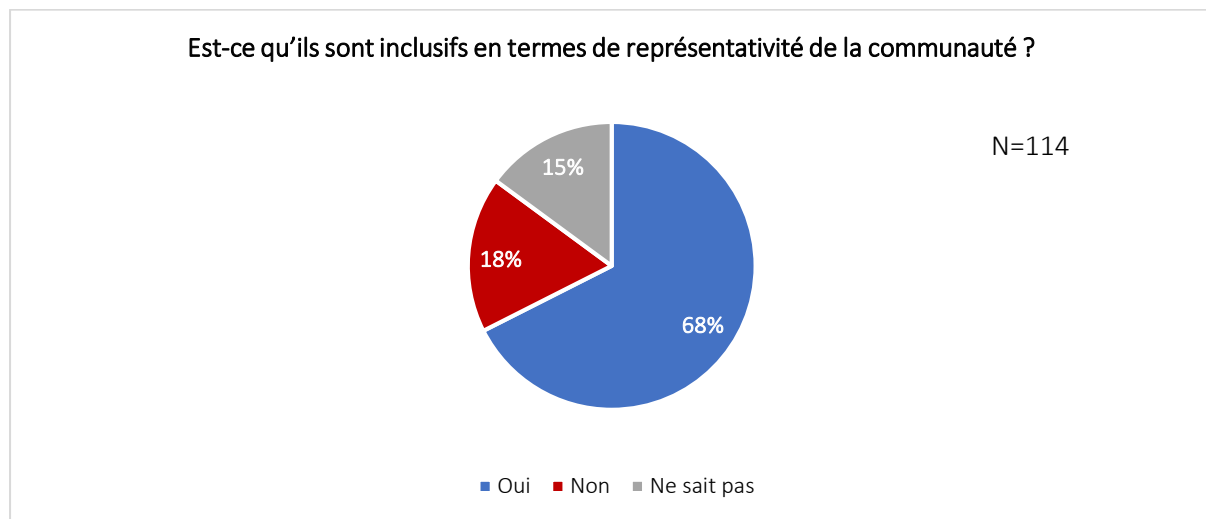
La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 73: Raisons pour lesquelles les mécanismes de résolution des conflits sont efficaces

Les principales raisons pour lesquelles des répondants jugent que les mécanismes de résolution des conflits ne sont pas efficaces sont : le manque de capacité et de compétences (58%), l'influence politique (33%) et le besoin en renforcement des capacités et la dynamisation de ces mécanismes (17%). Selon le maire - d'une commune de Bassikounou, les mécanismes de résolution des conflits ne sont pas très efficaces car ils sont très politisés et se limitent à des séances de réunions ponctuelles qui sont planifiées par le maire. Ils n'ont pas pu mettre en place des procédures transparentes ou des approches pour régler les litiges entre la population. C'est pourquoi d'ailleurs la majorité des conflits sont traités au niveau des autorités administratives et des chefs religieux. A cela s'ajoute l'incapacité de traiter des conflits liés au terrorisme, à la criminalité qui sont gérés par des instances gouvernementales qui les traitent en fonction de leur niveau de responsabilité et de la complexité des cas.

Comme précisé dans la figure 74, 68 % des répondants estiment que les mécanismes de résolution sont inclusifs en termes de représentativité de la communauté, alors que 18% sont d'avis contraire et 15 % sans opinion. Selon la majorité des maires, l'approche genre est bien appliquée dans la composition des comités villageois. Leur composition englobe des femmes, les jeunes et les hommes. D'ailleurs, le projet PNUDEL avait exigé la présence de toutes les catégories de la population dans les comités villageois, afin d'avoir une bonne représentativité pour la résolution des conflits et la gestion des affaires communautaires. Par contre, certains informateurs considèrent que les mécanismes de

résolution des conflits ne sont pas inclusifs pour plusieurs raisons, dont l'absence des femmes dans les comités, un manque de représentation homogène et surtout le rôle dominant du chef du village.



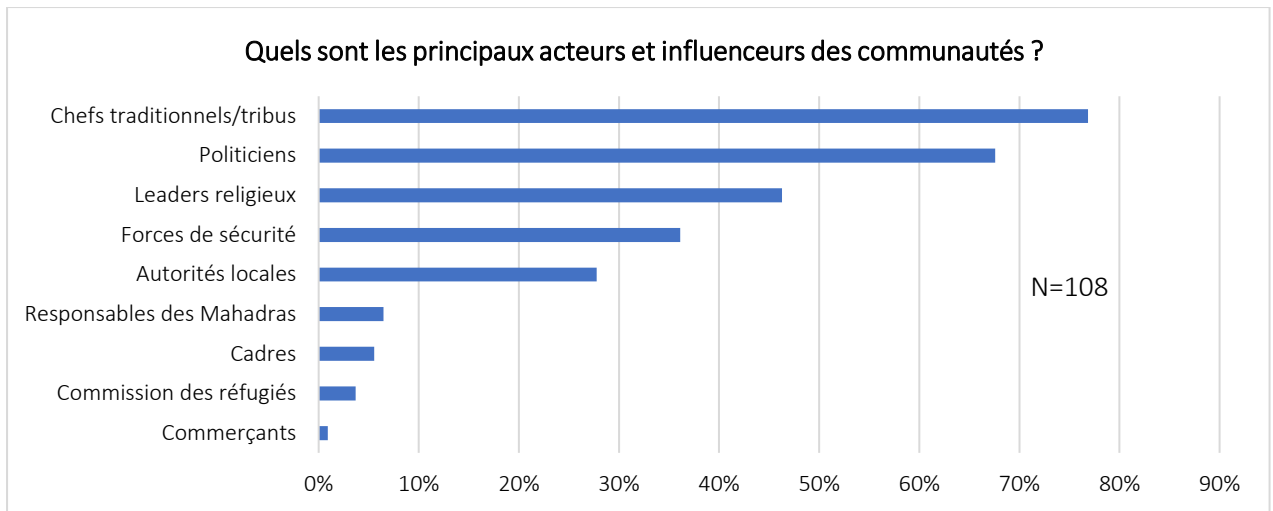
La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 74: Représentativité de la communauté dans les mécanismes de résolution des conflits

Selon l'enquête une grande partie des interviewés estime que les femmes ne sont pas bien représentées dans les mécanismes de résolution des conflits car leur présence est plutôt théorique et elles ne jouent pas d'importants rôle dans ce processus. D'ailleurs la représentation des différentes catégories de la population dans ce mécanisme n'est pas inclusive. Ce sont les chefs de villages qui continuent leur suprématie dans les comités villageois. Certains répondants disent que les textes de création de ces comités ne prennent pas en compte l'importance de l'approche inclusive dans leur composition.

5.3 ACTEURS DE PAIX

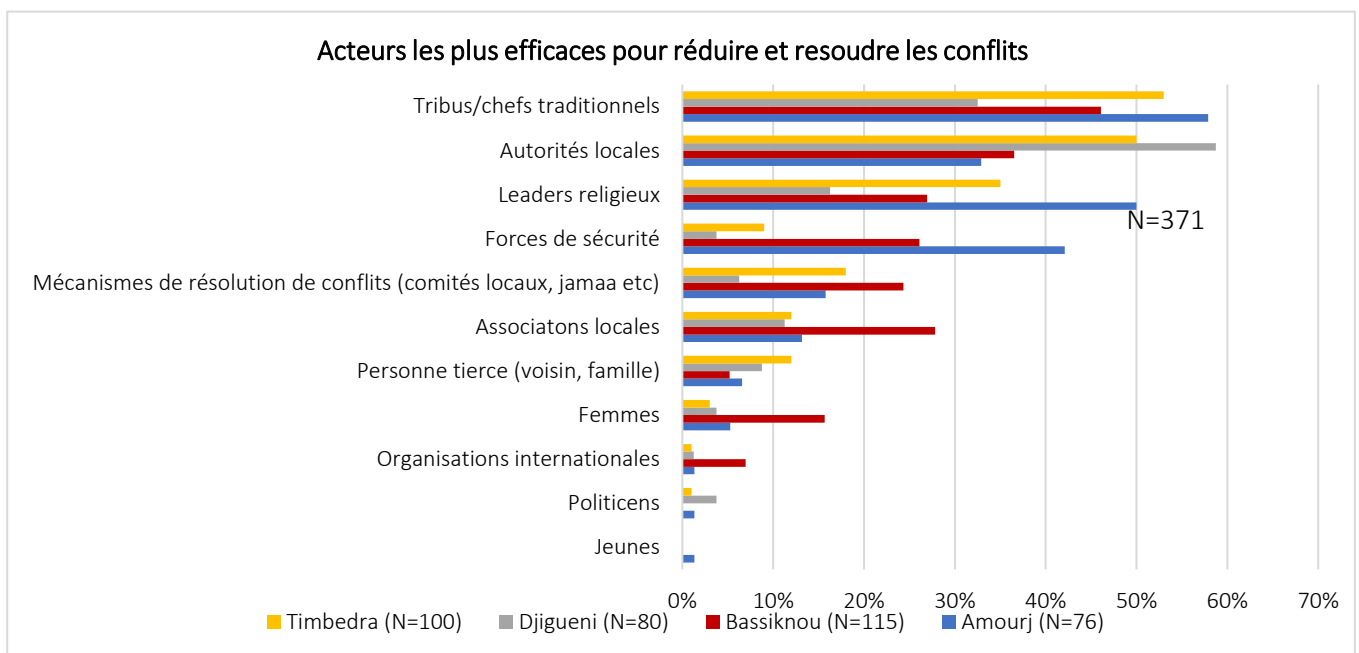
Il est important de remarquer que les chefs traditionnels ou de tribus sont les acteurs qui influencent le plus les communautés, suivis par les politiciens et les leaders religieux comme indiqué par la figure 75. En effet, la Mauritanie a connu des mutations profondes dans son système politique depuis son indépendance. Dans toute son évolution, les différents gouvernements ont toujours prôné la mise en place d'un système politique indépendant des chefs traditionnels qui sont parfois qualifiés de féodaux. Mais la réalité sur le terrain montre que les nouveau partis politiques sont soutenus par les chefs traditionnels qui sont incontournables pour avoir un électorat important, surtout dans les communes rurales dont les valeurs traditionnelles sont encore présentes. Ainsi, les politiciens sont étroitement liés aux chefs traditionnels pour conserver une place de choix dans les compétitions politiques. Malgré la décision du gouvernement d'annulation de la chefferie traditionnelle, les chefs des tribus sont toujours très influents. Dans cet environnement, les jeunes politiciens qui cherchent les changements se confrontent à plusieurs défis dans la mobilisation des populations en leur faveur.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 75: Principaux acteurs et influenceurs des communautés

La majorité des répondants perçoivent les autorités locales, les tribus ou chefs traditionnels et les



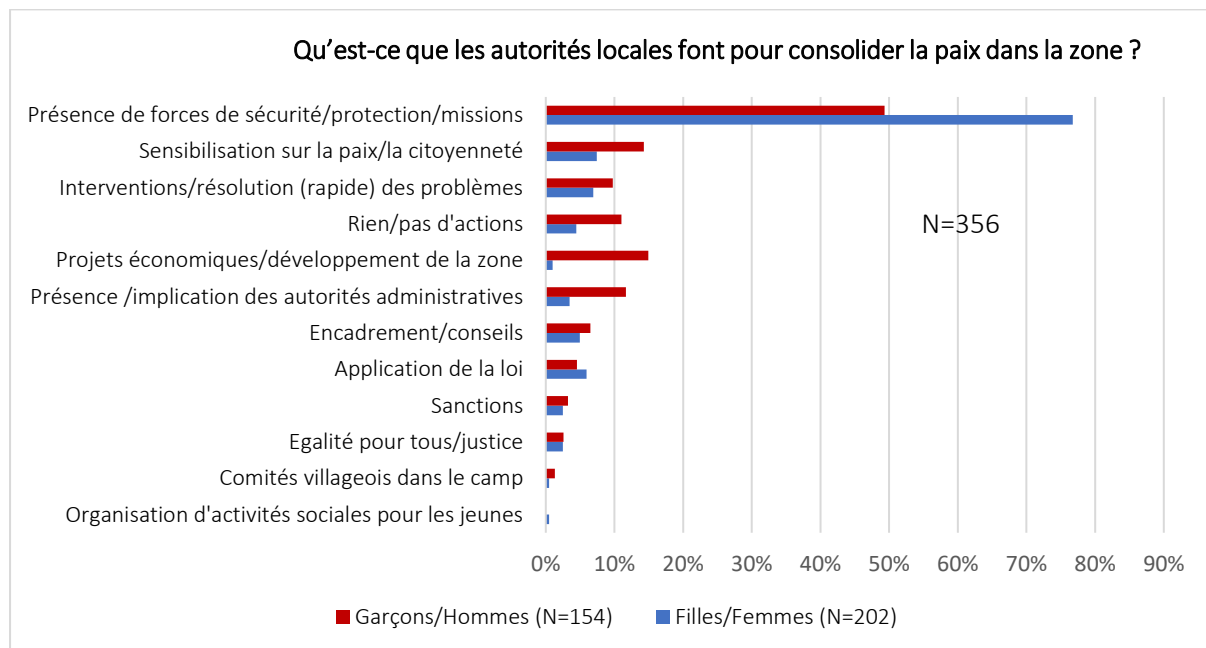
La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 76: Acteurs les plus efficaces pour résoudre et réduire les conflits

leaders religieux comme les acteurs les plus efficaces pour résoudre et réduire les conflits. A Amourj, les leaders religieux et les forces de sécurité sont les plus mentionnés et à Bassiknou, les répondants font particulièrement référence aux mécanismes de résolution de conflits, les associations locales et les femmes comme acteurs de paix. En observant les différences par sexe, plus de répondants masculins identifient les chefs traditionnels et les leaders religieux comme plus efficaces dans ce domaine. Ces informations sont indiquées dans figure 76 ci-dessous.

Rôles des autorités locales pour la consolidation de la paix

Selon la figure 77 ci-après, on remarque que la majorité des femmes et des hommes estime que la présence des forces de sécurité constitue un élément important utilisé par les autorités locales pour la consolidation de la paix dans la zone. D'autres mécanismes sont également mis en œuvre, à savoir la sensibilisation sur la paix et la citoyenneté et les interventions pour la solution rapide des problèmes. On peut constater que les filles/femmes plus que les garçons/hommes considèrent la présence des forces de sécurité comme l'outil le plus utilisé par les autorités locales pour consolider la paix. En effet, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, la Mauritanie a mis en place un important dispositif de sécurité dans la région du Hodh El Chargui. Aussi, le gouvernement a réalisé des campagnes de sensibilisation sur la consolidation de la paix et le rôle du citoyen dans la stabilité des communautés. D'ailleurs le *hakem* d'une *moughataa* a déclaré que sans la stratégie adoptée par le gouvernement Mauritanien dans cette zone frontalière, l'insécurité aurait augmenté comme dans le pays voisin, le Mali.

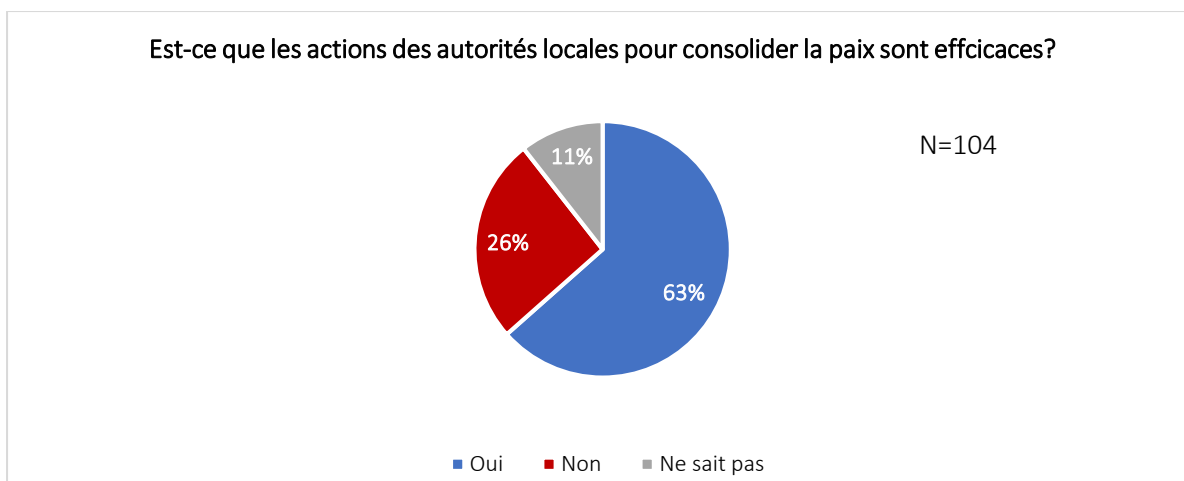


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 77: Ce que les autorités locales font pour consolider la paix dans la zone

La figure 78 ci-après montre que la majorité des répondants (63%) estiment que les actions menées par les autorités locales sont efficaces pour la consolidation de la paix. Cependant 26% considèrent que les efforts des autorités locales pour consolider la paix sont inefficaces et 11% des répondants sont sans opinion.

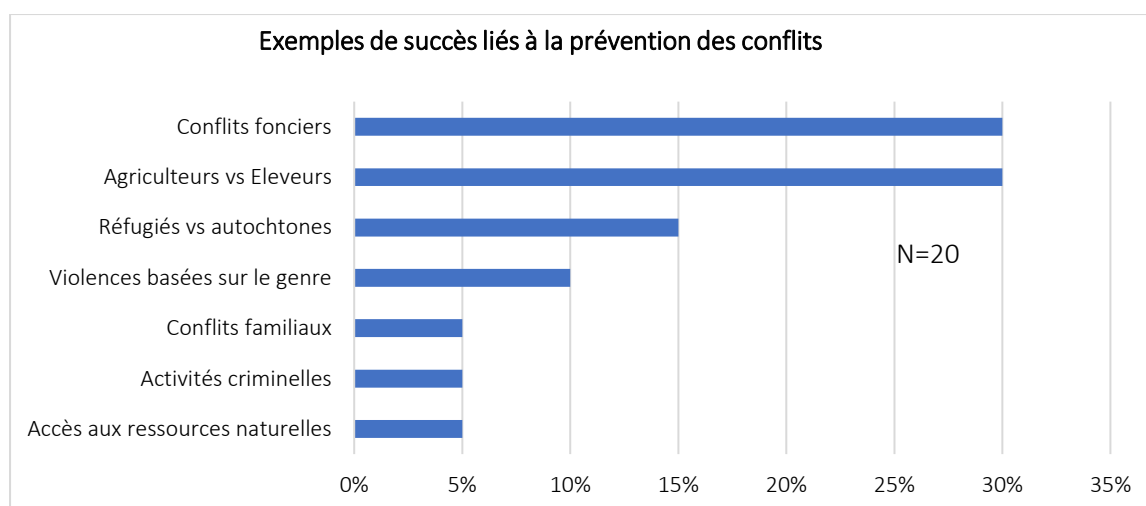
Selon plusieurs répondants les autorités locales sont devenues très proches des populations ces dernières années et surtout après le déclenchement du conflit du Mali. Les relations sont devenues très importantes dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et toutes autres activités pouvant conduire à l'insécurité. C'est dans cette optique qu'elles multiplient leurs actions dans le domaine sécuritaire et de développement.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 78: Efficacité des actions des autorités locales pour consolider la paix

La figure 79 ci-après montre des exemples de succès liés à la prévention des conflits. Selon les répondants les plus importants sont liés aux conflits fonciers, aux conflits agriculteurs vs éleveurs et à moindre ampleur celui des réfugiés vs éleveurs. Selon plusieurs notables les autorités locales utilisent plusieurs procédures très adaptées pour la recherche des solutions dans la prévention des conflits³⁹.



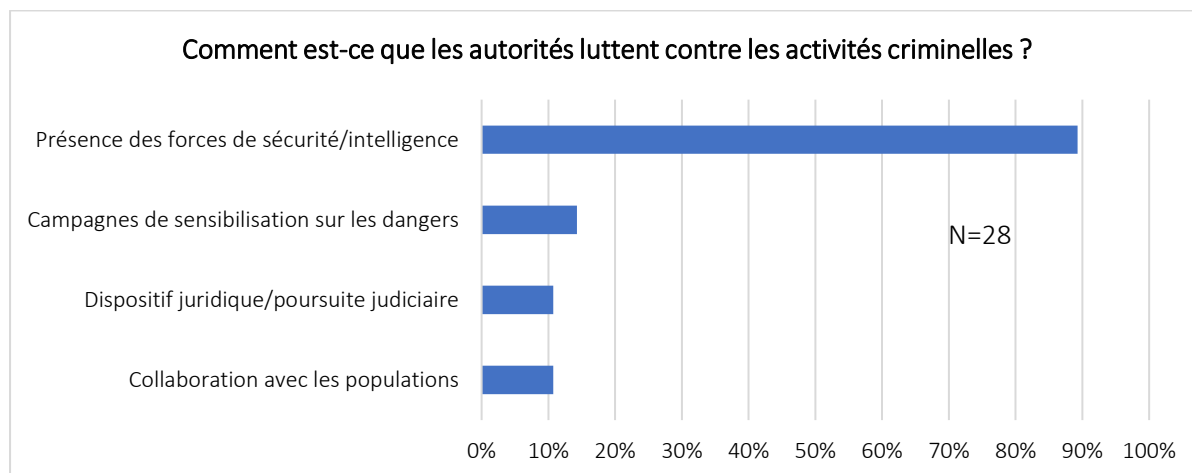
La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 79: Exemples de succès liés à la prévention des conflits

La figure 80 ci-après montre que pour la grande majorité des répondants (89%) la présence des forces de sécurité et le renseignement sont les méthodes les plus efficaces utilisées par les autorités pour la lutte contre les activités criminelles. A cela s'ajoute les campagnes de sensibilisation sur le danger de la criminalité (14% selon les répondants) et la poursuite juridique des criminels (11%). L'un des commandants de brigade de gendarmerie a mentionné que la lutte contre les activités criminelles est mise en œuvre dans le cadre d'un dispositif sécuritaire avec une coordination efficace. Chaque composante des forces de sécurité (Gendarmerie, garde, douanes, polices) joue un rôle spécifique dans

³⁹ Selon la réunion avec le comité des éleveurs et agriculteurs de résolution des conflits à la moughatta d'Amourj.

ce domaine. C'est pourquoi il a été possible de faire diminuer considérablement le flux des activités criminelles dans le pays et cela malgré la dégradation de la sécurité au Mali.

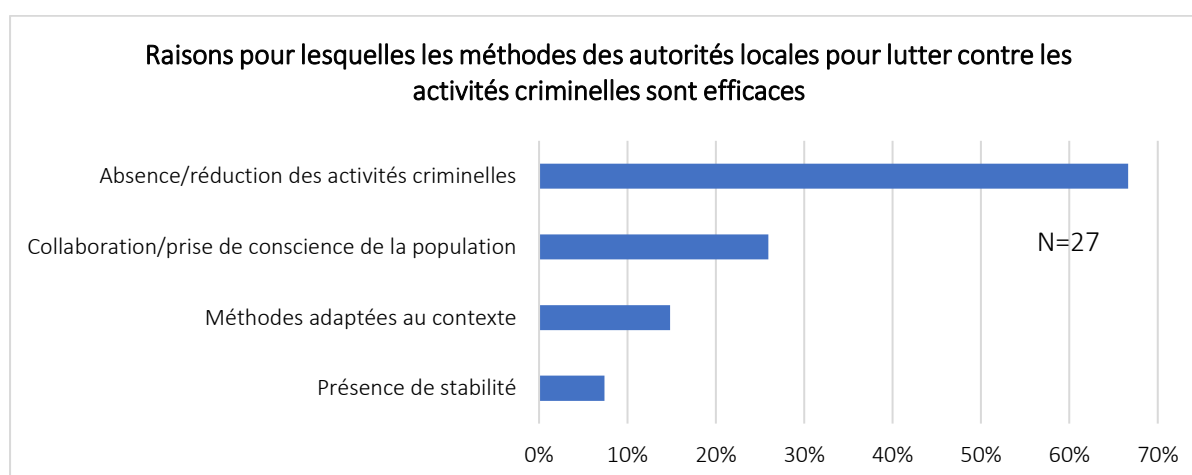


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djiguéni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 80: Comment est-ce que les autorités luttent contre les activités criminelles

Selon la figure 81 ci-après, les répondants pensent que les raisons pour lesquelles les méthodes utilisées par les autorités dans la lutte contre les activités criminelles sont efficaces sont les suivantes : l'absence ou la réduction des activités criminelles (67%) ; la prise de conscience de la population (26%) et l'utilisation des méthodes adaptées au contexte (15%).

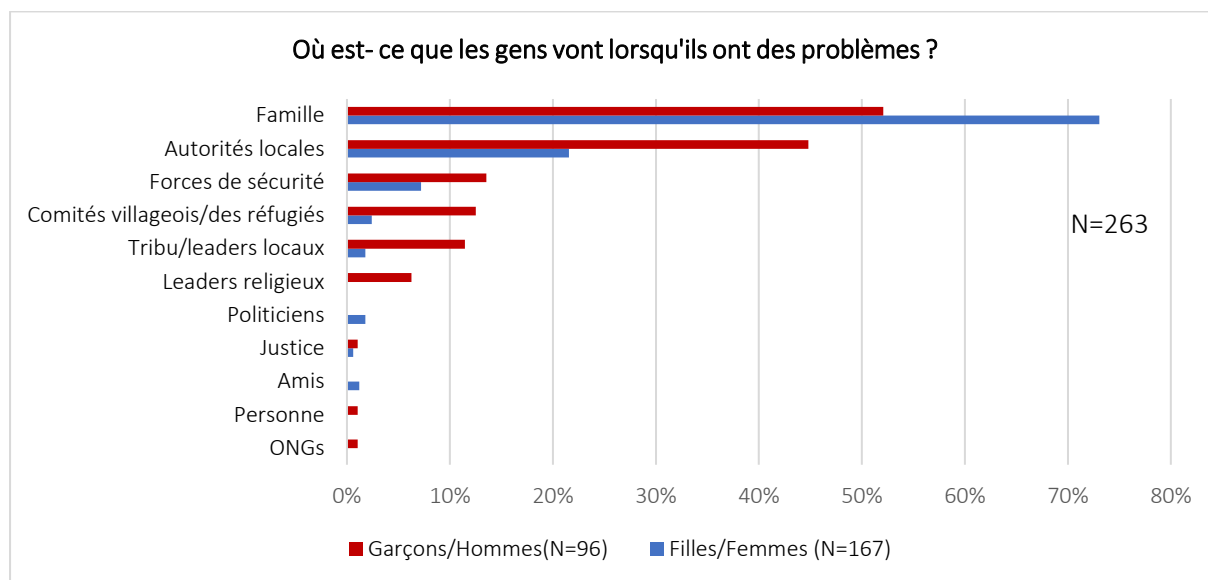
Le maire d'une commune de la Moughataa de Djiguéni a indiqué que les efforts menés dans la lutte contre la criminalité constituent un succès dans la zone : « Par rapport aux années passées, nous avons remarqué une diminution significative des activités criminelles dans notre région, bien qu'au Mali il existe des bandes de criminels qui dominent tout le Nord de ce pays » Il est important de préciser que dans ce cadre les campagnes de sensibilisation menées par le gouvernement ont permis de rehausser la prise de conscience des populations et en particulier des jeunes sur le danger des activités criminelles dans la paix et la sécurité.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djiguéni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 81: Les méthodes des autorités locales pour lutter contre les activités criminelles

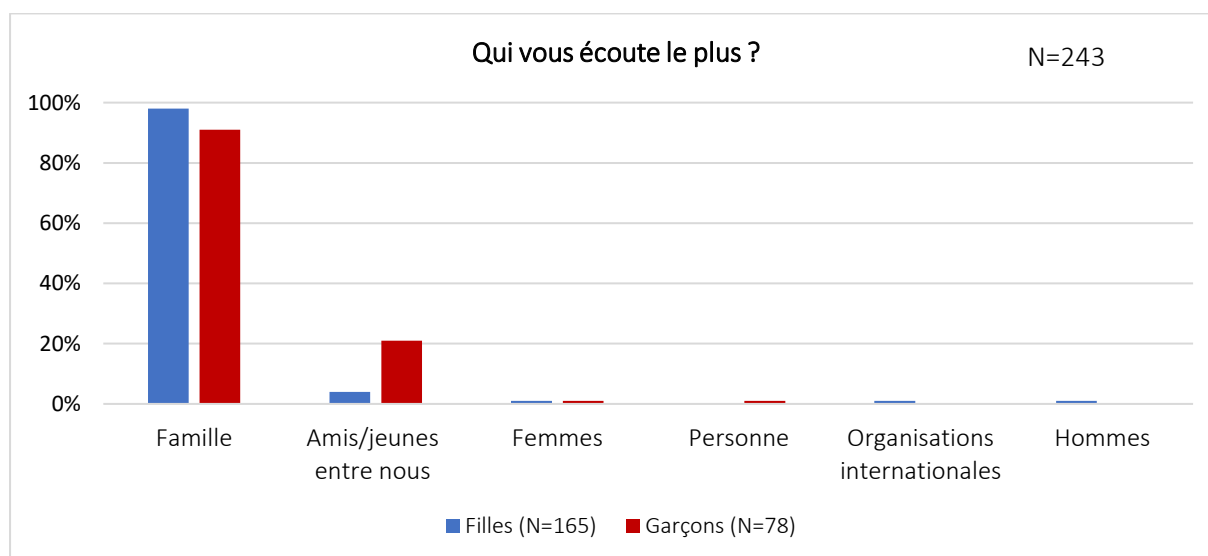
Comme présenté à la figure 82, la majorité des filles/femmes s'adresse à leurs parents quand ils ont des problèmes, tandis qu'il y a plus garçons/hommes que de femmes qui saisissent les autorités locales et forces de sécurité dans ce domaine. Il ressort que les liens familiaux jouent encore un rôle important dans les communautés de la wilaya du Hodh El Chargui, et cela s'explique par la présence des règles coutumières dans ces milieux. En cas de problèmes, les personnes préfèrent s'adresser à la famille pour aider à trouver des solutions, alors qu'il existe d'autres instances de résolution des problèmes.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 82: Où vont les gens lorsqu'ils ont des problèmes

Comme présenté sur la figure 83 ci-dessous, la grande majorité des jeunes indiquent que ce sont leurs familles qui les écoutent le plus, suivis de leur amis ou d'autres jeunes comme eux et les femmes. Plus de jeunes hommes/garçons soulignent en particulier être écoutés par leurs amis ou leurs pairs.



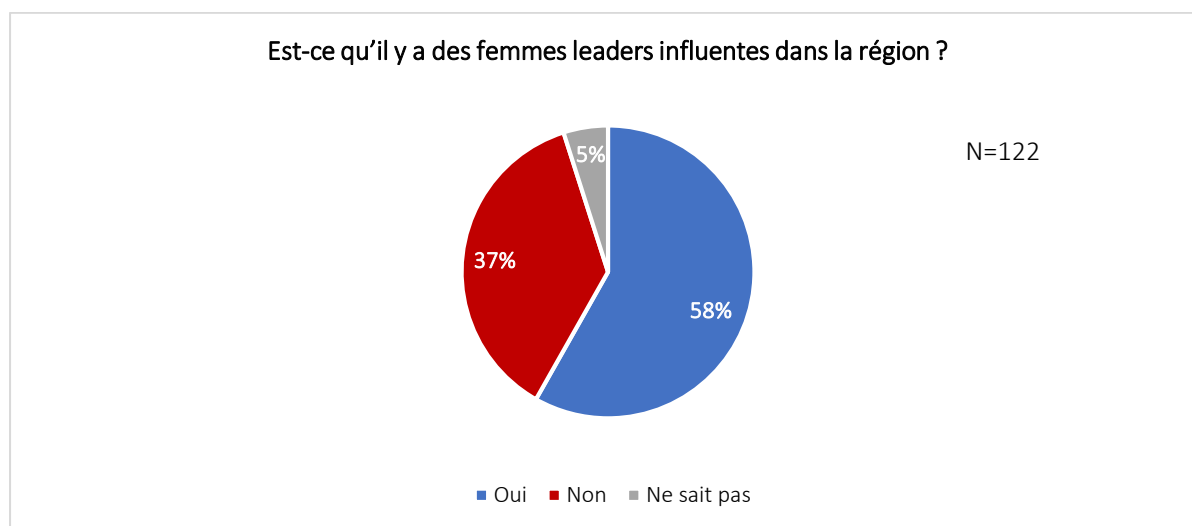
La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 83: Qui écoute le plus les jeunes

Rôle des femmes dans la résolution des conflits

Selon la littérature, les femmes jouent plusieurs rôles différents dans la consolidation de la paix. Elles seraient socialement mandatées pour la médiation des conflits du fait de leur rôle social de valorisation des représentations hiérarchiques des communautés.⁴⁰ Elles peuvent par exemple intercéder auprès des autorités administratives et parfois auprès de certains chefs de réseaux extrémistes pour la libération, ou encore l'octroi de documents officiels auprès des autorités locales. Par ailleurs, il existe en Mauritanie plusieurs initiatives de la société civile qui font la promotion de la participation des femmes dans la résolution des conflits, parmi lesquelles : le réseau de femmes parlementaires, le Groupe technique Femmes, le réseau de jeunes ambassadrices de la paix. Ces différentes organisations représentent des éléments du capital social de la Mauritanie qu'il importe de renforcer et de mettre à contribution à travers des interventions programmatiques.

Comme présenté dans la figure 84, pour une grande majorité de répondants (F: 66%, M: 54%), il existe des femmes leaders influentes dans la région, bien qu'un nombre significatif ne le pense pas.

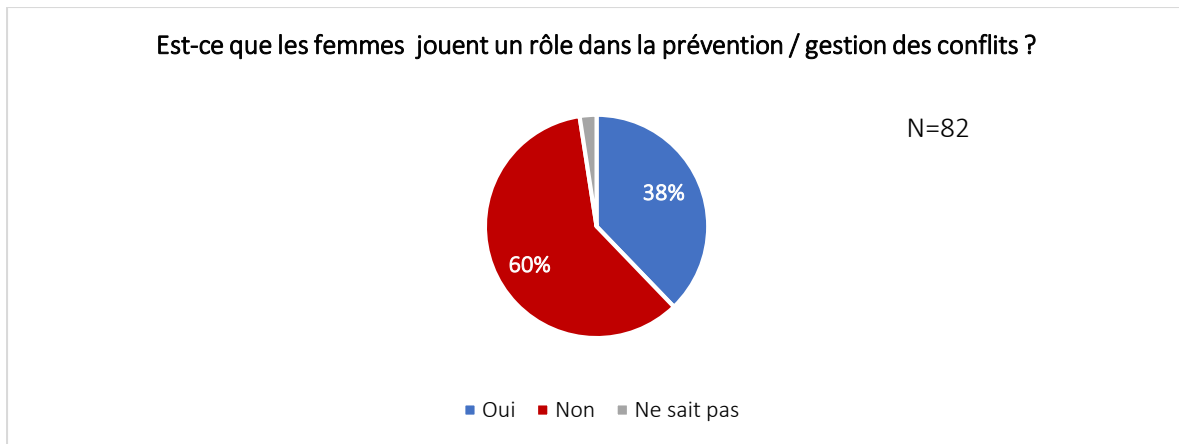


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 84: Femmes influentes dans la région

Comme indiqué dans la figure 85, les acteurs de la société civile interrogés considèrent que les femmes ne jouent pas de rôle dans la prévention des conflits. Cela peut être engendré par les obstacles culturels, et surtout la domination des rôles des hommes dans ce domaine. A cela s'ajoute le manque d'intégration des femmes dans le réseau des autorités locales. Pourtant plusieurs femmes rencontrées ont précisé qu'elles jouent plusieurs rôles dont la négociation, la facilitation, la sensibilisation, la communication, le leadership et la planification.

⁴⁰ Centre pour le dialogue humanitaire, PNUD, Etudes des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel, 2016

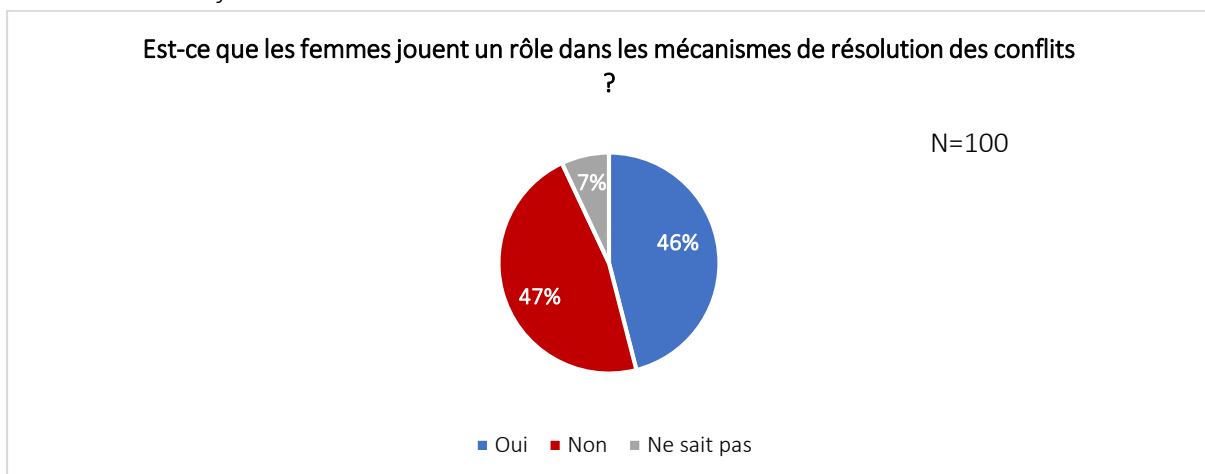


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 85: Rôle des femmes dans la prévention/gestion des conflits

La figure 86 montre que 47 % des répondants estiment que les femmes ne jouent pas un rôle dans les mécanismes de résolution des conflits, bien que 46 % affirment qu’elles possèdent un rôle dans ce système. Ainsi, on peut constater que l’implication de la femme dans les mécanismes de résolution des conflits est peut-être influencée par d’autres facteurs internes à la société d’ordre culturels ou religieux. D’ailleurs plusieurs femmes ont clairement déclaré qu’elles ne sont jamais consultées dans les procédures de résolution de conflits.

Dans un interview la chef d’une coopérative des femmes et membre d’un comité villageois de résolution de conflits déclare que ... *les femmes n’ont pas un rôle particulier dans les comités villageois, elles participent seulement en tant que membres. Pourtant, nous pouvons conduire les médiations dans les résolutions des conflits et avoir une place de choix dans la gestion des comités sur le plan structurel et fonctionnel. Notre rôle pionnier en tant qu’agent de la paix devra être un facteur de succès pour la résolution des conflits ...*



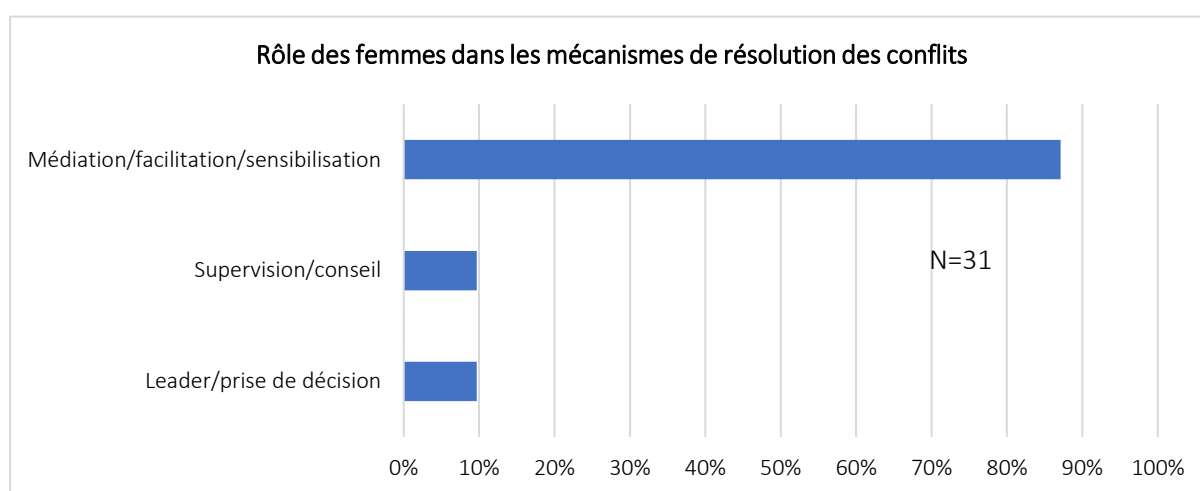
La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 86: Rôle des femmes dans les mécanismes de résolution des conflits

Dans figure 87 ci-après, les répondants estiment que les femmes peuvent jouer plusieurs rôles dans les mécanismes de résolution des conflits y compris : la médiation, la facilitation et la sensibilisation (87%), puis la supervision (10%) et la participation à la prise de décision (10%). Selon la majorité des interviewées, les femmes dans ces communautés ne jouent pas de rôle actif dans la résolution des

conflits. Ces femmes ont expliqué que leur rôle est plutôt la gestion de leur famille dans le domaine de l'éducation et parfois la participation à la recherche des moyens financiers à travers des coopératives ou autres activités lucratives.

Le manque d'implication des femmes dans les mécanismes de résolution des conflits est peut-être lié à plusieurs facteurs dans cette zone. Premièrement, la population objet de notre recherche est rurale et nomade, où les valeurs coutumières sont très respectées et par conséquent les femmes participent à des activités bien définies. Deuxièmement, cette zone connaît un niveau d'éducation très faible à cause d'un manque d'infrastructures scolaires qui pouvaient contribuer aux changements des comportements et attitudes de cette population. Cette situation pourrait être un grand frein au développement socioéconomique de ces communautés, si des actions pour dynamiser le rôle des femmes dans la société ne sont pas mises en œuvre.

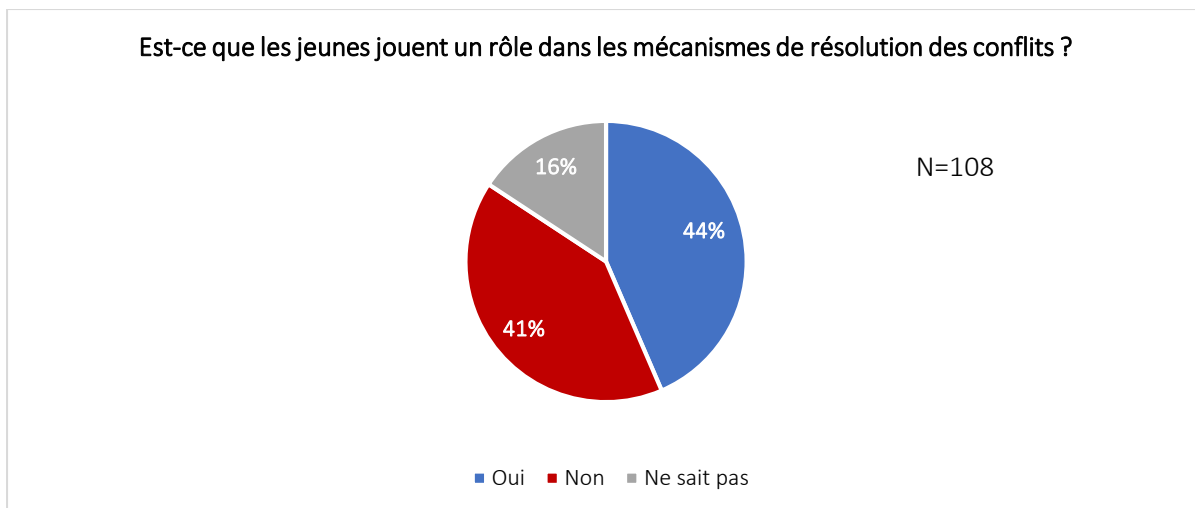


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 87: Rôle joué par les femmes dans les mécanismes de résolution des conflits

Rôle des Jeunes dans la résolution des Conflits

Selon la figure 88 ci-après, 44% des répondants (41% des acteurs de la société civile et 53% des autorités locales) estiment que les jeunes jouent un rôle dans les mécanismes de résolution des conflits, alors que 41% (41% des acteurs de la société civile et 40% des autorités locales) estiment qu'ils n'ont pas de rôle et que 16% n'ont pas d'opinion. On peut remarquer qu'il n'y a pas une grande majorité de répondants qui confirment le rôle des jeunes dans ces mécanismes. Pourtant, selon plusieurs notables, les jeunes sont représentés dans les comités villageois, mais ne jouent aucun rôle important dans ce domaine. Seuls les proches parents du maire sont souvent mandatés pour effectuer des tâches ponctuelles dans l'exercice des missions du comité villageois.

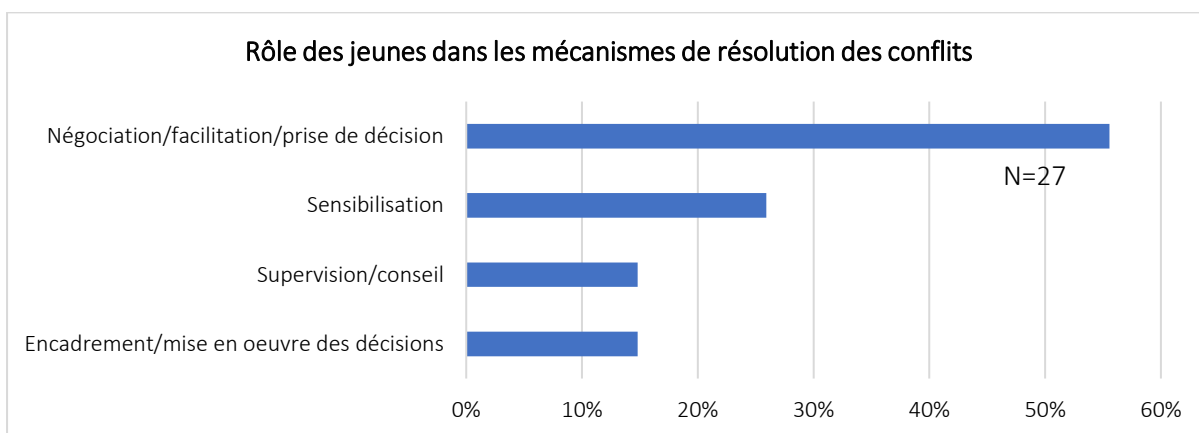


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 88: Rôle des jeunes dans les mécanismes de résolution des conflits

Comme indiqué dans la figure 89 ci-après, les répondants estiment que les rôles des jeunes dans les mécanismes de résolution des conflits sont : la négociation, la facilitation et la prise de décision (56%) ; la sensibilisation (26%) et la supervision (15 %). Pourtant durant tous nos entretiens les jeunes ont exprimé vivement qu'ils ne jouent aucun rôle dans les mécanismes de résolution des conflits. Ils estiment que ce système est dominé par les leaders traditionnels et politiques qui ne sont pas favorables à l'implication de la jeunesse dans cet important processus.

Il ressort de ce constat que le manque d'implication des jeunes dans le processus de décision est la conséquence des règles traditionnelles qui donnent l'entière responsabilité de résolution de conflits aux vieux, vétérans, notables de chaque communauté. Malgré l'évolution de la société mauritanienne, ce phénomène persiste et les leaders traditionnels pensent toujours que les jeunes ne sont pas aptes à exercer ou participer à ce rôle. Aussi, la population souvent liée aux valeurs traditionnelles ne comprend pas que les jeunes peuvent jouer un rôle majeur et constructif dans la prévention et le règlement des conflits et, singulièrement, pour ce qui est de l'efficacité à long terme, de la capacité d'intégration et de la réussite des activités de maintien et de consolidation de la paix.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 89: Rôle des jeunes dans les mécanismes de résolution des conflits

5.4 INITIATIVES EN COURS

La région du Hodh El Chargui connaît plusieurs initiatives du gouvernement, de ses partenaires au développement et d'autres acteurs locaux pour mitiger les conséquences néfastes des conflits dans cette région frontalière avec le Mali. Ces initiatives résident dans la contribution des institutions de l'Etat, des organisations internationales, des associations et des partenaires au niveau local pour la préservation de la paix et la sécurité dans cette zone fragilisée par la crise Malienne.

Cette section présente la mission et les activités de chaque intervenant rencontré durant l'enquête dans la zone et sa contribution à la préservation de la paix et la sécurité dans la *wilaya*.

Initiatives du gouvernement

Le gouvernement Mauritanien intervient dans toutes les localités visitées par des structures de l'administration territoriale, de la sécurité ou d'autres services spécialisés.

Au niveau de la wilaya, le wali est le dépositaire de l'autorité de l'État. Il dirige les services déconcentrés régionaux de l'État. Il relaye la politique du gouvernement sur les grands projets au niveau régional, suit et coordonne toutes les actions de développement du gouvernement pour préserver la paix sociale dans sa région. Il est responsable de prendre toutes les mesures adéquates pour préserver la paix et la sécurité des populations sur son territoire.

Au niveau des moughtaa (Néma, Bassiknou, Amourj, Djigueni), le hakem représente les pouvoirs de l'état dans toute la circonscription administrative de son territoire. A cet effet, il est responsable de l'application des règles de droits mauritaniennes et de toutes les actions qui visent la sécurité et la stabilité de la population. Il coordonne et coopère avec tous les services décentralisés du pouvoir public sur son territoire.

Les maires des communes. Le maire représente l'autorité municipale et il est le détenteur du pouvoir exécutif. Il est investi d'un rôle important et bénéficie d'une double fonction. C'est un officier d'état civil et un officier de police judiciaire. Par ailleurs, le maire est agent exécutif de la commune. Il est en charge de l'exécution des décisions prise par le Conseil municipal. Ses missions consistent à représenter la commune en justice, passer les marchés, signer des contrats, préparer le budget et gérer le patrimoine. Il dispose également de pouvoirs propres importants, notamment, en matière d'urbanisme, et de gestion du personnel. Il est le moteur de la vie municipale en ayant souvent l'initiative des projets, en préparant et présidant les séances du Conseil municipal, en entretenant des liens privilégiés avec la population. C'est dans ce cadre qu'il joue un rôle important pour la préservation de la paix sociale grâce aux projets et activités menés dans sa circonscription. Au cours de la mission, les différents maires rencontrés ont précisé qu'ils luttent contre l'instabilité, le terrorisme, l'extrémisme et le trafic illicite pour permettre un développement socio-économique dans un environnement de paix et de sécurité. Ils mettent en œuvre des projets pour améliorer des conditions de vie de la population par la réalisation des infrastructures des services sociaux de base tels que la construction d'écoles, de points de santé, des points d'eau. Ces infrastructures sont indispensables pour renforcer la stabilité et la cohésion des populations. A cela s'ajoute l'organisation des campagnes de sensibilisation sur la citoyenneté, le danger de l'extrémisme. Les maires jouent également un rôle important dans la résolution des conflits communautaires.

Le Projet Prévention et résolution des conflits entre les populations hôtes et les réfugiés dans la zone de Hodh El Chargui⁴¹ mis en œuvre de 2018 à 2020 par la Direction Générale de l'Administration Territoriale (DGAT) avec l'appui du PNUD, se concentre sur la diminution des risques de tension entre les populations hôtes et les réfugiés dans la wilaya de Hodh El Chargui, à travers la promotion de la cohésion sociale et de la prévention et la résolution des conflits.

Le projet Consolidation de la paix, de la sécurité et de la justice en Mauritanie⁴² financé par le Japon. Ces interventions ont eu lieu dans les circonscriptions administratives de Bassiknou, Oualata, Amorj, Timbédra et Tichitt, wilaya de Hodh El Chargui. Au niveau global, le projet vient apporter une réponse à la résolution 2122 de l'ONU qui a pour objet de souligner l'importance de la participation des femmes à toutes les phases de la prévention des conflits, du règlement des conflits et de la consolidation de la paix.

Initiatives des acteurs de sécurité

Les forces de sécurité jouent un rôle majeur dans la résolution des conflits et la préservation de la paix et la sécurité dans la wilaya. Elles sont implantées dans toutes les *moughataa* avec un focus sur les points d'entrée le long de la frontière. Les principales composantes des forces de sécurité sont :

La police : Le rôle de la police est de d'assurer la sécurité des personnes, des biens et des institutions, maîtriser les flux migratoires, lutter contre l'immigration illégale, lutter contre la criminalité organisée, lutter contre la grande délinquance et la drogue et protéger le pays contre la menace extérieure et le terrorisme. Elle assure une présence dynamique, à titre préventif et répressif, au quotidien et dans les zones les plus urbanisées et visible sur la voie publique.

La Gendarmerie : La gendarmerie nationale est une composante des forces armées, instituée pour veiller à l'exécution des lois, assurer la sécurité publique et l'ordre public, particulièrement dans les zones rurales et périurbaines, ainsi que sur les voies de communication. La police judiciaire constitue l'une de ses missions essentielles. Elle contribue à la mission de renseignement et d'information des autorités publiques, à la lutte contre le terrorisme, ainsi qu'à la protection des populations.

La douane : La douane constitue un ensemble de services sous contrôle d'un État. Le service des douanes est directement en lien avec les services fiscaux. Son rôle principal est la collecte de taxes et le contrôle des flux de marchandises. Son action est définie par le droit du pays ainsi que par les accords internationaux auxquels le pays a souscrit. Les douanes sont particulièrement sollicitées pour la lutte contre les trafics illégaux ainsi que pour le contrôle des flux migratoires. A ce titre, elle mène plusieurs patrouilles le long de la frontière pour lutter contre la criminalité.

La Garde nationale : Elle est une composante des forces de sécurité rattaché au Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Elle est responsable de la sécurité des autorités locales, des édifices publics et elle intervient dans les opérations maintien de la paix et de la sécurité.

Dans cette région, il y a un nombre important d'initiatives menées par des acteurs de la société civile et des organisations internationales dans la prévention des conflits.

Initiatives des Agences du Système des Nations Unies

⁴¹ <https://open.undp.org/projects>

⁴² <https://open.undp.org/projects/00074970>

Les programmes suivants ont été identifiés dans la zone et mis en œuvre par les organisations internationales:

- *Organisation internationale du travail (OIT)* – Cette organisation met en œuvre un projet à Bassiknou qui a pour objet de former des jeunes réfugiés et autochtones dans les métiers du bâtiment et insérer les sortants dans la vie active. Cela constitue une contribution dans la lutte contre le chômage, la cohabitation pacifique entre les réfugiés et les autochtones et par conséquent la promotion de la paix et la stabilité.

- *Le Haut-commissariat des réfugiés (HCR)* : La mission première du HCR est de chercher à garantir les droits et le bien-être des réfugiés. Dans la poursuite de cet objectif, il s'efforce de s'assurer que chacun puisse bénéficier du droit d'asile dans un autre pays et retourner de son plein gré dans son pays d'origine. De plus, le HCR recherche des solutions durables aux problèmes des réfugiés en les aidant à rentrer chez eux ou à s'installer dans un autre pays. En étroite collaboration avec le gouvernement et en particulier le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MIDEC), le HCR coordonne la réponse humanitaire depuis 2012 et fournit avec d'autres acteurs sur le terrain, les services essentiels, la protection et l'assistance à plus de 58 000 personnes dans le camp de Mbera et ses environs. Au cours des dernières années, le HCR a dû relever de grands défis en raison de l'augmentation du nombre de nouveaux arrivants, de la réduction des fonds et du départ d'importants partenaires opérationnels. En 2018 seulement, le HCR en Mauritanie a enregistré au camp de Mbera 5 900 nouveaux réfugiés du Mali. De plus, le Hodh Echargui, la région qui accueille le camp de Mbera, est l'une des régions les plus vulnérables du pays, avec des ressources naturelles rares et des risques de sécheresse cyclique élevés. Dans ce contexte, le HCR et ses partenaires ont conçu une stratégie pour les moyens d'existence dont l'objectif général est de créer les conditions de protection et d'autonomisation des réfugiés, de renforcer la résilience des populations hôtes et de soutenir la coexistence pacifique entre les deux communautés.

Organisation Internationale de la Migration (OIM) : L'OIM travaille en étroite collaboration avec le gouvernement et d'autres partenaires pour renforcer la capacité nationale de gestion de la migration et soutenir les migrants dans le pays. Depuis le début du conflit dans le nord du Mali en 2012 et l'afflux de réfugiés en Mauritanie, l'OIM soutient les communautés locales des villages environnant le camp de réfugiés de M'bera. Ainsi, son action à Bassikounou vise à aider les communautés hôtes en améliorant les capacités en matière d'agriculture et d'élevage et en développant des réponses appropriées, y compris par la création de dialogues pacifiques et constructif, pour assister de nombreuses populations réfugiées qui se trouvent prises dans des conflits avec les communautés locales autour de l'utilisation des rares ressources naturelles. Cette organisation a mis en place des comités de résolution des conflits dans certains villages le long de la frontière avec le Mali en coordination avec le PNUD et le gouvernement Mauritanien.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) : L'intervention du PNUD dans cette wilaya est alignée avec la *Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel* au niveau régional et avec la *Stratégie de Gestion Intégrée des Frontières* et la *Stratégie Nationale de Lutte contre le Terrorisme et la Criminalité Transnationale* au niveau national. L'objectif principal de son intervention est de renforcer la gestion des frontières pour la lutte contre le terrorisme, de faciliter l'accès à la sécurité et améliorer la résilience des populations de la zone face aux questions sécuritaires. Pour relever ce défi, la contribution des communautés dans la lutte contre le terrorisme est vivement sollicitée à travers une approche participative et inclusive de développement qui permettrait de concilier les aspects de

sécurité avec des réponses économiques et institutionnelles aux besoins des communautés. Son action contribue à l'attente de l'agenda 2030 des Nations Unies. Le PNUD a mis en place dans le cadre d'une collaboration étroite avec l'OIM, le financement de la construction du poste frontalier de Fassala et a formé les forces de sécurité. La dimension genre a été intégrée dans toutes les séries d'activités, avec une participation significative des jeunes dans la lutte contre le terrorisme. Des activités génératrices de revenus ont été réalisées au profit des membres des communautés dans les zones frontalières pour renforcer leur autonomisation économique en tant qu'acteurs dans la lutte contre le terrorisme.

La stratégie du PNUD s'appuie sur une approche combinant la collaboration entre les services de sécurité des frontières et les communautés vivant dans les villages frontaliers, l'implication des associations de jeunes et de femmes comme partenaires ainsi que la création d'opportunités économiques pour le financement des activités génératrices de revenus pour améliorer la situation économique des populations pauvres et occuper les jeunes et les femmes. Un effort spécifique a été accordé à la participation des femmes et des jeunes dans la promotion de sociétés pacifiques et dans la lutte contre le terrorisme.

Les interventions ont eu lieu à deux niveaux : le niveau régional (la wilaya de Hodh El Chargui) et exclusivement la *moughataa* de Bassikounou et au niveau communautaire (les villages de la *moughataa*). Ces interventions visent à renforcer les capacités du dispositif régional de gestion intégrée des frontières et à mettre en place des mécanismes communautaires pour la sécurité.

Appui à la Consolidation de la paix

Le PNUD coordonne également depuis novembre 2018 le projet de renforcement des capacités locales pour la prévention des conflits dans la Moughataa de Bassikounou, mis conjointement en œuvre avec l'UNICEF, la FAO et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

Un deuxième projet PBF pour le Hodh vient d'être accepté : Projet de Consolidation de la paix à travers l'engagement de la jeunesse vulnérable et le renforcement des capacités des communautés dans la région frontalière du Hodh El Chargui.

Un troisième projet concernera également le Hodh, il s'agit du projet transfrontalier Mauritanie-Mali sur les défis liés à la transhumance

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) intervient en Mauritanie depuis 1964. Au niveau de Bassiknou, les activités menées par le PAM consistent à prêter assistance aux 55 000 réfugiés maliens déplacés qui sont touchés par la crise, et en moindre mesure les Autochtones. La priorité est accordée aux activités ayant pour but de sauver des vies et de protéger les moyens d'existence. Le PAM met en œuvre des activités destinées à aider les réfugiés à acquérir plus d'autonomie, en s'inspirant de la stratégie intégrée d'amélioration des moyens d'existence pour 2018-2022 pour le département de Bassiknou et des priorités institutionnelles conjointes formulées par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le PAM lui-même. Le PAM a un programme de cash transfer dans les moughatta de Bassikounou, Amourj et Djuigueni qui vise les populations les plus pauvres dans les communautés.

Initiatives de la société civile

Il existe plusieurs initiatives de la société civile dans la wilaya, la liste ci-après n'est pas exhaustive :

Le réseau des jeunes de Bassiknou est impliqué dans la sensibilisation des populations sur l'importance de la paix et la sécurité pour la cohabitation des communautés. A cet effet, il mène des campagnes de

sensibilisation sur la citoyenneté, la cohabitation sociale, la lutte contre le terrorisme et la radicalisation. Aussi, si les moyens financiers le permettent, il organise des rencontres entre les réfugiés et les autochtones pour discuter des défis de la cohabitation et les solutions appropriées à prendre au niveau des communautés.

Le réseau des jeunes réfugiés Bassiknou mène des campagnes de sensibilisation des populations sur l'importance de la cohabitation pacifique entre les réfugiés et les autochtones et sur l'interdiction de l'accès des terroristes dans le camp des réfugiés de Mbaré. Cette sensibilisation couvre les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme. Il organise également des causeries sur les bonnes conduites à suivre dans le camp des réfugiés en collaboration avec le HCR et les organisations locales des réfugiés. Il encourage des rencontres sportives et culturelles entre les jeunes réfugiés et les communautés autochtones voisines et avec les autres jeunes des communautés frontalières.

Le réseau des femmes à Bassiknou est impliqué dans la sensibilisation des populations sur l'importance de la paix et la sécurité pour la cohabitation des communautés et particulièrement renforcer le rôle des femmes dans ce domaine. Leurs activités incluent des campagnes de sensibilisation contre le terrorisme, la promotion du rôle de la femme dans la société, et l'appui aux associations et coopératives féminines.

Association des commerçants à Amourj a pour rôle d'organiser les boutiques de commerce dans la commune et maintenir un ravitaillement permanent de marchandises à des prix. Ainsi, elle coordonne le flux du commerce dans cette commune et s'assure que la chaîne logistique est fonctionnelle pour qu'il n'y a pas de rupture de stock. Cela permet de diminuer le trafic illicite des marchandises venant du Mali souvent lié à la drogue et aux armes légères. Elle participe à toutes autres activités pour la promotion de la paix dans notre zone.

Organisation Non Gouvernementale locale (ONG) dans la commune de Boughadoum travaille dans le domaine humanitaire. Elle aide les pauvres à s'organiser dans les associations et coopératives et mène des campagnes de sensibilisation sur l'importance de la paix sociale par des séances causeries avec la population pour renforcer la cohésion entre les communautés.

L'Association des commerçants de Boughadoum a pour rôle d'organiser les boutiques de commerce dans la commune et maintenir un ravitaillement permanent de marchandises à des prix raisonnables. Cela permet de lutter contre le trafic de marchandises venant du Mali.

L'association Boughadoum est composée d'éleveurs qui travaillent dans l'élevage bovin, des moutons et des chameaux. Elle fournit la viande et le lait au marché local et aussi dans la région entière. Elle mène des activités de sensibilisation des bergers pour préserver l'environnement et elle règle les litiges entre les éleveurs et les cultivateurs.

L'association des cultivateurs est composée de cultivateurs qui font la culture sous pluies durant la saison de l'hivernage. Elle participe à toutes les initiatives visant la consolidation de la paix au niveau de la commune.

La Fédération des transporteurs a pour rôle de coordonner le flux du commerce dans la commune et de s'assurer que la chaîne logistique est fonctionnelle pour qu'il n'y a pas de rupture de stock. Elle participe à toutes autres activités pour la promotion de la paix dans notre zone.

Mahadra à Combi-Saleh. En tant qu'Imam et homme religieux, il est chargé de diffuser un message de paix et de sécurité pour la population. Ce message est basé sur les normes religieuses indispensables

pour la paix et la stabilité sociale. Il organise des conférences sur le droit musulman, réconcilie, résout les litiges et conseille la population sur les fondements de l'islam. C'est dans cette optique qu'il contribue à la résolution des conflits et à l'instauration d'un climat de paix et de sécurité dans la région.

Comités de paix et de gestion des conflits

Le Comité des réfugiés à Bassiknou a pour rôle de préserver la paix, la sécurité et la cohabitation avec les populations hôtes dans la commune de Bassiknou. Au niveau du camp, il est chargé de résoudre les problèmes internes entre les réfugiés et de faciliter toutes les interventions des organisations internationales. Il constitue le point focal pour toute action humanitaire ou du gouvernement mauritanien au profit des réfugiés. De plus, il veille à la bonne marche des structures d'éducation, de santé et des autres mécanismes dans le camp. Par ailleurs, il mène des activités de sensibilisation pour bâtir de bonnes relations entre les réfugiés et les autochtones.

Les Comités des Agriculteurs/ Eleveurs dans les communes d'Amourj, Adel Bagrou et Fassalla sont composés d'agriculteurs et éleveurs et sont chargés de résoudre au niveau communautaire les litiges entre agriculteurs et éleveurs surtout durant la période d'hivernage qui est marquée par l'agriculture pluviale. Ils travaillent en étroite collaboration avec les autorités locales. Les comités visités ont mis en place des procédures pour définir la responsabilité des éleveurs et des agriculteurs afin de contenir et résoudre d'une manière pacifique les conflits.

Les Comités Villageois de gestion des conflits des villages de Mbera, Meghve, Fassalla, Doinkara, Adel Bagrou et Bousteilla Feirenni ont été formés pour la gestion et le règlement des différents conflits communautaires et en particulier ceux entre les populations hôtes et les réfugiés. Ces comités visent l'amélioration de la cohésion sociale entre la population hôte et les réfugiés. On peut noter également au niveau de Mbera (camp des réfugiés) l'existence d'un mécanisme d'alerte précoce transfrontalier qui permet de prévenir toutes menaces pouvant être sources de conflit. Ce système est de brigades de jeunes, des chefs de quartiers qui collaborent avec les autorités administratives et sécuritaire dans la zone. Les comités villageois sont mixtes, composés d'hommes leaders ainsi que de jeunes et de femmes. Chaque comité est dirigé par un(e) président(e) avec au moins 10 membres). Au niveau communautaire, le comité traite et résout pacifiquement les problèmes rencontrés par les méthodes appropriées telles que la négociation et parfois le recours au moslih (médiateur). En cas d'échec, le comité soumet le litige aux autorités locales dans la Moughtaa. Ce comité représente également le village dans les négociations pour la résolution de conflits avec les réfugiés ou les villages Maliens à la frontière. Il est important de préciser qu'il existe 84 comités villageois de gestion et règlement de conflits, plus particulièrement dans les villages le long de la frontière avec le Mali. Ils ont été mis en place dans le cadre d'un partenariat entre le PNUD, OIM, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et le Gouvernement Mauritanien.

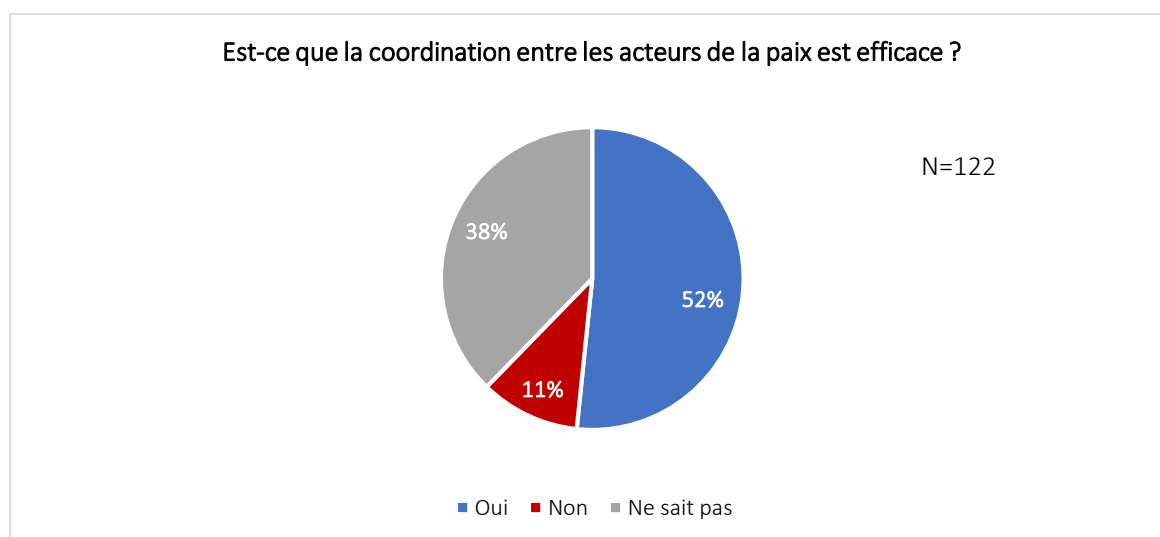
Il a été remarqué que la majorité des comités villageois visités sont dirigés par les chefs traditionnels des villages, ce qui renforce leur pouvoir communautaire et par conséquent ne favorise pas l'évolution vers un système de rotation des chefs de comités pour une meilleure efficacité de ce système. D'ailleurs cette situation donne l'impression que l'Etat veut préserver le rôle joué par les chefs traditionnels, malgré les revendications pour les changements, d'autant plus que ces comités ne traitent que les conflits de faible ampleur et ne se réunissent qu'à l'arrivée d'une mission venant de l'extérieur.

5.5 COORDINATION

La figure 90, ci-après, indique que pour la majorité des répondants, la coordination des acteurs de la paix est efficace. Il y a lieu de différencier entre les principaux types de coordination : la coordination entre le gouvernement et ses partenaires (organisations internationales et autres) dans les zones où il y a des réfugiés et la coordination des acteurs gouvernementaux avec les communautés.

Pour le premier cas, la majorité des autorités locales n'affirment pas cette thèse. Dans une interview le Hakem d'une Moughataa de la wilaya du Hodh Echargui déclare : « Nous ne connaissons pas le programme d'action et le but des interventions de la majorité des organisations internationales présentes dans notre secteur. Il y a un véritable problème de coordination. ». Le maire de l'une des communes de Bassikounou a indiqué qu'il y a un véritable problème de coordination, en précisant que plusieurs organisations internationales sont en train de mettre en œuvre des projets dans sa commune sans sa consultation.

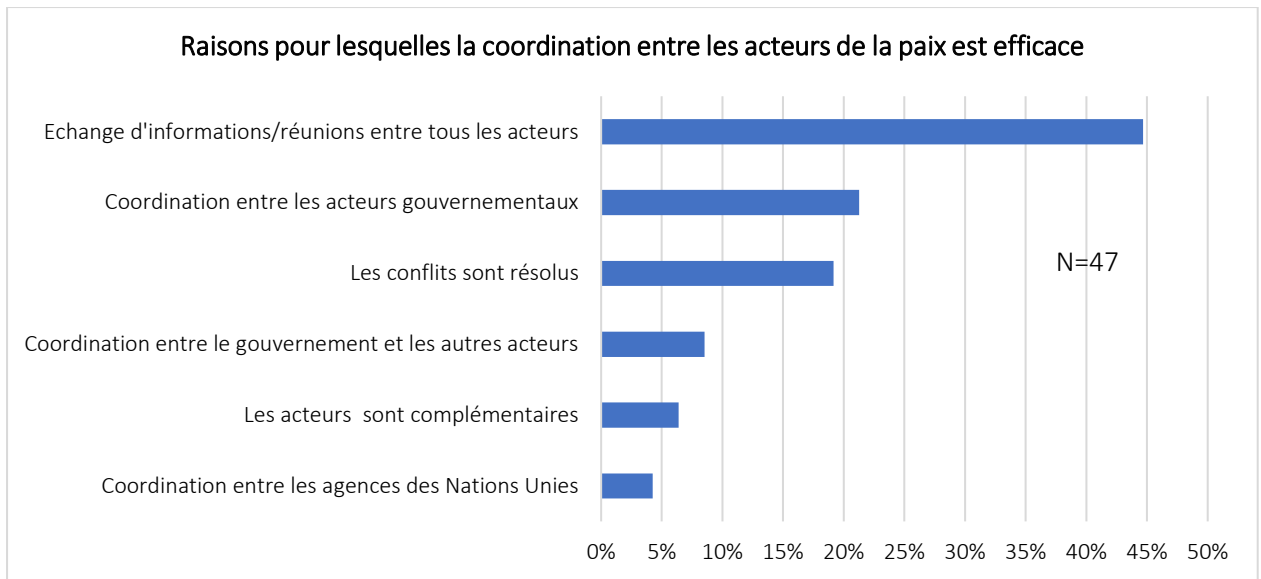
Pour ce qui est de la coordination entre les acteurs gouvernementaux, on constate des grands efforts dans ce domaine. Les autorités locales ont mis un dispositif de concertation avec les populations qui comprend également les maires, les élus locaux, les organisations de la société civile pour surtout endiguer l'insécurité dans cette wilaya fragilisée par la crise malienne.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djiguéni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 90: Efficacité de la coordination entre les acteurs de paix

Dans la figure 91 ci-après, la majorité des répondants considèrent que l'efficacité de la coordination provient de l'échange d'informations et des réunions entre les acteurs œuvrant à la consolidation de la paix et de la sécurité, notamment les autorités locales, les partenaires au développement, les organisations internationales, les comités villageois de gestion des conflits etc.). Cependant, certains répondants évoquent que le manque de coordination entre les ONGI et les autorités et la répétition de certains projets rendent inefficace la coordination entre les acteurs de paix.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 91: Raisons pour lesquelles la coordination entre les acteurs de la paix est efficace

6. CONCLUSIONS

Conclusions générales

La situation actuelle du Hodh El Chargui est caractérisée par une forte croissance de multiples causes de conflits qui sont liées à des facteurs endogènes et exogènes pouvant conduire à tout moment à des conflits communautaires. Ces derniers constituent une contrainte majeure à la stabilité, à la gestion durable des ressources naturelles et au développement local. L'enjeu n'est pas de faire disparaître les conflits, mais de les gérer au mieux et surtout de les prévenir. La prévention des conflits s'inscrit pleinement dans la lutte contre la pauvreté, la lutte contre le terrorisme et l'adaptation aux changements climatiques. Les grands challenges dans cette wilaya sont : les conflits entre réfugiés et autochtones sur l'exploitation des ressources naturelles (principalement dans la *moughataa* de Bassiknou); les conflits fonciers latents dus au manque d'application de la législation existante en remplacement de la propriété foncière traditionnelle; les conflits politiques et tribaux générant des frictions entre communautés; la présence des groupes armés et du commerce transfrontalier illégal attirant les jeunes vers la radicalisation et les activités criminelles pour gagner des fortunes et un statut privilégié; et enfin l'assistance humanitaire des organisations internationales focalisées sur les réfugiés, alors que les populations autochtones sont fortement impactées par le flux des déplacés du Mali et ont besoin d'assistance.

Dans le contexte sécuritaire : l'étude a montré que cette région est soumise à plusieurs facteurs d'insécurité potentiels. Ces facteurs sont principalement dus aux activités criminelles, et leur exposition aux mouvements terroristes externes, notamment dans le Nord du Mali avec lequel la région partage des longues frontières. D'autres facteurs d'insécurité tel les conflits intercommunautaires, le banditisme et les violences sexuelles existent dans cette wilaya. L'un des principaux défis sécuritaires soulevés par la population est le risque d'enrôlement des jeunes souvent en chômage dans les rangs des groupes armés au Mali. Malgré ce contexte d'insécurité, les populations se sentent en parfaite sécurité et déclarent que celle-ci s'est améliorée ces dernières années grâce aux efforts du gouvernement dans ce domaine.

La typologie et les causes de conflits : L'étude a identifié des conflits qui sont spécifiques à cette région.

D'abord *les conflits fonciers* qui sont dus à un manque d'application d'une législation foncière, en remplacement d'un droit traditionnel de la propriété foncière. En effet l'Etat a promulgué une loi foncière pour réguler ce domaine, mais sur le terrain ce sont les propriétaires fonciers traditionnels qui continuent à imposer leur droit et leur suprématie dans la gestion du foncier. Cette situation constitue une véritable source de tensions entre les communautés.

Les conflits politiques sont la conséquence d'une société traditionnelle en pleine mutation marquée par des défis d'adaptation et de transformation des structures sociales aux exigences des modèles étatiques modernes, ce qui provoque plusieurs tensions sociales, politiques et parfois identitaires. Dans ce domaine on observe une confrontation entre d'une part la jeunesse qui veut le changement et les politiciens soutenus par les chefs traditionnels très influents dans les communautés d'autre part.

Le conflit entre les agriculteurs et éleveurs qui sont en perpétuels disputes et litiges à cause des dommages engendrés par le bétail dans les champs des agriculteurs surtout durant la transhumance. Malgré les efforts dans ce domaine, il manque la mise en place d'une politique cohérente pour atténuer les risques de litiges qui peuvent engendrer des conflits dans ce domaine.

Le conflit de la cohabitation entre des réfugiés Maliens et les Autochtones dû essentiellement à la concurrence sur les ressources naturelles et à l'assistance humanitaire perçue comme donnée exclusivement aux réfugiés. En effet, les Autochtones dans la commune de Bassikounou manifestent clairement que la présence des réfugiés devient une source d'insécurité car ils détruisent l'environnement et menacent la sécurité de leurs enfants et en particulier de leurs filles.

Les conflits intercommunautaires qui émergent de temps à autre à cause des divergences d'intérêt, politiques, le sentiment de supériorité ou infériorité de certaines communautés. Dans ce cas, ce sont les politiciens et les leaders traditionnels qui manipulent leurs sympathisants sur la base de leurs intérêts politiques ou parfois revendications identitaires, pour créer les frictions entre les communautés.

Enfin, *la présence de groupes armés et du commerce transfrontalier illégal* constituent des conditions favorables pour la radicalisation et l'enrôlement de jeunes mauritaniens au sein de ces terroristes qui sont une opportunité d'acquisition de fortune et de privilèges selon la jeunesse. Une grande partie du territoire malien sur la frontière de la wilaya est contrôlée par les groupes armés qui s'autofinancent grâce au commerce illégal de la drogue, des armes légères et petits calibres et stupéfiants, etc.

Les relations entre les conflits, diviseurs et acteurs : L'étude distingue plusieurs acteurs dans les conflits : les jeunes, les groupes terroristes, les leaders traditionnels, les organisations criminelles, les leaders religieux (écoles coraniques et Mahadras), les autorités locales, les organisations internationales, les réfugiés et les femmes. Les politiciens *siyassiyine*, les autorités locales et les chefs traditionnels sont identifiés comme les principaux acteurs qui causent les divisions communautaires.

Les jeunes. Cette étude révèle que les jeunes n'ont pas de voix dans les prises de décisions au niveau communautaire. Ils sont confrontés à plusieurs défis : le chômage, manque d'emploi, manque d'infrastructures de jeunes et surtout la tentation de rejoindre les groupes armés pour la recherche de l'argent et de privilèges. Des interventions leur permettant de jouer un rôle positif dans la consolidation de la paix et de faire valoir les effets positifs de leur engagement permettraient d'influer une nouvelle dynamique à la perception et au rôle des jeunes dans la zone.

Les groupes terroristes et organisations criminelles. Ils contrôlent une grande partie du Mali particulièrement la zone frontalière avec la wilaya du Hodh El Chargui. Ils sont composés d'AQMI et autres groupes armés. Ces groupes se basent sur des organisations criminelles pour s'autofinancer en pratiquant le commerce illégal et le trafic de drogue dans toute la région. Aussi, ils attirent des sympathisants par l'offre de grands salaires et privilèges pour leurs éléments et en particulier la jeunesse.

Les leaders traditionnels sont très influents dans les communautés et participent activement dans la scène politique en appui à leurs alliés ou candidats dans les élections. Bien que leur pouvoir ait diminué suite à la modernisation de l'appareil de l'état, ils sont incontournables pour la sensibilisation des communautés concernant certaines politiques et dans la résolution des litiges communautaires.

Les leaders religieux ou Imam sont présents dans toutes les communautés, car ils dirigent les écoles coraniques ou Mahadras pour l'enseignement de la religion musulmane qui constituent le véritable socle d'union des communautés. Ces imams sont très sollicités par les populations pour la résolution des conflits.

Les autorités locales constituent l'organe le plus sollicité dans la résolution des conflits. Elles sont chargées de la sécurité et du développement des communautés par la coordination des actions des services décentralisés de l'Etat.

Les femmes ne sont pas activement impliquées et ne possèdent pas de voix dans les mécanismes de résolution des conflits à cause des facteurs traditionnels et culturels de la société. Cette situation pourrait être un grand frein au développement socioéconomique de ces communautés, si des actions pour dynamiser le rôle des femmes dans la société ne sont pas mis en œuvre.

Les organisations internationales sont basées à Bassikounou et elles se focalisent sur l'aide humanitaire aux réfugiés en plus d'autres interventions très limitées au profit des autochtones. La perception de l'impact de leur appui est parfois mitigée par les autochtones particulièrement dans la *moughatta* de Bassikounou.

Les réfugiés maliens (560 000 individus) sont installés dans la *moughatta* de Bassikounou. Il existe un seul camp de réfugiés à Mbera géré par le HCR. La présence de ces réfugiés commence à soulever la controverse étant donné : i) la pression induite sur les ressources naturelles limitées (eau et pâturage) par les troupeaux des réfugiés ; ii) de l'appui perçu inéquitable des Organisations internationales envers les réfugiés principalement.

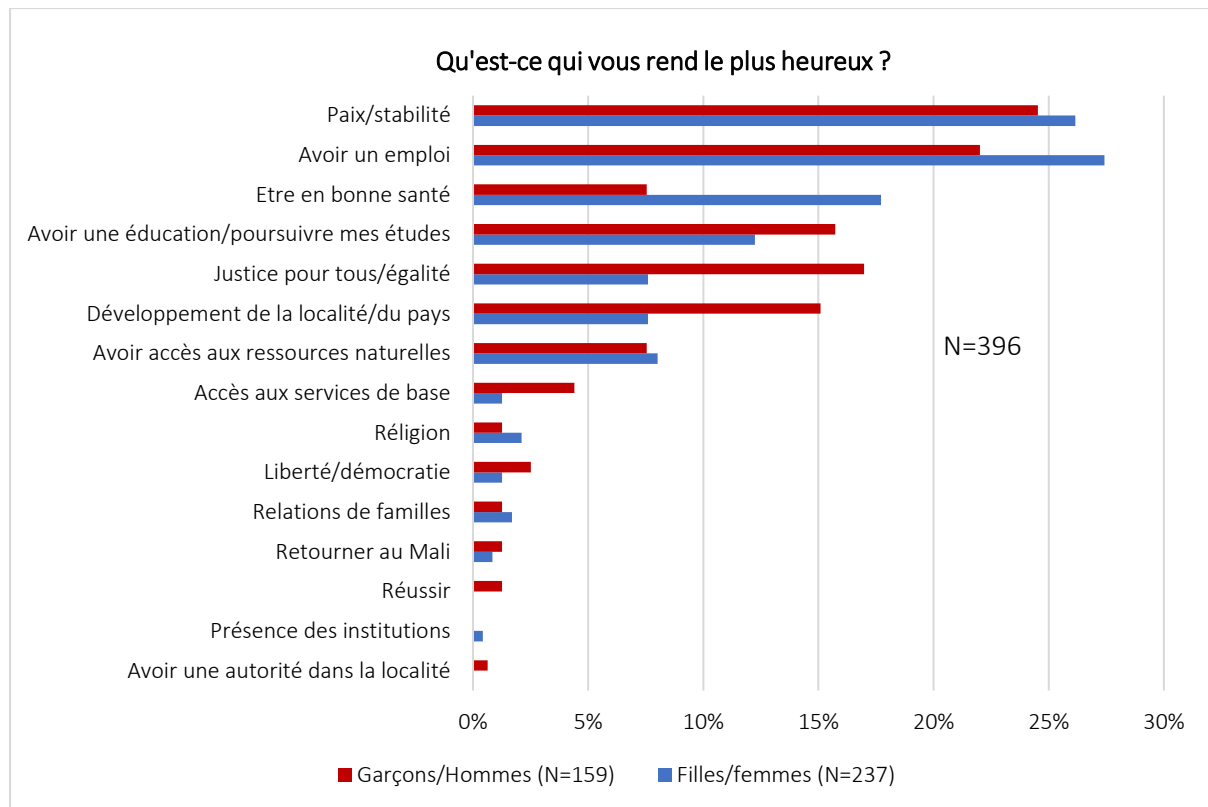
Les politiciens siyassiyine sont identifiés comme la principale source de division entre les gens et les communautés. Ils utilisent l'influence des chefs traditionnels au niveau des communautés pour consolider leur poids politique afin d'avoir des privilèges du pouvoir. Toute leurs démarches se basent sur des intérêts restreints et parfois à caractère tribal et identitaire. L'analyse montre que les intérêts politiques sont la source de plusieurs tensions et conflits entre les communautés.

Ces acteurs connectés par groupes d'intérêt, alliance ou réseaux sont motivés par la protection de leur position hiérarchique, la domination pour un soutien électoral, le gain personnel et une confirmation de leur autorité.

Les connecteurs et acteurs de paix et de stabilisation : Il est clair que la religion, tout comme la culture, est le plus fort liant en Mauritanie, suivi des relations familiales et tribales ainsi que l'éducation. Les autorités locales et traditionnelles demeurent les organes privilégiés par les communautés pour la résolution des litiges. Il existe des mécanismes de résolution des conflits traditionnels ou informels et des structures de comités de gestion des conflits dans les villages le long de la frontière avec le Mali. Selon les répondants, l'efficacité de ces comités villageois est mitigée à cause de leur manque de capacité, de leurs compétences limitées, du caractère parfois politisé et surtout de la faiblesse du rôle des femmes et des jeunes dans ce processus de stabilisation. Par ailleurs, l'étude a identifié que la présence effective des forces de sécurité et la sensibilisation des populations ont constitué des véritables outils pour la consolidation de la paix et la lutte contre les activités criminelles dans cette zone. Au niveau de cette *wilaya*, il existe plusieurs intervenants dans la consolidation de la paix : acteurs du gouvernement, acteurs de la sécurité, initiatives des agences du système des Nations Unies, et des initiatives de la société civile.

Enfin, tout programme doit s'appuyer sur des développements positifs et renforcer les sources de bonheur. Comme présenté dans la figure 92 ci-dessous, la majorité des répondants voient que la paix,

la stabilité et avoir un emploi les rendent le plus heureux. On observe également que les filles/femme estiment qu'être en bonne santé les rend également plus heureux.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 92: Ce qui rend les gens heureux

7. RECOMMANDATIONS

7.1 L'APPROCHE PREVENTIVE

L'intervention de la communauté internationale dans la région du Hodh El Chargui a été pendant longtemps concentrée sur l'assistance humanitaire aux réfugiés maliens. Le gouvernement Mauritanien et ses partenaires doivent constater que cette crise s'inscrit de plus en plus dans la durée et qu'il y a lieu de reconnaître l'importance de répondre aux liens entre besoins immédiats et ceux à long terme. Nous assistons à des frictions grandissantes entre les réfugiés et la population hôte à cause d'un nombre important de facteurs dont, principalement, la concurrence sur les ressources naturelles et l'emploi. A cela s'ajoute la problématique de la crise malienne dont la résolution constitue un important vecteur de la stabilité et de la consolidation de la paix dans cette région.

Le Hodh El Chargui n'a pas bénéficié de grands projets de développement pouvant contribuer à l'absorption du chômage, surtout en faveur des jeunes, et à l'amélioration des conditions de vie des populations très vulnérables. Seules des actions ponctuelles non coordonnées ont été mises en œuvre par plusieurs organisations internationales et institutions du gouvernement. La situation se dégrade et la nécessité d'une approche plus réaliste, qui couvre l'action humanitaire, le développement local et bien sûr la prévention pour la paix, devient évidente.

C'est ainsi qu'une approche de type *prévention* et les changements associés dans l'architecture de l'aide ouvrent de nombreuses opportunités pour répondre de façon plus efficace et holistique à la vulnérabilité de la population en renforçant leur résilience aux vecteurs de conflits.

Il semble important de s'engager auprès des structures locales et nationales avec un cadre de travail à plus long terme, des objectifs communs en vue de la réalisation des ODD et des plans de priorité nationaux avec un accent particulier sur la mobilisation des capacités, des ressources et des structures locales et nationales. Ainsi les institutions locales et nationales sont impliquées selon leurs propres conditions, elles sont plus susceptibles d'être mieux équipées et préparées à consulter les communautés et à répondre aux besoins de ces dernières.

Enfin, la mise en œuvre d'une approche de type *prévention* offre une réelle opportunité de renforcer la justice entre les femmes et les hommes, notamment par un soutien à long terme aux organisations de défense des droits des femmes et en veillant à intégrer les droits des femmes à la fois dans les interventions immédiates et dans les réalisations à plus long terme.

7.2 RECOMMANDATIONS

Sur la base de l'analyse ci-dessus, les neuf recommandations suivantes sont formulées :

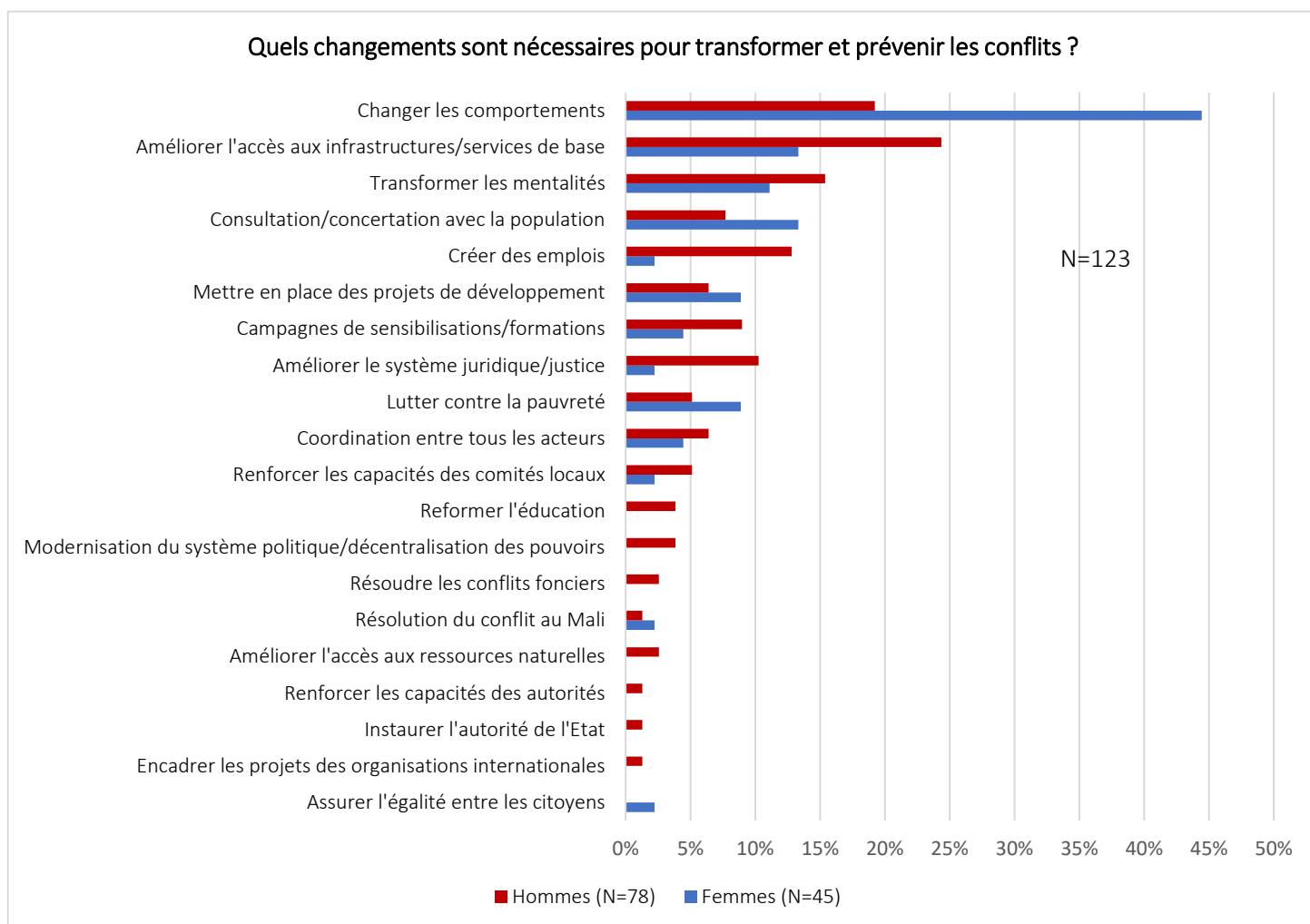
1. Contribuer à la politique du développement socioéconomique de la wilaya, en particulier à la construction d'infrastructures liées à l'eau (forage), dans les zones en dehors des camps où les réfugiés vivent avec leurs animaux (i.e. communes de Bassiknou, Megve, Fassalla Neré).
2. Afin de diminuer les conflits autour des points d'eaux et de mitiger les tensions liées à la transhumance, démarrer et/ou appuyer des coopératives maraichères de femmes et de filles pour produire des aliments pour animaux (fourrage), tout en clôturant les terres, afin de réduire les tensions autour du fourrage.
3. Afin de d'améliorer la résilience des jeunes face à l'attrait du recrutement dans les groupes armés, investir dans la création d'opportunités d'emplois diversifiées. La prévention du

recrutement des jeunes dans les groupes armés au Mali ne nécessite pas des AGR, mais plutôt un réel investissement dans le développement de compétences et la création d'entreprise pour les jeunes à moyens termes. Par exemple, en investissant dans le commerce, la création de marchés et d'entreprises, ciblant également les filles, mais aussi dans des mécanismes de microfinance et le mentorat des jeunes entrepreneurs.

4. Afin d'améliorer la résilience des jeunes face aux tentations de la radicalisation, appuyer les efforts du gouvernement en leur donnant les moyens d'étendre leurs interventions à la zone .
5. Permettre aux jeunes de développer des réseaux sociaux leur permettant de s'investir dans la vie sociale et la résilience locale en investissant dans des centres de jeunesse multifonctionnels avec internet, formation professionnelle, arts, petits commerces, etc. Il est recommandé que les filles et les garçons soient mis en ensemble dans le centre et les activités existantes.
6. Faciliter la participation des jeunes afin de leur permettre de jouer un rôle positif dans leur communauté (*empower*) en investissant dans la gouvernance participative au niveau de la commune où les jeunes auraient une voix, notamment pour contrer le népotisme. Le co-financement de projets au niveau municipal, conformément aux plans de développement locaux, garantirait l'appropriation, à travers laquelle la voix des jeunes et l'inclusion sociale devraient explicitement être encouragées.
7. Afin d'améliorer l'encrage des jeunes et leur participation citoyenne dans la zone, envisager un mécanisme de petites subventions pour les organisations de la jeunesse et développer leurs capacités en gestion de projet, gestion de centre (incluant le développement d'activités commerciales pour assurer leur durabilité), lobbying et plaidoyer.
8. Afin de ralentir les tensions grandissantes autour des questions foncières et de mitiger les conflits résultants des transformations fondamentales en cours dans ce secteur, soutenir le gouvernement dans l'examen du droit et de la politique foncière ainsi que dans la sensibilisation de la population afin de prévenir les conflits avant que ceux-ci ne n'entrent en synergie avec d'autres vecteurs de conflits.
9. Par soucis d'équité et afin d'améliorer les relations entre les populations, étendre l'assistance aux autres localités, puisque la plupart des agences des Nations Unies sont concentrées dans certaines zones seulement.

Recommandations des personnes interviewées

Selon la figure 93, les femmes pensent que le changement des comportements est nécessaire pour transformer et prévenir les conflits. Par ailleurs plus d'hommes que de femmes s'accordent sur la nécessité d'améliorer les accès aux infrastructures des services de bases, chercher à transformer les mentalités des populations et créer des opportunités d'emploi.

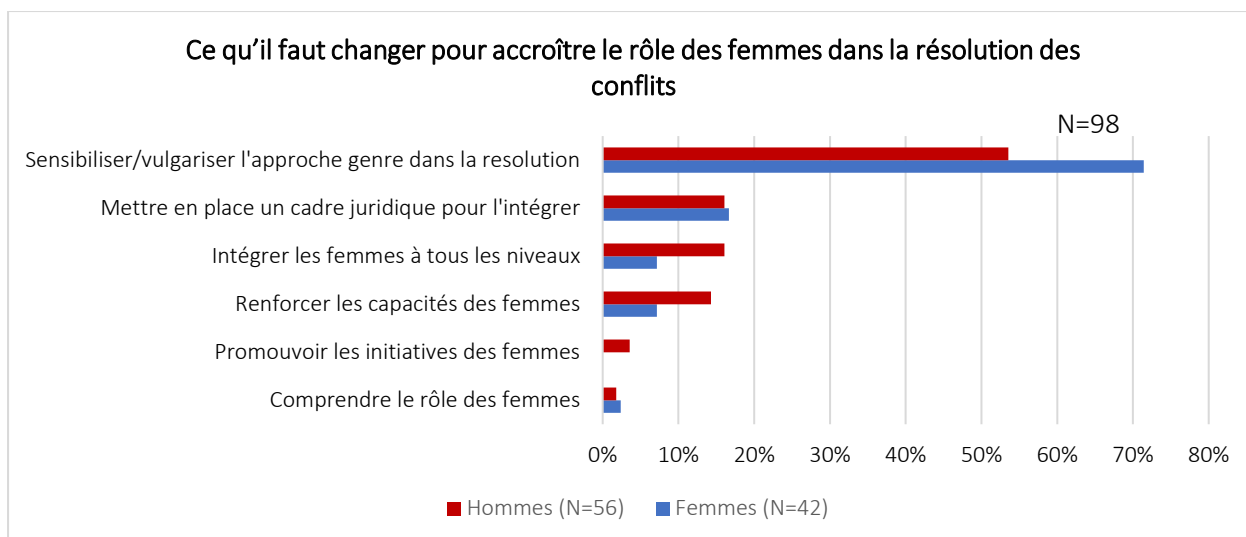


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 93: Changements nécessaires pour transformer et prévenir les conflits

Conformément aux Résolutions 1325 et 2250 du Conseil de sécurité, les Femmes et les Jeunes devraient des parties prenantes aux différents processus de résolution de conflits / consolidation de la paix. Chaque recommandation (point d'entrée programmatique) devrait ainsi prendre en compte leur implication. Comme présenté dans la figure 94, la majorité des femmes et des hommes considèrent qu'il est nécessaire de sensibiliser, vulgariser et intégrer l'approche genre dans la résolution des conflits. Les hommes et les femmes partagent l'idée de consolider le rôle des femmes par la mise en œuvre d'un cadre juridique qui permet l'intégration des femmes à tous les niveaux.

En effet, malgré les grands efforts du gouvernement dans la promotion du rôle de la femme dans les instances de l'Etat, la société mauritanienne n'a pas pu accompagner cette politique à cause de multiples obstacles culturels et coutumiers.

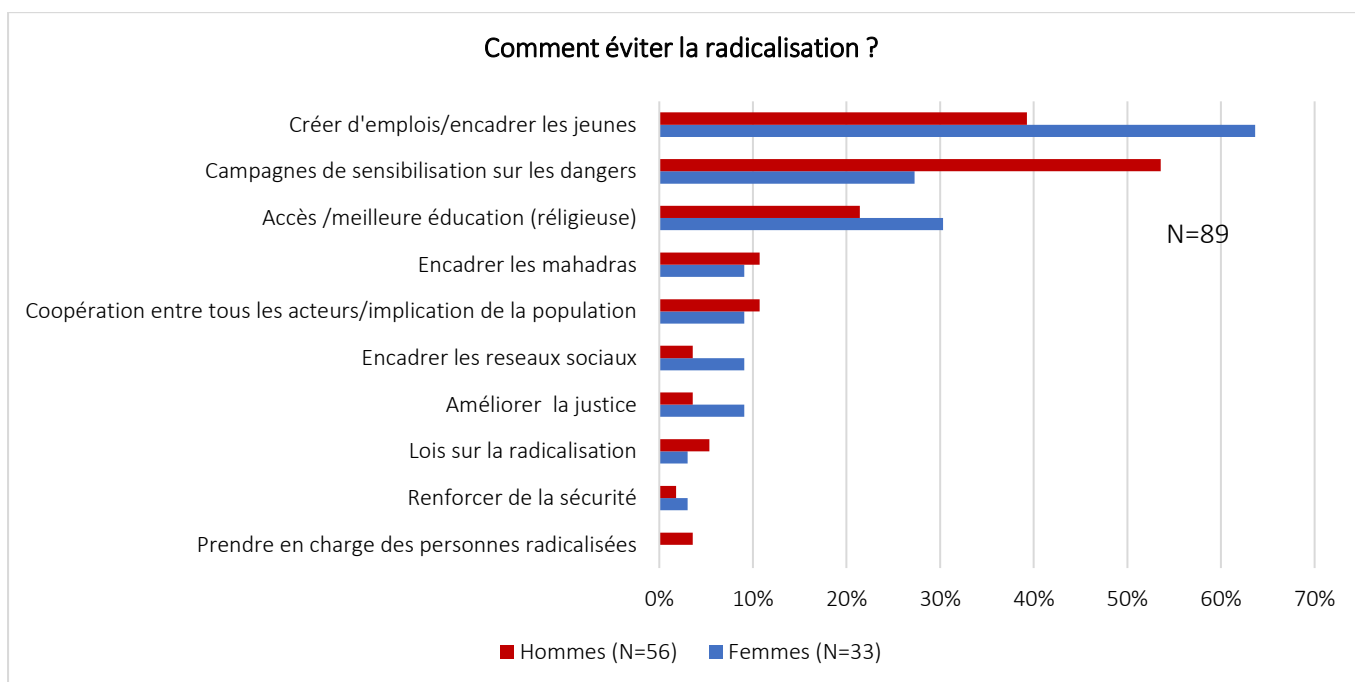


La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 94: Ce qu'il faut changer pour accroire le rôle des femmes dans la résolution des conflits

Plus de femmes que d'hommes jugent que la création d'emplois, l'encadrement des jeunes et l'accès à une meilleure éducation religieuse constituent des approches pour éviter la radicalisation.

Cependant pour plus hommes que de femmes, une priorité doit être accordée aux campagnes de sensibilisation contre la radicalisation. Ces résultats sont indiqués dans la figure 95.



La figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djigueni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 95: Comment éviter la radicalisation

Selon la figure 96 ci-après, il y a plus de filles/femmes que de garçons/hommes qui estiment que la présence permanente d'un effectif important des forces de sécurité va considérablement améliorer la sécurité. Par ailleurs, plus de garçons/hommes que de filles/femmes considèrent que le renforcement des dispositifs des capacités des forces armées et les campagnes de sensibilisation contribuent considérablement à élever le niveau sécuritaire.

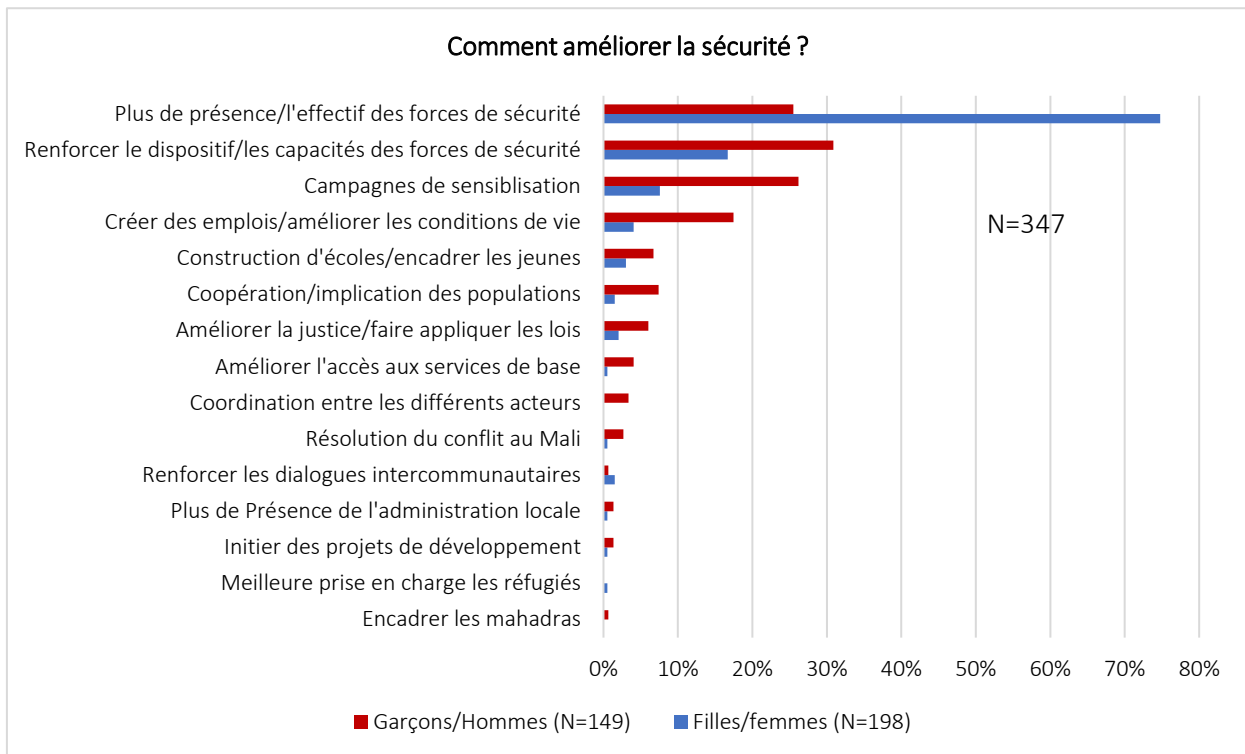


figure présente le pourcentage des répondants mentionnant une réponse donnée (réponses multiples fournies) à partir de données recueillies à Bassiknou, Amourj, Djiguéni, Timbedra entre février et mars 2020.

Figure 96: Comment améliorer la sécurité

BIBLIOGRAPHIE

Anouar Boukhars, *The drivers of insecurity in Mauritania*, 2012

Centre pour le dialogue humanitaire, PNUD, *Etudes des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel*, 2016

EIU. Outlook for 2014-15: Political stability. Mauritania Economic and Political Outlook. Country Report Mauritania. Economist Intelligence Unit (EIU), 2013

Safeworld, *Gender analysis of conflict Toolkit*, 2016

Human Rights Watch, Mauritania Events of 2018, 2019 <https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/mauritania>, consulted on 12/11/19

ICRC (co-editors: Kuner, Christopher and Marelli, Massimo). *Handbook on data protection in humanitarian action*. ICRC: Geneva. 2017

International Crisis Group, *Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali*, 2018

J., Galtung, "Introduction: Peace by Peaceful Conflict Transformation – The TRANSEND Approach" in C., Webel and J., Galtung, *Handbook of Peace and Conflict Studies*, Abingdon: Routledge, 2007, pp. 14-32.

Jillian Kestler-D'Amours, *An uneasy coexistence in the Mauritanian desert*, Al Jazeera, 2017, <https://www.aljazeera.com/indepth/features/2017/09/uneasy-coexistence-mauritanian-desert-170911115143899.html> , consulted the 12/4/2019

Lacher, W. *Organized Crime and Conflict in the Sahel-Sahara Region*. Washington, D.C.: Carnegie Endowment for International Peace, 2012.

MID/DGAT, PNUD, *Enquête sur les perceptions du terrorisme et les conflits dans la zone de Hodh El Chargui*, 2019

Ministère de la Jeunesse et des sports, *Etude des dynamiques de conflits, des OSC émergentes et de ciblage des jeunes les plus exposés aux idéologies extrémistes dans les régions cibles du Projet de prévention des conflits et du dialogue interculturel*, 2016

OCDE, Nations Unies Mauritanie, *Analyse des systèmes de résilience pour appuyer l'élaboration et le développement du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement en Mauritanie*, 2017

PNUD. *Étude sur les déterminants socioéconomiques du terrorisme en Mauritanie*. 201X, pp 9

Sidibé, K. *Security Management in Northern Mali: Criminal Networks and Conflict Resolution*. IDS Research Report 77, Institute of Development Studies, 2012

SNU, *Analyse des fragilités et des risques en Mauritanie pour l'éligibilité de la Mauritanie au PBF*, 2019, p.13

Sumuedh Rao, *Conflict analysis of Mauritania*, GSDRC, 2014

UNDP, *How to strengthen social cohesion at the Mauritania-Mali border*, 2019, <https://medium.com/@UNDP/sustaining-peace-at-the-local-level-a04aff874d88> consulted the 12/4/2019

UNHCR, Operational portal refugees situation, <https://data2.unhcr.org/en/country/mrt?secret=unhcrrestricted> , consulted the 12/4/2019

World Bank, Mauritania – *Anti-corruption study*, 2008

Pour atteindre ses objectifs, l'étude a été conduite suivant les étapes présentées ci-dessous.

Cadre ADC et outils d'analyse de conflits

Cette analyse de conflit s'est inspirée de la méthode d'analyse des conflits et du développement (ADC), complétée par des outils d'analyse de conflit et de la terminologie et adaptée aux besoins spécifiques de cette étude. Elle fournit une compréhension approfondie de la dynamique des conflits dans le Hodh El Chargui en suivant un processus systématique et aligné aux phases décrites ci-dessous.

Sur la base d'une validation des informations existantes et obtenues lors de recherches documentaires et de travaux sur le terrain, l'équipe a conçu les outils de collecte de données primaires. L'examen de la littérature a fourni à l'équipe une idée générale de la dynamique des conflits et des problèmes mis en évidence et nécessitant une analyse plus approfondie, notamment du point de vue du genre et des classes d'âge, afin d'identifier les causes immédiates et structurelles du conflit ainsi que les événements ou problèmes susceptibles de déclencher de nouveaux conflits.

De cette analyse, ont émergé une série de facteurs de conflit, mais également de connecteurs et de points d'entrée pour la transformation et la prévention des conflits. Les conflits apparaissent lorsque des facteurs de conflit structurels et immédiats s'entrecroisent avec les intérêts de certaines parties prenantes déclenchant une forte réaction que les mécanismes traditionnels n'arrivent pas à contenir. La résultante est peut-être violente contribuant ainsi à une escalade des réponses qui peuvent se transformer en conflits violents. Les connecteurs, tels que les individus, les institutions, les groupes, des processus spécifiques, voire des lieux, des symboles ou des constructions sociales spécifiques, renvoient à des éléments de la société qui atténuent l'apparition et la prolifération de conflits violents en faisant appel à la résilience d'une société.

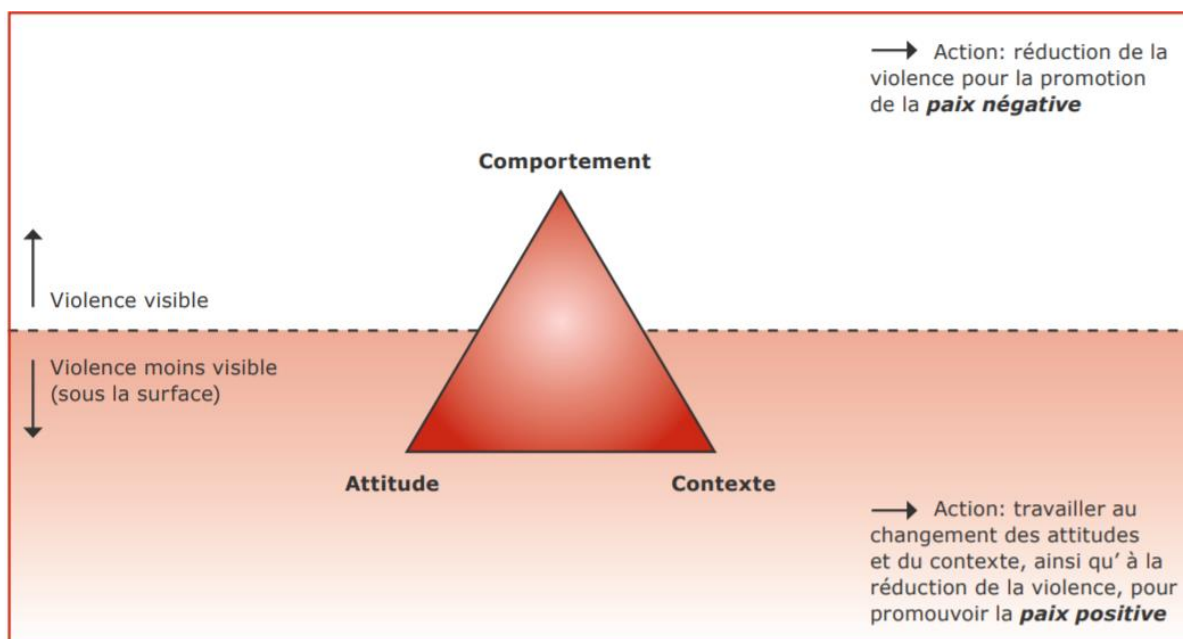
En parallèle, l'équipe a lancé une analyse des acteurs du conflit dans le but de comprendre leurs intérêts et leurs motivations et la manière dont ceux-ci sont influencés ou influencent les facteurs de conflit. Un accent particulier a été mis sur l'identification des personnes influentes dans les communautés, leur rôle dans la promotion, la prévention et la gestion des conflits et les rôles des femmes et des jeunes dans la consolidation de la paix.

L'analyse a inclus : i) une exploration de l'agence et de l'espace politique des femmes et des jeunes dans la consolidation de la paix ; ii) une analyse des facteurs liés aux genres, de la manipulation de la masculinité et de la féminité, la manière dont les normes et comportements de genre façonnent l'utilisation de la violence et alimentent les conflits et l'insécurité ; iii) la manière dont les normes de genre affectent ou sont affectées par le conflit; et iv) comment cela contribue à façonner les conflits intercommunautaires ou à favoriser les initiatives de paix. Cette analyse a été faite en référence à la boîte à outils d'analyse de conflit basée sur le genre de SaferWorld.⁴³

De plus, l'équipe a analysé ce qui était nécessaire et possible pour améliorer les relations en modifiant les attitudes, les comportements et le contexte, en utilisant le triangle de Galtung,⁴⁴ présenté ci-dessous.

⁴³ Gender analysis of conflict Toolkit, Saferworld, 2016

⁴⁴ J., Galtung, "Introduction: Peace by Peaceful Conflict Transformation – The TRANSEND Approach" in C., Weibel and J., Galtung, Handbook of Peace and Conflict Studies, Abingdon: Routledge, 2007, pp. 14-32.



ADAPTATION DU TRIANGLE DE GALTUNG (FISHER ET AL., 2000 : 10)

Sur la base des résultats de l'analyse des conflits, est produit un document d'orientation de la programmation en réponse aux facteurs de conflits dans la région, avec une théorie de changement clairement articulée, et des pistes d'interventions immédiates (quick impact response) à explorer et les parties prenantes et partenaires possibles.

Approche par phases

Phase 1 : Phase préparatoire

La phase préparatoire a inclus la revue de la littérature et la rédaction du rapport de démarrage.

La revue de la littérature a identifié les pistes de recherches pertinentes, les questions à approfondir, les parties prenantes à interviewer et à impliquer à la recherche, les dynamiques sociales et de conflits à analyser, les interventions de consolidation de la paix (et autres) pertinentes. La revue a identifié particulièrement les questions de genre et du rôle des jeunes, etc.

Sur la base de la revue de la littérature, un **rapport de démarrage** a été préparé comprenant : i) une proposition méthodologique et technique; ii) une brève revue de la littérature mettant en lumière les acquis analytiques (ce qui était connu) et les insuffisances analytiques (ce sur quoi la recherche devait se focaliser); iii) une table des matières commentée pour la cartographie; iv) un guide méthodologique et des questionnaires d'entrevues pour les différentes méthodes de recherche ; v) un programme de travail comprenant chaque étapes de la recherche, un chronogramme d'activités, les personnes responsables etc... ; vi) une liste des personnes qui devaient être interviewées. La finalisation du rapport de démarrage a été faite après une session de travail entre l'équipe de recherche et les commanditaires afin d'intégrer les commentaires des parties prenantes.

Phase 2 : Recherche de terrain et analyse de données

La seconde phase a compris les étapes suivantes :

- **Session de lancement de la recherche sur le terrain.** Une session de travail avec les consultants et autres parties prenantes intéressées qui visaient à : i) familiariser tous les chercheurs aux outils de recherche ; ii) faire les derniers ajustements aux outils et

questionnaires ; iii) finaliser les grilles d'analyses et de collecte des données ; iv) finaliser la liste de personnes à rencontrer et à interviewer; v) finaliser le programme de terrain et le chronogramme concernant la préparation des rapports de terrain.

- **Phase de pilotage de la recherche de terrain.** L'équipe de consultants ont piloté les outils sur le terrain. Sur la base de ces jours de pilotage, les derniers ajustements ont été faits aux outils de recherche.
- **Recherche de terrain.** Les consultants nationaux ont entrepris la recherche de terrain sur la base du chronogramme et des outils développés.
- **Phase d'analyse des données.** Sur la base des données collectées et des grilles d'analyses développées, les chercheurs ont analysé les résultats de la recherche de terrain

Portée de la recherche

Période

La consultance a été effectuée entre décembre 2019 et mars 2020. La phase préparatoire a été effectuée à domicile. L'équipe a effectué 24 jours de travail sur le terrain et ce travail a été effectué par les consultants nationaux. En outre, les consultants internationaux ont effectué une mission sur terrain pour le lancement de la recherche, la phase préparatoire et la phase de consultation sur la programmation.

L'équipe

L'équipe était composée de deux consultants internationaux : Irma Specht et Luc Lafrenière, ainsi que deux consultants nationaux de haut niveau : Bakar Diah et Alioune Ouldmenane.

Cible

L'objectif était d'interroger au moins 200 répondants⁴⁵ dans la wilaya de Hodh El Chargui présentant un équilibre optimal entre l'âge, le sexe (au moins 30% des femmes), les tribus (groupes ethniques), les communautés (réfugiés ou communautés d'accueil), les acteurs des institutions publiques, les organisations de la société civile et autres acteurs impliqués dans la résolution des conflits. La recherche a couvert 4 localités de Hodh El Chargui : les *moughataa* de Bassiknou, Amourj, Djigueni et Timbedra.

Echantillon et méthode d'échantillonnage

Lieux et critères d'échantillonnage

La population cible retenue a été celle résidant à travers les *moughataa* de Bassiknou, Amourj et Djigueni.

Les localités ont été sélectionnées en fonction de différents critères, notamment les différentes dimensions des conflits. En outre, des critères ont été élaborés pour sélectionner les localités afin de garantir que tous les types de conflits identifiés soient couverts, à savoir :

- a) Les conflits ethniques (tribaux)
- b) Les conflits sur l'accès aux ressources naturelles
- c) Les conflits sur l'accès aux services
- d) Les conflits entre les réfugiés et les communautés d'accueil
- e) La menace des groupes armés et terroristes

⁴⁵ Estimation faite à partir de la population totale de la région de Hodh El Chagui qui s'élève à 421740 habitants avec une marge d'erreur de 7%.

f) Les activités criminelles.

Le tableau ci-dessous présente les communes qui ont été visitées pendant la phase de recherche de terrain (les districts seront déterminés ultérieurement en consultation avec le PNUD Mauritanie)

Consultant 1 et Consultant 2 (Avec Irma Specht)	
<i>moughataa</i>	Districts visités
Bassiknou	Bassiknou , El Megve , Fassale
<i>moughataa</i>	Districts visités
Amourj	Amourj , Adel bagrou , Bougadoum
<i>moughataa</i>	Districts visités
Djigueni	Djigueni , Mabrouk, Feirenni
<i>moughataa</i>	Districts visités
Timbedra	Timbedra , koumbi Saleh , Bousteila

Sélection des répondants de l'échantillonnage

Méthode d'échantillonnage

Une combinaison d'échantillonnage par choix raisonné, boule de neige et aléatoire, a été utilisée pour identifier les répondants. L'échantillonnage raisonné a été appliqué aux informateurs clés. Il s'agit d'une méthode d'échantillonnage non probabiliste caractérisée par un effort délibéré pour obtenir des échantillons représentatifs en incluant des groupes ou des zones typiques dans un échantillon. Le chercheur s'appuie sur son propre jugement pour sélectionner les membres des divers échantillons⁴⁶. L'échantillonnage en boule de neige a été utilisé pour l'enquête, et, dans une certaine mesure, pour les entrevues avec les informateurs clés (KII) et implique des sources de données primaires désignant une autre source de données primaire potentielle à utiliser dans la recherche. En d'autres termes, la méthode d'échantillonnage en boule de neige est basée sur les références de sujets initiaux pour générer des sujets supplémentaires. Par conséquent, lors de l'application de cette méthode d'échantillonnage, les membres du groupe échantillonné ont été recrutés par référence en chaîne⁴⁷. Un échantillonnage aléatoire parmi la population sera appliqué pour la mini-enquête.

L'équipe s'est assurée que l'échantillon des répondants différenciera le sexe, l'âge, la profession et les groupes de répondants.

Echantillon

Dans chaque *moughataa*, l'objectif était d'atteindre au moins 40 informateurs clés par le biais d'interviews, autant que possible de répondants à la mini-enquête. Cette enquête a été également menée de manière aléatoire parmi d'autres personnes dans la zone. Au total, l'étude a atteint 425 répondants.

Outils

Les parties prenantes qui ont participé à la recherche sont les suivantes :

⁴⁶ <http://research-methodology.net/sampling/purposive-sampling/>.

⁴⁷ <http://research-methodology.net/sampling/snowball-sampling/>.

Outil	Audience
Autorités locales	Institutions publiques nationales, communes, Walis, Hakems, autorité judiciaires, direction régionale de l'éducation, MASEF, Ministère de l'Orientation islamique et de l'Enseignement Originel, Ministères des Jeunesses et des Sports, communes
Acteurs de sécurité	Police, militaires, Gardes , gendarmerie ,Douanes .
Acteurs de la société civile	Acteurs associatifs et communautaires (ONGs de développement, ONGI, structures associatives des jeunes, assemblée traditionnelle des villages, leaders locaux, leaders religieux, leaders des jeunes, leaders des femmes, leaders traditionnels, comités villageois, organisations de réfugiés)
Mini-enquête Jeunes	Jeunes
Focus Group	Réfugiés et Communautés d'accueil, notables , chefs de villages

Analyse de données et rapport

Contrôle de qualité

Les consultants internationaux ont contrôlé la validité et la qualité des données tout au long de la période de collecte des données. La saisie et l'analyse des données ont été faites progressivement. Des mécanismes de contrôle de la qualité ont été en outre intégrés via une triangulation et des boucles de rétroaction régulières.

Triangulation

La vérification et la validation des données et l'analyse des problèmes sous différents angles ont eu lieu en posant de manière répétée les mêmes questions aux différents groupes de répondants, d'une manière légèrement différente. C'est une méthodologie simple mais efficace pour trianguler les données collectées. Une liste maîtresse de questions (Masterlist) a organisé et regroupé des questions similaires issues de différents outils permettant de comparer les résultats et de faire ressortir l'analyse. Un tableau sur la triangulation des données a été préparé, une fois que les outils ont été testés et adaptés.

Analyse de données progressive

Pour assurer une qualité et une complétude optimales, la saisie et l'analyse des données ont eu lieu tout au long de la période de recherche. L'équipe a présenté les données sous forme de graphiques, ventilés par âge, sexe, catégorie et localité du répondant (en particulier dans la mini-enquête).

Langue

La collecte des données a été faite en arabe et français. Les transcriptions et le rapport d'analyse des conflits ont été produits en français.

Considérations pour les focus group

Les focus group ont eu lieu séparément selon le sexe et l'âge (moins de 24 ans et plus). Les groupes ont été limités à 10 participants maximum.

Ethique de la recherche

La collecte des données a été faite conformément aux principes éthiques standard en matière d'évaluation, l'accent ayant été mis sur la confidentialité. Toutes les personnes interviewées ont été

traitées avec le plus grand respect. De plus, la confidentialité a été assurée et soulignée avant de poser toute question.

L'équipe a adhéré à plusieurs principes de base pour la collecte de données :

- Les questions posées étaient appropriées et adaptées à l'âge, au niveau d'éducation et à la culture des participants.
- Les questions étaient formulées pour refléter le caractère sensible de ce sujet dans le Hodh El Chargui.
- L'échantillonnage a été à la fois systématique, mais également flexible. L'accès et la sécurité à chaque emplacement ont déterminé la méthode d'échantillonnage utilisée.
- L'équipe s'est efforcée d'atteindre tous les acteurs clés identifiés pour la collecte de données.
- L'équipe a effectué la triangulation des données en recueillant les points de vue de différents groupes de parties prenantes sur le même sujet.

Sensibilité

Tous les outils ont été conçus et adaptés au contexte. Les membres de l'équipe étaient conscients de leurs responsabilités morales envers tous les participants à la recherche et possédaient une grande expérience dans la collecte de données sur des sujets sensibles. Ils ont tenu compte des meilleurs intérêts des participants tout au long du processus de recherche. L'équipe a traité les répondants avec le respect qui leur était dû et a pris leurs opinions au sérieux.

Lieux des interviews

Tout au long de la recherche, l'équipe a accordé la priorité à la sécurité des participants. Entre autres, l'équipe a respecté l'endroit préféré des participants pour l'entretien. Les équipes se sont efforcées en particulier d'adapter les horaires et les lieux d'interview afin de garantir la participation des femmes.

Confidentialité et protection

L'équipe a expliqué clairement les principes de confidentialité et d'anonymat à toutes les personnes qui ont participé à cette recherche. En raison de la nature potentiellement sensible des informations divulguées, la méthode de collecte des données garantissait l'anonymat des répondants. En tant que tel, aucun nom ou entretien n'a été enregistré.

Consentement Informé

Les chercheurs ont respecté les principes de la participation volontaire. Conformément au Manuel sur la protection des données dans l'action humanitaire 48 du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les chercheurs ont vérifié que l'interviewé avait bien compris les risques et les avantages liés au traitement et exerçait son droit de s'opposer et de donner son consentement valable le cas échéant. La décision de participer a reposé sur le libre arbitre et les participants ont été informés du fait qu'ils pouvaient mettre fin à l'entrevue à tout moment.

⁴⁸ ICRC (co-editors: Kuner, Christopher and Marelli, Massimo). Handbook on data protection in humanitarian action. ICRC: Geneva. 2017

Risques et mesures d'adaptation

Risques	Mesures d'adaptation
Les problèmes de sécurité pouvaient avoir un impact sur la faisabilité d'atteindre les objectifs réels.	L'équipe s'est adaptée à la situation et pouvait se diriger vers des nombres plus élevés à certains endroits si la sécurité empêche la poursuite de l'étude à d'autres.

ANNEXE B. MASTERLIST

Cette masterlist inclus toutes les questions de tous les outils combinés.

#	Questions	Outil 1: Autorités locales	Outil 2: Acteurs de la société civile	Outil 3: Acteurs de sécurité	Outil 4: Mini-enquête Jeunes	Outil 5: Focus Group
Données démographiques						
	a. Sexe : (Homme / Femme) b. Âge : c. <i>Moughataa</i> d. Commune e. Type de répondant (gouvernement, ONU/Organisation Internationale, Société civile, membre de la communauté) f. Niveau d'éducation : (Aucun, Primaire, Secondaire, Supérieur, Coranique / Mahadra, autre) g. Allez-vous à l'école ? (Moins de 24 ans)? Si non pourquoi avez-vous arrêté l'école? Si oui, quel type d'école (formelle, religieuse, les deux) ? h. Emploi : agriculture, élevage, fonctionnaire, commerce, autre i. Fonction j. Revenu moyen en MRU (par jour, par mois et par année) : k. Originaire de la région : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non l. Communauté : autochtone, allochtone, réfugié, migrant m. Si allochtone, réfugié, d'où est-ce que vous venez ? n. Si allochtone, réfugié, quand est-ce que vous êtes venu ici ? (Année) o. Si allochtone, réfugié, pourquoi est-ce que vous êtes venu ici ?	a b c d	a b c d i j k	a b c d	a b c d f g h j k l m n	a b f k
Introduction						
	Pouvez-vous nous parler de vous et /ou du rôle du gouvernement local /organisation dans la promotion de la paix et de la stabilité dans votre région ?	X	X	X		
Contexte sécuritaire						
Perceptions sur la sécurité						
1a	Est-ce que vous sentez-vous en sécurité ?					
1b	Si oui pourquoi, si non pourquoi pas ?					
1c	Au cours de la dernière année, est-ce que la sécurité s'est améliorée ou détériorée ?	c d e f	X	c d e f	a b c f	
1d	Pourquoi ?					
1e	Quels sont les groupes dans la communauté les plus exposés au risque d'insécurité ?					

1f	Pourquoi est-ce que vous pensez que ces groupes sont plus à risque ?					
1f	Comment améliorer la sécurité ?					
2a	Quels sont les principaux risques pour la sécurité des filles et des jeunes femmes ? Veuillez expliquer		X	X	X	X
2b	Quels sont les principaux risques pour la sécurité des garçons et des jeunes hommes ? Veuillez expliquer					
Violences communautaires et Violences Basées sur le Genre						
3a	Quelles sont les sources de violence communautaire ?					
3b	Est-ce qu'il existe des Violences Basées sur le Genre ?					
3c	Si oui, sous quelles formes ?					
3d	Est-ce que les violences sexuelles ont augmenté ou diminué ?	X	a b c f g	X	a b c f	a b e f
3e	Veuillez expliquer					
3f	Qui commet les violences sexuelles ?					
3g	Qui sont les principales victimes des violences sexuelles ?					
Radicalisation						
4a	Est-ce que vous pensez qu'il y a des jeunes de la région du Hodh El Chargui qui sont plus pieux que d'autres ? Veuillez expliquer					
4b	Si oui, est-ce une mauvaise chose ? Veuillez expliquer					
4c	Qui influence les jeunes vers la radicalisation ? Veuillez expliquer					
4d	Quels sous-groupes de jeunes sont plus réceptifs à la radicalisation ? Pourquoi ?					
4e	Quel est le rôle des femmes dans la radicalisation ?	a c d g	X	a b c d f g h l j	a b c d h i j	c f g h i
4f	Comment éviter la radicalisation ?					
4g	Est-ce que les jeunes sont mobilisés pour rejoindre des organisations extrémistes ? Veuillez expliquer					
4h	Si oui comment ?					
4i	Si oui, par qui ?					
4j	Est-ce la même chose pour les filles et les femmes ?					
4k	Comment est-ce que les membres des organisations extrémistes sont perçus dans la communauté ?					
Activités criminelles et groupes armés						

5a	Est-ce qu'il y a des groupes armés opérant dans la zone ?					
5b	Si oui, lesquels ?					
5c	Si oui, où sont basés ces groupes ?					
5d	Si oui, est-ce que ces groupes recrutent des jeunes ici ?					
5e	Si oui, quels groupes (de jeunes) dans la communauté sont plus susceptibles d'être recrutés ?					
5f	Pourquoi ?					
5g	Pourquoi est-ce que les gens rejoignent les groupes armés ?					
5h	Est-ce qu'il y a un risque que les jeunes rejoignent ces groupes dans le futur ?	a k l m	a b c d e f g h	a b c d e f j k l m	a b c e g h l n	a c d
5i	Si oui, pourquoi ?					
5j	Est-ce qu'il y a des réseaux criminels opérant dans la zone ?					
5k	Quels groupes de personnes dans la communauté participent aux activités criminelles ?					
5l	Comment est-ce que les autorités luttent contre les activités criminelles ?					
5m	Est-ce que les méthodes sont efficaces ? Veuillez expliquer					
5n	Est-ce que les jeunes rejoignent les groupes armés ? (ici ou dans d'autres pays) ?					
Causes, accélérateurs de conflits et diviseurs						
6a	Quels sont les types de conflits dans la région ?					
6b	Lesquels ont toujours existé et lesquels sont nouveaux ?					
6c	Quelles sont les causes profondes des conflits ?					
6d	Qu'est-ce qui divise les gens dans les communautés ?	a b c d e f	X	a b d	d e f	a c
6e	Comment est-ce que vous évaluez les niveaux de confiance entre les communautés ?					
6f	Si moyen ou faible, quels sont les problèmes ?					
6g	Est-ce que cela s'est amélioré au cours des 2 dernières années ? Pourquoi ?					
7	Quel(le) situation ou événement pourrait à l'avenir déclencher de violents conflits ?	X	X	X		X
8a	Est-ce qu'il y a des communautés qui ont moins accès à la terre, aux services ou aux opportunités que les autres ?					
8b	Si oui, lesquelles communautés ?	e	X		e	a
8c	Si oui, pourquoi ?					
8d	Quels services manquent aux jeunes (filles et garçons) ?					
8e						
9a	Comment est-ce que vous décrivez les relations entre les réfugiés et les communautés locales ? Veuillez expliquer	a b		a b c	a	a c

9b	Comment est-ce que les réfugiés sont perçus dans la communauté ?					
9c	Qu'est ce qui devrait être fait pour réduire les conflits et améliorer les relations ?					
Acteurs de conflits						
10a	Qui causent les conflits dans et entre les communautés ?					
10b	Quels sont leurs intérêts et motivations ? (par acteur)	X	X	a b	a	a b
10c	Comment est-ce que ces acteurs sont connectés ?					
10d	Quelles sont les relations entre les acteurs de conflit ?					
11a	Quels sont les rôles des femmes dans les conflits et la violence ?	X	X			
11b	Quels sont les rôles des jeunes dans les conflits et la violence ?					
Connecteurs et acteurs de paix et de stabilisation						
12	Qu'est-ce qui lie et rassemble les gens dans la communauté ?/Qu'est qui rassemble les jeunes ?	X	X		X	X
13a	Quels sont les principaux acteurs et influenceurs des communautés ?	b	X		b	b
13b	Quels sont les acteurs les plus efficaces pour résoudre et réduire les conflits ?					
14	Où est- ce que les gens vont lorsqu'ils ont des problèmes ?/ Où est- ce que vous allez lorsque vous avez des problèmes ?	X			X	
15a	Comment est-ce que les conflits sont résolus ?					
15b	Existe-t-il des mécanismes de résolution des conflits ?					
15c	Est-ce qu'ils sont efficaces ? Pourquoi / Pourquoi pas ?					
15d	Est-ce qu'ils sont inclusifs en termes de représentativité de la communauté ? Veuillez expliquer					
15e	Est-ce que les jeunes y jouent un rôle ? Si oui, quel est leur rôle ? Si non, quel devrait être leur rôle ?					
15f	Est-ce que les femmes y jouent un rôle ? Si oui, quel est leur rôle ? Si non, quel devrait être leur rôle ?					
15g	Quels sujets ne peuvent pas être traités par les mécanismes de résolution des conflits ?	b c d e f g i	a b c d e f g i j	i	h i n	b c e f g m
15h	Est-ce que les jeunes ont une voix dans les prises de décisions ? Veuillez expliquer	k l	k l			
15i	Qu'est-ce que les autorités locales font pour consolider la paix dans la zone ?					
15j	Est-ce qu'ils sont efficaces ?					
15k	Est-ce que vous pouvez -donner un exemple de succès liés à la <u>prévention</u> des conflits ?					
15l	Est-ce que la coordination entre les acteurs de la paix est efficace ? Veuillez expliquer					
15m	Quelles solutions sont nécessaires pour résoudre / réduire les types de conflit ?					
15n	Qui vous écoute le plus ?					
16a	Est-ce qu'il y a des femmes leaders influentes ici (demander les contacts et les visiter) ?	a	X			

16b	Est-ce que les femmes jouent un rôle dans la prévention / gestion des conflits ?					
16c	Si non, pourquoi pas, si oui, quels rôles ?					
16d	Qu'est-ce qu'il faut changer pour accroître le rôle des femmes dans la résolution des conflits ?					
17	Quels changements sont nécessaires pour transformer et prévenir les conflits ?	X	X			
18	Qu'est-ce qui vous rend le plus heureux ?		X	X	X	X